TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — Nº 10 140 — 42 PAGES — MARDI 6 SEPTEMBRE 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 38

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

L'« affaire Lance » ternit la réputation d'intégrité de l'administration Carter

LIRE PAGE 2

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le sport et l'État en R.D.A.

La victoire des Allemands de l'Est à Düsseldorf (R.F.A.) dans la première Coupe du monde d'athlétisme tient du prodige. L'importance des pays vaincus — Etats-Unis, Union soviétique, notamment — en témoigne.

Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis les championnats d'Europe de 1969, à Athènes, les athlètes de la R.D.A. n'ont cessé de multiplier les succès aux dépens de nations dix fois plus peuplées, augmentant par la suite le nombre des disciplines dans lesquelles leur suprématie est sans égale. Devenus les meilleurs en athlétisme, en natation (principalement chez les femmes), en aviron, on les a vus récemment s'imposer en cyclisme, prouvant, s'il en était besoin, leur capacité à dominer leurs adversaires en n'importe quel domaine.

Au départ, les responsables de la République démocratique, en inscrivant dans la Constitution le droit pour tout citoyen de pratiquer le sport, songeaient moins à lancer leurs athlètes à la conquête des stades qu'à offrir à leurs concitoyens les moyens d'un épanouissement personnel. Ce fut l'époque des compétitions de masse et de la mise en œuvre d'une organisation originale qui permit, en définitive, à 60 % de la population de pratiquer le sport. Nul pays ne saurait revendiquer un tel taux.

Paradoxalement, si la R.D.A. a su tirer parti de sa suprématie athlétique sur le plan international, c'est en posant le principe qu'il n'existait pas de lien nécessaire entre sport de masse et sport d'élite. La préparation des champions devint une affaire d'Etat pour cette raison que leurs succès permettaient à la jeune République, fondée en 1949, d'imposer sa présence à des pays étrangers peu empressés de la reconnaître. Le stade devint l'antichambre des ambassades, et c'est en se détachant de l'Allemagne fédérale, avec laquelle elle fut contrainte pendant un temps de s'associer pour les compétitions internationales, que la R.D.A. parvint à faire connaître son hymne et son drapeau.

Les moyens employés pour former l'élite furent longtemps suspectés, et le restent parfois du fait du mystère qui les entoure. Mais le sport en R.D.A. bénéficie à la fois d'installations et de moyens financiers suffisants, d'un encadrement nombreux et compétent, ainsi que des avantages d'une recherche médicale et scientifique adaptée. Comme pour les mathématiques, les sciences naturelles, les langues ou les arts, les talents particuliers sont déterminés aux premières heures de la scolarité et exploités en tenant compte des impératifs personnels et familiaux. Loin de paralyser l'individu dans sa progression sociale, le sport, en R.D.A., la favorise... procurant en outre à l'intéressé des voyages interdits à ses compatriotes.

Les dieux du stade n'ont pas encore réussi à faire tomber les murs ni à ouvrir les frontières. La leçon que donne la R.D.A. sur le plan sportif serait mieux ressentie si l'Etat ne donnait pas de fâcheux exemples en d'autres domaines. Les départs d'intellectuels, qui se multiplient, prouvent, s'il en est besoin, que l'homme ne vit pas seulement de jeux.

(Lire page 19.)

LA GUERRE D'USURE EN OGADEN

• Moscou condamne à nouveau la Somalie
• M. Senghor insiste sur la nécessité de respecter les frontières coloniales

Rompant le silence qu'elle observait depuis le 27 août, l'U.R.S.S. a de nouveau condamné implicitement la Somalie au sujet de l'Ogaden, moins d'une semaine après la visite à Moscou du président Syaad Barre.

Tandis que, sur le terrain, les combats se poursuivent autour de la ville de Jijiga, la Somalie paraît de plus en plus isolée, et se tourne vers la Ligue arabe. Dans une interview au Monde, *M. Léopold Sedar Senghor, chef d'Etat du Sénégal, exprimant le point de vue de la majorité des Etats africains, déclare que l'Ogaden et l'Erythrée font partie de l'Ethiopie, et réaffirme la nécessité de respecter les frontières héritées du colonialisme.*

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — « *Toutes les plaines sont libérées et les combats ne font rage que dans l'Hinterland.* » Ainsi le Front de libération de la Somalie occidentale) (F.L.S.O.) résumait-il, dimanche 4 septembre, la situation dans l'Ogaden.

La portée de ces changements est considérable. Depuis la mi-août, l'offensive-éclair des forces de libération somalies semble avoir fait place à une guerre d'usure sur les marches des hautes terres. C'est à qui rassemblera le premier les moyens de donner un coup de boutoir décisif à l'adversaire. La stabilisation apparente des fronts militaires a sa contrepartie : dans les deux camps, la quête d'armes et d'appuis diplomatiques.

Une « cause arabe »

L'étendue et la nature des combats à la frange occidentale de l'Ogaden demeurent mal connues. Le F.L.S.O. a annoncé dimanche que trois mille soldats éthiopiens avaient été tués la semaine passée dans le secteur de Jijiga et que ses adversaires avaient été contraints de se replier à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de cette agglomération, sur les monts Kara-Marda, où les combats se poursuivraient. Toujours selon le F.L.S.O., l'aviation éthiopienne aurait perdu sept chasseurs F 5-A et F 5-E. Plus à l'ouest, un millier d'Ethiopiens auraient été tués aux alentours de la localité d'Afden, à mi-chemin entre Dire-Daoua et Miseso.

Ces informations paraissent confirmer que, dans le nord de Harrarghe, où ont lieu les plus fortes concentrations de troupes, le front formerait une sorte de sinusoïde allant du secteur de Miseso, à l'ouest, à celui de Jijiga, à l'est, en passant par les régions de Dire-Daoua et de Harrar. Les Somaliens n'ont pas confirmé l'imposition d'un black-out nocturne sur Hargheisa, de leur côté de la frontière, à la suite de deux *raids aériens* menés la semaine dernière sur cette ville par les Ethiopiens qui y auraient perdu trois chasseurs-bombardiers.

Des combats se poursuivraient également à l'ouest de l'Ogaden, aux alentours de Goba, chef-lieu de la province de Bâle, et de la localité assez proche de Ginir. Le F.L.S.O. a fait état, dimanche, de deux succès : trois cent cinquante Ethiopiens auraient été tués dans le secteur de Goba et cinquante-neuf autres dans celui de Ginir. Les combats continuent, a-t-il également indiqué.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

LE PROJET DE BUDGET POUR 1978

- *Taxe exceptionnelle sur les profits des banques*
- *Majoration importante de la « vignette automobile »*
- *Reconduction de l'impôt sur les signes extérieurs de richesse*
- *Allégement fiscal pour les nouveaux retraités*
- *Abattement pour 50 000 commerçants ou artisans porté à 20 %*

Les différentes mesures fiscales décidées par le gouvernement pour maintenir à moins de 10 milliards de francs le déficit budgétaire de 1978 seront officiellement annoncées mercredi après-midi 7 septembre, après le conseil des ministres. Pour l'essentiel, ces mesures seront supportées par les automobilistes, qui verseront à l'Etat, l'année prochaine, 6,5 milliards supplémentaires en payant plus chers l'essence (10 % en deux fois probablement) et la vignette (hausse variable, mais de l'ordre de 20 %). 2 milliards de francs seront en outre trouvés sur le tabac, le loto, les signes extérieurs de richesse (le prélèvement exceptionnel institué cette année sera reconduit), un prélèvement exceptionnel sur les banques, l'accélération du recouvrement par l'Etat du *prélèvement libératoire* perçu par les banques auprès de leurs clients détenteurs d'obligations, de bons de caisse, etc.

Au chapitre des bonnes nouvelles — il y en aura peu, — le gouvernement annoncera un relèvement uniforme de 7,5 % des tranches du barème de l'impôt sur le revenu (pour tenir partiellement compte de la hausse des prix) ainsi que divers allégements fiscaux pour les personnes âgées, pour celles qui partent à la retraite et pour celles dont les revenus avoisinent le SMIC. L'abattement de 20 % du revenu imposable dont bénéficient les salariés sera accordé aux artisans et aux commerçants se soumettant à certaines règles de comptabilité. Enfin, des mesures favorables sont prévues pour les compagnies d'assurances et les petites et moyennes industries. La réévaluation des bilans se fera, mais pas dans les conditions souhaitées par le patronat.

(Lire page 38 l'article d'ALAIN VERNHOLES.)

ENCADRER LES CADRES

par PAUL APPELL (*)

Les dirigeants d'entreprise sont habitués à être critiqués sur l'emploi, les investissements, la pollution, l'exportation, etc. Mais qu'à cette panoplie traditionnelle s'ajoute aujourd'hui le reproche de trop rémunérer l'encadrement, voilà qui les étonne. Pourquoi cette flambée d'intérêt pour le problème des cadres ? Pourquoi cette mêlée confuse pour déterminer la façon *la plus indolore de les maltraiter ?*

Quel est donc le vrai problème ?

C'est que les cadres sont à la fois un enjeu et une gêne. Ils sont devenus une catégorie sociale importante, qui compte aujourd'hui, dans l'entreprise libre, deux millions de personnes. S'assurer leurs voix est électoralement important. Il faut donc les flatter. Mais, dans l'entreprise, ils agissent. En contact avec la base, ils personnifient pour elle les contraintes économiques, sociales et humaines d'une société en marche. En concurrence avec les syndicats pour la confiance du personnel, ils gênent. D'autant plus que, depuis vingt ans, ils ont démenti en permanence les théories marxistes, en assurant l'industrialisation de la France et l'augmentation générale du niveau de vie. Il faut donc les punir, en diminuant leur pouvoir « *divin* ». Les flatter et les brimer, voilà deux objectifs contradictoires qui ne sont pas commodes à poursuivre simultanément.

C'est sans doute ce qui explique la confusion et l'imprécision des propos tenus ici et là.

Sous la grande variété des déclarations faites ressortent quatre thèmes constants : sur les principes de rémunération, on assure que la diminution absolue et relative des salaires ne nuira ni à l'intérêt bien compris des cadres ni à leur statut ; sur l'application concrètes aux salaires, aucune précision chiffrée n'est fournie ; sur les questions de fiscalité et de retraite, un silence total plane ; enfin, sur leur rôle et leur statut : hommage à leur vertu, et diminution de leurs pouvoirs

Compte tenu du rôle essentiel de l'encadrement dans la vie de l'entreprise, il est bien normal que nous cherchions à savoir avec précision ce qui est proposé. Dans le domaine des salaires, par exemple, il serait éclairant de dépasser les déclarations de principe pour chiffrer ce qui se passerait si l'on mettait aujourd'hui en pratique les propositions actuelles de réduction de l'éventail et de hausse du SMIC.

(Lire la suite page 40.)

(*) Président de l'association patronale Entreprise et Progrès, président du comité des Assises des entreprises françaises.

La majorité et la gauche en ordre dispersé

Les représentants des partis de la majorité devaient en terminer, lundi 5 septembre, avec la rédaction de leur projet de manifeste. Le texte en sera ensuite soumis aux instances des partis concernés, et dès lundi soir le comité central du R.P.R. était convoqué à cet effet.

A gauche, le P.C. a complété par une campagne d'affichage la diffusion à six millions d'exemplaires de son dossier sur l'actualisation du programme commun, encarté dans l'Humanité *du 5 septembre. Le ton de l'éditorial de M. Marchais et celui de la réplique de M. Mermaz, pour le P.S., restent modérés, mais les divergences demeurent entières. M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, s'inquiète de l'effet produit par la prolongation de la controverse.*

(Lire page 6 l'article d'André LAURENS.)

ÉVOLUTION ET BRICOLAGE

Les thèmes de l'évolution des espèces, de l'origine de l'homme et du déterminisme des comportements n'ont cessé depuis un siècle de soulever des tempêtes d'ordre parfois scientifique, mais le plus souvent idéologique.

L'enjeu de cette querelle concerne en réalité les possibilités d'évolution et de promotion des groupes humains par une modification de leur environnement.

La conférence qu'a faite récemment le professeur François Jacob aux universités Weitzmann et Berkeley apporte sur la nature exacte de cette évolution, qui provoque depuis plus d'un siècle tant de conflits intellectuels, une lueur originale. Le contraste est frappant entre la démesure des polémiques actuelles et passées et le côté quelque peu dérisoire du bricolage qu'il décrit.

I. — Les limites de l'imagination

par FRANÇOIS JACOB (*)

Les ouvrages du XVIe siècle consacrés à la zoologie et à la botanique sont souvent illustrés de superbes gravures représentant les divers animaux qui peuplent la terre. Dans certains de ces livres, on trouve la description minutieuse de chiens à tête de poisson, d'hommes à pattes de poulet, voire de femmes sans tête. La notion des monstres où se réassortissent les caractères d'espèces différentes n'est pas en elle-même particulièrement surprenante : chacun a imaginé ou même dessiné de tels hybrides. En revanche, ce qui est déconcertant aujourd'hui, c'est qu'au XVIe siècle ces créatures appartenaient, non au monde de l'imaginaire, mais à la réalité. Nombre de gens les avaient rencontrées et pouvaient en fournir un portrait détaillé. Ces monstres côtoyaient les animaux familiers de la vie quotidienne. Ils restaient, pour ainsi dire, dans les limites du possible.

En parcourant les ouvrages actuels de science-fiction, on est frappé d'y retrouver le même phénomène : les abominables créatures qui chassent le pauvre astronaute perdu sur quelque planète lointaine sont toujours les produits d'une recombinaison entre divers organismes terrestres. Les êtres venus du fond de l'espace pour explorer la Terre ont toujours un aspect humain. On les voit en général représentés au sortir de leurs soucoupes volantes : ce sont nettement des vertébrés, des mammifères sans le moindre doute, qui marchent debout. Les seules variantes concernent la taille du corps et le nombre des yeux. Le plus souvent, ces créatures sont dotées d'un crâne plus volumineux que celui des humains, pour suggérer un plus gros cerveau ; elles sont parfois munies d'antennes radio sur la tête, pour évoquer des organes sensoriels particulièrement raffinés. L'étonnant, là encore, c'est ce qui est considéré comme possible. C'est, cent vingt ans après Darwin, la conviction que si la vie survient n'importe où, elle est tenue de produire des animaux voisins de ceux vivant sur cette Terre ; et, mieux encore, qu'elle doit nécessairement évoluer vers quelque chose de semblable aux être humains.

(Lire la suite page 12.)

(*) Professeur au Collège de France, prix Nobel.

AU JOUR LE JOUR

Retour aux sources

En faisant abondamment diffuser la Déclaration des droits de l'homme de 1789, M. Jean-Pierre Soisson a compris qu'il était d'une certaine façon plus facile de s'entendre sur un texte passé que sur un accord présent.

Ainsi, dans le cadre de la majorité, la Déclaration des droits de l'homme ne peut que flatter les vues esthétiques de la France qui invente, qui ose et qui gagne ; et dans le cadre de l'opposition on constate également que le vieux texte du programme commun de 1972 avait eu au moins l'avantage de mettre tout le monde d'accord durant plus de cinq ans.

En fait, le danger actuel pour l'unité des deux grands blocs politiques français, c'est l'actualisation. En ce sens, l'actualisation par le passé semble être effectivement une bonne parade à tout danger de désaccord, et les électeurs ne devront pas s'étonner s'ils trouvent un de ces jours le texte des Dix Commandements dans leur courrier.

BERNARD CHAPUIS.

FESTIVAL A TROUVILLE

Un cinéma français pour demain

Faut-il hausser les épaules ? Ou au contraire pratiquer la méthode Coué, se convaincre à tout prix que... quelque chose s'est produit à ce premier Festival du jeune cinéma français à Trouville, organisé à l'initiative d'une équipe dynamique conduite par Bruno Decharme (vingt-cinq ans), avec l'appui de la direction du casino qui hébergeait les projections, et le soutien, purement nominal, de la municipalité ?

Ni l'un ni l'autre, exactement, malgré les causes d'extrême irritation, mais aussi les motifs non moins réels de satisfaction : quelque chose de plus a joué, le goût de l'aventure, le plaisir de la découverte, l'absence totale de pouvoir, d'un pouvoir quelconque désireux d'affirmer à travers un festival la primauté de ceci ou de cela. Donc la dépolitisation parfaite, comme on sait le pire des leurres. Le plaisir de voir des films français, courts ou longs.

Après le coup d'envoi de Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, qui a promis de créer une commission de travail sur les problèmes du court métrage que pourrait présider Jacques Tati, et aussi d'intervenir auprès de notre télévision pour aider à promouvoir le cinéma français de qualité, deux bons prophètes vinrent, trois jours plus tard, bras dessus bras dessous, expliquer leurs intentions.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 17.)

AMÉRIQUES

États-Unis

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'« AFFAIRE LANCE »

M. Carter continue de soutenir son directeur du budget coupable d'irrégularités financières

L' « affaire Lance », du nom du directeur du budget de l'administration Carter, continue de se développer. Dimanche soir 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche a démenti une information que publie ce lundi l'hebdomadaire « Time » et selon laquelle M. Lance, qui est accusé d'indélicatesse financière, aurait déjà proposé deux fois à M. Carter sa démission. Selon « Time », la démission de M. Lance n'est de toute façon qu'une question de temps.

Washington. — Ce n'est pas — ou pas encore — un nouveau Watergate. Mais l' « affaire Lance » n'aurait sans doute pas pris les mêmes proportions sans les mésaventures survenues au président Nixon. Et c'est sans doute pour n'avoir pas été jusqu'au bout des conclusions que ce précédent imposait que M. Carter, élu président sous l'image de marque de la probité et de la vertu, se trouve en difficulté là où il paraissait invulnérable.

Les péripéties de l'affaire sont trop embrouillées pour être relatées dans le menu. Mais quelques grandes dates émergent. Peu après son élection, M. Carter décide de confier à un de ses amis de toujours, un Géorgien comme lui, M. Bert Lance, le poste très important de directeur du budget (Office of Management and Budget) à la Maison Blanche. Comme les autres Géorgiens de l'équipe victorieuse l'homme n'est guère connu sur le plan national. Mais son intimité avec le président, les vues très orthodoxes qu'il professe en matière budgétaire, l'expérience qu'on lui prête — sans entrer dans les détails — dans l'activité bancaire, créent un préjugé favorable. C'est sans aucune difficulté que le Sénat lui accorde, en janvier, sa confiance.

De notre correspondant

Les doutes n'apparaissent qu'au printemps : quelques articles mettent en lumière des pratiques douteuses de M. Lance lorsqu'il dirigeait plusieurs banques de Géorgie. Une enquête, confiée à un contrôleur fédéral, M. John Heimann, aboutit à un rapport publié le 18 août : le document relève que le directeur du budget n'a rien fait de répréhensible au regard de la loi. Un peu vite, M. Carter croit l'affaire terminée, et réaffirme par un geste spectaculaire — il quitte sa retraite de vacances pour apparaître à Washington devant les caméras au côté de son ami et collaborateur — sa confiance total à à M. Lance.

Un peu vite, car le rapport brosse en même temps du directeur du budget un portrait qui n'est guère conforme au « profil » requis pour un membre important de l'administration Carter. On y apprend que M. Lance empruntait fébrilement à droite et à gauche — et il apparaîtra plus tard que ces sommes servaient à financer ses activités politiques, notamment la campagne électorale infructueuse qu'il fit pour briguer le poste de gouverneur de Géorgie, en 1974. Or ces emprunts, qui se chiffraient par dizaines et portaient sur des millions de dollars, n'étaient pas déclarés, comme le veut la loi, aux directions des banques dans lesquelles M. Lance avait des participations Enfin, le trop entreprenant banquier émettait à une grande échelle des chèques sans provision : le montant de ses découverts, de ceux de sa femme et d'autres membres de sa famille était allé jusqu'à 450 000 dollars...

M. Lance avait encore utilisé par deux fois les mêmes avoirs pour garantir des emprunts différents. Toutes ces pratiques, qui paraissent au minimum étranges à l'Américain moyen, ont été récemment dénoncées comme *« non usuelles »* par l'Association des banquiers américains.

M. Carter avait dû déjà faire timidement marche arrière dans sa conférence de presse du 23 août, admettant qu' *« il est évidemment mieux de ne pas tirer à découvert sur son compte en banque »*. Mais il n'en réaffirmait pas moins sa confiance en *« son ami Bert »*, décrit comme *« l'un des hommes les plus compétents et intelligents que j'aie connus dans ma vie »*.

Les *briefings* quotidiens de M. Powell, le très compétent porte-parole de M. Carter à la Maison Blanche, sont certains jours presque entièrement dominés par « l'affaire » comme aux beaux jours du Watergate. Mais, avec plus d'élégance et de sincérité que M. Ziegler, le porte-parole de M. Nixon, M. Powell endure une véritable séance de supplice chinois : que pense-t-il de la dernière révélation produite par les journaux ? Si telle personnalité était présente à telle conversation entre B. et C. sur les finances de M. Lance, pourquoi n'a-t-il rien dit à D. ? Que pense-t-il des allégations faisant état d'un intérêt financier de B. dans les affaires de D. ? etc.

On ne sait pas encore ce que fera M. Carter. Le président est allé un peu trop loin dans son soutien public à M. Lance et il semble décidé à tenir bon, au moins pendant les prochaines semaines, en espérant soit que la campagne de presse mourra d'elle-même — hypothèse peu probable, — soit que M. Lance trouvera dans les « auditions » qui vont s'ouvrir sur son cas au Sénat une meilleure occasion de se justifier. Toujours est-il qu'un nombre croissant de personnalités, notamment dans les milieux d'affaires, prennent position pour une démission de M. Lance, ne serait-ce que pour permettre à M Carter et à un nouveau directeur du budget de s'occuper des problèmes de l'économie. Après James Reston, puis les deux grands organes des milieux d'affaires que sont *Business Week* et le *Wall Street Journal*, un des commentateurs les plus en vue d'Atlanta, fief de M. Carter et jusqu'à présent porte-parole fidèle du « clan » des Géorgiens, s'est prononcé en ce sens.

250 dollars pour la Caroline du Sud...

Le problème n'est plus tellement de savoir si M Lance est coupable au regard de la loi, mais plutôt si son comportement est compatible avec les normes morales très strictes qu'annonçait la présidence Carter. De ce point de vue, avec ou sans démission du directeur du budget, le prestige du président est atteint du seul fait du soutien un peu trop bruyant accordé à M. Lance, alors pourtant que les faits déjà connus prêtaient à contestation.

Une autre leçon doit être tirée de cette affaire, mais il est déjà trop tard pour l'appliquer. Après le Watergate, il fallait s'attendre que les activités des dirigeants soient passées au crible avec encore plus de vigilance qu'auparavant, notamment par la presse. Or, M. Carter, tout en fixant des directives générales pour le recrutement de ses collaborateurs, n'a pas jugé utile de soumettre ces derniers, leur situation financière et leurs références morales à un examen en bonne et due forme, collectif et contradictoire. Son conseiller « éthique » dans l'équipe de transition, M. Moore, se bornait à enregistrer les déclarations des intéressés, mais il semble aujourd'hui dépassé par les événements : en avouant qu'il est incapable de se prononcer sur les allégations avancées contre M. Lance, il donne à penser qu'il était encore moins au courant au moment où il donnait ses « conseils » en décembre et en janvier.

M. Carter tente de rattraper au moins partiellement cette bévue en mettant à jour, au prix de grands efforts toute la comptabilité de sa campagne électorale. La Maison Blanche a fait savoir avec le plus grand sérieux qu'elle réglerait à l'Etat de Caroline du Sud — qui ne lui demandait rien — une somme de 250 dollars pour un vol en avion que le candidat Jimmy Carter fit dans cet Etat en avril 1975. Imagine-t-on le candidat victorieux de l'élection présidentielle en France sommé de déballer à ce point ses comptes d'il y a trois ans M. Carter, lui, est prêt à aller très loin dans la franchise, mais il lui reste à répondre à cette question que se pose le public à propos de M Lance : peut-on être un champion de la rigueur budgétaire et gérer dans cet esprit les finances publiques tout en étant un spécialiste des manipulations bancaires entreprises avec un but personnel, à la limite des règlements ?

MICHEL TATU.

La dernière émission télévisée de M. Nixon apporte d'importantes précisions sur les circonstances de sa démission

De notre correspondant

Washington. — Pourquoi M. Nixon n'a-t-il pas fait détruire, quand il en était encore temps, les bandes magnétiques qui l'ont incriminé dans l'affaire du Watergate ? Ce point d'histoire, qui a plongé dans la perplexité la majorité des observateurs — surtout étrangers — en 1973 et 1974, se trouve élucidé, au moins partiellement, par la cinquième et dernière émission télévisée réalisée par le journaliste britannique David Frost avec l'ancien président.

Cette conversation, qui doit être diffusée cette semaine par plusieurs chaînes de télévision américaines, apporte plus de précisions que les précédentes sur ce que M. Nixon appelle lui-même « l'*agonie* » de sa démission. Selon M. Nixon, par exemple, l'effraction au quartier général démocrate du Watergate n'aurait pas eu lieu si la maladie mentale de Mme Mitchell, femme de l'attorney général qui fut le principal responsable de la campagne électorale républicaine de 1972, n'avait pas absorbé l'attention de son mari au point de lui laisser faire des bêtises. Mme Mitchell est décédée l'an dernier, et son mari purge une peine de prison. Aussi cette explication n'a fait l'objet d'aucun commentaire de la part des personnes concernées.

Quant au problème des bandes magnétiques, on sait qu'il avait surgi tout à fait fortuitement au cours de l'enquête, lorsqu'un témoin secondaire avait révélé, en juillet 1973, que toutes les conversations de M. Nixon à la Maison Blanche étaient enregistrées. L'ancien président ne nie pas que ces enregistrements l'ont perdu, mais il affirme n'avoir connu leur existence que fort tard : jusqu'en avril 1973, c'est-à-dire après plus de quatre années de présidence, il croyait que seules certaines conversations étaient enregistrées, non pas toutes.

Lorsqu'il apprit la vérité, il chargea son secrétaire général, M Haldemann, d'une part de changer le système de manière à pouvoir brancher ou débrancher les magnétophones, d'autre part de détruire toutes les bandes qui *« n'avaient pas de valeur historique »*. Du moins crut-il donner cette instruction, car l'intéressé y vit plutôt une suggestion... à laquelle il ne se conforma pas. Il devait d'ailleurs être remplacé quelques semaines plus tard.

M. Nixon note aussi, mais seulement en passant, qu'il ne s'attendait pas que ces bandes soient jamais livrées au public. Cette dernière explication est sans doute la plus convaincante. Sinon, comment comprendre que l'ancien président n'ait pas renouvelé son instruction au successeur de M Haldemann, le général Haig (actuellement commandant en chef des troupes américaines en Europe) ? Or ce dernier était parfaitement au courant du problème puisqu'en juin 1973 — soit un mois avant la révélation publique de l'existence de ces bandes, — il suggéra au président d'en écouter quelques-unes pour se faire une idée de la situation.

M. Kissinger présenté comme un « dur »

Ce dernier entretien apporte aussi une révélation de taille en politique étrangère. Selon l'ancien président, lorsque, en avril 1969, un avion de reconnaissance américain fut abattu par la chasse nord-coréenne — ce qui entraîna la mort des trente et un membres de l'équipage, — l'homme qui se montra le plus « *dur* » dans l'équipe présidentielle, allant jusqu'à recommander la destruction en représailles de *« deux ou trois bases aériennes nord-coréennes »*, fut M. Kissinger. Celui qui n'était encore que le conseiller international du président, estimait qu'il s'agissait d'un « *test* » dont les Soviétiques, les Chinois et les Vietnamiens tiendraient compte pour juger l'administration républicaine alors toute nouvelle *« Nous devons réagir fortement »*, aurait-il dit, selon M. Nixon.

Finalement, le président fit un choix moins énergique — la reprise des raids de reconnaissance, mais avec une escorte armée — sur les conseils de MM. Rogers, secrétaire d'Etat, et Laird, secrétaire à la défense. M. Nixon craignait surtout la réaction des Chinois et faisait valoir que *« l'un des fils de Mao avait été tué en Corée en combattant les Américains »*. Bien qu'il ne le dise pas explicitement, il n'entendait pas non plus entreprendre une action de nature à contrecarrer son grand projet de rapprochement avec Pékin, qui n'en était encore qu'à ses débuts.

Il est en tout cas piquant d'entendre l'ancien président rappeler aujourd'hui à son secrétaire d'Etat qu' *« avoir une guerre sur les bras* [au Vietnam] *était suffisant »* et qu'il n'était pas question d'en déclencher une autre *« dans laquelle les Chinois seraient très près et les Russes aussi »*. M. Kissinger, actuellement en vacances, n'a pas encore réagi à cette révélation. Mais il n'est pas sûr qu'il soit contrarié d'apparaître aujourd'hui comme un « *dur* » après avoir quitté les affaires avec une réputation exagérée de « *colombe* ». — M. T.

DIPLOMATIE

M. WALDHEIM EN VISITE OFFICIELLE A MOSCOU

Moscou *(A.F.P., Reuter)*. — M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, est arrivé dimanche 4 septembre à Moscou en visite officielle de quatre jours à l'invitation du gouvernement soviétique. Il est accompagné de MM. Guyer et Chevtchenko, sous-secrétaires de l'ONU respectivement chargés du Proche-Orient et des affaires politiques et de sécurité. On s'attend que M. Waldheim ait avec MM. Gromyko et Kossyguine des entretiens sur le Proche-Orient notamment, ainsi que sur le désarmement et le conflit dans la corne de l'Afrique. Il sera reçu par M. Brejnev, qui est rentré dimanche à Moscou après un séjour de plus d'un mois en Crimée.

Le secrétaire général doit quitter Moscou mercredi pour la Mongolie, où il y demeurera deux jours.

LE SÉJOUR DU MARÉCHAL TITO EN CHINE

Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique

Le président Tito, qui a achevé ses conversations avec les dirigeants de Pékin, a commencé, samedi 3 septembre, une tournée de cinq jours en Chine. Il s'est rendu à Hangchow, capitale du Chekiang, en compagnie de M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre et vice-président du P.C.

Aucun communiqué n'a été publié à l'issue des entretiens sino-yougoslaves. Mais on assure, de part et d'autre, que ces conversations ont été utiles et franches. *« C'est une bonne base pour le développement futur des relations entre les deux pays que rien n'entrave »*, indique une source yougoslave. Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique, technique, scientifique et culturelle et ont décidé de quadrupler, en 1978, le volume de leurs échanges commerciaux.

Les divergences observées sur quelques questions internationales ne semblent pas devoir entraver cette coopération. Si les positions chinoises et yougoslaves se sont révélées identiques ou très proches sur le problème israélo-arabe, la situation dans la corne de l'Afrique et l'établissement d'un nouvel ordre économique international, elles se sont séparées en ce qui concerne la détente et le désarmement. Le maréchal Tito a fait, en particulier, remarquer que, contrairement aux Chinois, il ne considérait pas *« inévitable »* une prochaine guerre mondiale. En revanche, la Chine a exprimé son soutien à la politique de non-alignement poursuivie par la Yougoslavie.

Enfin, si l'on laisse entendre, dans l'entourage du président, qu'une reprise des relations entre le P.C. chinois et la Ligue des communistes yougoslaves n'était pas à l'ordre du jour des conversations de Pékin, le correspondant du *Guardian* à Belgrade estime, lundi 5 septembre, que ces conversations ont ouvert la voie à une telle reprise.

M. GISCARD D'ESTAING FÉLICITE LE VICE-PREMIER MINISTRE CHINOIS

L'agence Chine nouvelle a publié, dimanche 4 septembre, le texte d'une lettre que M. Giscard d'Estaing a envoyé le 1er septembre à M. Teng Hsiao-ping. Le chef de l'Etat français félicite le vice-premier ministre et vice-président du P.C. chinois qui a récemment recouvré ses fonctions, et lui souhaite le succès pour la nouvelle période qui s'ouvre dans l'histoire de la Chine et dans laquelle écrit-il, le dirigeant jouera un grand rôle en raison de ses importantes fonctions. M. Giscard d'Estaing évoque la visite que M. Teng a faite en France au début de 1975 et assure qu'il n'a cessé de suivre l'évolution de la situation en Chine. Il assure que l'existence d'une Chine forte et prospère favorise les intérêts de la paix et donc ceux de la France et exprime l'espoir de voir les relations franco-chinoises se développer. Il prie M. Teng de transmettre au président Hua Kuo-feng les assurances de sa haute considération. — (A.F.P.).

● *L'Institut international de droit d'expression française* (IDEF) tient son onzième congrès à Abidjan, du 5 au 10 septembre, sur le thème *« le rôle des sociétés dans le développement économique des Etats »*.

● *M. Raja Tan Sri Aznam* a été nommé ambassadeur de Malaisie en France. Diplomate de carrière âgé de quarante-huit ans, M. Raja Tan Sri Aznam a été précédemment ambassadeur de Malaisie en Inde, au Japon et en Union soviétique.

ASIE

« L'Humanité » condamne les atteintes aux droits de l'homme à Phnom-Penh

Dans une réponse à « Un lecteur de Vitry », M. Jean-Emile Vidal condamne, dans *l'Humanité* du 5 septembre, les atteintes aux libertés au Cambodge. Il écrit notamment :

« Depuis le premier jour et jusqu'à la victoire — et longtemps seuls, — nous avons soutenu la lutte de libération du peuple cambodgien, comme celles des peuples vietnamien et lao. Nous avons sans défaillance soutenu leur combat contre le colonialisme français d'abord, puis contre l'agression de l'impérialisme américain. De sorte que personne, pas plus le socialiste Lionel Jospin que d'autres, n'est habilité à nous donner des leçons (1) *(...).*

» Au Cambodge, la coupure est pratiquement totale avec le monde extérieur. En dehors des déclarations officielles et des éditoriaux diffusés par la radio de Phnom-Penh, les seules informations dont on dispose émanent de réfugiés cambodgiens qui ont fui leur pays. Si les estimations diffèrent de l'une à l'autre, elles font toutes état d'exécutions massives qui auraient eu lieu après la libération d'avril 1975, et d'un encadrement, d'une surveillance de la population difficilement compatibles avec la démocratie et l'exercice des libertés individuelles.

» Il apparaît aussi que les villes — la capitale en particulier — ont été vidées de leurs habitants au printemps 1975, et ne sont que très partiellement repeuplées aujourd'hui. Le remodelage systématique des campagnes a entraîné le déplacement d'un grand nombre de villages et de leur population (...).

» Les communistes français sont attachés, on le sait, aux libertés fondamentales et à la défense des droits de l'homme partout dans le monde. Des atteintes à ces droits au Cambodge, dont l'ampleur ne peut être exactement appréciée mais risque de se révéler d'une extrême gravité, ne peuvent que susciter condamnation de notre part. »

(1) Secrétaire national du P.S., M. Jospin a publié, dans « le Monde » du 3 août, une libre opinion (« Les socialistes et le Cambodge ») dans laquelle il condamnait la politique des dirigeants de Phnom-Penh, mais ne prenait pas à partie l'attitude du P.C. à l'égard des questions khmères. (N.D.L.R.)

M. DE GUIRINGAUD : une grande inquiétude

D'autre part, dans une réponse à une question de M. P. Bas (député R.P.R. de Paris), publiée dans le *Journal officiel* du 3 septembre, M. de Guiringaud écrit que *« les informations sur le Cambodge soulèvent une grande inquiétude »*. Il ajoute : *« Les témoignages qu'apportent les réfugiés sur la situation dans ce pays, qui s'est isolé quasi complètement de l'intérieur, semblent indiquer que la population cambodgienne connaît, depuis la victoire des révolutionnaires, de cruelles épreuves. La démesure dont fait preuve le nouveau régime, son indifférence aux souffrances des individus et le refus de toute aide étrangère ont entraîné des pertes humaines considérables. Quels que soient les desseins poursuivis par le pouvoir de Phnom-Penh et les difficultés de la situation au sortir de cette guerre civile atroce, le gouvernement français ne peut que condamner formellement ces méthodes de gouvernement. (...) La France se réserve de prendre les initiatives qui s'avéreront utiles et réalistes pour venir en aide au peuple cambodgien, auquel nous portons une ancienne et profonde amitié. »*

Pakistan

APRÈS L'ARRESTATION DE M. BHUTTO

La tenue d'élections en octobre pourrait être compromise

Les élections générales auront-elles lieu au Pakistan le 18 octobre comme l'avaient promis les militaires qui renversèrent le 5 juillet le régime de M. Bhutto ? La tenue de cette consultation paraît compromise après l'arrestation, samedi 3 septembre, à Karachi, de l'ancien premier ministre. M. Bhutto est, depuis, en résidence surveillée à Lahore et sa mise en liberté sous caution a été refusée. Il pourrait être gardé à vue pendant une dizaine de jours afin de répondre notamment d'une accusation de complicité d'assassinat portée contre lui (*le Monde* daté du 1er et 4-5 septembre).

Le général Zia Ul-Huq avait laissé entendre il y a deux mois qu'il n'avait pas l'intention d'engager de poursuites contre l'ancien chef de gouvernement. Il semble depuis avoir été sensible aux nombreuses pressions exercées sur lui dans ce sens et avoir sensiblement changé d'attitude.

Mais un maintien prolongé de M. Bhutto en détention pourrait faire de lui un martyr et susciter des réactions violentes de la part de ses partisans, encore nombreux. Onze d'entre eux, qui avaient manifesté contre l'arrestation de leur chef, ont été emprisonnés dimanche. Jusqu'alors, les dirigeants de l'ancien mouvement gouvernemental, le Parti du peuple pakistanais, avaient affirmé qu'il participerait quoi qu'il arrive aux élections. C'est évidemment la seule chance — mais elle diminue de semaine en semaine — qu'a le P.P.P. de reprendre le dessus et peut-être de reconquérir le pouvoir.

Cependant, l'avenir politique de M. Bhutto semble hypothéqué. Il a trompé trop de monde, commis trop d'abus pendant plus de cinq ans. Ses adversaires les plus déterminés aujourd'hui sont parfois ses plus proches collaborateurs d'hier. Il ne faut pas oublier non plus que la crise a éclaté lorsque l'Alliance nationale pakistanaise, opposée au P.P.P., a contesté la régularité des élections de mars. L'A.N.P. avait réclamé une nouvelle consultation — sous le contrôle de l'armée et du pouvoir judiciaire — et les autorités militaires avaient pris l'engagement de tenir celle-ci *« dans les quatre-vingt-dix jours »*. Le général Zia Ul-Huq paraît moins soucieux maintenant de respecter cette échéance et il ne fait guère de doute qu'il n'est pas encouragé à restituer le pouvoir aux civils, et en particulier à M. Bhutto.

D'autre part, même si ses dirigeants se montrent désireux de vaincre le P.P.P. « sur le terrain électoral », l'A.N.P. ne peut guère se plaindre d'une situation qui, depuis le 5 juillet, n'a cessé d'évoluer en sa faveur. C'est, sur bien des points, le programme de ce mouvement, rassemblement de conservateurs et de rigoristes religieux, qu'appliquent les militaires : « islamisation » très poussée de la société (ceci devrait fournir tout apaisement aux régimes musulmans du Golfe qui prêtent assistance financière à Islamabad), libéralisation de l'économie, etc. Ce sont également les membres du P.P.P. que le général Zia Ul-Huq vise lorsqu'il décide de passer au crible les antécédents financiers des candidats aux prochaines élections. Mais une telle entreprise peut-elle être mise en œuvre avant le 18 octobre ?

GÉRARD VIRATELLE.

BIBLIOGRAPHIE

« DROIT ET PRATIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE » d'Alain Plantey

Il faut non seulement avoir vécu comme M. Alain Plantey, au sein de diverses organisations internationales (Nations unies, O.C.D.E., U.E.O.) avec un intermède comme ambassadeur de France à Madagascar, mais posséder une âme de chartiste pour faire le tour en cinq cents pages du *Droit et de la pratique* de la fonction publique internationale. La discipline du conseiller d'Etat n'a pas été pour rien, non plus, dans cette façon de maîtriser une matière foisonnante.

Cent mille personnes de quelque cent nations travaillent actuellement au sein de plus de deux cents institutions internationales. Administration qui se cherche encore, où fleurissent des réglementations dont l'extrême variété ne s'explique pas seulement par la différenciation des tâches.

C'est à une entreprise de stabilisation de cette administration en développement que s'est attaché M. Alain Plantey. Il a évité toutes les fioritures et présenté un outil de travail à tous ceux qui de près (c'est-à-dire de l'intérieur) ou de loin portent intérêt à la fonction publique internationale.

Cette charte du multilatéralisme se présente en sept parties. L'auteur après avoir taillé dans l'abstrait (définitions et conceptions) étudie les problèmes politiques et les situations juridiques posés, les obligations professionnelles et la discipline, la gestion (recrutement, organisation des carrières), les avantages financiers et sociaux, les protections et juridictions.

Comme c'est le vœu de M. Plantey, la « coopération entre les nations » ne peut que gagner à se servir de l'instrument qu'il a forgé.

★ Editions du C.N.R.S., 500 pages, 80 F.

'LOMATIE

Pékin et Belgrade ont mis au p... un programme de coopération écono...

IE

L'Humanité condamne ... aux droits de l'homme à Phnom-Penh

...ue d'élections en octobre ...rait être compromise

AFRIQUE

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

J'ai renoncé à toute forme de contact avec M. Vorster

nous déclare M. Leopold Sedar Senghor

M. Léopold Sedar Senghor, président de la République sénégalaise, séjourne actuellement à Paris. Il a été reçu vendredi par M. Giscard d'Estaing. Voici l'interview qu'il a accordée au « Monde ».

« Vous aviez accepté de vous associer aux premières initiatives prises par le président Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire pour tenter d'instaurer une politique de dialogue avec l'Afrique du Sud. Avez-vous l'intention de prendre quelque nouvelle initiative de nature à relancer les discussions avec Pretoria ?

— M. Colin Eglin, qui est l'un des leaders du parti progressiste sud-africain, viendra me voir ce mois-ci à Dakar. C'est un des Blancs sud-africains libéraux avec lesquels je reste en étroites relations. En revanche, j'ai renoncé à toute forme de contacts avec M. Vorster et avec ses amis politiques.

— Pensez-vous que le dernier plan anglo-américain de règlement négocié de l'affaire rhodésienne ait une chance de réussir ?

— Pas plus que les cinq plans qui le précédèrent, ce sixième n'a la moindre chance de succès... Certes, la nomination de lord Carver constitue un acte positif de la part de la Grande-Bretagne, mais si l'on veut réellement contraindre Ian Smith à céder, il faut que les Britanniques, qui ont laissé commettre un acte illégal le 11 novembre 1965, aillent jusqu'au bout de leur logique en reprenant totalement la Rhodésie en main...

— Estimez-vous inquiétante la poursuite de l'activité militaire de l'Unita en Angola ?

— Le gouvernement de Luanda doit en réalité faire face à l'activité de trois types de maquis armés : ceux de l'Unita, ceux du F.N.L.A. et ceux des amis de Nino Alves, exclu du M.P.L.A... La seule solution pour obtenir un retour à la paix — qui permettrait aux Cubains et aux Soviétiques de quitter le pays sans perdre la face — serait la tenue d'une « table ronde » qui préparerait la formation d'un gouvernement de coalition.

— Comment expliquez-vous qu'à la corne orientale de l'Afrique, les Soviétiques aient abandonné l'alliance somalienne au profit de l'alliance éthiopienne ?

— Tout d'abord, l'Ethiopie compte trente millions d'habitants. Ensuite, elle n'a jusqu'à présent été vaincue par aucun envahisseur, excepté, à la veille de la deuxième guerre mondiale, pendant l'éphémère aventure italienne qui nécessita la mise en œuvre de moyens militaires absolument considérables. Enfin, du mait de la longue persistance d'un régime féodal, l'Ethiopie paraît aujourd'hui particulièrement mûre pour une révolution socialiste. Voilà trois raisons qui, je pense, suffisent à expliquer que les Soviétiques aient décidé de s'engager au côté de la junte éthiopienne.

— Mais la situation intérieure de l'Ethiopie est extrêmement inquiétante — y compris pour Moscou...

— Certes, c'est une situation que je pense comparable à celle de la France à l'époque de la Révolution française... mêmes incertitudes, même fluidité, mêmes retournements brutaux possibles...

L'Érythrée ne doit pas être indépendante

— L'Erythrée ne vous semble-t-elle pas conquérir le droit d'accéder à l'indépendance ?

— Il faut absolument respecter les frontières héritées de la colonisation. Les Sénégalais, qui exigent ce respect, y ont quelque mérite. Car enfin, voyez le cas de la Gambie, dont les populations appartiennent aux mêmes races, à la même religion, au même espace géographique que le Sénégal — le cas de la Gambie dont nous respectons l'indépendance. Considérez aussi le cas de la rive droite du fleuve Sénégal, qui n'a été détachée qu'en 1905 du territoire du Sénégal pour former la Mauritanie, et dont nous avons pourtant, en 1960, au moment de la proclamation de notre indépendance, dissuadé les habitants de réclamer leur retour au Sénégal...

» De toute façon, personnellement, je me suis toujours farouchement opposé à la balkanisation de l'Afrique, déjà comme député au Parlement français. L'Europe, qui a 700 millions d'habitants, compte trente-cinq Etats et l'Afrique, qui n'en a que 400 millions, en compte déjà quarante-neuf, et ce n'est pas fini...

» L'Erythrée a droit à l'autonomie dans le cadre de l'Etat éthiopien, mais il ne saurait être question de lui accorder l'indépendance.

— Estimez-vous que le cas de l'Ogaden et celui de l'Erythrée présentent des analogies ?

— L'Ogaden est un territoire éthiopien. Peut-être la création d'une confédération regroupant le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, la République de Djibouti, permettrait-elle de mettre un terme à tous ces conflits, qu'il s'agisse de celui de l'Erythrée ou de celui de l'Ogaden.

— Le conflit du Sahara occidental vous préoccupe-t-il gravement ?

— C'est évident... Aussi faut-il que le Maroc et la Mauritanie, chacun sur le territoire qui lui revient, organise simultanément, sous le triple contrôle de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe et de l'Organisation des Nations unies, un référendum demandant aux populations consultées si elles veulent l'intégration pure et simple, l'autonomie ou l'indépendance...

— Vous vous êtes fait à plusieurs reprises, auprès de M. Giscard d'Estaing notamment, l'avocat du gouvernement de Moroni, plaidant en faveur de l'unité des Comores. Comment pensez-vous que le gouvernement français puisse régler la question du retour de Mayotte à l'archipel sans se déjuger ?

— Il existe, à Mayotte, de nombreux partisans de l'unité des Comores. Que la France les laisse donc d'abord faire librement leur propagande ! Et puis, sans pour autant perdre la face, le Parlement français peut émettre un vote différent que celui par lequel il a entériné la sécession mahoraise. D'ailleurs, si je suis bien renseigné, le nouveau statut de Mayotte n'a pas été établi de façon définitive, et la Constitution française laisse toujours la porte ouverte à un éventuel changement de statut... »

Propos recueillis par
PHILIPPE DECRAENE.

M. HOUPHOUËT-BOIGNY A RENCONTRÉ A GENÈVE LE MINISTRE SUD-AFRICAIN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrivé dimanche 4 septembre dans sa résidence de Cologny, près de Genève, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, y a reçu pendant deux heures M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères.

Les porte-parole des deux pays se sont abstenus de tout commentaire sur ces entretiens, qui suivent de peu les propositions anglo-américaines sur la Rhodésie.

Dans les milieux diplomatiques, on note que la Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud partagent les mêmes préoccupations concernant le développement de l'influence soviétique sur le continent africain. Le président Houphouët-Boigny, au demeurant, a été à l'avant-garde d'un début de dialogue entre l'Afrique noire et le régime de Pretoria en 1971. Depuis, les deux pays ont continué d'entretenir de bonnes relations. En mai dernier, le président ivoirien avait eu un entretien avec le premier ministre sud-africain John Vorster à Genève, dans des circonstances analogues.

A Jérusalem, le porte-parole du ministre des affaires étrangères a confirmé que M. Botha venait d'effectuer une brève visite en Israël. Il a ajouté que celle-ci avait eu un *« caractère privé »* et il a refusé de préciser si M. Botha avait rencontré des dirigeants israéliens. Il semble que M. Botha ait rencontré à Jérusalem M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères. — *(A.F.P., Reuter.)*

[En septembre 1974, le président ivoirien avait reçu, dans son village natal de Yamoussoukro, M. Vorster. Les entretiens s'étaient alors déroulés en présence de M. Léopold Sedar Senghor, président du Sénégal.]

Hostile à son orientation raciste

LA RÉDACTION D'UN HEBDOMADAIRE PUBLIÉ A ANVERS DONNE SA DÉMISSION

De notre correspondant

Bruxelles. — Toute la rédaction, soit sept journalistes, d'un hebdomadaire européen de langue anglaise publié à Anvers, a démissionné pour protester contre la coloration raciste donnée à cette publication. Seuls les deux rédacteurs en chef de *To the point international* continuent à assurer l'édition du magazine.

La plupart des journalistes avaient été recrutés en Grande-Bretagne, l'année dernière. Ils avaient notamment appartenu aux rédactions du *Financial Times*, du *Times*, du *Daily Express*, de la B.B.C. et de l'agence Reuter. L'éditeur, le Hollandais Hubert G. Jussen, également propriétaire du magazine sud-africain *To the point*, avait assuré les journalistes que son hebdomadaire n'avait rien de commun avec la publication sud-africaine et qu'il devait être totalement indépendant. En aucun cas, avait-il déclaré, le magazine ne se ferait le défenseur de l'*apartheid*.

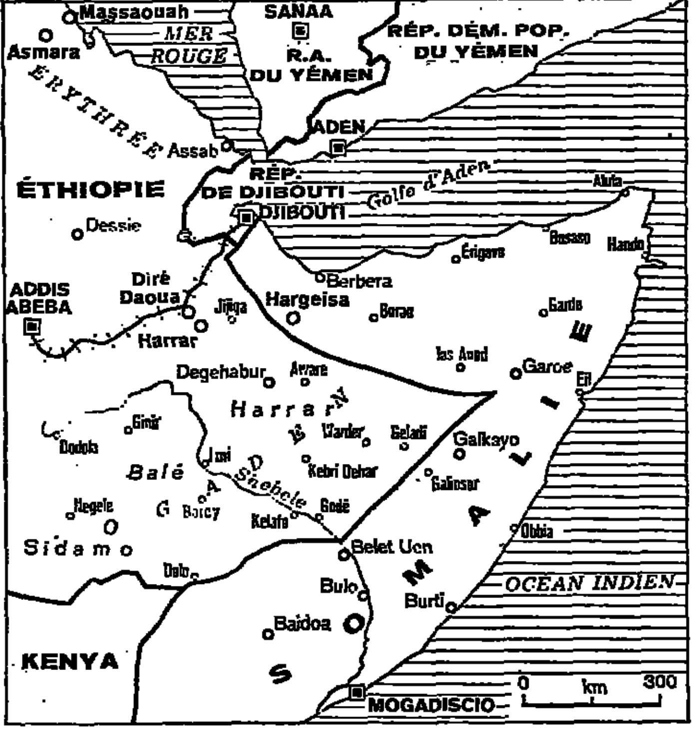
Cependant, ces dernières semaines, de nombreuses chroniques sud-africaines avaient cessé d'être transmises par télex, et le film en était directement acheminé à l'imprimerie. La rédaction anversoise en avait ainsi perdu le contrôle et elle avait protesté auprès de M. Jussen contre leur caractère raciste. Le propriétaire avait rejeté la protestation de ses rédacteurs, qui ont choisi de quitter l'hebdomadaire, plutôt que de se faire les complices de la propagande sud-africaine.

LA GUERRE D'USURE EN OGADEN

(Suite de la première page.)

Cette région constitue un abcès de fixation comme celle de Dolo, au sud de l'Ogaden, où l'annonce de la fin des combats, par Radio Addis-Abeba, a été démentie dimanche par le F.L.S.O., lequel affirme avoir *« libéré »* cette agglomération située non loin de la frontière kenyanne.

La stabilisation apparente des « fronts » militaires depuis près de trois semaines explique sans doute en partie le silence observé jusqu'ici par Mogadiscio sur les résultats du voyage du président Syaad Barre à Moscou. Le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien (P.S.R.P.) a siégé la nuit de vendredi à samedi, soit vingt-quatre heures après le retour du président somalien, via Le Caire, où il s'est entretenu avec son homologue égyptien.



Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette session. On sait seulement que la Somalie a soumis, pendant le week-end, à la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe réunie au Caire, un aide-mémoire lui demandant de considérer comme une « cause arabe » la lutte pour la libération de l'Ogaden, de *« reconnaître »* et d'apporter *« un appui tant matériel que moral »* à ces mouvements de libération ainsi que de défendre leurs points de vue au sein des organisations internationales (officiellement, le F.L.S.O. se bat dans la province de Harrar, tandis que la lutte est conduite, dans celles de Sidamo et de Bale, par une deuxième organisation, le Front de libération des Somalis-Abo).

L'aide-mémoire somalien en appellerait également à tous les Etats étrangers pour qu'ils n'interviennent pas dans le conflit et réclamerait leur condamnation par la Ligue, au cas où ils le feraient, ce qui est interprété ici comme une référence à l'aide militaire fournie par Moscou à Addis-Abeba.

Les experts soviétiques en « congé de fait »

Autre indice d'une dégradation croissante des relations entre Moscou et Mogadiscio : pour la première fois depuis le départ, le 28 août, du président Barre pour Moscou, la télévision soviétique a rappelé samedi la position de l'U.R.S.S. *« En faveur d'un règlement pacifique et politique du conflit »*, selon les termes d'une déclaration de l'agence Tass diffusée le 14 août. Autrement dit, les Soviétiques estiment toujours — le commentateur de la télévision l'a redit — que des unités régulières des deux armées se battent dans l'Ogaden, alors que les Somaliens démentent être engagés directement dans le conflit au-delà de leurs frontières.

Des sources indépendantes indiquent également à Mogadiscio que, si des conseillers et experts soviétiques auprès de l'armée somalienne se trouvent toujours sur place, ils sont *« en congé de fait »*. Les trois bateaux soviétiques aperçus au large de la capitale somalienne en août y auraient déchargé des fournitures en vertu de contrats passés antérieurement aux combats de juillet, et depuis les livraisons soviétiques auraient été stoppées. Enfin, les Somaliens auraient beau jeu de rappeler à leurs alliés soviétiques que le traité d'amitié et de coopération passé entre les deux pays, le 2 novembre 1974, invite les deux parties contractantes *« à ne pas joindre des alliances militaires ou des groupes d'Etats, comme à ne pas prendre part à des actions dirigées contre l'autre partie contractante »*. (Article 10.)

Un choix tragique

Les Somaliens ont tenté, sans trop de succès jusqu'ici, de trouver d'autres fournisseurs d'armes et de munitions. L'attentisme manifesté dans ce domaine par les puissances occidentales, ainsi que les réticences de certains pays arabes face aux liens maintenus par Mogadiscio avec Moscou, laisseraient penser que les Somaliens se trouvent devant un choix tragique : celui de changer de camp ou de retirer leur appui à la lutte armée par la F.L.S.O. en Ogaden. A la limite, l'équation pour eux se résume ainsi : choisir entre l'Ogaden et l'alliance avec Moscou. Ce qui semble exclu en tout état de cause, c'est que Mogadiscio accepte une *pax sovietica* contraignant les mouvements de libération de l'Ogaden à cesser toute activité.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A travers le monde

Bulgarie

● M. CEAUSESCU, chef de l'Etat et du P.C. roumain, fait, depuis ce lundi 5 septembre, une visite officielle en Bulgarie. — *(A.F.P.)*

Irak

● UN REMANIEMENT MINISTERIEL est intervenu le dimanche 4 septembre en Irak, entraînant le départ de onze des quatorze ministres d'Etat que comptait le gouvernement, a-t-on appris à Beyrouth. Remanié à cinq reprises depuis le début de l'année, le gouvernement irakien comptait auparavant trente-quatre membres. La réduction du nombre des ministres d'Etat paraît répondre au souci d'alléger la structure gouvernementale.

En même temps, la constitution provisoire irakienne a été amendée de manière à autoriser les membres de la direction régionale du parti Baas au pouvoir à siéger en qualité de membres au sein du Conseil de la révolution irakienne, qui devient ainsi l'instance politique suprême de l'Etat et du parti Baas. Les dix-sept membres de la direction régionale font leur entrée au sein du conseil, dont le nombre des membres passe de cinq à vingt-deux.

Parmi eux, neuf sont des ministres d'Etat qui viennent d'être relevés de leurs postes. Cinq autres font partie du gouvernement : MM. Tareq Aziz (information), Tayeh Abdel Karim (pétrole), Bourhane Eddine Rahman (ministre d'Etat), Mohamad Mahjoub (éducation), et Adnane Hussein El Hamadani (plan).

Italie

● UN CENTRE CHRETIEN-DEMOCRATE INTERNATIONAL DE RECHERCHE sera créé dans la villa, au bord du lac de Côme, où le chancelier Adenauer passait ses vacances, annoncent les édiles de la localité de Cadenabbia. Cette villa, entourée d'un grand parc, a été récemment acquise à cet effet par la fondation Conrad Adenauer. — *(Reuter.)*

Rhodésie

● UN PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT RHODESIEN a confirmé dimanche 4 septembre à Salisbury l'arrestation d'une religieuse blanche et de trois autres responsables de la commission catholique Justice et paix, qui s'apprêtait à publier un rapport sur la torture en Rhodésie. Sœur Janice McLaughline, citoyenne américaine, est incarcérée depuis la semaine dernière. Le porte-parole a ajouté que les trois autres personnes arrêtées avaient été libérées sous caution jeudi et qu'elles seraient jugées le 30 septembre. Il s'agit du président de la commission, M. John Deary, et des Pères Dieter Scholtz et Joseph Dupois. — *(A.F.P.)*

Union soviétique

● MILLE SEPT CENTS HABITANTS de la ville de Gorki (anciennement Nijni-Novgorod) ont signé une pétition pour demander la réouverture d'une église. Il ne reste en activité que trois petites églises pour 1 500 000 habitants. La pétition est adressée à M. Brejnev, aux autorités locales et à la conférence de Belgrade. — *(A.F.P.)*

Zambie

● LE GOUVERNEMENT DE LUSAKA a annoncé samedi 3 septembre la mise en vigueur du couvre-feu et du black-out, de 2 heures à 5 heures du matin, à Lusaka, Kafue, Chilanga et Linvingstone, à la suite d'une attaque aérienne rhodésienne. Les autorités zambiennes ont affirmé que l'aviation rhodésienne avait attaqué la semaine dernière la région de Feira, proche de la frontière. — *(Reuter.)*

Kenya

● LES AUTORITES KENYANES ont décidé d'interdire à partir du 1er novembre tous les vols entre Dar-Es-Salaam et Nairobi, même lorsqu'il s'agira de simples escales de transit dans la capitale de la Tanzanie. Cette décision est une mesure de rétorsion, à la suite de la décision prise en février par la Tanzanie de fermer sa frontière avec le Kenya, fermeture qui faisait, elle-même, suite à l'éclatement des divers services communs aux trois territoires anglophones est-africains (Kenya, Tanzanie et Ouganda), et en particulier de la compagnie aérienne East African Airways. — *(U.P.I.)*



EUROPE

République démocratique allemande

EN NEUF MOIS

Une trentaine d'intellectuels ont dû quitter le pays

De notre envoyé spécial

Berlin. — La R.D.A. a expulsé, le samedi 3 septembre, un nouveau groupe de citoyens contestataires vers l'Allemagne de l'Ouest. Parmi eux, deux écrivains peu connus, des ouvriers et des étudiants, tous originaires d'Iéna. Leur « crime » ? Ils s'étaient solidarisés, en novembre dernier, avec les écrivains qui avaient protesté contre la décision du gouvernement de Berlin-Est de priver de sa citoyenneté est-allemande le poète Wolf Biermann. Ils étaient depuis lors sous les verrous. Déjà, la semaine dernière, les autorités de la R.D.A. avaient rejeté vers l'Ouest trois proches amis de Biermann, le jeune écrivain Juergen Fuchs et deux défenseurs des droits civiques, les uns et les autres en détention provisoire depuis quelque neuf mois.

Depuis novembre, une trentaine de personnes, pour la plupart des intellectuels, ont été soit bannies, soit autorisées à émigrer. Il ne s'agit plus d'une mesure exceptionnelle contre tel ou tel récalcitrant jugé irrécupérable. Cela devient une politique. C'est aussi un terrible aveu d'impuissance pour cette partie de l'Allemagne qui s'intitule elle-même « *démocratique* ».

Le « mur » ne suffit plus

La « *fuite des cerveaux* » vers l'Ouest n'est pas un phénomène vraiment nouveau en R.D.A. Parmi les deux à trois millions de personnes qui sont passées en Allemagne fédérale, ou qui ont choisi de s'établir dans ce pays, jusqu'à la construction du mur en 1961, se trouvaient nombre d'intellectuels, de médecins, d'ingénieurs, de professeurs. Du philosophe Ernst Bloch, mort récemment, à l'écrivain Uwe Johnson, en passant par le spécialiste de littérature Alfred Kantorowicz, la liste est longue de ceux qui, au cours des années, optèrent pour l'Ouest. La fonction principale du « mur » fut précisément de stopper net cette hémorragie, qui coûtait au jeune Etat est-allemand ses meilleures forces. Aujourd'hui encore, cette saignée fait sentir ses effets : la R.D.A. est l'un des rares pays européens dont la population a stagné (17 millions d'habitants) depuis la fin de la guerre.

S'il ne fut jamais totalement étanche, le mur n'en représente pas moins une mesure de dissuasion suffisamment efficace pour stimuler la confiance des dirigeants, rassurés sur leurs arrières, et décourager les vaines tentatives de fuite. De 1961 à 1975, on ne compterait guère, selon une liste publiée le 30 août par la *Frankfurter Allgemeine*, qu'une vingtaine de départs parmi les intellectuels en place, soit moins que pendant les neufs derniers mois.

Le changement de mentalité et de politique qu'a représenté, en novembre 1976, la mesure d'expulsion prise contre Wolf Biermann, a été l'expression d'une crise qui atteint gravement le régime, *et pas* uniquement sa politique culturelle ou ses rapports avec les milieux intellectuels. C'est pour tenter d'y remédier que le parti avait replacé, un mois avant le bannissement de Biermann, M. Willy Stoph à la tête du gouvernement. Ancien ministre de la défense et de l'intérieur, M. Stoph avait été, en 1961 l'un des principaux exécutants de la décision d'ériger le mur de Berlin. Mais, aujourd'hui, le mur ne suffit plus. Il n'intimide plus les uns, pas plus qu'il ne rassure les autres. Aux yeux des contestataires, il n'a pas transformé l'au-delà du Styx en cet enfer invivable quotidiennement décrit par la propagande du régime. Et, combie des paradoxes, la R.D.A. rejette maintenant vers cet Occident honni des gens qu'elle se révèle incapable d'intégrer ou de tolérer, mais qui n'avaient pas obligatoirement envie de quitter leur pays.

Un échec flagrant

La nouvelle politique des dirigeants est-allemands comporte d'autres aspects : l'un de ceux fréquemment oubliés est l'aspect humanitaire. A tout prendre, il vaut mieux, pour les contestataires, vivre en liberté à l'Ouest, même contre leur gré, plutôt que croupir dans une prison à l'Est, ou végéter pendant des années dans l'isolement et sans travail, comme ce fut le cas du grand poète lyrique Peter Huchel, finalement autorisé à partir en 1971.

Cette campagne d'expulsions n'en est pas moins, pour le numéro un du parti et de l'Etat, M. Erich Honecker, un échec flagrant. Dans son désir de plaire et de rompre avec l'austérité de la période précédente, M. Honecker avait fait sensation lors de son arrivée au pouvoir, il y a six ans, en annonçant la « *fin des tabous* » en matière culturelle. Les années qui suivirent furent effectivement les plus libres, les plus fructueuses qu'aient connues les intellectuels est-allemands depuis l'établissement du régime. Les résistances dans l'appareil, puis, à partir de 1974, des difficultés économiques consécutives à la crise de l'énergie, enfin le malaise créé par la lutte pour les droits civiques en Europe de l'Est, mirent fin progressivement à cette détente.

Le drame, pour le régime, est plus profond encore. Ceux qu'il chasse aujourd'hui ne sont pas tous, loin s'en faut, des bourgeois ou des représentants de l'ordre ancien. Ce sont aussi des jeunes élevés dans le sérail et, souvent, tels Juergen Fuchs ou Reiner Kunze, des fils d'ouvriers. En les rejetant, le « *premier Etat allemand des ouvriers et des paysans* » avoue cruellement ses faiblesses et ses difficultés à former un « *homme nouveau* ». Pareille intolérance ne le met pas, en tout cas, en position particulièrement favorable pour dénoncer la « *violence* » et l'injustice de l'Etat ouest-allemand.

A moins de vouloir faire de leur pays une nation uniquement « *musculaire* » les dirigeants est-allemands ne peuvent tout de même pas compter, pour gagner leurs compétitions, avec leurs rivaux occidentaux, sur le seul succès de leurs athlètes sur les stades, aussi remarquables fussent-ils.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

La fronde contre M. Adolfo Suarez semble s'apaiser

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, semble avoir rétabli la discipline — au moins provisoirement — au sein de l'Union du centre démocrate (U.C.D.), la coalition au pouvoir. Les ministres, qui, au début de la semaine dernière, émettaient des doutes sur la « viabilité » d'un gouvernement par trop hétérogène, attribuent, depuis le retour de M. Suarez à Madrid, à l'imagination des journalistes les rumeurs sur un évenuel remaniement ministériel.

Les observateurs restent cependant divisés sur l'attitude des collaborateurs de M. Suarez : « *simple chahut* », disent les uns ; « *crise profonde* » qui débouchera à terme sur son départ, affirment les autres. Le fait que les institutions démocratiques espagnoles ne fonctionnent pas encore pleinement explique dans une large mesure ce flottement. Les Cortès (Parlement) élues le *15 juin ont commencé* leurs travaux en commissions, mais aucun débat n'y a encore eu lieu qui aurait donné aux partis d'opposition et à ceux de la coalition gouvernementale l'occasion de prendre position sur les principaux problèmes actuels : la situation économique et l'autonomie des régions.

On ignore notamment l'importance des divergences entre les diverses fractions de l'U.C.D., une alliance hétéroclite qui regroupe conservateurs et sociaux-démocrates, libéraux et démocrates-chrétiens. Que les rescapés du franquisme et ceux qui furent souvent les victimes de ce régime ne fassent pas bon ménage n'est guère surprenant. Qu'ils se séparent trois mois à peine après leur victoire aux élections le serait toutefois davantage.

La gauche n'a pas cherché à *exploiter les faiblesses de l'U.C.D.* Le parti socialiste (P.S.O.E.), qui repousse toujours l'idée d'un gouvernement de coalitions, attend « *son heure* ». Mais d'autres, comme M. José-Maria de Areilza, piaffent d'impatience. Le ministre des affaires étrangères du précédent gouvernement n'a pas pardonné à M. Suarez de l'avoir supplanté dans les faveurs du roi. M. de Areilza, qui s'est déclaré en faveur d'un gouvernement de « concentration » nationale, ne serait pas étranger, dit-on, aux critiques formulées contre le gouvernement par le quotidien libéral *El Pais*.

L'éditorialiste du journal madrilène set revenu dimanche à la charge pour condamner de nouveau les « dissensions » qui conduisent le gouvernement à l'immobilisme. « *Après avoir élaboré un plan d'action immédiate, l'équipe économique*, écrit-il, *est incapable de le mettre en pratique, faute d'un accord ou pacte politique avec les autres partis au Parlement et pour cette même raison les négociations entamées avec les syndicats pour fixer les augmentations de salaires sont dans l'impasse.* »

Les centrales ouvrières, communistes et socialistes, paraissent disposées à un accord avec le gouvernement. Encore faudrait-il, souligne-t-on dans les milieux de l'opposition, que celuici fasse des concessions : la limitation des augmentations salariales implique notamment un effort pour contrôler les prix, d'autant que l'inflation risque de compromettre, à brève échéance, les bénéfices de la dévaluation du mois de juillet.

Mais certaines mesures préconisées, sur le plan fiscal, pour répartir plus équitablement les sacrifices, ne sont pas du goût de tout le monde. L'impôt sur le capital, pour modeste qu'il soit, et la levée du secret bancaire susciteraient déjà des divisions au sein du cabinet.

A en croire *El Pais*, le malaise a gagné l'armée. Trois chefs militaires, les généraux Prada Canillas, *capitaine général* de la sixième région militaire à Burgos, Vega Rodriguez et Villa Escusa auraient demandé à être relevés de leurs fonctions pour prendre une sorte de préretraite. L'intégrité territoriale de l'Espagne les préoccupe. Ils souhaiteraient, affirme-t-on, attirer l'attention sur les risques de l'agitation au Pays basque, où l'ETA et les partisans de l'indépendance jouent de nouveau, malgré leur échec aux élections, un rôle de premier plan.

Deux cent mille personnes ont manifesté vendredi à Bilbao et cent cinquante mille samedi 3 septembre à Saint-Sébastien pour réclamer la liberté de Miguel Angel Apalategui et une amnistie générale en faveur de quelques dizaines de prisonniers politiques.

Débordé par les Basques, M. Suarez doit aussi affronter la grogne des élus catalans, qui accusent le chef du gouvernement et M. Josep Tarradellas, président en exil de la Généralité, d'être parvenus dans leur dos à un accord de principe sur un statut provisoire pour la Catalogne. En fait, M. Tarradellas, qui n'a guère consulté la commission de négociation et a même limogé l'un de ses membres, le sénateur Josep Benet, a mis vendredi dernier les parlementaires devant le fait accompli. Ils se sont solidarisés avec M. Benet et ont refusé de se rendre sans lui en France, où le président de la Généralité les a convoqués pour les informer de la teneur de l'accord.

Les qualités dont M. Suarez a fait preuve jusqu'aux élections ne suffisent plus aujourd'hui, alors qu'il s'agit de pratiquer la démocratie, estiment ses détracteurs. L'habileté manœuvrière du président, qui a fait merveille, passe maintenant, à leurs yeux, pour de l'opportunisme.

PHILIPPE LABREVEUX.

● *M. David Owen*, secrétaire au Foreign Office, devait avoir, ce *lundi 5 septembre*, des entretiens avec les dirigeants espagnols. M. Owen, qui restera deux jours à Madrid, doit notamment s'entretenir de la candidature de l'Espagne au Marché commun et de l'avenir de Gibraltar avec le roi Juan Carlos, M. Suarez et M. Oreja, ministre des affaires étrangères.

Italie

Après le refus de visa à un professeur communiste

Le gouvernement s'étonne de l'attitude des autorités soviétiques

De notre correspondant

Rome. — Le refus des autorités soviétiques d'accorder un visa d'entrée au professeur Victorio Strada, inscrit au parti communiste italien, a provoqué des réactions à Rome (*le Monde* daté 4-5 septembre).

Dimanche 4 septembre, *l'Unita*, organe du P.C.I. — qui, dès samedi, avait regretté le refus de visa à M. Strada, — est revenu sur cette affaire Il fait état des « *critiques provoquées en Italie par le refus soviétique* ». *L'Unita* cite M. Aldo Tortorella, membre de la direction du parti communiste et responsable de la commission culturelle : « *Nous sommes intervenus plusieurs fois pour dire notre incompréhension et protester après l'interdiction de se rendre en U.R.S.S. faite à notre camarade Strada, éminent spécialiste de langue et de littérature soviétiques.* » M. Tortorella juge l'attitude de l'U.R.S.S. « *inacceptable et en contradiction avec la conception d'ouverture dans les rapports et les échanges culturels internationaux, conception dont chacun se réclame* ». M. Tortorella estime enfin que sans ouverture culturelle l'on ne peut pas concevoir une politique de détente internationale.

Le refus de visa au professeur Victorio Strada, qui a traduit en italien plusieurs œuvres importantes, a également fait l'objet d'un communiqué officiel du ministère des affaires étrangères italien. Celui-ci exprime « *sa surprise et son regret* ». Le ministère a annoncé qu'une démarche diplomatique serait faite auprès des autorités soviétiques pour que les relations entre les deux pays « *se déroulent librement* ». Une réunion était prévue lundi matin à la Farnesina pour évoquer cette affaire

Dans ce contexte, l'absence de l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Rome, M. Nikita Rijov, a été particulièrement remarquée samedi à l'inauguration de la Semaine italo-soviétique à Venise. M. Rijov a fait état d' « *engagements préalables* » pour expliquer son absence, mais les milieux politiques ont immédiatement fait le rapprochement avec l'affaire Strada.

Le professeur Victorio Strada devait faire partie de la délégation de la maison d'édition milanaise Einaudi, qui assistera mardi à l'ouverture de la Foire internationale du livre de Moscou.

(*Intérim.*)

Hongrie

M. BILLY GRAHAM A PRÊCHÉ A BUDAPEST

Budapest (*A.F.P., Reuter.*) — *Le pasteur évangéliste américain Billy Graham a prêché, dimanche 4 septembre, dans un camp baptiste aux environs de Budapest. Il a consacré son sermon à l'amour entre les hommes. Il s'est abstenu de toute allusion politique directe. Il a toutefois condamné le racisme en Afrique du Sud et déploré la course aux armements.*

Le prédicateur s'est félicité de l'accueil qui lui était fait. Il a précisé qu'avant son départ le président Carter lui avait téléphoné pour lui dire qu'il priait pour les chrétiens hongrois. M. Billy Graham a constaté qu'il y a quelques années il n'aurait pas « rêvé de prêcher l'Evangile devant cette grande nation ». « C'est une indication que les temps ont changé », *a-t-il ajouté*

PROCHE-ORIENT

A l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies

Les pays arabes veulent obtenir une condamnation de la politique israélienne dans les territoires occupés

Les ministres des affaires étrangères arabes, réunis au Caire, ont décidé, dimanche 4 septembre, de lancer une offensive diplomatique, visant à obtenir à la communauté internationale une condamnation de la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés, à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Les ministres arabes se sont, en revanche, opposés à une proposition syrienne, demandant l'exclusion d'Israël des Nations unies ou l'adoption de sanctions contre l'Etat hébreu.

Le projet de résolution suggéré par Damas invitait l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures nécessaires pour condamner les récentes mesures israéliennes et mettre définitivement fin à la politique d'implantation dans les territoires occupés. Il demandait aux pays membres de l'ONU de rompre immédiatement toutes leurs relations avec Israël et de s'associer à la politique de boycottage arabe contre Jérusalem. Le chef de la diplomatie syrienne avait également proposé la tenue d'un « sommet » arabe en octobre, pour régler les différends entre les pays membres de la Ligue, notamment le conflit égypto-libyen

L'Egypte a rejeté la première proposition syrienne. « *Il faut faire preuve de logique et de réalisme*, a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismail Fahmi. *Ce n'est pas avec des surenchères, des cris et des mises en accusation que nous atteindrons nos objectifs.* » La position égyptienne a été appuyée par l'Arabie Saoudite et par le chef de la diplomatie irakienne, M. Saadoun Hammadé, qui a déclaré au Conseil qu'il n'était pas « *nécessaire d'adopter une position dure* ». En ce qui concerne la tenue d'un « sommet » arabe en octobre, M. Fahmi a souligné qu'il n'était pas opportun de décider maintenant de la date d'une éventuelle conférence. Répondant au ministre syrien des affaires étrangères, qui avait implicitement critiqué l'Egypte pour son différend avec la Libye, M. Fahmi a indiqué que la solidarité arabe ne signifie pas qu'un pays intervienne dans les affaires intérieures d'un autre en y organisant des opérations de sabotage.

Les ministres des affaires étrangères arabes se réuniront à nouveau le 12 novembre pour préparer une conférence des souverains et chefs d'Etat. Les ministres n'ont pas réussi toutefois à se mettre d'accord sur le lieu de leur prochaine réunion. Trois capitales ont été proposées : Tripoli, Koweït et Tunis. La Libye, qui avait récemment demandé la convocation d'un « sommet » arabe, aurait insisté pour que le « sommet » se tienne à Tripoli.

Un sous-comité de sept membres (Egypte, Syrie, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Tunisie et O.L.P.) a été chargé de mettre au point un texte de compromis définissant une nouvelle stratégie arabe face à Israël lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Il s'agirait d'un projet de résolution condamnant la politique israélienne dans les territoires occupés, qui sera présenté aux pays non alignés et aux pays islamiques lors de la réunion de New-York.

La recherche de la paix au Proche-Orient a fait l'objet d'un débat animé et certains délégués ont critiqué le rôle des Etats-Unis, relevant l'absence de résultats concrets dans la voie d'un règlement par l'intermédiaire de Washington. Le représentant palestinien, quant à lui, a estimé *que les Etats-Unis* bloquaient la solution du problème en refusant de dialoguer avec l'O.L.P. et de faire pression sur Israël.

● A BEYROUTH, le journal de la Saïka, organisation palestinienne inspirée par la Syrie, a publié dimanche une déclaration de son chef, M. Zouheir Mohsen, attaquant vivement le président Sadate, « *jouet des Israéliens et de l'impérialisme américain* ». M. Mohsen affirme que « *la Syrie ne s'agenouillera pas et n'abandonnera pas la résistance palestinienne* » et que « *Sadate et les réactionnaires du pétrole ont ébranlé le potentiel défensif arabe* ».

● AU CAIRE, M. Farouk Kaddoui, chef du département politique de l'O.L.P., a révélé samedi qu'il avait demandé aux pays arabes pétroliers d'utiliser l'arme du pétrole « *pour servir la juste cause arabe* ». — (A.F.P., U.P.I., Reuter.)

La visite en France du roi Hussein

La coopération économique franco-jordanienne demeure très limitée

Si le voyage en France du roi Hussein — attendu à Paris ce lundi après-midi 5 septembre — est, selon l'Elysée, essentiellement politique, les deux délégations n'en feront pas moins un tour d'horizon des relations économiques entre les deux pays.

Amman n'a guère profité du développement des échanges franco-arabes. Malgré une augmentation de 17 % de 1974 à 1975, le commerce franco-jordanien (130 millions de francs cette dernière année) ne représente pas plus de 0,02 % des échanges commerciaux de la France. Et dans la liste des fournisseurs arabes de Paris, la Jordanie ne devance guère que les deux Yémens, la Somalie et Bahrein.

Les équipements militaires eux-mêmes souffrent de ces maigres relations : avec ses dix-huit hélicoptères Alouette-III et un avion Falcon-20, le royaume doit être un des plus modestes clients de l'armement français. Le roi a, il est vrai, été formé dans un collège militaire britannique et l'influence anglo-saxonne est telle sur l'armée jordanienne qu'il n'y a pas le moindre contrat ni la moindre négociation en vue.

Dépourvue de pétrole, la Jordanie n'exporte guère en France que des phosphates (98,6 %), des légumes et des peaux, pour 10,5 millions de francs en 1975. Elle reçoit des machines et engins mécaniques, du fer, de la fonte et des aciers, des véhicules divers, du lait et divers produits, pour 120,3 millions de francs. La balance commerciale est donc largement excédentaire en faveur de la France, et cette tendance s'est accentuée ces dernières années.

Le plan quinquennal jordanien (1976-1980), qui prévoit un taux de croissance annuel du PIB de 12 %, exige un afflux de capitaux étrangers. Toutes les facilités sont d'ailleurs accordées aux investisseurs (exonération d'impôt, permis de travail, etc.).

La France et la Jordanie ont signé, en 1977, un protocole financier — pour un montant de 250 millions de francs, — qui doit permettre à Amman d'obtenir certaines facilités financières. Deux autres accords ont été signés sur la garantie des investissements et pour éviter une double imposition.

Cela permettra-t-il à la France d'accroître sa part du marché jordanien (3,84 %) ? Déjà deux cent cinquante sociétés françaises sont représentées en Jordanie, et la firme SPIE-Batignolles a obtenu de réaliser le complexe d'engrais d'Akaba, un des plus grands projets industriels du royaume, qui coûtera 270 millions de dollars.

Admise à la Ligue arabe

LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI APPLIQUERA LE BOYCOTTAGE D'ISRAËL

La République de Djibouti a été admise le samedi 3 septembre à la Ligue arabe, dont elle sera le vingt-deuxième membre, a annoncé au Caire M. Mahmoud Riad, secrétaire général de l'organisation. Commentant dimanche cette admission, M. Abdallah Kamil, ministre djiboutien des affaires étrangères, a déclaré que son pays allait appliquer le boycottage d'Israël malgré les conséquences de cette politique pour le port de Djibouti. Il a renouvelé, d'autre part, l'appel « *urgent* » qu'avait déjà lancé M. Hassan Gouled, chef de l'Etat, en faveur d'une aide financière arabe à Djibouti.

La *jeune République, en outre*, conformément à la charte de la Ligue arabe, fera « *dans les plus brefs délais* » de l'arabe la langue officielle de Djibouti. Le français restera néanmoins la deuxième langue du pays.

C'est, semble-t-il, parce que l'arabe n'est pas langue officielle aux Comores que la candidature de Moroni en revanche n'a pas encore été acceptée. L'admission des Comores à la Ligue arabe, a précisé M. Mahmoud Riad, est ajournée. — (*A.F.P., U.P.I.*)



LE CONSEIL DE PARIS A DÉSIGNÉ SES REPRÉSENTANTS AU COLLÈGE ÉLECTORAL

Le Conseil de Paris a désigné, dimanche 4 septembre, à la représentation proportionnelle, avec application de la règle du plus fort, reste sans panachage ni vote préférentiel, les 2 262 délégués qui, associés aux 109 conseillers et 28 députés de Paris, éliront les 12 sénateurs de la capitale. Le groupe Union pour Paris, que préside M. Jacques Chirac, a obtenu 1 141 sièges, le groupe communiste 457, le groupe socialiste 311 ; les listes Paris-Renouveau et centriste Liberté de Paris ont totalisé chacune 145 sièges, et le groupe radical de gauche 42. Enfin la liste présentée par M. Dabezies (gaulliste d'opposition) a obtenu 21 sièges. Une telle répartition devrait permettre l'élection de 8 sénateurs de la majorité et de 4 sénateurs de l'opposition.

La liste unique de la majorité sera conduite par M. Christian de La Malène (R.P.R.), premier adjoint au maire (*le Monde* du 14 juillet), qui a été chargé de conduire les ultimes négociations. Selon M. Yves Lancien, secrétaire de la fédération R.P.R. de Paris, la désignation des délégués sénatoriaux par le Conseil de Paris *« confirme l'espoir de voir élire cinq sénateurs R.P.R. »*. De leur côté, P.C. et P.S. devraient obtenir 2 sièges chacun au palais du Luxembourg.

OUTRE-MER

QUARANTE-CINQ RÉFUGIÉS HMONGS SONT ARRIVÉS EN GUYANE

(De notre correspondant.)

Cayenne. — Venant de Bangkok (Thaïlande), quarante-cinq réfugiés Hmongs sont arrivés samedi 3 septembre à Cayenne (Guyane).

Des manifestations hostiles à leur venue avaient eu lieu la semaine précédente. Un important service d'ordre avait été mis en place à l'aérogare de Rochambeau.

Les Hmongs ont été accueilli par le préfet du département et Mme Claude Ho-A-Chuck, épouse du maire de Roura, commune où les réfugiés s'installeront (au lieudit Cacao). Ils ont été conduits sur place par camions militaires.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

VAUCLUSE : le radicalisme sans radicaux

Avignon. — La route s'arrête à Sivergues, dernier hameau face à la crête austère du Lubéron. Sur le chemin empierré et silencieux qui mène à l'ancien corps de ferme dans lequel une pièce tient lieu de mairie, la DS noire du maire d'Orange, M. Louis Giorgi, surprend. Candidat communiste aux élections sénatoriales dans le Vaucluse, M. Giorgi est venu, acccompagné de trois collaborateurs, discuter avec le maire, M. Raoul Esparon, des problèmes de cette commune de trente-huit habitants. M. Giorgi et son colistier, M. Camille Fare, maire de Beaumes-de-Venise, se sont partagé les cent cinquante et une communes du département, que l'un ou l'autre aura visitées d'ici au 25 septembre.

« Nous ne courons pas après les fauteuils. Si nous ne sommes pas élus, nous n'en ferons pas une maladie », dit M. Giorgi, qui vante à M. Esparon les mérites du *« service après-vente »* des élus communistes. *« C'est vrai*, dit-il, *que, quand nous avons été portés à la tête d'une municipalité, on ne nous en déloge pas facilement. C'est que nous faisons bien notre travail. »* M. Esparon est-il convaincu ? A Sivergues, on vit surtout de l'élevage du mouton et un peu de la culture de la lavande. A en croire le maire, la vie n'y est pas facile ; on compte même trois chômeurs. Assis sous le buste de Marianne, un peu à l'étroit entre la photographie du président de la République et un portrait gravé d'Hippolyte Carnot, ministre de l'instruction publique... en 1848, M. Esparon affiche un prudent scepticisme. *« Tout le monde a de bonnes solutions à proposer*, dit-il, *mais pas grand-chose ne change. De toute façon*, ajoute-t-il, *ce n'est pas moi qui serai délégué. Je n'ai pas le temps. »*

Les neuf conseillers municipaux de Sivergues ont désigné dimanche un délégué au collège électoral, qui comprend, dans le Vaucluse, outre les vingt-quatre conseillers généraux et les trois députés, huit cent vingt membres élus. Vingt communes envoient, à elles seules, quatre cent quatre-vingt-un représentants au collège, Avignon (93 000 habitants) en ayant cent, huit autres villes (de 9 000 à 30 000 habitants), vingt-sept, et enfin onze communes (de 3 500 à 9 000 habitants) étant représentées chacune par quinze délégués. Les petites communes rurales ne pèseront donc pas d'un poids déterminant dans l'élection.

M. Giorgi rappelle l'époque, au lendemain de la libération ,où un système proportionnel avait permis à un communiste d'être élu conseiller de la République dans le Vaucluse. Aujourd'hui, il affirme compter sur trois cent cinquante à trois cent quatre-vingts suffrages. Mais, chez les socialistes comme dans la majorité, on n'attribue que cent soixante voix aux candidats communistes, qui, encouragés par les succès municipaux que leur parti a remportés à la tête de listes d'union de la gauche, en enlevant à la majorité Orange et Bollène, font une campagne active, sans prendre garde aux sarcasmes qu'elle provoque chez leurs adversaires.

Des deux sénateurs sortants, l'un, radical, M. Edouard Grangier, maire de Monteux, âgé de soixante-dix-huit ans ; l'autre socialiste, Mᵉ Jean Geoffroy, maire de Saint-Saturnin-d'Apt, seul le second se représente. Sénateur depuis vingt-sept ans, Mᵉ Geoffroy souligne qu'il a été désigné au premier rang par les sections socialistes, appelées à choisir leurs candidats au scrutin secret. *« Il est donc faux de dire que j'ai imposé ma candidature au parti »*, déclare le sénateur, qui estime que si le président du conseil général, M. Jean Garcin, est le rival de quelqu'un, c'est plutôt de M. Henri Duffaut, député, maire d'Avignon, désigné comme second candidat et dont

De notre envoyé spécial

M. Garcin, arrivé en quatrième place, devrait être le suppléant (M. Guy Penne, doyen de l'Ecole dentaire de Paris et maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, étant celui de Mᵉ Geoffroy). Certains affirment en effet que M. Garcin ne se résigne pas à ce rôle de second plan et pourrait, en se portant candidat, troubler le jeu.

Douze en 1958 un en 1977

Au pays d'Edouard Daladier, le radicalisme, on le voit, n'est pas mort, bien que les radicaux ne soient plus que l'ombre de ce qu'ils furent. Leur sénateur — âgé, il est vrai, de soixante-dix-huit ans — abandonne le siège ; en 1958, ils étaient douze (sur vingt-deux) au conseil général, qui, aujourd'hui, sur vingt-quatre membres, ne compte plus qu'un radical. La plupart des rescapés appartiennent au Mouvement des radicaux de gauche, qui présente deux candidats et espère obtenir une quarantaine de voix, laquelle a proposé à M. Grangier de désigner un candidat membre du parti de M. Servan-Schreiber. Il semble que cela n'aille pas sans difficulté, et les partis gouvernementaux, qui estiment pouvoir réunir deux cent vingt voix, songent à trouver un autre candidat « sans étiquette » pour accompagner M. Georges Bonnefoy élu maire de Visan avec le soutien tacite de la majorité.

Si l'élection de M. Duffaut se révélait difficile, la majorité pourrait la favoriser en ne maintenant pas ses candidats au second tour. En effet, le maire d'Avignon, élu au Sénat, abandonnerait son siège de député, qui devient ainsi le principal enjeu de l'élection. *« On ne m'a pas demandé de me retirer »*, déclare M. Duffaut, qui estime qu'à soixante-dix ans, président de la commission des finances du conseil général et de celle du conseil régional, investi d'un nouveau mandat municipal, il est raisonnable de poursuivre sa tâche de législateur au Sénat plutôt qu'à l'Assemblée nationale. Le candidat socialiste au siège de député est tout désigné : il s'agit de M. Dominique Taddeï, membre du secrétariat national du P.S., chargé des questions culturelles, et adjoint au maire d'Avignon.

A Avignon, les centristes du C.D.S. n'ont pas réellement rallié la majorité, qui se présentait donc divisée aux élections municipales. M. Jean-Pierre Roux, député de 1963 à 1973, qui menait la liste du R.P.R., sera candidat en mars 1978. *« Je peux vous dire qu'il n'y aura pas de candidat républicain contre moi*, affirme-t-il. *Quant à mon adversaire centriste, on verra bien ce qu'il fera. »* M. Roux pense pouvoir retrouver, devant M. Taddeï, le siège que lui avait repris M. Duffaut. Aussi tient-il à ce que celui-ci entre au Sénat, tout en se défendant de faire preuve, à son égard, d'une bienveillance que le P.C.F. ne manque pourtant pas de relever. Mais, s'ils demeurent prudents, MM. Geoffroy et Duffaut n'en estiment pas moins n'avoir besoin, ni l'un, ni l'autre, de la neutralité de la majorité pour être élus.

PATRICK JARREAU.

Deux élections cantonales

VAL-D'OISE : canton de Sarcelles (1ᵉʳ tour).

Inscr., 17 112 ; vot., 5 104 ; suffr. expr., 5 006.

Mme Marie-Claude Bedeau, P.C., adj. au m. de Sarcelles, 2 261 voix; MM. Bernard Deforges, R.P.R., 1 121; Jean-Yves Autexier, P.S., 1 021 ; Gérard Sillam, P.R., 318 ; Gérard Blondel, P.S.U., 285. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Michel Briand, P.C., conseiller municipal de Sarcelles, décédé, qui avait été réélu conseiller général du canton de Sarcelles au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 5 510 voix contre 3 507 à M. Charageat, U.D.R. Au premier tour du scrutin de 1973, Michel Briand était arrivé en tête avec 3 849 voix, contre 1 534 à M. Charageat, U.D.R., 1 083 à M. Pupponi, P.S., 501 à M. Arrighi, Cent. dém., 419 à M. Pringot, P.S.U., 396 à M. Montet (sans étiq.) et 338 à M. Perez (sans étiq.).

Le canton de Sarcelles a été scindé en 1975. Le siège du canton de Sarcelles-Saint-Brice était revenu en mars 1976 à M. Raymond Lamontagne (mod. maj.).]

DORDOGNE : canton de Périgueux-Ouest (2ᵉ tour).

Inscr., 12 466 ; vot., 9 057 ; suffr. expr., 8 755. M. Roger Gorse, P.C., 5 214 voix, ELU ; Mme Paulette Labatut, cons. mun. de Périgueux, membre du comité central du R.P.R., 3 541.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Yves Péron (P.C.), ancien député, décédé en juin dernier. Yves Péron, qui avait représenté le canton de Périgueux à l'Assemblée départementale de 1951 à 1958, avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 dans le canton nouvellement créé de Périgueux-Ouest. Les résultats du scrutin avaient été les suivants : Yves Péron, 3 885 voix ; Mme Paulette Labatut, U.D.R., 3 562 ; sur 7 447 suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : M. Roger Gorse (P.C.), 3 338 voix ; Mme Paulette Labatut (R.P.R.), 2 855 ; MM. Didier Delezay (P.S.), 1 556 ; René Chateauraynaud (act. loc.), 284 ; Louis Bosviel (Front progressiste), 78. Il y avait 8 111 suffrages exprimés et 8 268 votants sur 12 471 inscrits.

M. Gorse — secrétaire de la fédération départementale du P.C. — a bénéficié au second tour du désistement du candidat socialiste ainsi que de celui du Front progressiste. Le total des voix de ces trois candidats au premier tour représentait 61,29 % des suffrages exprimés ; M. Gorse en totalise seul 59,55 % au second tour, soit 7,39 points de plus que Yves Péron au second tour de septembre 1973.

Mme Labatut, au profit de qui M. Chateauraynaud s'était retiré, a obtenu 40,44 % des suffrages au second tour (elle en avait recueilli 47,83 % en 1973) alors qu'au premier tour le total de ses voix et de celles de M. Chateauraynaud représentait 38,70 % des voix.]

● *L'Association des élus de progrès*, qui regroupe une soixantaine d'élus corses, pour la plupart de tendance socialiste, refuse de « cautionner » les rassemblements prévus le 9 septembre prochain, à Ajaccio et Bastia, pour protester contre *« le séparatisme et la violence »*. Elle demande à la population *« de ne pas déférer à l'injonction des clans »*.

● *M. Antoine Frasseto*, administrateur civil, est nommé chargé de mission au cabinet de M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, en remplacement de Mme Michèle Legras, conseiller référendaire à la Cour des comptes.



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La majorité et la gauche en ordre dispersé

L'effort exceptionnel entrepris par le P.C. pour mobiliser l'opinion et accentuer sa pression sur le P.S. marque-t-il le point d'orgue de sa campagne d'été ou n'est-il qu'un degré de plus dans l'escalade ? En constatant que des progrès ont été réalisés mais que des divergences sérieuses demeurent, M. Georges Marchais n'accroît certainement pas la tension mais M. René Andrieu laisse planer un doute sur le succès des négociations « au sommet » de la gauche en estimant que l'accord n'est pas assuré en raison de l'attitude des socialistes.

Les dirigeants du P.S. ne sont pas loin de partager ce scepticisme avec des motivations différentes. Il ne leur paraît pas impossible qu'en publiant son dossier sur l'actualisation le P.C. veuille prendre date, non pour témoigner de ce qu'il souhaitait mais pour amorcer une campagne préélectorale délibérément et uniquement axée sur son propre programme. Dans ce cas, il ne resterait de l'union de la gauche qu'une alliance électorale vidée de son programme commun. Si cette hypothèse se confirme, le P.S. n'en sera que plus encouragé à diffuser le dossier de ses propositions afin, dit M. Mermaz, de ne pas les laisser travestir.

Cela étant, des bases d'accord s'esquissent sur les nationalisations, sur la défense et sur les mesures sociales (M. Mermaz parle d'un SMIC à 2 200 F minimum). On note, toutefois, que le P.C. est désireux d'obtenir des garanties sur la composition et le fonctionnement d'un gouvernement de gauche.

Par rapport aux discussions de la gauche, celles de la majorité paraissent beaucoup plus faciles et beaucoup plus avancées. C'est que les partis concernés ne se sont mis d'accord que sur les grands principes et qu'ils ont choisi de jouer de leur diversité devant le corps électoral afin de retrouver les suffrages perdus.

Telle est la stratégie souhaitée et obtenue par le R.P.R. et appliquée encore plus nettement par le parti radical qui se tient à l'écart de l'élaboration du manifeste. Ainsi, sous le couvert d'une union de principe, la majorité va-t-elle en ordre dispersé au-devant de l'épreuve électorale. Les partis de gauche paraissent tentés de faire la même chose, bien qu'ils ne disposent pas du même crédit que leurs adversaires qui, eux, n'ont pas à prouver qu'ils peuvent gouverner ensemble.

ANDRÉ LAURENS.

LA C.F.D.T. RAPPELLE QU'ELLE SE DÉTERMINE LIBREMENT

La C.F.D.T. nous écrit :

« Dans un article publié par le Monde *du 3 septembre 1977, Thierry Pfister, abordant la question de l'attitude de François Mitterrand et des dirigeants du P.S. dans la polémique au sein de la gauche, écrit : « C'est ce raisonnement qui a conduit les dirigeants du P.S. à inviter M. Edmond Maire à modérer ses propos sur la hiérarchie des salaires et les revenus des cadres. »*

» Si le journaliste fait allusion à des déclarations publiques ou à des écrits de tel ou tel dirigeant du P.S., une telle attitude ne nous choque pas. Elle fait partie du débat public, nécessaire pour préciser les positions des uns et des autres et informer correctement la population. Par contre, si l'article se réfère à des pressions officieuses, à des démarches non publiques, il est dans l'erreur.

» La C.F.D.T. tient à rappeler qu'elle estime tout à fait normal que les différents partenaires de l'union des forces populaires, en fonction de leurs responsabilités propres, défendent la position qu'ils estiment la plus valable et la plus pertinente dans la situation présente.

» Elle rappelle que ces propositions, comme ses analyses, sont élaborées et menées dans le cadre de ses instances statutaires et en fonction des discussions de ses militants. Pour se déterminer, la C.F.D.T. ne prend en compte que les intérêts de ses adhérents et des travailleurs, sachant qu'en cela elle rejoint les préoccupations de la majorité de la population. »

M. PIERRE VILLON (P.C.F.) NE SE REPRÉSENTE PAS

M. Pierre Villon, député communiste de la troisième circonscription de l'Allier, a annoncé, samedi 3 septembre, qu'il ne se représenterait pas lors des élections législatives de mars 1978. Le candidat du P.C.F. sera M. André Lajoinie, membre du bureau politique, directeur de l'hebdomadaire *la Terre*.

M. Mermaz : les socialistes n'ont pas l'intention de laisser travestir leurs positions

M. Louis Mermaz, député de l'Isère, membre du secrétariat du parti socialiste, après s'être expliqué au micro de R.T.L. lundi 5 septembre, nous a déclaré :

« Le parti communiste prépare le « sommet » prochain, c'est-à-dire la rencontre des trois partis de gauche qui doit aboutir à l'actualisation du programme commun de gouvernement, dans un style qui lui est particulier puisqu'il déforme gravement les intentions et les propositions du parti socialiste.

» Le parti communiste déclare qu'il ne veut pas gérer la crise. Nous n'en attendions pas moins de lui. Le contraire nous aurait déçus. Nous non plus nous ne voulons pas gérer la crise. Nous voulons changer la société et préparer la voie du socialisme.

» Le parti communiste s'adresse à ses militants et à l'opinion publique. C'est son droit, mais les socialistes n'ont pas l'intention de laisser travestir leurs positions.

» Ils sont prêts eux aussi à saisir les Français le moment venu du caractère raisonnable et du bien-fondé de leurs propositions. François Mitterrand a rappelé vendredi au micro de France-Inter que les conditions d'un accord existaient. Il a indiqué ce qui était négociable en matière de SMIC, de calendrier social, en matière de contenu des nationalisations, mais il a indiqué fermement les limites que nous ne franchirions pas, notamment en matière de défense nationale et de politique étrangère. Si le parti communiste veut un accord, accord attendu avec impatience par le pays, il lui faudra tenir compte de la position des socialistes, sinon il se livrera à un assaut de surenchère électorale sans lien avec le projet d'actualisation du programme commun de gouvernement.

» Les socialistes proposent le SMIC au minimum — nous disons bien au minimum — à 2 200 F par mois à partir d'avril 1978, la nationalisation de tout le secteur bancaire, celle de neuf groupes industriels, des prises de participation majoritaire de l'Etat dans la sidérurgie et les pétroles, l'élection des P.-D.G. des grandes entreprises publiques à partir de listes d'aptitude établies par le gouvernement d'union de la gauche.

» Ainsi ils font des promesses que nous sommes sûrs de tenir. Ils proposent à l'union de la gauche de franchir une première étape décisive. Ils veulent engager la France sur la voie d'une transformation profonde. Aller au-delà, c'est prendre le risque de l'aventure, c'est tenter l'impossible, c'est prendre aussi le risque d'échouer dès les élections de mars prochain par maximalisme et surenchère... »

M. HERNU : le P.C.F. veut-il empêcher la victoire de la gauche ?

M. Charles Hernu, délégué général du parti socialiste, maire de Villeurbanne, a déclaré dimanche 4 septembre : *« Le matraquage publicitaire du parti communiste ne fera pas oublier quelques faits indéniables, incontestables. Le programme commun de gouvernement de la gauche, auquel le parti socialiste reste étroitement attaché, n'est guère plus qu'un prétexte pour le parti communiste, puisqu'en prétendant élargir le débat il s'en écarte considérablement, quand il ne lui tourne pas le dos. Ensuite, un événement inconnu s'est produit au sein du parti communiste, début août, quand Georges Marchais s'est mis à refuser ce que la délégation communiste acceptait quelques jours plus tôt, lors des négociations. Le motif invoqué était alors la Défense nationale. On en est bien loin aujourd'hui.*

» Enfin, tout se passe comme si le seul objectif du parti communiste était d'amoindrir le parti socialiste, les radicaux de gauche, donc d'empêcher la victoire de la gauche... »

M. FABRE : la gauche ne devra rien faire de totalement irréversible dans certains domaines.

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire *le Point* du 5 septembre, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, déclare notamment : *« Si cela ne tient qu'à nous* [le sommet de la gauche] *réussira. (...) Mais le plus important reste le choix économique qui, pour une large part, est un choix de société. A nos yeux, en effet, la liberté d'entreprendre compte parmi les libertés fondamentales. Nous ne voulons pas de la toute-puissance d'un État bureaucratique et centralisateur. La condition essentielle que nous posons, c'est donc la garantie du maintien d'un vaste secteur privé que P.S. et P.C. avaient d'ailleurs acceptée en 1972. »*

Il s'explique en ces termes sur le refus que le M.R.G. oppose à une extension des nationalisations : *« Nous avons fait le choix politique de l'union de la gauche. Mais ayant décidé de tenter l'expérience pour cinq ans, nous ne voulons pas d'une évolution qui nous engagerait au-delà. Les Français ne veulent pas d'une démocratie populaire. Au bout de cinq ans, le choix devra être de nouveau laissé à l'électorat. C'est-à-dire que rien ne devra être fait de totalement irréversible dans certains domaines. »*

A la question : « Etes-vous optimiste quant aux chances de la gauche ? » M. Fabre répond : *« Moins qu'après les municipales. Nous percevons très bien l'inquiétude que fait naître dans l'opinion de gauche la prolongation d'une controverse qui n'a pas de sens — sauf sur quelques points secondaires et solubles — si on ne remet pas en cause l'accord de 1972. Prenons la sidérurgie : si Georges Marchais veut nous en imposer la nationalisation, comme un préalable à sa signature, c'est un diktat. Dans la mesure où le P.C. en ferait un objectif à long terme, au cas où les autres solutions échoueraient, alors l'accord est possible. »*

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « L'HUMANITÉ »

Le P.C.F. estime que l'attitude des socialistes ne permet pas d'assurer qu'un accord sera conclu

L'Humanité du 5 septembre publie deux pages consacrées à l'actualisation du programme commun et intitulées *« Pas de secret pour vous »*. Ces deux pages seront diffusées dans le pays à six millions d'exemplaires. Parallèlement, le P.C.F. a lancé une campagne d'affiches invitant le P.S. à se prêter au « débat démocratique ».

Dans l'éditorial de ces pages spéciales de *l'Humanité*, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., écrit : *« Des progrès ont été réalisés. Mais des divergences demeurent. Elles sont sérieuses. (...) Si on s'en tenait aux propositions du parti socialiste, on ne pourrait pas mettre en œuvre la politique nouvelle que vous attendez, vous, les travailleurs.*

» Or, vous n'attendez pas de nous que nous allions au pouvoir pour gérer la crise et pratiquer l'austérité à votre égard. D'ailleurs, vous le savez, nous, les communistes, nous n'y consentirons jamais. (...)

» Tout maintenant dépend de vous : de la puissance de votre volonté de changement, de l'ampleur de votre soutien aux efforts du parti communiste français, qui met et mettra tout en œuvre pour aboutir à un programme commun bien actualisé.

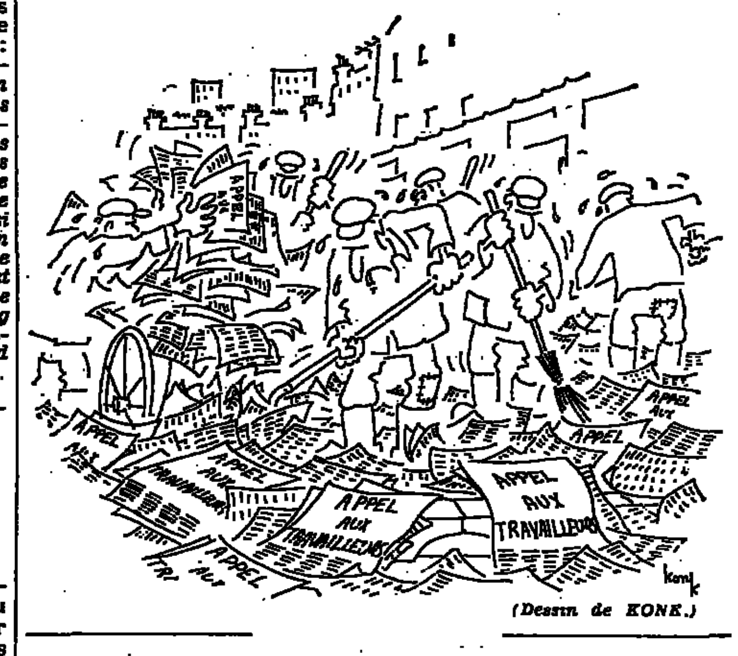
René Andrieu pour sa part, après avoir dressé un historique des débats entre le P.S. et le P.C.F., note : *« L'attitude socialiste ne permet pas d'assurer que l'on aboutira nécessairement à un accord. »*

MM. Charles Fiterman, Paul Laurent, Jean Kanapa et Philippe Herzog analysent les dossiers en suspens : politique sociale, défense et politique économique. En ce qui concerne la défense M. Kanapa écrit :

« Nous ne sommes absolument pas pour un renversement des alliances de la France — contrairement à ce que soutient F. Mitterrand, — mais pour leur respect. Cela dit, si l'on a pour souci exclusif la défense du pays, la politique militaire de la France ne doit désigner aucun adversaire particulier à l'avance. Elle doit être, au contraire, « tous azimuts. »

M. Paul Laurent évoque l'éventuel gouvernement de gauche et note :

« Nous disons qu'il faut un gouvernement dont la composition tienne compte de la volonté exprimée par le suffrage universel. Il faut qu'il soit organisé de façon efficace, sans concentration excessive des pouvoirs, et fonctionne sur la base de l'égalité en droits et en devoir, de la coopération et de la solidarité. »



(Dessin de KONK.)

LE FORUM D'ÉTÉ DU « NOUVEL OBSERVATEUR » ET DE « FAIRE »

Le difficile dialogue du P.S. et des écologistes

Un participant belge a résumé le « forum d'été », organisé du jeudi 1er décembre au dimanche 4 par la revue socialiste « Faire » et l'hebdomadaire « le Nouvel Observateur », en notant : « Les premiers jours, nous avons assisté à une description par les « expérimentateurs sociaux » de leurs actions. Puis celles-ci ont été analysées par les intellectuels, avant que ne s'ouvre une confrontation avec les politiques. » Lui-même se situait parmi ces « expérimentateurs sociaux » dont nul n'a pu, au cours des quatre journées de colloque, donner une définition pleinement satisfaisante. Les organisateurs avaient seulement voulu rassembler des militants qui ont mené localement des actions particulièrement intéressantes ou originales, afin de les faire dialoguer avec un certain nombre de cadres du P.S.

Ce Belge qui, de par sa nationalité, se trouvait un peu en situation d'observateur, après avoir ainsi décrit le déroulement du « forum d'été », la mis en garde ses auditeurs français contre le fait qu'un schéma analogue, qu'une hiérarchie des fonctions identique, pourraient se reproduire à l'échelle du pays au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche.

Il avait cerné et résumé la plupart des incompréhensions et des craintes qui se sont exprimées au fil de nombreux débats. Les militants engagés dans des expériences ponctuelles cherchaient comment développer et prolonger leur action sans être récupérés par une structure d'Etat ou par une idéologie, un parti. Et pourtant les représentants du P.S. présents ont, pour la plupart, pris soin de multiplier les garanties en leur promettant de respecter leur autonomie. *« Les socialistes ne sont à la recherche ni d'impossibles synthèses, ni d'illusoires récupérations »*, a par exemple expliqué M. Gilles Martinet, membre du secrétariat national du P.S.

Ils se sont heurtés malgré tout à un solide scepticisme. Un scepticisme qui, plus profondément encore, portait en réalité sur la capacité d'un gouvernement de gauche à s'engager vraiment dans un processus de transformation des structures sociales. Cette attitude a été relevée par de nombreux orateurs. Peu de gens, semble-t-il, imaginent que la gauche puisse ne pas se trahir dès lors qu'elle prend en charge le gouvernement. Une conception qui, implicitement, la condamne à un statut minoritaire.

M. Jacques Delors a été amené à dénoncer cet état d'esprit qui consiste à se situer dans l'opposition avant même que la gauche ne soit parvenue au pouvoir. Et M. Michel Rocard n'a pas caché sa surprise de s'entendre interpeller comme porte-parole de la « gauche officielle », lui qui, il y a encore quelques années, apparaissait pourtant comme symbolisant la gauche militante, la gauche de l'innovation face aux appareils des partis. En dix ans, une génération nouvelle est apparue et les anciens cadres du P.S.U. qui défendaient au « forum d'été » les positions du P.S. ne sont plus les interpellateurs mais les interpellés.

Le débat s'est, en réalité, polarisé sur un dialogue entre les représentants du courant écologiste et ceux du P.S. Un dialogue qui a eu le mérite de la franchise.

M. Jean-Pierre Dupuy, membre des Amis de la Trre, qui travaille avec M. Ivan Illich, a dénoncé la politique institutionnelle comme un frein à la capacité des petits groupes de changer le monde qui les entoure. Selon lui, les hommes politiques s'efforcent, pour asseoir leur légitimité, de parler des problèmes de gestion, mais ils restent frustrés face aux militants qui, eux, agissent concrètement. Les partis ne veulent pas déstabiliser les grands systèmes économiques et sociaux, mais souhaitent les utiliser, alors que les petits groupes tentent, eux, de faire vaciller l'organisation sociale actuelle.

M. Ivan Illich a, pour sa part, développé des critiques semblables en soulignant, par exemple, que les partis politiques ne s'engagent pas sur le terrain de l'expérimentation sociale avant d'en connaître le résultat. L'idée commune aux « expérimentateurs sociaux » a consisté à revendiquer des « espaces de libertés » en demandant aux politiques d'intervenir le moins possible. Ils défendaient l'autonomie individuelle face à l'extension continue du contrôle social, un contrôle qu'ils craignent de voir s'accroître encore en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir.

M. ROCARD : êtes-vous aussi sûrs de vos réponses que de vos questions ?

De fait, a expliqué M. Patrick Viveret, rédacteur en chef de *Faire*, le militantisme de gauche, principalement orienté vers la revendication, incite au recours à l'Etat et donc à un accroissement de ses pouvoirs. Tous les représentants du P.S. sont convenus qu'une dérive étatiste guette la gauche. Mais M. Rocard a rappelé les engagements pris et les réformes qui doivent être effectuées dès l'arrivée au pouvoir : autonomie régionale, développement de la vie associative et d'un « troisième secteur », à côté du secteur privé et du secteur public et administratif.

Ce « troisième secteur » regroupe les coopératives, les mutuelles, les régies municipales, et compte déjà plus d'un million de salariés. Sa fonction a été développée par M. Delors. Il y voit la possibilité d'offrir un cadre institutionnel à l'expérimentation sociale. Car la démarche des « politiques » a consisté à montrer à leurs interlocuteurs qu'ils ne pouvaient faire l'impasse sur les problèmes institutionnels. MM. Chapuis, Le Garrec, Guidoni, Pierre, ont notamment insisté sur ce point. *« Seules les institutions*, a par exemple expliqué M. Chapuis, *peuvent dépasser le stade de l'expérience en permettant de faire quelque chose de reproductif. »* Poussant plus loin, un membre du parti communiste espagnol, M. Jordi Borja, a souligné que *« seuls les appareils d'Etat peuvent imposer des changements globaux avec consensus »*. Et M. Rocard a adjuré ses interlocuteurs de *« rester sensibles au communicable »*, de ne pas oublier qu'leurs thèses ne sont pas admises par l'ensemble du corps social et que les politiques eux doivent tenir compte de tous ces blocages. *« Les politiques n'ont pas à faire passer dans le corps social ce que le seul rayonnement de l'expérimentation n'a pu faire passer »*, a-t-il indiqué. Il a ainsi invité les écologistes à plus de modestie. *« Etes-vous aussi sûrs de vos réponses que de vos questions ? »*, a-t-il demandé.

Les écologistes, il est vrai, n'ont pas été les seuls à instruire le procès des hommes politiques et de la gauche « officielle ». On a pu entendre M. Jacques Julliard (C.F.D.T.) déplorer que la politique puisse devenir une activité professionnelle, une carrière. On a pu entendre M. Paul Thibaud, directeur de la revue *Esprit*, affirmer qu'il existe une opposition *« culturelle et politique »* entre le mouvement des expérimentateurs sociaux et les partis, et que leur coordination ne peut être que *« momentanée et tactique »*. Selon lui, derrière le terme d'expérimentation sociale se cache une politique de la *« prise des droits »*. Elle est antagoniste avec l'attitude des formations politiques qui, a-t-il expliqué, *« prétendent au rôle de général en chef »*, et crée en outre une aliénation en faisant croire aux militants qu'ils sont au pouvoir par délégation lorsque leur parti y est. Il a également mis en cause le caractère démocratique du fonctionnement du P.C.F. et du P.S.

Cette suspicion sur les comportements des uns et des autres a justifié le propos de M. Gilles Martinet, expliquant que le seul objectif de cette rencontre était de trouver un accord sur quelques projets concrets. Un accord qui a été à peine esquissé.

THIERRY PFISTER.

M. Alain Peyrefitte : le P.S. et le P.C. finiront par s'entendre

De notre correspondant

Amiens. — MM. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., et Alain Peyrefitte, garde des sceaux, lui aussi ancien secrétaire général de la formation gaulliste, ont participé, dimanche 4 septembre, à la fête champêtre organisée à Arguel par la fédération R.P.R. de la Somme. M. Sanguinetti a affirmé : *« Le marxisme est condamné à tuer la liberté. Quand M. Marchais dit qu'il veut une société libre, je lui fais l'honneur de croire qu'il le croit. Il est prêt à nous accorder cette société libre, pourvu que nous soyons tous d'accord avec lui. Quoi de plus redoutable que les hommes qui prétendent détenir la vérité ? La victoire du programme commun, c'est la fin de la liberté ou le début d'affrontements civils. »*

M. Sanguinetti évoque ensuite le comportement des socialistes, en disant : *« Je trouve extravagant que des hommes que nous avons été obligés de remplacer deux fois* (il fait, ici, allusion à 1940 et à 1958) *viennent dire maintenant :* « C'est nous les plus » beaux. »

M. Alain Peyrefitte a souhaité que la majorité s'unisse sur trois thèmes : *« une action souple de de l'Etat, la réduction des inégalités et la participation »*. A propos de cette notion, qui est, selon lui, le *« point capital »*, le ministre a déclaré : *« C'est là que la Vᵉ République trouvera son achèvement, assurera son avenir et s'enracinera dans la pratique quotidienne et dans la vie publique. Le général de Gaulle en eut l'intuition, quand il lança l'idée de participation. Nous comprenons aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas seulement d'un règlement sur le partage des profits des entreprises. Ce qui est en cause, c'est la responsabilité de tous les Français, à tous les niveaux de la vie publique, sociale et économique. »*

Le ministre a encore noté, à propos de la fréquence des affrontements électoraux : *« Peut-être faura-t-il un jour s'attacher à rendre notre calendrier électoral plus ordonné et plus simple, en regroupant certaines élections ? Peut-être aussi faudra-t-il un jour adopter un mode de scrutin qui ne dresse pas deux moitiés de la France l'une contre l'autre. »*

Evoquant les relations entre communistes et socialistes, le ministre de la justice a affirmé : *« Ils finiront par s'entendre. A n'importe quel prix. Fût-ce en tirant un trait sur tout ce qui les sépare, pour les besoins de la cause électorale commune qui les réunit de force. Ne comptons pas sur leur divorce éventuel pour nous dispenser de l'effort d'union, de réflexion et de persuasion qui, seul, nous fera gagner. (...) Ce que nous avons eu sous les yeux c'est, par avance, l'image qu'offrirait un gouvernement socialo-communiste, sa gestion de l'Etat, sa direction du pays et le destin promis aux institutions et à la République. »*

M. JEAN D'ORMESSON : le P.C. voit plus loin que les autres.

Pour la première fois depuis qu'il en a quitté la direction en juin dernier, M. Jean d'Ormesson publie un article à la une du *Figaro* : « La double discorde. »

« Des torrents de commentaires ont roulé sur les pierres jetées par les communistes dans les jardins socialistes, écrit-il entre autres. *On a dit, notamment, que la tension P.C.-P.S. affaiblissait le programme commun. C'est vrai. On a pu soutenir aussi qu'en un sens l'hostilité communiste servait plutôt M. Mitterrand et le renforçait encore. Et c'est vrai également : M. Mitterrand a réussi ce tour de force d'être à la fois l'allié des communistes et le dernier rempart contre eux. Ah ! chapeau ! Mais il faut garder surtout un peu de naïveté dans l'esprit et voir que l'attitude communiste, avant de profiter aux socialistes ou à la majorité, profite d'abord aux communistes. Et dans tous les cas. En cas de défaite, elle sauve la mise. En cas de victoire, elle renforce le P.C. au sein de la coalition. En cas de rupture, elle lui permet de se replier sans trop de dégâts sur des positions avantageuses. L'immense force et l'atout du parti communiste, c'est de voir plus loin que les autres. Pour tout le monde, les élections législatives de mars 1978 marquent la ligne d'arrivée, le but final, le cap qu'il faut franchir à tout prix. Pour le parti communiste, elles ne constituent qu'une étape. »*

هكذا من الأصل

POLITIQUE

DEUX POINTS DE VUE SUR LE PARTI SOCIALISTE

Le P.S. et la classe ouvrière

par ANDRÉ RICHARD (*)

EN 1969, lorsque s'est reconstitué le parti socialiste, peu d'ouvriers l'ont rejoint.

Le vide politique laissé dans la classe ouvrière « classique » par l'effondrement de la S.F.I.O., la stratégie d'union de la gauche à peine amorcée, les séquelles de la collaboration de classes encore très vives, ne pouvaient rendre crédible le P.S. aux yeux des travailleurs manuels d'opinion socialisante.

Le congrès d'Epinay, en 1971, la publication du programme de gouvernement du parti socialiste, la venue de François Mitterrand à la direction de ce parti, l'élaboration et la signature du programme commun de gouvernement de 1972 avec l'allié communiste, n'ont pas suffi à convaincre les milieux ouvriers de la crédibilité et de la sincérité des socialistes. Lorsqu'on milite parmi les professions les plus durement exploitées du système capitaliste, l'on sait que la confiance ne se sécrète pas comme se décrète un programme ou s'élabore une stratégie.

Il aura donc fallu plusieurs années pour que les objectifs du partenaire socialiste deviennent dignes de confiance pour l'ouvrier. Dire ou écrire que la classe ouvrière aspire inlassablement à l'unité, c'est répéter une évidence historique.

Le rôle unitaire joué par François Mitterrand, tant au sein du P.S. en formation qu'auprès des alliés du P.C., n'a pas échappé aux ouvriers socialisants. Les assises du socialisme en 1974, si elles se situaient dans la continuité de la réalisation de l'unité des familles et des courants socialistes, n'ont cependant pas été le grand débat précédant la constitution du grand parti de masse des socialistes.

***

Le parti socialiste, parti des masses populaires attachées au socialisme démocratique, reste à faire.

Si l'implantation des sections et des groupes d'entreprise marque le pas — à peine un millier au congrès de Nantes — les électeurs et ouvriers socialistes ont le droit de s'interroger sur l'orientation du parti et sur son organisation sur les lieux de travail.

Alors que la motion « Unité et responsabilité », adoptée à Nantes par plus de soixante-quinze délégués sur cent, préconise en priorité le développement du secteur entreprises et l'implantation ouvrière, orientation déjà maintes fois affirmée et contredite par la réalité, force est de considérer que jusqu'ici le pouvoir des parlements législatifs régionaux et locaux a primé les pouvoirs et contrôles ouvriers.

***

Quant à l'action des organisations socialistes là où elles sont implantées — administrations, secteur nationalisé en priorité, — elle s'apparente davantage à l'activisme de présence qu'à la prise en charge des revendications socio-politiques des travailleurs par l'action quotidienne. Alors que le parti communiste pratique le forcing pour s'implanter, atteindre l'objectif de dix mille cellules pour 1977, objectif auquel il convient de rendre hommage. Le P.C. sait sans équivoque que le processus de transformations sociales prévu au programme commun nécessite un militantisme ouvrier permanent. Le P.S. semble lui l'ignorer, ce qui est regrettable et dangereux.

Ainsi, la crédibilité des travailleurs dans l'efficacité de l'action du P.S. demeure très moyenne, d'autant que le partenaire communiste, directement ou par syndicat interposé, développe une action constante envers les ouvriers socialisants, réformistes selon lui. La récente enquête réalisée par l'INSEE démontre que l'électorat ouvrier représente 8,2 millions pour une population active de 21,6 millions en 1975.

Alors que l'électorat ouvrier socialiste est le deuxième groupe socioprofessionnel, soit 30 à 35 % selon les sondages, les adhérents et militants de ce groupe ne dépassent pas 7 % au P.S. Ces chiffres signifient éloquemment que le parti socialiste n'est pas attirant pour ses sympathisants ouvriers. De nombreuses raisons peuvent expliquer cette réticence, dont celles-ci :

— La trop grande importance accordée aux élections au détriment de l'action de chaque jour ;

— Les théories autogestionnaires incomprises dont le réalisme n'apparaît pas ;

— L'absence totale de responsables ouvriers dans les instances nationales du parti.

— La suprématie du discours sur l'action ;

— La pénétration sans cesse grandissante des moyens et des grands bourgeois.

Ces raisons ne peuvent être démenties par les militants ouvriers, qui peuvent aisément les vérifier à l'intérieur de l'organisation et y ajouter :

— Une formation politique et un discours de niveau secondaire et universitaire inaccessible aux ouvriers et aux petits employés ;

— Une discrimination permanente contre la prise de responsabilité tant au plan local que fédéral par les éléments ouvriers ;

— L'existence et le renforcement des coteries petites-bourgeoises issues des courants de pensée dont certains menacent à tous moments la fragile unité du parti.

***

De fait, il peut être affirmé que, jusqu'à présent, le parti socialiste, parti de doctrine ouvrière, n'a pas voulu accepter en son sein une base ouvrière importante, garante de ses objectifs sociaux et économiques à court terme et force dynamique indispensable pour la marche vers une société de libertés et de progrès social.

Il est grand temps que le P.S. donne à la partie des ouvriers qui lui font confiance sa place dans son organisation, tant aux niveaux responsables qu'à la base militante. La réussite des objectifs de justice sociale que les socialistes se sont assignés dépend essentiellement de la prise en considération de ce fait.

Sans cesse toujours plus représentative de la petite et moyenne bourgeoisie, pouvant même s'identifier aux buts et aux objectifs de certains secteurs de la grande bourgeoisie nationale et européenne dont elle peut aller jusqu'à défendre les intérêts, la politique socialiste est suivie avec beaucoup d'attention et de vigilance par la classe ouvrière qui a choisi la démocratie socialiste dans la liberté.

Continuer à ne pas donner la priorité sur le terrain à l'organisation ouvrière socialiste serait commettre une erreur lourde de conséquences dont le socialisme français pourrait être la première victime.

(*) Ouvrier d'entretien, militant syndical, ancien secrétaire de la section socialiste d'Argenteuil.

Le P.S. et les agriculteurs

par YVES TAVERNIER (*)

M. J.-J. BEUCLER affirme que trop peu de personnes ont lu le programme commun (1). Cette constatation, en forme de regrets, s'applique vraisemblablement à lui-même. Car s'il avait lu le programme de la gauche, il n'aurait pas écrit que celui-ci prévoit l'étatisation progressive de l'agriculture. A moins que les propos du secrétaire d'Etat à la défense ne s'inscrivent dans la vieille campagne de calomnies que la droite conduit, non sans succès jusqu'ici, contre le mouvement socialiste.

Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie française s'efforce de faire partager au peuple des campagnes sa propre peur du mouvement ouvrier syndicalement et politiquement organisé. Elle a construit, à cet effet, le mythe du partageux qui convoite les biens des honnêtes gens. Contre le « rouge » qui menacerait l'ordre social, elle a tenté d'édifier la « Sainte-Alliance » de la propriété. Elle célèbre avec d'autant plus de force les vertus de l'homme de la terre qu'elle le confine au dernier rang de la société en tant que consommateur et qu'elle contraint la majorité de ses enfants à l'exode.

Cette propagande est souvent efficace, car elle touche le paysan à son point sensible à une époque où sa condition de petit propriétaire est de plus en plus précaire. Son seul défaut est de ne reposer sur aucun fondement.

***

Qu'il soit permis de rappeler que depuis le congrès de Nantes du parti ouvrier français, en septembre 1894, la démarche des socialistes n'a pas varié. Loin de vouloir chasser l'agriculteur de son lopin de terre, ils entendent l'aider à la conserver, car ils considèrent la propriété paysanne non comme un capital, mais comme un outil de travail. Selon eux, le paysan, travailleur indépendant, maître pour l'essentiel de ses instruments de production, qui vit du fruit de son effort et qui n'exploite aucune force de travail étrangère à sa famille, représente fondamentalement des valeurs anti-capitalistes. Voilà pour quelles raisons la perspective d'une étatisation de la production agricole ne se rencontre que dans les pamphlets des forces conservatrices. Pour les socialistes, un tel choix serait absurde.

Que ceux qui doutent de la sincérité des écrits interrogent l'histoire. Le premier gouvernement à avoir proposé un plan d'ensemble organisant les rapports entre la production agricole et le système économique est celui du Front populaire. L'Office du blé, qui arrache les paysans à l'emprise des spéculateurs et garantit le revenu des producteurs, est imposé malgré l'opposition de la droite, qui s'indigne et crie déjà à l' « étatisation » ! Ce même gouvernement favorise le développement de la coopération au grand scandale des défenseurs de la libre entreprise. Il faut rappeler que le statut du fermage et du métayage, adopté à la Libération, est l'œuvre d'un ministre socialiste. De même qu'en 1956-1957 l'indexation des prix agricoles qui garantit le revenu paysan est mise en place par le gouvernement de Front républicain...

Loin de couvrir la France de kolkhozes, le mouvement socialiste a élaboré une législation de défense de l'exploitation familiale. Ainsi sont les faits. Le principal reproche qui puisse lui être adressé est que, agissant dans le cadre d'un système économique de caractère capitaliste dont il n'avait pas remis en cause les fondements, il a été conduit à donner le maximum aux plus forts pour tenter d'assurer le minimum aux plus faibles. La logique du programme commun est d'éviter cet écueil.

Le spectre de l'étatisation de l'agriculture suffira-t-il à maintenir la majorité des paysans dans le giron électoral de la droite en 1978 ? L'agriculteur qui fait ses comptes et songe à l'avenir de sa famille peut être tenté de dresser le bilan de l'action gouvernementale. Suggérons-lui simplement de demander à M. J.-J. Beucler pour quelle raison il approuve la mise en œuvre des plans de développement qui, depuis 1974, organisent l'élimination sans appel de la majorité des paysans.

Tous les « laissés-pour-compte de l'expansion » ont droit à une réponse qui, cette fois, ne pourra pas être un slogan.

(1) *Le Monde*, « Qui trompe-t-on ? », 20 août.

(*) Membre du comité directeur du parti socialiste, co-auteur du tome IV de *l'Histoire de la France rurale, de 1914 à nos jours.*

CORRESPONDANCE

L'affichage des revenus

M. J. Guermonprez, de Paris, nous écrit :

M. Bachy (P.S.) souhaite l'affichage obligatoire des salaires dans les entreprises. « [il] « aurait un impact psychologique déjà considérable qui pourrait entraîner des aménagements dans la hiérarchie salariale beaucoup plus importants que des décrets. »

Mais pourquoi l'affichage des seuls salaires ? Pourquoi donc seulement dans les entreprises ? Partout ! Partout... où au moins deux personnes travaillent ensemble !

Dans les lycées, dans les universités, dans les ministères, les casernes de pompiers, les gares, les métros, les arrêts d'autobus, les salons de coiffure, les postes, les salles de rédaction, que sais-je... dans les magasins... Dans tous les commerces, petits et grands, on devrait pouvoir lire en rentrant : chiffre d'affaires, tant ! Bénéfice du mois précédent : tant ! Patron : tant ! Vendeur : tant ! etc.

On lit que le P.S. veut conquérir les classes moyennes, mécontentes.

Comment y parvenir si les bonnes idées de M. Bachy sont limités aux salaires ? C'est se priver d'un « impact psychologique » qui pourrait être beaucoup plus considérable.

هكذا من الاصل

le point

EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF

LES EXTRAORDINAIRES DOSSIERS DE L'ESPIONNAGE ISRAELIEN

Dans le Point, à partir du numéro de cette semaine, trois journalistes racontent, pour la première fois, les exploits du Mossad, le plus hardi service secret du monde.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 5 SEPTEMBRE :

LE VOL DES PLANS DU MIRAGE

Comment les Israéliens ont subtilisé les deux tonnes de documents secrets portant les spécifications de l'avion français et de l'outillage permettant de le fabriquer.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 12 SEPTEMBRE :

APRÈS LE MASSACRE DE MUNICH, LA VENGEANCE DU MOSSAD

Comment les Israéliens ont traqué et éliminé un par un les membres du commando palestinien qui avait ensanglanté les Jeux Olympiques de Munich.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 19 SEPTEMBRE :

ÉLIE COHEN LE MAITRE-ESPION DE TEL AVIV

Comment les Israéliens ont réussi à placer leur meilleur agent au cœur des secrets militaires syriens et comment cet espion a failli devenir le Ministre syrien de la Défense.

CHAQUE SEMAINE, D'ÉTONNANTES RÉVÉLATIONS.

LE POINT, EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Conflit au sein de la communauté urbaine de Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — Un conflit s'est ouvert au sein de la communauté urbaine de Dunkerque. La municipalité de cette ville (R.P.R., P.R. et modérés), dirigée par M. Prouvoyeur, a accusé, le 28 août, la communauté urbaine (que préside M. Albert Denvers, député P.S. du Nord) de favoriser les villes gérées par la gauche, *« alors que Dunkerque assure plus de la moitié des ressources de la CUD »*. Selon M. Prouvoyeur, ce prélèvement est l'un des plus élevés opérés sur un budget communal.

En avril dernier, sept maires de petites communes avaient arbitré entre les dix-neuf voix de Dunkerque et les vingt-quatre voix de gauche ou favorables à M. Denvers, président sortant. Ce dernier avait été réélu, battant le premier adjoint au maire de Dunkerque, M. Dewerdt (P.R.), par vingt-sept voix contre vingt-deux et une abstention.

A défaut d'obtenir un nouvel accord amiable, Dunkerque pourrait demander l'application de la proportionnelle, prévue par la loi, ce qui lui assurerait deux sièges supplémentaires pour ses 82 890 habitants ; la CUD en compte 195 000.

Intervenant dans le débat, M. Denvers a évoqué ... *« l'éviction des petites communes, dont la porportionnelle intégrale réduirait le nombre à deux ou trois »*. Il a insisté sur *« les risques d'une composition déséquilibrée et d'un conseil marqué du sceau quasiment exclusif de la ville de Dunkerque »*.

Pour M. Denvers, il appartient au conseil municipal de Dunkerque *« de savoir quel jeu il entend poursuivre en utilisant les différentes ressources de la loi du 22 juillet 1977* (qui fixe les modalités de dissolution d'une communauté urbaine), *loi de circonstance parfaitement inadaptée et inopportune, compte tenu de la situation économique de la région »*.

DÉFENSE

Une unité de la légion étrangère à Béziers ?

De notre correspondant

Montpellier. — Dans un vœu adopté au cours de sa dernière assemblée générale, la chambre de commerce et d'industrie de Béziers a souhaité, en envisageant l'éventualité du rapatriement en France de la 13ᵉ demi-brigade de la légion étrangère, actuellement stationnée à Djibouti, la présence de cette unité à Béziers.

L'assemblée consulaire a établi un dossier qu'elle a transmis au ministère de la défense indiquant les avantages que pouvaient présenter la ville et sa région en infrastructure et champ de manœuvre

Elle estime que cette unité, avec ses 1 300 hommes, 150 sous-officiers et 50 officiers, apporterait 60 millions de francs à l'économie locale actuellement très éprouvée.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Guy Llaurens-Poirier, a reçu l'appui de certaines communes du Biterrois et a pris contact avec la municipalité de Béziers, présidée, depuis les dernières élections municipales par M. Paul Balmigère, député communiste.

Unanime, la municipalité (union de la gauche) s'est montrée favorable à l'installation d'une unité militaire à Béziers, mais dans une lettre à M. Llaurens-Poirier, M. Balmigère estime que *« si cette unité devait être la légion étrangère une étude préalable s'imposerait »*. — R. B.

● *Le capitaine Maillard*, âgé de quarante ans, originaire de Montpellier, commandant le service du matériel de l'école préparatoire de gendarmerie de Châtellerault, est mort dimanche 4 septembre au cours d'une marche d'entraînement de 30 kilomètres. Victime d'un malaise à mi-parcours et transporté au centre hospitalier de Châtellerault, il devait décéder peu après son admission.

MÉDECINE

LA CLOTURE DU CONGRÈS D'HONOLULU

« Une page honteuse de l'histoire de la psychiatrie »

affirme le représentant soviétique

Honolulu (*A.F.P.*). — Le sixième congrès mondial de psychiatrie s'est achevé samedi 3 septembre à Honolulu. Intervenant au cours de la séance de clôture, M. Edouard Babayan, chef de la délégation soviétique, a vivement critiqué les deux résolutions adoptées le 31 août par le congrès, qui dénonçaient l'usage abusif de la psychiatrie à des fins politiques, et dont l'une mentionnait explicitement l'U.R.S.S. (*le Monde* du 3 septembre).

« *Ce congrès*, a déclaré le représentant de l'Union soviétique, *marquera une page honteuse de l'histoire de la psychiatrie. » « Une poignée d'éléments antipsychiatriques et antisociaux réactionnaires a transformé cette assemblée scientifique en une arène de provocations politiques »*, a-t-il poursuivi.

M. Babayan a encore dénoncé les *« pressions psychologiques et politiques »* auxquelles les participants au congrès ont, selon lui, été soumis, ainsi que les procédures de sélection des communications scientifiques et de vote des résolutions, qu'il a jugées *« discriminatoires et contraires aux principes de la démocratie »*.

M. Babayan a cependant confirmé que son pays resterait membre de l'Association mondiale de psychiatrie et continuerait de collaborer à ses travaux.

Réunion de la commission exécutive au printemps

Le nouveau président de l'Association, le professeur Pierre Pichot (U.E.R. Cochin - Port-Royal) a pour sa part déclaré qu'il s'efforcerait de mettre en œuvre toutes les résolutions adoptées par le congrès, y compris celles à caractère politique.

Dans une interview qu'il a accordée à l'A.F.P., le professeur Pichot a précisé sa position sur la résolution condamnant l'U.R.S.S. adoptée par le congrès, et aux termes de laquelle une commission sera désignée pour enquêter sur les abus signalés à l'Association mondiale de psychiatrie. *« Je suis au service de l'Association*, a déclaré le professeur Pichot. *Je dois donc mettre en œuvre la résolution, mais, franchement, à l'heure actuelle, je ne sais pas au juste comment m'y prendre. »*

Le médecin français a rappelé que la commission exécutive de l'Association se réunirait à la Nouvelle-Delhi, au printemps prochain, pour faire le point sur les positions adoptées par le congrès d'Honolulu. Le prochain congrès aura lieu en 1982 ou 1983 ; la date exacte et le lieu de ces assises seront fixés en 1979.

JEUNESSE

LA RÉORGANISATION DES ACTIVITÉS SPORTIVES DE MONTAGNE

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, vient de signer deux arrêtés d'application du décret du 17 juin 1976, relatifs à l'encadrement et à l'enseignement des activités sportives de montagne. Le premier est relatif à la formation d'*accompagnateur en moyenne montagne*, aspirant guide et guide de haute montagne. Il comporte en particulier la création du brevet d'Etat d'accompagnateur de moyenne montagne. Ce brevet concerne particulièrement les jeunes, mais pourra aussi être mis à profit par les guides qui, pour des raisons d'âge ou de santé, ne pourraient plus exercer en haute montagne.

Le second intéresse la profession de *moniteur de ski pour enfants*. Il définit, lui aussi, les modalités d'obtention du brevet et d'exercice de la profession. Avaient déjà été publiés les arrêtés relatifs aux examens de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne, au brevet d'Etat de ski (option ski nordique de fond premier, deuxième et troisième degré, et option ski alpin premier degré). Les textes concernant le deuxième et le troisième degré de ski alpin et la nouvelle commission consultative ski et alpinisme interviendront prochainement.

ÉDUCATION

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

M. Haby : j'ai bon espoir que la contestation de la réforme ne portera que sur des points de détail

« Je ne crois pas que les modifications apportées par la réforme prennent les professeurs à contre-pied. (...) En fait, je constate que les fondements mêmes de la réforme ne sont que très rarement contestés et j'ai bon espoir que la contestation ne portera que sur des points de détail. » Dans une longue interview publiée dans le numéro de septembre du « Monde de l'éducation », M. René Haby expose à la fois les objectifs de sa réforme et les raisons qui le conduisent à considérer avec optimisme l'application de celle-ci à la rentrée (1).

Le ministre de l'éducation rappelle que l'instauration du *« collège unique »*, qui est la pièce maîtresse de la réforme, a pour but d'assurer un *« enseignement secondaire de masse »*, qui reste *« de qualité »*. Grâce à la suppression des filières en sixième, il n'y aura plus, à ce stade, de traitement différencié pour les *« bons »* élèves et les *« médiocres »*. Malgré cela, estime le ministre, *« les bons élèves ne seront pas désavantagés »* du fait qu'ils pourront commencer l'enseignement secondaire plus jeunes et grâce aux *« techniques d'approfondissement »* ; celles-ci *« consistent à donner aux élèves à l'aise devant l'enseignement un travail personnel de recherche »*, qui est *« la meilleure façon d'utiliser leur capacité d'autonomie »*.

M. Haby reconnaît toutefois qu'*« il y aura un problème pour les élèves qui, à treize ans, n'ont pas encore achevé la formation »* de l'école élémentaire et pour lesquels il faudra *« organiser des structures nouvelles d'accueil »*.

M. Haby expose ensuite la philosophie qui a présidé à la mise au point des nouveaux programmes de sixième. *« Ces programmes doivent être prévus non comme la préparation exclusive d'un second cycle d'enseignement général, mais d'abord comme une préparation à la vie et aussi à une formation professionnelle. On a voulu définir, en quelque sorte, le bagage du jeune « honnête homme » de notre société. Cela implique à la fois moins et davantage d'ambitions que les programmes anciens. La présentation des notions ne peut plus être conçue en fonction des seuls « forts en thème. »* Toutefois, M. Haby ne croit pas que ces allégements puissent conduire à une *« primarisation »* du premier cycle puisque demeure, à partir de la sixième, ce qui caractérise l'enseignement secondaire, *« la présence de disciplines spécialisées, en particulier d'une langue étrangère, un certain niveau d'abstraction et une démarche intellectuelle plus souple, mais plus exigeante qu'à l'école primaire, due à la présence de professeurs spécialisés »*.

Le ministre annonce d'autre part son intention d'unifier l'inspection des professeurs de collège par la création d'une *« inspection pédagogique régionale adaptée aux problèmes particuliers des collèges »*. *« Bon nombre »* des actuels inspecteurs départementaux de l'éducation nationale *« devraient pouvoir être intégrés dans ce corps »*.

Dans l'enseignement primaire, le ministre déclare avoir eu comme intention de *« rassurer les instituteurs et les parents »* en récrivant et en redéfinissant les programmes.

Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. *« Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, » nous garderons tous les élèves. » Eh bien, si un professeur estime qu'en gardant tous ses élèves six heures en français il évite que certains ne soient en difficulté, bravo ! Je demande seulement qu'à la fin de l'année il ne demande pas au conseil de classe d'en faire redoubler certains parce qu'ils n'arrivent pas à suivre... »*

Cet optimisme ministériel semble toutefois largement démenti par les interviews des responsables des principaux syndicats d'enseignants qui figurent dans le même numéro du *Monde de l'éducation*. Après M. Guy Georges, du Syndicat national des instituteurs (FEN), qui affirme que *« le soutien prévu par le ministre est une duperie »* et qu'on *« recrée la sélection sans le dire »*, M. Jean Petite, secrétaire pédagogique du Syndicat national des enseignement de second degré (SNES), estime qu'il s'agit d'une *« véritable contre-réforme »* et appelle, pour y faire échec, à la constitution d'un *« comité de vigilance et d'opposition »* ; M. Gérard Simon, président du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, C.G.C.), annonce que son organisation *« travaillera à l'échec de la réforme par tous les moyens légaux »*. Du côté du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.), on considère que le ministre *« se livre à un véritable cinéma pédagogique, mais ne change rien »*, tandis que le Syndicat national des collèges (S.N.C., autonome) regrette que tous les syndicats d'enseignants n'aient pu se mettre d'accord sur *« une grève unitaire et illimitée dès la rentrée »*

(1) « Rentrée : la mise en place de la réforme Haby », le Monde de l'éducation, nº 31, septembre 1977. Dans le même numéro sont publiés tous les sujets donnés à l'épreuve anticipée de français du baccalauréat à la session de juin 1977.

● *Les auxiliaires et le chômage.* — *« Personne ne sera au chômage à la rentrée »*, a affirmé le samedi 3 septembre M. Haby, de passage à Strasbourg. *« Tous les maîtres auxiliaires*, a-t-il ajouté, *recevront un service au moins à mi-temps, pourvu qu'ils aient travaillé au moins un an. »*

« S.V.P.-APPRENTISSAGE » OPÉRATION

Les chambres des métiers lancent une campagne d'information « S.V.P.-apprentissage ». Pendant trois jours, les 5, 6 et 7 septembre, un service de renseignements répond, par téléphone, et reçoit à la chambre des métiers de chaque département. L'assemblée permanente des chambres des métiers rappelle que les besoins en main-d'œuvre ne sont pas satisfaits dans plusieurs secteurs, en particulier en cordonnerie, coiffure hommes, bâtiment, réparation d'automobiles, charcuterie-boucherie, boulangerie...

L'opération « S.V.P.-apprentissage », destinée à faire connaître aux maîtres artisans, aux jeunes et aux parents les nouvelles mesures adoptées par le gouvernement, devrait faciliter la conclusion des contrats d'apprentissage. L'assemblée permanente des chambres des métiers espère doubler le nombre de contrats d'apprentissage signés habituellement au moment de la rentrée (de l'ordre de cinquante mille ces dernières années).

Pour la région parisienne, les numéros d'appel par téléphone sont les suivants : Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne : 723-55-27 et 723-55-66 ; Essonne, Yvelines et Val-d'Oise : 955-35-74, 955-36-35 et 954-73-80.

RELIGION

AU MAS-SOUBEYRAN DANS LE GARD

Dix mille pèlerins protestants ont assisté à l'« assemblée du désert »

De notre envoyé spécial

Alès (Gard). — Dix mille personnes ont assisté, dimanche 4 septembre, à l'« assemblée du désert » réunie chaque année par les protestants français au Mas-Soubeyran, près de Mialet (Gard).

Le culte a été célébré par le pasteur Maillot, selon le rite traditionnel, prédication et Sainte Cène. Le thème, cette année, était consacré aux psaumes qui ont joué un très grand rôle dans le développement de la sensibilité musicale et religieuse protestante et qui ont servi, aussi, de chants guerriers aux camisards insurgés.

France-Culture rediffusera les cérémonies le 9 septembre, en différé, de 19 h. 25 à 19 h. 55.

Un passé encore brûlant

« On ne peut pas ressortir la hache de guerre. Le passé, c'est le passé, il ne faut pas le ressasser. » Telle est la conviction de cette protestante de la plaine languedocienne « montée » dans les Cévennes pour participer à l'« assemblée du désert ». Pour cette femme dans la quarantaine, les événements évoqués, qui remontent au dix-huitième siècle, constituent un passé encore brûlant.

L'« assemblée du désert » réunit non seulement des protestants venant de toutes les provinces de France, mais aussi des pays du refuge : Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Angleterre, Etats-Unis, etc. Les descendants des huguenots s'assoient dans l'herbe, discutent sous les ombrages et écoutent un culte devant la maison du chef des camisards Pierre Laporte, dit Rolland.

Malgré le phénomène général de déchristianisation qui affecte les Eglises issues de la Réforme aussi bien que l'Eglise catholique, le grand rassemblement annuel des protestants français se maintient et progresse même en effectif d'une année à l'autre. Les dix mille pèlerins du Mas-Soubeyran en *témoignent*.

DE L'ÉDIT DE NANTES A L'INSURRECTION CAMISARDE

De la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV (1685) à l'édit de tolérance de Louis XVI (1787), les protestants en France ont été, pendant cent deux ans, des hors-la-loi dépourvus notamment d'état civil. Seule la Révolution les a pleinement réintégrés dans leur citoyenneté.

Au cours de cette période d'un siècle, leur culte interdit s'est maintenu clandestinement, sans clergé, dans les « assemblées du Désert », pourchassé par les dragons du roi. Cette répression même est la cause principale de l'insurrection camisarde de 1702, qui se poursuivra jusqu'en 1704 avec agitations intermittentes en Languedoc et Vivarais jusqu'en 1709.

L'« assemblée du Désert », réunie chaque année par les protestants français, le premier dimanche de septembre, commémore ce « siècle passé au Désert ».

Les « enracinés » et les mouvants

Dès l'abord, une constatation saute aux yeux dans cette assemblée de Mialet : elle apparaît sensiblement plus âgée que la moyenne de la population languedocienne ou française en général. *« Impression* exacte, confirme le professeur Bouttier, doyen honoraire de la faculté de théologie protestante de Montpellier, *mais comparée à la moyenne d'âge des participants aux cultes dominicaux dans les églises réformées, l'« assemblée du désert » est, malgré tout, relativement jeune »*.

Toutefois, la plupart des jeunes gens qui fréquentent encore l'« assemblée du désert » semblent fort peu connaître l'histoire des camisards, raison d'être de la réunion publique. Tandis que, dans leur majorité, les plus de trente-cinq ans peuvent généralement nommer plusieurs d'entre eux, il est aisé de faire croire à la génération suivante qu'Abraham Mazel, Esprit Séguier, Rolland Laporte et Jean Cavalier, prophètes et chefs de guerre au temps de Louis XIV, viennent de ranger leurs voitures au parking qui surplombe le Gardon.

Les raisons pour lesquelles les pèlerins viennent à l'« assemblée du désert » sont extrêmement variées. Il s'agit, pour la plupart, de convaincus que l'on pourrait, en simplifiant, répartir en deux catégories : les « enracinés » et les « mouvants ».

Le type même de l'enraciné, c'est M. Fernand Travier, soixante-quatorze ans, descendant direct des camisards, qui ne sait pas lire ; il a travaillé à la vigne dès l'âge de six ans. Il habite en dessous de la corniche des Cévennes. Dans sa ferme, il y a *toujours la cachette* pour le pasteur que poursuivaient jadis les dragons du roi. *« Tout rapprochement excessif avec le parti religieux catholique »* apparaîtrait à M. Travier somme une insulte aux camisards, de même que le rapprochement avec l'Allemagne a constitué à ses yeux une insulte envers les combattants de 1914. « Enracinés » aussi, mais beaucoup plus modernes, sont M. et Mme Mourgues, ménage dans la trentaine, exploitants agricoles à Thoiras, près de Monoblet (Gard), dont les familles participaient aux assemblées clandestines du dix-huitième siècle.

En revanche, M. Gérard Laplace, trente-cinq ans, éducateur à la fondation John-Bost, de La Force, près de Bergerac (Dordogne), incarne tout à fait les « mouvants » : ce qui compte à ses yeux, c'est le christianisme, l'Evangile de Jésus-Christ, les étiquettes lui importent peu.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JE NE VEUX PAS ROMPRE AVEC ROME déclare une nouvelle fois Mgr Lefebvre

Mgr Lefebvre a déclaré une nouvelle fois qu'il ne désire pas *« rompre avec Rome »*. C'est ce qu'il a affirmé à Poitiers le 3 septembre devant des journalistes, après avoir assisté à la première messe d'un jeune prêtre récemment ordonné à Écône, l'abbé François Marot, et avant de consacrer une chapelle traditionaliste dans le centre de la ville.

« Je ne veux pas rompre les ponts, a-t-il notamment déclaré, *et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour m'y tenir. Mais ce sera difficile*, a-t-il ajouté, *sinon impossible avec les gens actuellement en place. »* Au sujet d'une possible excommunication, le prélat a répondu : *« J'ai été condamné sans jugement »*.

Le lendemain, Mgr Lefebvre s'est rendu à Sigournais (Vendée) pour assister à la première messe d'un autre prêtre qu'il a ordonné, l'abbé Philippe Guépin.

D'autre part, écrivant dans le dernier numéro de *Présence et Dialogue*, revue de l'Eglise dans la région parisienne, Mgr Robert de Provenchères, évêque de Créteil, dit, à propos de l'affaire Lefebvre : *« C'est vraiment le « ras-le-bol ». Sous des dehors affables, Mgr Lefebvre ne m'apparaît que comme un homme atteint par la maladie de l'entêtement, de la désobéissance et de l'inconséquence. »* Pour l'évêque de Créteil, *« une cure de silence serait le meilleur espoir de guérison »*.

● PRECISION. — A la suite de notre article sur les prêtres de campagne et campagne sans prêtres, publié dans *le Monde* du 18 août, nous avons reçu une lettre du maire de Vaiges (Mayenne), qui s'inscrit en faux contre notre affirmation qu'il ferait partie d'une faction anticléricale.

SOCIÉTÉ

A Brest

La police a expulsé les résidents d'un foyer de jeunes travailleurs

De notre correspondant

Brest. — Un huissier, une escouade d'agents transportés dans un autobus pour donner le change, ont évacué, jeudi 1er septembre, les résidents d'un foyer de jeunes travailleurs à Brest. Les pensionnaires étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion prononcé le 19 août par le tribunal des référés.

Pourquoi une telle épreuve de force ?

Le différend remonte à la fin du mois d'avril. Les résidents de Ker Heol (la maison du Soleil) réclamaient aux Amitiés sociales, association philanthropique qui gère ce foyer (1), un prix unique du repas du soir — le tarif est différent selon que l'on occupe une chambre ou un studio, — la suppression du forfait des repas et l'application d'un règlement élaboré par les résidents eux-mêmes. Les jeunes travailleurs désiraient surtout pouvoir bénéficier du libre accès des chambres à toute heure.

« Ce n'est pas, en réalité, la modification du règlement intérieur du foyer que cherchent les résidents, mais la destruction pure et simple des Amitiés sociales », affirme le comité du Nord-Finistère pour justifier sa fermeté. Il rappelle, d'autre part, que ses cinquante-trois administrateurs bénévoles œuvrent depuis une vingtaine d'années pour créer des équipements sociaux *« qui rendent quotidiennement service à plus d'un millier de Brestois de tous âges et de tous horizons »*.

En fait, il s'agit d'un affrontement entre deux conceptions différentes de la vie communautaire. D'un côté, les Amitiés sociales affirment que leur vocation est de venir en aide aux jeunes travailleurs en difficulté ; de l'autre, des jeunes gens proclament leur volonté d'être considérés comme des adultes et refusent un « paternalisme » à leurs yeux suranné. Les contestataires avaient toutefois annoncé récemment qu'ils renonçaient à leurs revendications et qu'ils étaient prêts à acquitter *leur loyer. Mais la justice s'est* prononcée entre-temps.

Une dizaine de résidents seulement se trouvaient au foyer lors de l'intervention de la police.

Commentant la mesure d'expulsion, M. Louis Le Roux (P.C.), adjoint au maire chargé des *affaires économiques et de l'emploi*, a déclaré que ce n'était pas *« un bon moyen de résoudre le problème »*.

JEAN DE ROSIÈRE.

(1) La création des Amitiés sociales remonte à 1937-1938. Des étudiants *s'étaient alors émus du sort de* jeunes travailleurs qui, venant apprendre un métier en ville, vivaient dans des conditions très difficiles. A l'instigation de ce groupe, un foyer ouvrit ses portes pendant la guerre dans la ville. Depuis, les Amitiés sociales se sont transformées en Fédération nationale.

SCIENCES

LE BANGLADESH ENVISAGE DE CONSTRUIRE UNE CENTRALE NUCLÉAIRE AVEC L'AIDE DE LA FRANCE

La société française Sofratome va étudier la construction éventuelle d'une centrale nucléaire à Rooppur à 160 kilomètres de Dacca, au Bangladesh. Un programme d'étude d'un montant de 200 000 dollars a été approuvé par le général Ziaur Rahman, président du Bangladesh.

Sofratome est une filiale à parts égales du Commissariat à l'énergie atomique et de l'E.D.F. Elle a été créée en 1975 et son rôle est de fournir une assistance technique aux maîtres d'œuvre étrangers pour la construction de centrales nucléaires.

Le projet porte sur un réacteur nucléaire d'une puissance de 175 mégawatts. Un deuxième réacteur pourrait ensuite être ajouté. Le rôle de Sofratome est de s'assurer que le site retenu convient, et de conseiller le gouvernement pour le choix des types de réacteur. L'objectif est d'alimenter en énergie le nord-ouest du Bangladesh, afin de permettre son industrialisation.

SOCIÉTÉ

A Brest

La police a expulsé les résid[...] d'un foyer de jeunes travaill[...]

COURS PRIVÉ MICHELET

UNE ASSOCIATION D'AMATEURS A LA RECHERCHE DES OVNI

Les ufologues sont là

Pas l'ombre d'un doute. Les OVNI existent. En vingt ans, sur les douze mille objets volants qui leur furent signalés, les laboratoires spécialisés de l'armée de l'air américaine en ont « reconnu » onze mille trois cents comme ballons-sondes, foudre en boule ou reflets de lune. Mais sept cents sont restés « non identifiés ». Voilà donc, avec le label de l'U.S. Air Force, sept cents OVNI si l'on s'en tient à la lettre du sigle...

Autant de vaisseaux de l'espace pilotés par des « Martiens » en visite ? Là, c'est une autre histoire. En revanche, il est absolument certain que les ufologues existent (1). On peut les rencontrer un peu partout sur la planète, sous tous les régimes.

En France, la SVEPS (2) — parmi cent autres sociétés analogues, qu'elle estime d'ailleurs à des degrés variables — fait actuellement construire en Suisse une station automatique de détection qui va la placer en tête de ses consœurs européennes. La SVEPS réalise ainsi le projet de son fondateur — décédé voici quatre ans — qui conçut ladite station-laboratoire : René Hardy, docteur ès sciences de la faculté de Paris, grand officier du Mérite pour la recherche et l'invention, membre des Académies des sciences de New-York et de Rome, successivement directeur de recherches de L.M.T. (France), I.T.T. et R.C.A. (Etats-Unis), collaborateur de la firme Matra, du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), de la marine nationale, etc. Pour qui s'attendrait, risquant un premier pas dans cet autre monde, à ne trouver qu'aimables rêveurs, cette rafale de titres officiels interloque un peu.

Le triumvirat qui maintenant dirige la SVEPS, incroyablement active, n'est pas moins rassurant. Le président, cordial, affable autant qu'un Valoisien, ignore le langage exalté des visionnaires. Il a le ton et le comportement de l' « honnête homme » curieux de son temps. Son maître mot demeure précisément un vocable modeste : *curiosité*. Il s'agit de s'intéresser et de chercher à savoir. Ses adjoints immédiats plus jeunes — un enseignant et un étudiant en droit — insistent sur un adjectif : « *Curiosité, certes, mais curiosité* scientifique. » Affleure chez eux une tension, une passion qu'ils contiennent, également, au travers d'un langage rationnel dépouillé de lyrisme : ils veulent étudier, « *analyser* » et passent une bonne part de leur temps à faire dans les « témoignages » le tri des calembredaines et des faits à considérer.

Une station de détection avec ordinateur

Le système d'alerte de la SVEPS — en attendant la station de détection et son ordinateur — les met en contact « 23 heures sur 24 » avec leurs correspondants ou le témoin quelconque d'une « apparition » dans le département. Ils sont sur les lieux en même temps, ou avant, la gendarmerie ou la police chargées de l'enquête. Exemple : récemment, à 5 heures du matin, au volant de son fourgon, un messager de presse a été « choqué » dans la banlieue de Toulon par une sorte de flash géant absolument « non identifié ». A 7 heures, la SVEPS était sur place : véhicule passé au compteur Geiger, au compteur magnétique et photographié à l'infrarouge, échantillons du sol prélevés et envoyés à l'étude, livreur — assez désemparé — soumis aussitôt à questionnaire, tandis que des appels à témoins étaient communiqués à la presse locale... On ne fait pas mieux ni plus vite. Conclusions ? L'enquête continue.

« *A la SVEPS on ne lance pas d'affirmations. On cherche.* » L'enseignant précise : « *Il ne s'agit pas pour nous de religion, de « croire » ou de ne pas croire. Nous avons certes des hypothèses de travail — il en faut bien, — mais nous partons de faits, de phénomènes qui, après étude, laissent une interrogation.* » Au passage, il note que ses élèves lui posent bien souvent des questions à ce propos. « *Les farfelus, les « camelots de l'étrange », les mystiques s'éliminent d'eux-mêmes. Notre méthode les décourage. Ils ne reviennent pas.* » Reste une centaine de membres actifs, sans compter bien sûr les correspondants lointains, étrangers, et les abonnés (un millier) à la revue trimestrielle *Approche*.

Et la ville de Toulon attribue une subvention de 1 000 francs à la SVEPS au titre d'association culturelle.

La station automatique mobile va coûter 9 000 francs, l'ingénieur qui dirige sa fabrication travaillant bénévolement, comme tout le monde. « *Outre une surveillance permanente, elle permettra d'obtenir des renseignements fiables, objectifs, à l'inverse de bien des témoignages humains.* » Par la machine (3), l'OVNI sera, donc, traité en phénomène physique. « *Un ordinateur central, capable d'effectuer 500 000 opérations par seconde, contrôle et gère l'ensemble : d'une part, capteurs magnétique, photo-électrique, d'infrasons, d'ionisation et spectomètre ; d'autre part, une station météo mesurant la pression, la température, le degré hydrographique, la luminosité de l'atmosphère. Enfin : des antennes UHF et un radar pour déceler les perturbations hertziennes.* » De quoi décourager tous les visionnaires.

Reste l'activité foisonnante et systématique des militants qui, d'autre part, représentent, de treize à quatre-vingt-cinq ans, toutes les catégories socio-professionnelles : ouvriers, médecins, employés, lycéens, étudiants, commerçants, fonctionnaires, officiers de marine, beaucoup d'enseignants et non moins d'ingénieurs. (Curieusement, parmi ces derniers — réalistes par définition — certains parlent comme si l' « hypothèse de travail » était une évidence flagrante.) Ayant tous vocation d'observateurs, ces militants de l'espace se répartissent en commissions de travail spécialisées. Trois grands secteurs : recherche, animation, information. Outre la permanence et les réunions bi-hebdomadaires du bureau, chaque section a son travail : comité de rédaction pour la revue, service de traductions, relations extérieures (avec d'autres sociétés françaises et étrangères, ou même des organismes scientifiques officiels, tels que depuis peu le C.N.R.S. portugais), recherche et mise au point des moyens techniques, organisation de stages d'enquêteur, préparation de tournées de conférences, d'articles de presse, d'émissions de radio, etc. On ne lésine pas sur les heures de travail. Au cours des stages d'enquêteur, par exemple, « *les matières suivantes seront traitées : ufologie, liaison informatique, médecine spatiale, exobiologie, technologie des appareils d'étude, astronomie, météorologie, géologie, botanique, aéronautique.* » Professeurs et enseignants auront du pain sur la planche. Pour les conférences publiques, le programme n'est pas moins chargé : mensuelles à Toulon même, elles pérégrinent dans tout le département. Mais les conférenciers de la SVEPS sont requis un peu partout : après Aix, Alès, Montpellier, Lyon, Bastia, ils se sont rendus à Genève, Lausanne, Vevey, et préparent d'autres tournées à l'étranger.

Dans la plus parfaite harmonie

Qu'on admire ou qu'on s'étonne, le fait est là de cette activité à la fois passionnée et méthodique. En sortant des locaux de la SVEPS, on se surprend à regarder le ciel... Toutefois, sur le seuil, le président apporte un additif plus terrestre : « *Cette curiosité collective dont je parlais..., elle rassemble ici les gens les plus divers. Des gens qui s'entretueraient dans la rue pour des raisons politiques, sociales, religieuses, travaillent dans la plus parfaite harmonie.* » De l'OVNI considéré comme facteur de réconciliation ? A regarder le ciel — ce n'est pas d'hier, — la Terre s'éloigne.

La SVEPS, elle, se définit comme « *un pivot entre des groupements humains divers, capables de se retrouver dans le but commun* ». Quoi qu'il en soit, le tirage de la revue augmente régulièrement. Le nombre d'adhérents aussi.

JEAN RAMBAUD.

(1) Ufologue de UFO : Unidentified Flying Object.

(2) Société varoise d'étude des phénomènes spatiaux, régie par la loi de 1901, 6, rue Paulin-Guérin, 83100 Toulon.

(3) La station détectrice — conçue par André Hardy et actuellement en cours de construction — est décrite avec précision dans le numéro d'avril 1974 par la revue *Science et Vie*.

— *Libres opinions* —

Les managers de la toxicomanie

par FRANCIS CURTET (*)

AU départ, le deuxième congrès mondial sur les communautés thérapeutiques, qui s'est réuni à Montréal du 21 au 26 août, n'était pour moi que prétexte à une visite touristique. D'ailleurs, les communautés thérapeutiques, je ne savais pas ce que c'était. Le mot « communauté » me fait inévitablement penser à de joyeux lurons hirsutes qui s'envoient en l'air en mangeant du fromage de chèvre. Quant à l'aspect thérapeutique, je pensais à certains de nos foyers de post-cure dont l'utilité est certaine auprès des toxicomanes. Comme ceux qui y habitent, y vivent en commun, partageant les tâches et les responsabilités, j'avais imaginé hâtivement qu'il s'agissait de communautés thérapeutiques. Eh bien non ! Et c'est là que mon voyage d'agrément s'est transformé en séjour d'études, car nous avons appris beaucoup de choses au Canada.

Une communauté thérapeutique, c'est une entité, c'est comme une appellation contrôlée. Et même lorsque les dirigeants des organismes internationaux gérant ces communautés se déclarent prêts à élargir leurs définitions pour englober des communautés thérapeutiques plus informelles, qu'elles soient européennes ou américaines, cela ressemble étonnamment à ces sociétés multinationales qui dévorent avec un sourire en forme de dollars les petites entreprises familiales.

Soyons plus précis : les communautés thérapeutiques, c'est Daytop, c'est Phoenix House et leurs succursales. Schématiquement, il s'agit d'institutions hautement hiérarchisées, régies par des principes stricts dont les plus importants sont : l'interdiction formelle de la drogue, de la violence et de la sexualité ; l'obéissance inconditionnelle à l'équipe « soignante » : une restructuration complète de la personnalité faisant suite à un démolissage en règle par le biais d'humiliations, de confrontations, de sanctions, pancartes culpabilisantes, etc. ; une progression par paliers tendant à donner à l'ancien toxicomane des responsabilités de plus en plus importantes, jusqu'au jour où il détient les trois fondements de la réhabilitation à l'américaine : l'honnêteté, la confiance et l'ardeur au travail. Ajoutez-y le sens de la famille, une poignée de religion et une bonne dose de conformisme, et vous aurez un toxicomane guéri !

N'exagérons pas, j'ai rencontré quelques anciens toxicomanes qui ont trouvé là un bénéfice indiscutable, et ces « cabanes » canadiennes ou américaines ne sont quand même pas des prisons ignobles et malfaisantes. Certains aspects sont à retenir : l'intérêt des groupes d'hostilité (technique d'inspiration behaviouriste) permettant une efflorescence et une canalisation de l'angoisse et de l'agressivité ; l'indéniable honnêteté intellectuelle des travailleurs de base de ces institutions ; l'étonnante densité affective qui émane de certains résidents dont le sourire est une thérapeutique en soi.

Si le terme de « fascisme » a pu être employé à propos de ces organismes, il apparaît moins adapté aux institutions elles-mêmes qu'aux gens qui en vivent au niveau international. Car là, c'est le royaume de la « magouille », de la combine et de la politique au sens le plus péjoratif du terme. Ces managers de la toxicomanie vous vendront de la communauté thérapeutique comme d'autres vendent du Coca-Cola. Certes, au Québec, l'américanisation butte sur l'obstacle de la francophonie. Mais le poids de la proximité des Etats-Unis reste prédominant ; Elvis Presley inonde encore les radios, et Emerson, Lake et Palmer ont rempli le stade olympique, exploit que l'association Charlebois, Vignault, Leclerc, Léveillé n'a jamais pu réaliser. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il puisse exister au Québec une institution influencée par Daytop, dont l'originalité canadienne se limite à un accueil préférentiel des francophones.

Il n'est pas dans mon propos de condamner l'impérialisme américain, mais une certaine inquiétude est légitime dans un congrès où l'invité d'honneur fut Muhammed Ali, dans sa phase mystique. Son voisin, au banquet de clôture, était Mgr O'Brien, président de Daytop Village Incorporated et de la Section des communautés thérapeutiques du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie, qui, la veille, sur un ton docte et agacé avait proposé son aide à la délégation française, comme d'autres font l'aumône.

Alors, si à Marmottan, comme dans d'autres centres, nous n'avons jamais cessé de répéter qu'en matière de prise en charge des toxicomanes il faut tenter des expériences originales, des approches différentes, des techniques nouvelles, il nous apparaît cependant important de mettre en garde ceux de nos confrères qui seraient prêts à importer en France des communautés thérapeutiques vendues, clé en main, ou Cassius Clay en main, ce qui revient au même !

(*) Médecin, assistant au centre médical Marmottan, à Paris.

SCIENCES

Évolution et bricolage

(Suite de la première page.)

L'intérêt de ces créatures, c'est de montrer comment une culture manie le possible et en trace les limites. Mettre de l'ordre dans l'univers représente une exigence du cerveau humain. Et il faut bien reconnaître que toutes les cultures y ont à peu près satisfait. Toutes fournissent à leurs membres une vision à la fois unifiée et cohérente du monde et des forces qui le gouvernent. On peut refuser les systèmes explicatifs offerts par les mythes ou la magie. On ne peut leur dénier ni unité ni cohérence. Ce qu'on leur reproche le plus souvent, c'est même un excès d'unité et de cohérence dû à leur prétention de tout vouloir expliquer par un *même* argument simpliste. A vrai dire, malgré leurs différences, tous les systèmes explicatifs — qu'ils soient mythiques, magiques ou scientifiques — se fondent sur un même principe. Il s'agit toujours, selon les termes de Jean Perrin, « *d'expliquer du visible compliqué par de l'invisible simple* ». On peut considérer un coup de tonnerre comme dû à une colère de Zeus ou à une différence de potentiel entre la terre et les nuages. On peut regarder une maladie comme le résultat d'un mauvais sort ou d'une affection virale. Mais ce qu'on observe dans tous les cas, c'est l'effet visible *d'une cause cachée, liée* à l'ensemble des forces invisibles qui sont censées régir le monde.

Mythique ou scientifique, la représentation du monde que construit l'homme fait toujours intervenir son imagination. Car la démarche scientifique ne consiste pas simplement à observer, à *réunir des données* et à *en* déduire une théorie. On peut parfaitement examiner un objet pendant des années sans jamais en tirer la moindre observation d'intérêt scientifique. Pour parvenir à une observation de quelque valeur, il faut déjà, au départ, avoir une certaine idée de ce qu'il y a à observer.

Si la science évolue, c'est bien souvent parce qu'un aspect encore inconnu des choses se dévoile soudain ; moins comme conséquence de l'apparition d'un appareillage nouveau que grâce à une manière nouvelle de regarder les objets, de les considérer sous un angle différent. Ce regard est nécessairement guidé par une certaine idée de la soi-disant réalité. Il implique toujours une certaine représentation de l'inconnu, de cette zone située au-delà de ce que les arguments logiques ou expérimentaux autorisent à croire. Comme le dit Peter Medawar, toute recherche *scientifique commence toujours « par l'invention d'un monde possible ou d'un fragment de ce monde »*.

Ainsi commence également la pensée mythique. Mais elle s'arrête là. Après avoir construit ce qu'elle considère comme le seul monde possible, elle insère sans difficulté la réalité dans ce cadre. Pour la pensée scientifique, *au contraire, l'imagination n'est* qu'un des éléments du jeu. A chaque étape, il lui faut s'exposer à la critique et à l'expérience. Le meilleur des mondes possibles est celui qui existe et qui depuis longtemps déjà a *fait* ses preuves. La science s'efforce de confronter ce qui pourrait être et ce qui est.

Le prix à payer

Malheureusement, le prix à payer pour une telle démarche s'est avéré fort élevé. Ce fut, et c'est plus que jamais peut-être, la renonciation à une vision du monde unifiée. La plupart des *autres systèmes explicatifs*, les mythes, la magie, la religion, s'appliquent à tout. Ils couvrent tous les domaines. La science, quant à elle, procède différemment. Opérant à l'aide d'expériences détaillées, mais locales, elle paraît moins ambitieuse, du moins à première vue. Elle ne vise pas d'emblée à une explication à la fois complète et définitive de l'univers. Elle se contente de réponses partielles et provisoires à propos de phénomènes qu'elle parvient à circonscrire et à définir. En fait, la naissance de la science moderne date de l'époque où, aux questions générales, se sont substituées des questions limitées ; où au lieu de se demander : « *Comment l'univers a-t-il été créé ? De quoi est faite la matière ? Quelle est l'essence de la vie ?* » On s'est demandé : « *Comment se fait la chute d'un corps ? Comment l'eau s'écoule-t-elle dans un tube ? Comment le sang circule-t-il dans les vaisseaux ?* » Et cette substitution a eu un résultat surprenant : tandis que les questions générales ne recevaient que des réponses limitées, les questions limitées conduisirent à des réponses de plus en plus générales.

Mais l'utilisation de la méthode scientifique ne pouvait qu'entraîner l'émiettement de la représentation du monde. Chaque branche de la science étudie un domaine particulier qui n'est pas nécessairement lié à ses voisins. La *connaissance scientifique se trouve* ainsi formée d'îlots séparés. Bien souvent dans l'histoire des sciences, des progrès importants sont dus à la réunion de deux domaines jusque-là isolés ; à la constatation que deux observations préalablement indépendantes peuvent être regardées sous un angle nouveau qui les fait apparaître comme deux facettes d'un même phénomène. C'est ainsi que la mécanique *terrestre* et la mécanique céleste sont devenues une seule science avec les lois de Newton ; que la thermodynamique et la mécanique ont été unifiées par la mécanique statistique, ainsi que l'optique et l'électromagnétisme par la théorie des champs magnétiques de Maxwell, ou encore la chimie et la physique atomique par la mécanique quantique. De même, avec les travaux des *biochimistes, le monde vivant et* le monde inanimé se sont trouvés formés des mêmes atomes obéissant aux mêmes lois.

La hiérarchie des objets

Cependant, malgré toutes ces *généralisations, on trouve* encore de grands fossés qui risquent fort de persister longtemps. Il existe aujourd'hui une *série* de sciences qui diffèrent, non seulement par les objets étudiés mais aussi par les concepts et les langages utilisés. On peut les ranger dans un ordre — physique, chimie, biologie, psychosociologie — qui répond à la complexité croissante des objets d'étude. En parcourant la série de la physique à la sociologie, on va des objets les plus simples aux plus complexes, mais aussi, pour des raisons évidentes, de la science la plus vieille à la plus jeune, du contenu empirique le plus pauvre au plus riche et, enfin, de la trame d'hypothèses et d'expériences la plus serrée à la plus lâche. La science ne peut alors offrir une vision unifiée du monde que si elle parvient à relier les disciplines voisines. Vu la hiérarchie des objets, il s'agit toujours d'expliquer le complexe avec les termes *et les concepts utilisés* pour le simple. C'est le vieux problème de la réduction, de l'émergence, du tout et de ses parties, etc. Est-il possible de réduire la chimie à la physique ; la biologie à la physique plus la chimie, etc. ? La compréhension du simple est sûrement nécessaire à celle du *complexe*, mais est-elle *suffisante* ?

Ce genre de question a soulevé d'interminables débats. De toute évidence, les deux événements majeurs de l'évolution — l'apparition de la vie d'abord, celle de la pensée et du langage plus tard — ont donné naissance à des phénomènes qui auparavant n'existaient *pas sur* la Terre. *Pour* décrire et interpréter ces phénomènes nouveaux, il faut des concepts nouveaux qui restent dépourvus de sens au niveau inférieur. Que peuvent bien représenter les notions de sexualité, de prédateur ou de douleur pour la physique et la chimie ? Ou encore les idées de justice, de plus-value ou de démocratie pour la biologie ? A la limite, un réductionnisme total conduit à l'absurdité. Car, à prétendre réduire complètement chaque niveau au niveau inférieur, on en arrive à vouloir expliquer la démocratie par les propriétés des particules élémentaires : ce qui n'a aucun sens.

On peut aussi inverser le problème et parcourir la série des objets en allant du simple au complexe. Les molécules sont composées d'atomes. Elles obéissent donc aux lois qui régissent le comportement des atomes. Mais, en outre, on peut énoncer deux propositions concernant les molécules. Premièrement, elles présentent souvent des propriétés nouvelles, telles que l'isomérisation, la racémisation (1), etc. Deuxièmement, les objets étudiés par les chimistes, c'est-à-dire les molécules trouvées dans la nature ou produites au laboratoire, ne représentent qu'une petite fraction de toutes les ineractions d'atomes possibles. La chimie constitue donc un cas particulier de la physique. Cela est encore plus vrai de *la biologie*, qui s'occupe d'objets de plus en plus complexes.

Les objets qui existent à un niveau donné ne forment jamais qu'un échantillon limité de tous les possibles offerts par le niveau plus simple. L'ensemble des molécules trouvées chez les êtres vivants, par exemple, ne représentent qu'un *choix très restreint parmi* les objets de la chimie. Au niveau suivant, le nombre des espèces animales vivantes s'élève à quelques millions, ce qui est peu en regard de ce qui pourrait exister. Tous les vertébrés sont composés de types cellulaires — musculaires, nerveux, cartilagineux, etc. — en nombre *limité*, deux cents au plus. Malgré leur grande diversité, les vertébrés ne diffèrent entre eux que par le nombre total de cellules ainsi que par la répartition et les propositions relatives de ces deux cents types. De même, les sociétés humaines qu'étudient ethnologues et socio*logues ne représentent qu'une* petite fraction de tout ce qui est possible en matière d'interactions humaines.

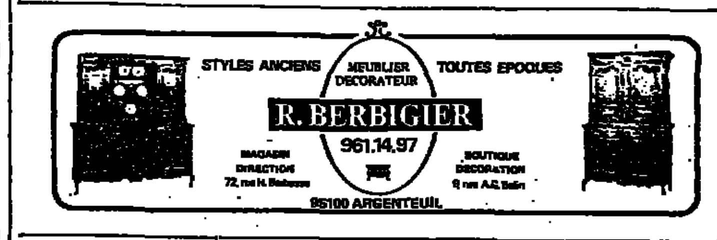
FRANÇOIS JACOB.

(1) Isomérisation : changement dans l'agencement spatial des atomes sans modification de la composition globale de la molécule ; racémisation : isomérisation dans le cas de deux inversés optiques (molécules symétriques l'une de l'autre par rapport à un plan).

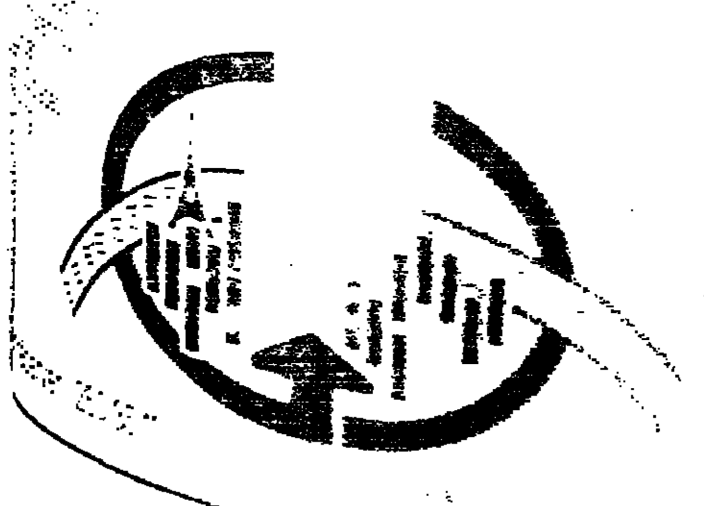
Prochain article :

L'HISTOIRE ET LES CONTRAINTES









هكذا من الأصل

JUSTICE

REGARDS

FOUILLE A CORPS

« Pendant l'heure du déjeuner, ce jour-là, le jeudi 18 août, ma femme, qui travaille à la Part-Dieu, était allée faire un tour avec une de ses collègues chez Jelmoli, l'un des grands magasins du centre commercial », *raconte M. Georges Michallon. Vers 12 h. 45, Mme Régine Michallon et son amie sortent du magasin et sont arrêtées, sur le trottoir, par un couple qui, sans dire un mot, leur présente une carte indiquant leur appartenance à Jelmoli et leur fait signe de les suivre. Mme Michallon demande des explications, mais ses interlocuteurs ne parlent pas le français. Devant ses protestations, un attroupement se forme.* « Le dialogue était impossible, *dit M. Michallon,* alors ces gens les ont traitées avec une certaine brusquerie pour les obliger à venir avec eux, dans un local baptisé « douane », près d'un quai de déchargement. »

Sous l'œil de son collègue, la femme veut fouiller à corps, commençant par l'examen de son corsage, Mme Michallon, qui s'y oppose avec vigueur. Finalement, l'homme sort et revient avec un interprète qui explique la situation. Ces deux personnes sont « inspecteurs », de nationalité allemande, employés par Jelmoli, entreprise à capitaux suisses et allemands, pour assurer la surveillance du magasin de Lyon. Mme Michallon est soupçonnée de vol et « refuse de se laisser fouiller » *comme s'en indigne l'interprète. Il sort dès que Mme Michallon, affirmant qu'elle* « n'a rien à se reprocher », *entreprend de se déshabiller tandis que l'inspectrice allemande entreprend une fouille minutieuse. Tout y passe, ourlets, doublures... sans succès.* « Nous sommes désolés... c'est une erreur », *revient dire l'interprète. Il est alors 13 h. 20.*

C'est seulement le soir, après 18 heures et au terme d'une longue « promenade » de bureau en bureau, que Mme Michallon et son mari pourront enfin rencontrer MM. Hauser et Girard, deux directeurs du magasin. M. Michallon leur fait part de son intention de porter plainte. « Non, ça peut s'arranger, *répondent-ils.* Que pouvons-nous faire pour vous ? Voudriez-vous quelque chose en dédommagement ? » — « J'ai refusé de me laisser acheter ainsi », *affirme M. Michallon. Il a écrit au procureur de la République le lundi 22 août, il a déposé une plainte pour abus de pouvoir.*

La fouille au corps, qui correspond à une perquisition, ne peut, en effet, être effectuée que par une personne habilitée (officier de police judiciaire, douanier). A Jelmoli, on prétend qu'elle n'est pratiquée qu'avec l'accord des personnes contrôlées, ce qui n'est pas exactement le cas pour Mme Michallon. Il reste une question : comment ces inspecteurs ont-ils pu arrêter quelqu'un qui n'avait rien pris ?

La direction du magasin a d'abord expliqué, le jeudi 18 août à M. Michallon, qu'une cliente avait dénoncé sa femme aux deux Allemands. Comment les connaissait-elle ? Et parlait-elle allemand ? « Etrange », *se dit M. Michallon. Une deuxième version a été donnée aux journalistes régionaux reçus par les directeurs le samedi 27 août. La cliente aurait alerté une vendeuse qui, elle-même, aurait prévenu les inspecteurs.*

« Ma femme n'en dort plus, *conclut M. Michallon,* ce sont tout de même des pratiques incroyables. »

LA RECHERCHE DES ASSASSINS DE L'ARDÈCHE

Vastes contrôles des communautés agricoles de la région

Le procureur de la République de Privas (Ardèche), M. André Tour, a publié dimanche soir 4 septembre le communiqué suivant à propos de l'affaire des tueurs de l'Ardèche : « *A la demande des enquêteurs, il est précisé que le vol qualifié de Villefort (Lozère) a été commis par trois personnes. Le conducteur s'est séparé de ses deux compagnons et n'a pris aucune part aux actions violentes commises en Ardèche. Celui-ci est invité instamment, et dans son intérêt, à prendre contact avec le juge d'instruction de Privas.* » Ainsi, sur les trois malfaiteurs qui ont participé le 24 août dernier au hold-up du Crédit agricole de Villefort et qui ont tué deux automobilistes et blessé deux gendarmes et un touriste en promenade (*le Monde* des 26 et 27 août), l'un d'entre eux est mis hors de cause quant « *aux actions violentes commises* ».

Dans le même temps, les policiers du S.R.P.J. de Montpellier, responsables de l'enquête, s'intéressent toujours à la communauté agricole du domaine de Rochebesse, près du mont Mezenc (Ardèche), animée par M. Pierre Conty, ancien ouvrier grenoblois âgé de trente ans. On suppose en effet que les deux tueurs de l'Ardèche « *se sont planqués quelques jours à Rochebesse* » à partir du 25 août. Les services de la gendarmerie avaient découvert ce jour-là à Saint-Germain-Laprade (Haute-Loire), près du Puy, la voiture volée empruntée par les deux malfaiteurs recherchés. La police, depuis lors, a perdu, semble-t-il, toute trace des deux assassins. Elle a constaté que M. Pierre Conty et M. Mouillaud — également membre de la communauté agricole — ont quitté la ferme. Elle ignore si ces deux personnes accompagnent les deux tueurs ou sont parties dans une autre direction.

Cela étant, M. Pierre Conty est activement recherché par la police, qui le considère comme un témoin « *important* ». Selon un communiqué du procureur de la République de Privas, publié vendredi 2 septembre, ces recherches ont été engagées en fonction « *d'indices et non de preuves ni même de présomptions graves et concordantes* » (*le Monde* daté 4-5 septembre).

Les deux meurtriers en fuite disposaient, lors du hold-up à Villefort, d'au moins un pistolet et d'une mitraillette. Ils se sont emparés par la suite de deux pistolets automatiques et d'un pistolet mitrailleur appartenant aux deux gendarmes blessés. M. Pierre Conty est en possession, semble-t-il, d'une carabine 22 long rifle et d'un certain nombre de balles stratégiques normalement destinées à des pistolets mitrailleurs.

Dans le cadre de l'enquête sur le double meurtre commis le 24 août dernier, les forces de gendarmerie effectuent actuellement des contrôles dans les quelque vingt communautés agricoles de l'Ardèche.

D'autre part, on apprend que l'état de santé du gendarme Dany Luczac, hospitalisé à Montpellier (Hérault) s'est considérablement aggravé.

● *M. Gérard Rang*, complice présumé d'Albert Spaggiari, tenu pour le « cerveau » du cambriolage de la Société générale de Nice, a été libéré samedi 3 septembre. Il était détenu depuis le 12 mars et avait bénéficié, le 7 juin, d'une ordonnance de mise en liberté du magistrat instructeur. Toutefois, il avait été maintenu en détention pour y subir une peine de huit mois d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné le 23 avril pour émission de faux chèques.

L'EXCLU

Aviateur à la base de Villacoublay (Yvelines) durant son service militaire en 1975-1976, M. Christian Raoult avait participé à la distribution d'un journal ronéoté, Nouvelles Bases, *rédigé par le comité de soldats de Villacoublay. Pour cela, le jeune appelé avait été sanctionné par soixante jours d'arrêts de rigueur. Le bureau du parti socialiste, dont M. Raoult est membre, avait pris sa défense, et M. Mitterrand avait déposé une question écrite au ministre de la défense* (le Monde des *10 et 13 février 1976).*

Une suite particulièrement fâcheuse est donnée à cette affaire, puisque le ministre de la justice vient de lui interdire de se présenter au concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature, dont les épreuves ont commencé le 1er septembre. C'est pourquoi le Syndicat de la magistrature a remis, vendredi 2 septembre, à la chancellerie une lettre de protestation au garde des sceaux dans laquelle le syndicat indique : « D'après les renseignements en notre possession, les seules raisons susceptibles d'expliquer cette exclusion pourraient être :

— Le fait que l'intéressé est un militant politique d'opposition ;

— Qu'il a participé à la diffusion, au début de l'année 1976, d'un journal du comité de soldats de la base militaire où il effectuait son service, et s'est vu infliger des arrêts de rigueur de ce fait, mais n'a été impliqué dans aucune procédure dont le tribunal permanent des forces armées ou la Cour de sûreté de l'Etat aurait eu à connaître.

Ce journal — selon un officier général — n'avait « rigoureusement rien d'antimilitarisme » et était animé du meilleur esprit. »

Le syndicat critique « une attitude partisane que le sénateur Mac Carthy n'aurait pas réprouvée ».

En principe, la jurisprudence du Conseil d'Etat est particulièrement nette sur le délit d'opinion. Dans une suite d'arrêts : Barel, Bedjaoui, Guyader, Fortuné et Lingois, la Haute Assemblée a jugé, le 28 mai 1954, qu'un candidat à un concours de l'Etat (il s'agissait à l'époque de l'Ecole nationale d'administration) ne peut en être écarté pour un motif « se fondant exclusivement sur ses opinions politiques ». *Il faut aussi rappeler que, à l'époque, le ministre mis en cause avait refusé de produire les pièces permettant au Conseil d'Etat de se faire une opinion sur les motifs réels de l'exclusion.*

Le mémoire très précis qu'a rédigé Me Philippe Maquet, avocat aux conseils, en faveur de M. Raoult en fait foi.

Le plus étonnant dans cette affaire reste la faiblesse, au moins apparente, de la position officielle. Si le motif de l'exclusion est l'appartenance au parti socialiste, il faudrait révoquer une bonne partie de la fonction publique. Si c'est la participation au bulletin Nouvelles Bases *c'est mener un bien piètre combat, tant il est inégal et dépassé. En sorte que, dans l'état actuel des choses, avec* « l'affaire Raoult », *la chancellerie fait surtout preuve de légèreté.*

EN BREF...

● *Un attentat à l'explosif* a gravement endommagé dans la nuit du 3 au 4 septembre le relais hertzien central de l'Ariège. Situé à près de 1 000 mètres d'altitude sur une colline dominant la ville de Foix, le bâtiment du relais abrite les installations des faisceaux hertziens de l'E.D.F., l'antenne de radiocommunication du service d'assistance médicale d'urgence (SAMU) de la région ainsi qu'un réémetteur de télévision. Les communications téléphoniques et les émissions de télévision ont été interrompues pendant plusieurs heures dans le secteur de Foix. Une installation mobile provisoire devait être mise en place ce lundi 5 septembre.

Les dégâts sont estimés à près de 1 million de francs. L'attentat n'a pas été revendiqué. L'inscription ! « *Non au nucléaire, vive la vie* », a été découverte sur les murs du bâtiment.

● *Trente-trois morts dans un accident d'avion en Equateur.* — Un avion des lignes intérieures équatoriennes, transportant trente-trois personnes, s'est écrasé le dimanche 4 septembre peu avant d'atterrir à Cuenca. Il n'y a aucun survivant parmi les trente-trois passagers. L'avion, qui a pris feu en vol, assurait la liaison Guayaquil-Cuenca. — *(A.F.P.)*

● *En République sud-africaine*, les corps de seize mineurs africains victimes du tremblement de terre qui a secoué deux mines d'or du Transvaal, vendredi 2 septembre, ont été retrouvés. Les espoirs de retrouver des survivants parmi les dix-huit disparus s'amenuisent rapidement. Quatorze des cadavres retrouvés l'ont été à la mine de Blyvooruitzicht et les deux autres à celle de Hartebeesfontein.

● *Une fusillade dans un restaurant du quartier de Chinatown*, le « Golden Dragon », à San-Francisco, a fait cinq morts et une dizaine de blessés, dans la nuit de samedi à dimanche 4 septembre. Selon la police, il pourrait s'agir d'un épisode de la guerre des gangs chinois, connus sous le nom de mafia chinoise. — *(A.F.P.)*

● *Sept touristes français toujours retenus en Afghanistan.* — Après le meurtre de Mlle Dominique Cusin, une Lyonnaise âgée de trente ans, près de Kaboul (Afghanistan) (*le Monde* des 1er et 2 septembre), dix-sept de ses compagnons de voyage avaient été retenus à Kaboul par les autorités afghanes. Dix d'entre eux ont été autorisés à quitter le pays jeudi 1er septembre, mais les sept autres, tous des Français, doivent attendre le résultat des analyses de leurs cheveux pratiquées par les policiers. Des cheveux avaient été retrouvés dans la grotte où a été découvert le corps de la victime. Les enquêteurs portent leurs soupçons sur les touristes, parce que Mlle Cusin est morte par strangulation, pratique extrêmement rare en Afghanistan.

Faits et jugements

Arrestation des deux frères Sorba.

Recherchés depuis plusieurs années, deux malfaiteurs du « milieu » lyonnais, les frères Augustin et Hubert Sorba, viennent d'être arrêtés : le premier a été interpellé à Ajaccio, le 2 septembre, le second l'avait été quelques jours plus tôt, le 28 août à Paris.

Le 11 décembre 1968, un jeune proxénète était tué d'une balle de pistolet dans une maison de prostitution de Neuville-sur-Ain (Ain), le Fétich's Club. Le meurtrier présumé était Hubert Sorba. L'enquête sur ce meurtre devait être à l'origine de la découverte de plusieurs affaires de proxénétisme dans la région lyonnaise à propos desquelles furent mis en cause plusieurs policiers, dont le commissaire Charles Javilliey. Lors du procès, en décembre 1973, de l'affaire du Fétich's Club, Hubert Sorba était en fuite. Augustin, lui, était condamné à deux ans d'emprisonnement. Ce dernier devait, après sa libération, rejoindre son frère à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, où il avait installé un cabaret : le Tiffany's. Le nom des deux frères était réapparu au cours de l'été 1976 après la découverte dans la banlieue lyonnaise d'une villa servant à la fois de dépôt d'armes et de « relais » pour une organisation de prostitution. Augustin Sorba avait été repéré à Chambéry en octobre 1976 lors de la préparation d'un hold-up, mais avait pu disparaître. En dépit des recherches dirigées contre eux, les deux frères semblent avoir fait de fréquents voyages en France, tant à Paris que dans la région lyonnaise.

M. Apalategui pourrait être bientôt libéré.

M. Miguel-Angel Apalategui, le militant basque détenu à Marseille qui observait depuis le 30 juillet une grève de la faim, a mis un terme à celle-ci samedi 3 septembre ; le jour même où ses avocats faisaient part de leur conviction que leur client serait prochainement libéré et pourrait bénéficier du statut de réfugié politique sur le territoire français.

Dans un communiqué publié samedi, les avocats indiquent : « *Nous venons de prende connaissance des réquisitions écrites de M. le procureur général pour l'audience du 6 septembre* (jour où la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence doit examiner une nouvelle demande de mise liberté de M. Apalategui), *donc de la position du ministre de la justice et du gouvernement français, et nous voyons avec satisfaction qu'il n'y a plus d'opposition formelle à sa libération.* » Les défenseurs affirment, d'autre part, avoir reçu des assurances selon lesquelles le militant basque bénéficierait du statut de réfugié politique.

Un tribunal suisse contre la ceinture de sécurité.

Le tribunal fédéral de Lausanne a donné raison, le 3 septembre, au secrétaire de l'Association helvétique contre les abus de la technocratie, pour le canton du Valais, Jean-Pierre Favre, qui refusait d'acquitter une amende pour n'avoir pas mis sa ceinture de sécurité.

Ce jugement fait suite à une campagne contre le port de la ceinture, qui avait recueilli quatre-vingt-seize mille signatures en Suisse.

Le mouvement français Autodéfense a publié un communiqué dans lequel il se félicite de cette décision : « *Après cette décision spectaculaire de la plus haute juridiction suisse, après le nouveau rejet par le Parlement anglais du projet de loi d'obligation, on se demande comment la France pourra encore maintenir le port obligatoire de la ceinture de sécurité en violation de l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme : la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui* »

M. Dominique Fratoni contrôlera le Palais de la Méditerranée.

L'assemblée générale des actionnaires du casino Palais de la Méditerrannée, réunie le 3 septembre à Nice, a entériné les propositions faites par le conseil d'administration après la précédente assemblée qui s'était tenue le 30 juin.

Pour éponger le déficit, de plus de 15 millions, le conseil d'administration a en effet proposé la réalisation de certains éléments de l'actif (ventes de terrains) et la mise en gérance libre du fonds de commerce, c'est-à-dire des jeux. Le futur gérant, et il ne fait aucun doute qu'il s'agit de M. Dominique Fratoni, technicien des jeux et président-directeur général du casino Ruhl, assurerait à la société une redevance suffisante pour lui permettre d'éteindre complètement le passif.

Au cours de cette réunion, Mme Henri Le Roux, principale actionnaire, qui a intenté un procès en vue de faire annuler l'assemblée générale du 30 juin — car elle refuse l'éventualité d'une location-gérance et « *la mainmise de M. Fratoni sur une affaire dont il n'est pas actionnaire* », — a renouvelé ses protestations.

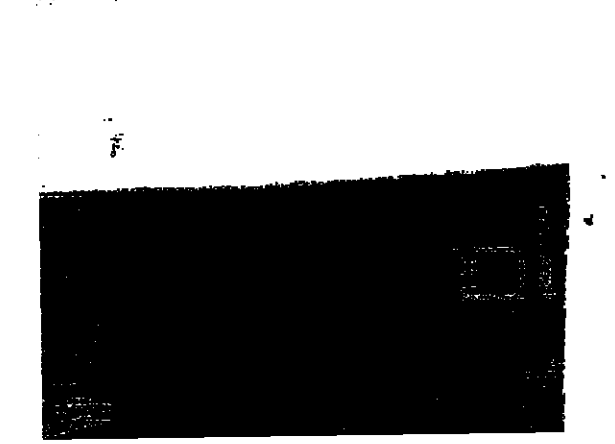
Elle n'a pu cependant s'opposer, avec les 3 490 voix dont elle dispose, avec sa fille cadette, Mme Patricia Blot, au vote des propositions du groupe adverse qui totalise 3 510 voix, la fille aînée de Mme Le Roux ayant apporté au camp opposé à sa mère ses actions personnelles, et avec celles-ci les dix voix qui assurent la majorité aux partisans de M. Fratoni.

Pendant que se tenait l'assemblée, les employés du casino — ils sont trois cent quatre-vingts — s'étaient groupés devant le Palais de la Méditerranée autour de leurs délégués syndicaux pour manifester leur inquiétude et proclamer que, s'ils désapprouvaient les vingt années passées de mauvaise gestion qui ont conduit le casino où il en est, ils n'entendaient pas non plus voir l'établissement bradé à un groupe dont ils ignorent les véritables intentions.

Les Jeunes Avocats et la gratuité.

Les Jeunes Avocats sont satisfaits du projet tendant à instaurer la gratuité des procédures civiles par suppression des droits et taxes. La Fédération des jeunes avocats « *souhaite que la mise en œuvre de cette mesure, qu'elle n'avait elle-même cessé de réclamer, n'élude pas la nécessaire concertation avec les professions qui, connaissant les besoins des justiciables, savent aussi les impératifs à respecter pour les satisfaire.* »

La Fédération « *demande que l'effort de sincérité nouvellement manifesté par les pouvoirs publics se poursuive à propos des honoraires d'avocats et que ceux-ci cessent d'être présentés comme un facteur de cherté pour apparaître comme le juste prix d'un service et des coûts qu'il occasionne.* »



EN ILE-DE-FRANCE

UNE LETTRE DE M. JEAN-PIERRE FOURCADE

Redéploiement et liquidation industrielle

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, nous écrit :

La charité appellerait à faire silence sur l'article publié par M. Poussy, conseiller général du Val-de-Marne, dans votre édition du 23 août, sous le titre « Redéploiement et liquidation industrielle ».

Si l'auteur avait eu pour seule ambition de donner publiquement une *leçon d'aménagement du territoire*, je me serais tu effectivement. Dans une démocratie libérale, les opinions sont libres et les avis, quels qu'ils soient, sont bienvenus. Au demeurant, je ne saurais faire grief à M. Poussy de sa lucidité lorsqu'il se demande — c'est la conclusion de son article — si ses propres propositions ne *sont pas entachées de démagogie.*

.•.

Mais je ne puis laisser passer sans mot dire ni une présentation foncièrement inexacte de l'évolution de l'emploi dans la région Ile-de-France ni une description malhonnête de la politique de décentralisation actuellement sui*vie qui me met personnellement* en cause :

1) Sur l'évolution de l'emploi en Ile-de-France, je voudrais rappeler quatre éléments :

— De 1968 à 1975, en Ile-de-France, les emplois du secteur secondaire, B.T.P. compris, ont diminué de 43 000, soit une baisse annuelle moyenne de 0,3 % *(chiffres du recensement). La* décroissance de l'emploi industriel sur Paris même incriminée par M. Poussy n'est donc pas l'effet de la décentralisation vers la province, mais la conséquence du desserrement des usines sur la banlieue. Ce mouvement, très largement spontané, a permis de rapprocher l'emploi de l'habitat.

— *Pendant la même période* (chiffres du recensement également), les emplois du secteur tertiaire ont progressé de 387 000, compensant ainsi, et au-delà, les suppressions d'emplois secondaires.

— Contrairement à ce qu'affirme M. Poussy, cette compensation s'est aussi largement faite sur la période plus récente en dépit de la situation économique plus difficile. En 1976, alors que les effectifs salariés du secteur secondaire régressaient de 22 000, les effectifs des autres secteurs s'accroissaient de 45 000 (chiffres du groupement régional des ASSEDIC de la région parisienne).

— Depuis plusieurs années, le *taux du chômage en Ile-de-France* est inférieur à la moyenne nationale, et cette région est la seule où les demandes d'emplois non satisfaites relèvent en majorité du secteur tertiaire.

2) Quant à la politique de décentralisation actuellement suivie, M. Poussy a voulu la décrire en m'empruntant une citation. Procédé louable si, écoutant ma phrase et la détachant de son contexte — probablement par souci de concision — il n'avait dénaturé l'idée.

J'ai dit à Nice, le 5 mai dernier : « Si nous voulons réussir à stabiliser et, dans certains cas, à inverser les mouvements migratoires qui risquent d'entrainer le vieillissement, le dépeuplement et l'appauvrissement irréversible de certaines parties de notre pays, il faut de toute évidence poursuivre la politique de décentralisation tertiaire à partir de Paris et de la région de l'Ile-de-France.

» Au moment où le maire de Paris s'interroge sur la politique à suivre dans ce domaine, je voudrais rappeler qu'il s'agit là d'objectifs d'intérêt national. Une politique d'aménagement du territoire qui ferait abstraction de la région parisienne n'aurait pas de sens. L'aménagement de la région parisienne fait partie intégrante de la politique d'aménagement du territoire.

» Les objectifs à atteindre sur ce point particulier sont sans équivoque :

» — D'une part, faire profiter toutes les régions françaises du dynamisme de l'économie ;

» — D'autre part, limiter la croissance de la région parisienne, non pas pour procéder à une sorte de nivellement par le bas, mais pour être en mesure de la *doter des équipements* et des infrastructures permettant à ses habitants de bénéficier d'une qualité de vie acceptable en dépit d'une concentration urbaine exagérée.

» Ceci implique, dans le domaine industriel, une poursuite de la décentralisation des établissements importants qui n'ont plus *leur place en région parisienne* et notamment parce qu'ils ne parviennent à s'y développer qu'en faisant appel à de la main-d'œuvre étrangère alors qu'ils pourraient, s'ils étaient implantés en province où ils recruteraient sans peine de la main-d'œuvre locale, contribuer très efficacement à la solution du pro*blème de l'emploi.*

» Mais je tiens à dire que la création et le développement des petites entreprises sont autorisés et doivent être favorisés. C'est la politique que le comité de décentralisation continuera de suivre selon mes instructions. Mais il n'est pas question de supprimer ni le régime de l'agrément ni la redevance qui sont encore indispensables pour orienter les entreprises suivant les directives de la politique d'aménagement du territoire.

» En ce qui concerne les bureaux à Paris même, je ne pourrais approuver des propositions tendant à poursuivre la concentration des activités tertiaires. Aussi bien, aucun problème d'emploi véritable ne se pose à Paris dans *ce domaine. Par rapport* à la population active résidente, les emplois disponibles sont excédentaires de plusieurs centaines de mille. Cette concentration a été effectuée au détriment des habitants.

» Il convient donc que les bureaux quittent la capitale ou du moins cessent de croître.

» *L'effort de décentralisation* et de desserrement des activités tertiaires de Paris *intra muros* doit donc être vigoureusement poursuivi et j'ai demandé au comité de décentralisation d'y veiller.

.•.

» Avec la province, les villes nouvelles deviennent à leur tour démesurées. Le gouvernement a décidé de réduire l'objectif final qui leur avait été assigné. Cet objectif est défini par un des programmes d'action prioritaire du VII[e] Plan. Je tiens à faire savoir qu'il ne sera pas dépassé.

» En revanche, dans le domaine industriel, je constate et regrette à Paris *intra muros* le départ des artisans et des petites industries locales qui forment, avec les habitants et les autres activités économiques, un tissu harmonieux. Ce n'est pas la politique d'aménagement du territoire qui en est responsable, mais bien plutôt la politique d'urbanisme menée dans le passé, qui a laissé s'implanter des bureaux en nombre considérable au lieu et place d'anciennes usines. Il convient de réagir, et je ne verrais que des avantages à ce que la Ville de Paris propose et aide la réalisation de petites zones industrielles et artisanales sur les quelques terrains encore disponibles. »

UN BILAN DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Bons équipements et mauvais résultats

La circulation en Ile-de-France est deux fois et demie plus sûre que dans le reste du pays, c'est par cette constatation que la délégation à la sécurité routière de la région parisienne commence son bilan pour l'année 1976. En dépit de ce chiffre, le nombre des victimes est demeuré élevé en 1976 et, les responsables le reconnaissent, on a même constaté une augmentation de 5 % du nombre de tués alors que dans le même temps le nombre des accidents diminuait de 1,2 %. Il y a donc eu en 1976 beaucoup plus d'accidents graves.

Ces mauvais résultats sont imputables à plusieurs facteurs, note l'auteur du rapport. Tout d'abord, les usagers de la route « oublient » de respecter les limitations de vitesse : or, dans l'Essonne, par exemple, où la surveillance et la répression ont été renforcées en 1976, on a observé au cours des derniers mois de l'année une diminution du nombre des accidents de 14 %. Ensuite, depuis le 1[er] janvier 1976, l'autorité judiciaire s'est substituée à l'autorité administrative pour ce qui concerne le retrait du permis de conduire. La nonchalance de la justice, moins expéditive que la police, a entraîné un relâchement de l'action répressive, qui s'est immédiatement répercutée dans les chiffres... et le comportement des conducteurs.

Mais la sécurité sur la route n'est pas proportionnelle à la menace de répression dont les automobilistes sont l'objet. Ainsi la délégation régionale à la sécurité routière a mis au point durant l'année 1976 un certain nombre d'actions concernant notamment l'amélioration des infrastructures, des efforts d'éducation et des campagnes de sensibilisation.

Cinquante-neuf millions de francs, soit deux fois plus que l'année précédente, ont été investis en 1976 dans l'aménagement des carrefours, la création de voies réservées aux piétons et la réalisation de pistes cyclables (38 kilomètres ont été mis en service en 1976). Enfin, un accord conclu en 1976 permettra aux motocyclistes d'abandonner le dangereux circuit de Rungis (Essonne) pour celui de Montlhéry (Essonne).

Comme l'histoire et la géographie, la sécurité s'apprend désormais à l'école, et, en 1976, un *important effort d'éducation a été* fait à cet égard. La gendarmerie nationale, la police urbaine, les compagnies républicaines de sécurité, ont d'autre part accueilli cent soixante-dix mille enfants sur leurs pistes de circulation ou à leurs séances d'éducation routière. Enfin, une série de cam*pagnes d'information* et de sensibilisation se sont développées en Ile-de-France en 1976. Deux cent mille dépliants concernant l'alcoolémie ont notamment été distribués.

Après deux ans d'existence, la délégation régionale à la sécurité routière peut donc dresser un bilan positif, mais l'effort qui a été fait n'a d'égal que celui qui reste à entreprendre. Tant qu'il y aura des accidents...

ILE-DE-FRANCE

...éploiement et liquidation industri...

Bons équipements et mauvais résultats



EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

CONCORDE A NEW-YORK ?

Brouillards supersoniques

La Maison Blanche a confirmé que le président Carter proposerait prochainement d'accorder des droits d'atterrissage à Concorde dans dix villes américaines, autres que New-York et Washington (nos dernières éditions de samedi). Les dix villes concernées seraient Anchorage, Boston, Dallas, Houston, Honolulu, Miami, Los Angeles, Chicago, Seattle et San-Francisco. Ce pourrait être une bonne nouvelle pour Concorde si...

Cette proposition du président Carter n'est, en effet, qu'une proposition. Même si elle était retenue, chaque municipalité concernée conserverait, en effet, la possibilité d'interdire le supersonique franco-britannique pour des raisons locales. Les autorités portuaires de Dallas, au Texas, ont depuis longtemps souhaité pouvoir accueillir Concorde. Mais prenant exemple sur l'attitude des autorités de New-York, les responsables de l'aéroport de Boston ont aussitôt fait savoir qu'ils agiraient devant les tribunaux pour s'opposer à l'initiative du président Carter. « Si le gouvernement fédéral nous avait consulté, je lui aurais dit depuis longtemps que cela n'arrivera jamais (...), et il n'aurait mentionné que neuf villes », *a déclaré le directeur de l'aéroport de Boston.*

Même opposition à Chicago, où le maire de Niles, une petite localité proche de l'aéroport international O'Hare, le plus actif du monde, vient d'afficher que ses concitoyens « feront tout » pour que Concorde ne puisse jamais atterrir chez eux.

Il ne s'agit là, en fait, que d'une nouvelle péripétie dans la querelle qui oppose, aux Etats-Unis, partisans et adversaires de Concorde et à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'appareil franco-britannique autorités fédérales et autorités locales. Celles-ci entendent rester maîtresses chez elles et le disent nettement. Mais le gouvernement fédéral n'a pas lui-même pu ou voulu adopter une ligne claire et définitive. Concorde, on le sait, a été autorisé à se poser sur l'aéroport fédéral de Washington pour une période d'essai de seize mois qui prendra fin le 24 septembre.

Que se passera-t-il alors ? M. Brock Adams, ministre américain, répond cette semaine à la question que lui a posée l'Express. « Nous n'avons pas pris de décision, *déclare-t-il,* je fais tout ce que je peux pour arriver, avant cette date, à l'élaboration d'une réglementation générale sur les vols supersoniques. Mais, à ce moment, les différentes agences gouvernementales pourront présenter leurs observations, puis s'écoulera le délai réglementaire, ce qui nous mènera à janvier ou février prochains. »

Interrogé d'autre part sur le droit qu'a une autorité locale de refuser l'atterrissage des avions de certains pays lorsque la commission de l'aéronautique civile fédérale leur a donné l'autorisation d'atterrir, M. Adams précise : « Dans la législation actuelle, les aéroports ont, à titre individuel, le droit d'établir leurs propres règlements à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec la convention aérienne internationale de Chicago, dont nous sommes tous signataires. Ils ont le droit d'imposer leurs propres règles sous réserve qu'elles ne soient pas discriminatoires et qu'elles ne marquent pas l'intention délibérée d'imposer une charge injustifiée au commerce international. »

M. Adams indique finalement qu'il ne peut préciser si entre le 24 septembre et la date à laquelle la nouvelle réglementation sera édictée, les vols sur Washington pourront se poursuivre. « La question reste à débattre, *dit-il.* Il s'agit de savoir si un délai supplémentaire doit être accordé tant que la réglementation est en discussion. A moins que cette réglementation n'édicte une interdiction pure et simple. »

Le souci de respecter les droits des autorités locales et de préserver l'environnement sont-ils dans cette affaire de bonnes raisons ou de mauvais prétextes ? Bien que M. Adams se défende de tout machiavélisme, comment éviter que les constructeurs et les exploitants de Concorde ne se posent une nouvelle fois la question ?

ENVIRONNEMENT

La communauté urbaine de Cherbourg s'oppose à l'extension de l'usine de La Hague

De notre correspondant

Cherbourg. — Convoqué le 5 septembre pour étudier la question des subventions aux établissements scolaires de l'agglomération, le conseil de la communauté urbaine de Cherbourg a décidé, en fin de réunion, de s'opposer à la construction d'une nouvelle usine de retraitement de La Hague.

C'est la réponse que le ministre de l'industrie, M. René Monory, a faite à une question écrite du député de Cherbourg qui a entraîné cette prise de position brutale. Interrogé par M. Louis Darinot, député (P.S.) et maire de Cherbourg, sur l'important contrat en cours de signature pour le retraitement des combustibles nucléaires irradiés japonais, M. Monory a répondu de manière si laconique que le bureau de la communauté urbaine de Cherbourg, à la lecture de sa lettre, a aussitôt rédigé le texte d'une motion qui a été adoptée à l'unanimité par les 50 conseillers (34 socialistes, 11 communistes et 5 non-inscrits).

« *Sans permis de construire, sans déclaration d'utilité publique, le Commissariat à l'énergie atomique a entamé la construction, sur le site de La Hague, de ce qui sera en fait une véritable deuxième usine de retraitement des déchets, et non pas un simple aménagement des installations existantes. La population locale n'en a jamais été informée : il est du devoir de ses élus de le faire et de s'opposer catégoriquement à une telle construction* », est-il dit dans cette motion.

La communauté urbaine estime, pour sa part, que les besoins de retraitement des combustibles irradiés français ne justifient pas, à l'heure actuelle, la mise en place de la nouvelle unité de retraitement (U.P. 3) que la Cogéma (Compagnie générale des matières) veut voir fonctionner vers 1987-1988

« *Ce projet*, déclare la motion de la communauté, *est rendu nécessaire par tous les contrats que la Cogéma et le gouvernement passent avec de nombreux pays étrangers, faisant ainsi de La Hague la poubelle atomique du monde entier. Il ne s'agit donc pas de mettre en cause l'indépendance énergétique de la France, ni de porter un jugement sur l'énergie nucléaire et les usines de retraitement. Le Nord-Cotentin, qui devra peut-être accueillir une centrale nucléaire à Flamanville, ne peut être le lieu d'implantation d'une deuxième usine de retraitement, alors que, de l'avis de tous les scientifiques, cette usine est de loin celle qui pose le plus de problèmes au niveau de la sécurité.* »

Considérant, enfin, que la population qu'ils représentent doit refuser de faire à elle seule les frais de la politique nationale, et encore moins des politiques des pays étrangers, les élus de l'agglomération de Cherbourg ont donc pris l'engagement, devant leurs électeurs, de tout mettre en œuvre pour empêcher l'extension de l'usine de La Hague. C'est, en tout cas, la conclusion du texte qui a été remis à la presse locale : une résolution qui est dans le droit fil de la décision prise en juillet par le même conseil de ne pas faire figurer au schéma directeur d'urbanisme du Nord-Cotentin (SDAU) la future centrale nucléaire de Flamanville (*le Monde* du 30 juillet).

RENÉ MOIRAND.

● *L'Etat paie pour embellir Nancy.* — L'Etat apportera un concours financier supplémentaire de 1 400 000 francs en cinq ans pour la réfection des grilles et festons de la place Stanislas à Nancy. Ainsi la participation de l'Etat, qui se trouve doublée, atteindra 40 % du financement global de l'opération.

A son arrivée à l'hôtel de ville de Nancy, M. Coulais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, avait décidé de suspendre l'opération publicitaire baptisée « feuille d'or », lancée par la précédente municipalité de M. Marcel Martin, sous forme de souscription publique. Selon le nouveau maire, cette opération aurait coûté 300 000 francs en contrats publicitaires et rapporté seulement 36 000 francs en 1977. — (*Corresp.*)

RADIO-TÉLÉVISION

La rentrée des trois chaînes

Les prescriptions du premier ministre concernant l'interruption des programmes de télévision dès 23 heures ne prenant effet qu'au 1er janvier 1978, il n'y aura pas de bouleversements à la rentrée sur les trois chaînes.

● TF 1 : documents, sport et « Peyton Place ».

Les principaux rendez-vous de la première chaîne sont maintenus. Parmi les prévisions marquantes figurent néanmoins une série espagnole de Jean-Emile Jeannesson (quatre numéros de « Lettres du bout du monde »), de nouvelles « Provinciales » de Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp (*la Vigne et le Vin*), trois études sur le dessin et la peinture abstraite de Daniel Lecomte et une adaptation de l'ouvrage d'André Malraux sur le général de Gaulle : *les Chênes qu'on abat.*

La petite reine sera à l'honneur chaque mercredi à 17 h. 55 (« Deux roues ») et un magazine sera consacré chaque vendredi au football. Après la diffusion des treize épisodes du feuilleton *le Riche et le Pauvre*, *Peyton Place* reprendra sa place traditionnelle, le samedi soir.

● Antenne 2 : séries françaises et Bouvard le samedi soir.

La deuxième chaîne annonce son intention de promouvoir la création française en limitant les achats américains et prévoit deux séries mensuelles pour le samedi soir. *Les Héritiers* analyseront l'émotion d'une famille après un décès. Dans *les Rebelles*, Jean-Pierre Chabrol retracera la vie d'un village minier des Cevennes entre 1933 et 1936. Reprise trimestrielle des « Grands procès » et des « Soirées du théâtre historique » ; report de « Bande à part » et de « *Zigzag* » à 23 h. ; promotion de Philippe Bouvard, qui s'entretiendra désormais le samedi soir à 22 h. 30 avec « Le dessus du panier » ; retour, enfin, de Jean-Marie Cavada, dont le premier magazine mensuel portera, le 15 septembre, sur le général Bigeard et la bataille de Dien-Bien-Phu.

● FR 3 : en attendant le 1er janvier.

Seule modification prévue dans la grille de la troisième chaîne (qui n'effectuera sa véritable rentrée que le 1er janvier 1978), un nouveau magazine d'information constitué par un débat, le mercredi, vers 22 h. 30, et par un dossier, le jeudi à la même heure. L'équipe du magazine « Vendredi » prépare également quatre émissions sur l'information dont la diffusion débutera le 28 octobre.

« RADIO-VERTE FESSENHEIM » ÉMET PENDANT SIX MINUTES

● La huitième émission de la station libre « Radio-Verte Fessenheim », qui a été diffusée samedi 3 septembre, a été interrompue au bout de six minutes par un hélicoptère de la police qui a pris en chasse les techniciens et les animateurs. Aucune arrestation n'a été effectuée, le matériel n'a pas été confisqué. « Radio-Verte Fessenheim » émettra à nouveau sur 101 MHz le 10 septembre, à 19 h. 45.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 6 SEPTEMBRE

— *Le recteur Henri Gauthier* répond aux questions des auditeurs concernant la rentrée scolaire, sur France-Inter, à 8 h. 45 ;

— *M. Michel Debatisse*, président de la F.N.S.E.A., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

CHASSE

NE TIREZ PAS SUR LES PIGEONS VOYAGEURS

Il ne faut jamais tirer sur un pigeon voyageur : tel est l'appel lancé comme chaque année par l'Union des fédérations régionales des associations colombophiles de France, qui se fait un devoir d'appeler l'attention des chasseurs sur la protection due aux pigeons voyageurs.

« Le pigeon voyageur n'est pas un gibier ! Ce n'est pas non plus un oiseau comme les autres ! Sans insister sur les services qu'il a rendus, il est incontestable qu'il mérite le respect. Chaque pigeon voyageur est immatriculé, son existence est connue des pouvoirs publics, il est souvent de grande valeur et son propriétaire y est très attaché.

» La loi le protège, les pouvoirs publics le défendent ! Soyez prudents ! Il est préférable d'éviter un accident que de supporter un désagréable procès avec toutes ses conséquences.

» Au vol, le pigeon voyageur se distingue facilement par la couleur claire du plumage sous les ailes, son vol est plus rapide, plus régulier, plus sportif, plus élégant !

» Un peu de bonne volonté et de la prudence suffisent pour éviter l'accident. »

ARCHÉOLOGIE

CAMPAGNE DE FOUILLES A ORLÉANS

La première campagne de fouilles archéologiques prévues sur l'esplanade de la cathédrale d'Orléans (*le Monde* du 33 avril 1977) vient de commencer. Un chantier a été ouvert sur le côté sud de la cathédrale, sur l'emplacement d'un parking à proximité duquel une annexe de la préfecture et les nouveaux locaux du conseil régional doivent être édifiés. Les archéologues espèrent notamment mettre à jour les vestiges d'un édifice religieux du dixième siècle, l'église Saint-Pierre-Lentin.

La direction régionale des antiquités historiques a rassemblé une équipe d'une quarantaine de chercheurs, dont certains ont été recrutés par voie de petites annonces en Grande-Bretagne, où les spécialistes d'archéologie urbaine sont nombreux ; 150 000 F ont été dégagés par le FIAS (Fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage) pour mener à bien cette première opération. — R. G.

AUX RENCONTRES D'AIX-EN-PROVENCE

Les partis de gauche envisagent la disparition de la S.F.P. et la mise en place d'« unités de programmes »

Les représentants des trois partis signataires du programme commun, MM. Jack Ralite (P.C.), François-Régis Bastide (P.S.) et François Loncle (radical de gauche) ont apporté quelques précisions, samedi 3 et dimanche 4 septembre, au cours des Rencontres internationales de télévision d'Aix-en-Provence, sur les projets de la gauche dans le domaine de l'audio-visuel.

Si la gauche l'emporte en 1978, l'éclatement de l'O.R.T.F. en sept établissements, décidé par la loi de 1974, ne sera pas remis en cause. Le « service public » de la radiotélévision comprendra donc un certain nombre de sociétés nationales qui correspondront à peu près aux actuelles sociétés. Trois innovations sont cependant prévues :

1) Un organisme de coordination « coiffera » les diverses sociétés, sans reconstituer pour autant l'ancien Office. Il sera chargé notamment de la répartition de la redevance et de la gestion des moyens de production lourds ;

2) La Société française de production disparaîtra : ses équipements seront répartis entre l'organisme de coordination et les sociétés de programmes ;

3) Des sociétés régionales de programmes, dont le nombre n'est pas fixé, seront instituées.

D'autre part, des antennes locales ou régionales pourront être créées par dérogation au monopole de diffusion

Les trois porte-parole de la gauche ont insisté sur leur volonté de « *couper le cordon ombilical entre le pouvoir politique et la télévision* », selon la formule de M. Loncle. M. Ralite a souligné la nécessité de « *sortir de l'idée qu'un pouvoir ne peut être pérennisé que s'il contrôle la radiotélévision* ». Aussi les présidents des différentes sociétés de télévision ne seront-ils plus nommés par le gouvernement, mais élus par les conseils d'administration composés de représentants du Parlement (désignés à la proportionnelle), des personnels, des professionnels et des téléspectateurs, les modalités de choix, pour ces trois dernières catégories, restant à définir.

A propos de la publicité dont le programme commun, dans sa version « actualisée », envisage le maintien, M. Loncle a fait observer que les partis de gauche « *n'ont peut-être pas mesuré le degré d'hostilité des créateurs* », et qu'il est peut-être temps, avant que la négociation sur l'actualisation ne soit officiellement close, d'« *ajuster les choses* ».

La commission spécialisée du parti socialiste se réunira à Rennes les 22 et 23 octobre pour préciser ses propositions, le programme commun se contentant de fixer les grandes orientations. Dans le rapport qu'il présentera à cette occasion, M. François-Régis Bastide suggère notamment la mise en place, au sein des sociétés de programmes d' « *unités de programmes* » qui permettraient de décentraliser la production ; des contrats seraient passés pour un an avec plusieurs équipes, qui, dans le cadre d'un budget donné, organiseraient librement leur travail, le contrôle financier s'exerçant *a posteriori*.

T. F.

LUNDI 5 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, FILM : LES PLUS BELLES ANNEES DE NOTRE VIE, de W. Wyler (1946), avec M. Loy, F. March, D. Andrews, T. Wright, V. Mayo, H. Russell (N.)

La difficile réadaptation à la vie civile et à l'Amérique d'après-guerre de trois anciens combattants, un marin (revenu infirme), un aviateur et un fantassin.

CHAINE II : A 2



20 h. 30, Métro Mélodie ; 21 h. 30, Documentaire de création : A la recherche d'Elie Faure, par D. Lecomte.

Un portrait lyrique, mais documenté et construit, de l'auteur de « l'Histoire de l'art ». Au-delà des contradictions d'Elie Faure, à la fois poète et scientifique, Daniel Lecomte révèle un visionnaire.

22 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (cinéma public) : OPERATION CROSBOW, de M. Anderson (1964), avec S. Loren, G. Peppard, T. Howard, J. Mills, R. Johnson, T. Courtenay (rediffusion).

En 1944, des agents secrets alliés s'introduisent dans l'usine souterraine de Peenemünde, où les Allemands fabriquent une arme secrète.

22 h., Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h., Carte blanche : le Mensonge, de N. Sarraute ; 21 h., Jeunes interprètes au Festival estival : le pianiste J.-F. Heisser ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Libre parcours jazz : Randy Weston ; 23 h. 50, Poésie : Paul-Louis Rossi.

FRANCE - MUSIQUE

20 h., Rhéteur, texte de Denis Diderot, musiques de Rameau, Corelli, Bach, Mozart, Schubert, Gesualdo, Lully ; 20 h. 30, Festival de la S.I.M.C. : « Morphogenesis », de H. J. Von Bose ; « Gespenter », d'après un texte de B. Brecht, de N. A. Huber ; « Houdini symphonie », de P. Schat, par l'Orchestre symphonique de la Sudwest funke de Baden-Baden et le Chœur de la Radio d'Hilversum, dir. : E. Bour ; présentation : J.-P. Lauriol ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h. 15, « Chasin' the trane ».

MARDI 6 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Documentaire : Caméra au poing ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Série : Elisabeth R ; 15 h. 15, Sports : Championnats internationaux de tennis à Forest-Hills ; 16 h. 10, Pour la jeunesse ; 17 h. 50, Visages du Canada (le Québec) ; 18 h. 20, Série : Sandokan ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 47, Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série documentaire : Au-delà de l'horizon (La flibuste, des coquins héroïques), par A. Bombard ; 21 h. 25, Sports : Les trois mousquetaires ou cinquante ans après ; 22 h. 30, Les grandes expositions : Le symbolisme en Europe, réal. G. Plessis ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Série : Le monde en guerre ; 16 h., Aujourd'hui, madame : Jacques Douai ; 16 h. 50, Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40, Feuilleton : Yao ; 18 h. 6, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Rétrospective : La joie de vivre (Jean Delannoy) ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : FILM : TOUTE LA VILLE DANSE, de J. Duvivier (1938), avec F. Gravey, L. Rainer, M. Korius, H. Herbert, L. Atwill (noir, rediffusion).

Vers le milieu du siècle dernier, à Vienne, Johann Strauss (fils) devient un compositeur célèbre. Mais son cœur est partagé entre sa douce épouse et une trop séduisante cantatrice. Un film brillant, mousseux et très joliment sentimental à la manière hollywoodienne, à laquelle Duvivier avait su s'adapter. Il y a aussi les valses de Strauss.

Vers 22 h., Débat : La valse de Vienne.

Avec MMmes Elisabeth Strauss, arrière-petite-fille de Johann Strauss ; Mady Mesplé, cantatrice à l'Opéra de Paris ; MM. Pierre Petit, musicologue ; Marcel Brion, de l'Académie française ; Georges Liccioni, chanteur à l'Opéra de Paris.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Les aventures de Tintin (l'île noire) et de Lolek et Bolek ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : les Ehoupeurs, de B. Chouquet (FR 3 Rennes) ; 20 h., Jeux.

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : FANFAN LA TULIPE, de Christian-Jaque (1951), avec G. Philipe, G. Lollobrigida, M. Herrand, O. Hussenot, G. Page (noir, rediffusion).

Sous le règne de Louis XV, pendant la Guerre de sept ans, un jeune paysan, enrôlé de force dans l'armée, entreprend de réaliser les prédictions que lui a faites une fausse bohémienne. Une parodie spirituelle et prestement enlevée des films de cape et d'épée. Mouvement, poursuites, ironie et panache. Et Gérard Philipe, héros populaire inoubliable.

22 h., Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie : Paul-Louis Rossi (et à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h., La civilisation du cheval ; à 8 h. 32, Brésil ; à 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, Matinée de... l'inactuel ; 10 h. 45, Etranger mon ami ; 11 h. 2, Les jeunes interprètes, libre parcours récital ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Les jeunes interprètes à libre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « le Lézard d'immortalité », de N. Delvaux ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Magazine d'Iran ; à 15 h. 25, Anthologie ; à 15 h. 35, Moscou, par G. Meretik ; à 16 h. 35, En direct avec Patrick Grainville ; 17 h. 30, Jeunes interprètes au Festival estival ; 18 h. 30, Nouvelles de Pirandello ; 19 h. 25, Sciences ;

20 h., Dialogues : Hérédité et milieu, avec Michel Tournier et Marc Soriano ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Libre parcours jazz.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Clair obscur ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... musique ancienne : Leipzig sans J.-S. Bach (J. Rosen-Muller, A. Krieger, C. Pezel, S. Knupfer, J. Kuhnau, J. Schelle) ; 15 h., G. Fauré, Bartok ; 15 h. 32, Stravinski, Debussy, Schoenberg, Ravel ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Aubade inouïe ;

20 h. 30, Présentation du concert ; 21 h., Semaines musicales de Lucerne, par l'Orchestre radio-symphonique d'Helsinki, avec le violoncelliste Arto Noras : « En saga », poème symphonique (Sibelius) ; « Concerto pour violoncelle » (Sallinen) ; « Kalevala, suite d'orchestre » (Klami) ; « Finlandia, tableau symphonique » (Sibelius) ; 23 h., France-Musique la nuit... le clavecin ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, « Chasin' the trane » ; 1 h., Non écrites.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« COMME LA LUNE », de Joël Seria

La caricature est un genre assez mal vu, surtout au cinéma. Les réalisateurs se tuent à inventer des personnages convaincants, de plus en plus quotidiens, et reconnaissables. On est là à se réjouir que ce soit « comme dans la vie », on *guette l'invraisemblance, si on la* trouve, catastrophe !

Ce peut être l'échec d'une intention réaliste : quoi de plus caricatural qu'un film d'André Cayatte ? La caricature n'a de valeur que si elle *est revendiquée comme méthode,* comme art. C'est ce qui fait l'intérêt du dernier film de Joël Sérial, *Comme la lune,* où tout est en effet « chargé » : les caractères, le jeu des acteurs, les dialogues, les situations, jusqu'aux couleurs.

La victime de ce traitement est un malheureux réparateur de réfrigérateurs (Jean-Pierre Marielle), qui a plaqué femme et fille pour suivre une bouchère (Sophie Daumier). Il est complètement obsédé par sa blonde, complètement obsédé par leurs performances sexuelles. Il n'est pas méchant, mais « il est con », dit-on de lui. Ce n'est pas seulement un don Juan de province prétentiard, c'est un naïf, tout à fait pathétique.

Avec un tel sujet, la caricature ne peut qu'aboutir à un monument de vulgarité, d'autant plus insupportable que ça démolit un type *plutôt brave. On vit dans l'horreur,* sans rire, les trois quarts du film, puis grâce à une fugue de la bouchère, on a droit à une plage de calme. L'amant furieux et triste rencontre une secrétaire que personne n'a jamais su aimer, la console, se console. Les personnages deviennent alors ce qu'ils auraient été dans un film traditionnel, et bêtement on se met à croire au bonheur.

Mais Joël Seria a refusé l'issue, la solution. *Il a achevé une histoire* sinistre, et bien trop méchante. On a la gorge qui se coince de temps en temps sur un rire nerveux, on n'en croit pas ses yeux qu'on puisse enlaidir à ce point des actrices, et en sortant, la rue a un drôle de goût.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

Variétés

Bernadette Rollin

Actrice (elle a joué cette année au Petit Odéon et à Chaillot), Bernadette Rollin tente l'aventure du récital : chansons, poèmes.

Son spectacle est excellent, parce que *Bernadette Rollin est une lame à nom*breux tranchants (dans le sens paisible de cette image). La première apparence est d'un « beau ténébreux » féminin, pas tragique, mais tout de même en vadrouille du côté de la mélancolie. Avec les vagues de rêve que cela fait lever. Or il suffit d'un rien pour que cette « pâleur » intéressante se métamorphose en farceuse renversante de vie. La vraie gaieté, qui vous prend de court par sa fièvre d'entreprise.

Le contraire de ce qu'on appelle un « emploi ». Bernadette Rollin est tous les emplois. Elle brûle les étapes. Un seul rôle dans une pièce durant toute une soirée, même un personnage qui bouge, à la Shakespeare, elle s'y sent en cabane. Là, dans la cave du quinzième siècle de la Vieille-Grille, entre la mosquée (arabe) et les arènes (romaines), *passant d'un poète turc* (Hikmet) à des souvenirs de Louise Michel en Nouvelle-Calédonie, elle n'étouffe plus.

Elle chante aussi pas mal de choses d'Henri Gougaud, un de nos bons paroliers, qui manipule les mots et les images comme des fruits rouges de saison.

Bernadette Rollin a une bien belle voix, ombreuse ou claire, secrète ou de grand soir, rapide en métamorphoses, une vraie anguille. Alors c'est vrai, avec elle en une heure nous assistons à vingt *pièces de théâtre, au moins.*

Elle est accompagnée par Serge Noël (au piano) et Vincent Barrès (à la guitare), avec retenue et poésie. Comme l'aérateur est coupé pendant le spectacle, il est plus gentil (pour les artistes) de se retenir de fumer.

MICHEL COURNOT.

★ Vieille Grille, vers 22 heures.

PRESSE

● *Deux journaux londoniens* ont été empêchés de paraître en raison d'une grève des ouvriers d'imprimerie : le *Sunday Express* (plus de trois millions d'exemplaires) n'a pu sortir dimanche tandis que le *Daily Express* était victime, lundi matin 5 septembre, du même arrêt de travail. Les deux titres appartiennent au groupe Beaverbrook. Le tirage, réalisé à Manchester, n'a pas été affecté par ce mouvement. La direction de Beaverbrook a précisé, dimanche soir, que tous les techniciens de l'imprimerie de Londres, *membres du syndicat* A.E.U.W., s'étaient congédiés d'eux-mêmes en rompant leur contrat de travail. D'autre part, certaines pièces essentielles de l'imprimerie avaient disparu samedi soir. Bien que la police en ait retrouvé une partie en fouillant les locaux, « *quelques pièces essentielles manquent encore* », affirme la direction.

Festivals

Le jeune cinéma à Hyères...

Le Festival d'Hyères, qui a commencé le 30 août et s'achève le 6 septembre, est en France la principale manifestation consacrée au jeune cinéma. La notion de jeune cinéma n'est pas très précise : elle s'applique à des films de réalisateurs qui en sont, en général, à leur premier ou deuxième long métrage; mais ce n'est pas une règle absolue. Ce sont aussi, à Hyères tout au moins, des films considérés comme *non commerciaux. Les plus expéri*mentaux, qui sont d'ailleurs de durée variable, sont présentés dans une section à part, dite de « *cinéma différent* » : ils poursuivront, au mieux, une carrière marginale dans les ciné-clubs, *les universités,* les maisons de jeunes et de la culture.

Les autres, classés sous la rubrique « *cinéma d'aujourd'hui* », peuvent prétendre, s'ils sont bien accueillis, entrer dans le circuit des salles d'art et d'essai. Un représentant de l'Association française de cinéma d'art et d'essai (A.F.C.A.E.) assistait, cette année encore, au Festival.

Ces films, produits le plus souvent grâce à un financement précaire et *réalisés* dans des conditions artisanales, au prix de quelques dettes, sont à la recherche d'un distributeur. On n'en a pas vu beaucoup à Hyères, qui n'est pas Cannes. Mais une de ces perles rares sié*geait au jury en la personne de* Pierre Kalfon. On compte aussi sur le bouche à oreille : Marie-Christine Barrault, Isabelle Huppert, Jacques Spisser, Henri Virlojeux, jurés vedettes, ne manquent pas de relations et Rui Nogueira, *responsable* de la sélection, a beaucoup d'amis.

Car le Festival d'Hyères, comme tout festival, ce n'est pas seulement l'addition d'un service de presse, de trois salles de projection et d'une équipe d'organisation, c'est aussi une petite communauté de gens du cinéma qui naît et évolue pendant une semaine autour d'échanges, de débats, de services mutuels. Pendant cinq ans, le Festival, qu'une incompatibilité d'humeur avec le maire U.D.R., M. Mario Benard, avait écarté d'Hyères, s'était fixé à Toulon. M. Mario Benard, battu aux dernières élections municipales par une liste socialiste, et M. Maurice Périsset, fondateur de ces rencon*tres, devenu adjoint au maire,* chargé des affaires culturelles, la manifestation, dont Toulon de toute façon ne voulait plus, est revenue dans sa ville natale. Elle y a trouvé, semble-t-il, une seconde jeunesse, bénéficiant bien entendu de l'attention particulière de la municipalité qui lui a attribué une subvention de 180 000 F (à laquelle s'ajoutent 50 000 F du conseil général et 25 000 F du Centre national de la cinématographie), et surtout de la *bienveillance de tous.*

Ce n'est pas que la population soit vraiment intégrée. Dans la rue, les Hyérois, touristes ou autochtones, cherchent surtout, mais en vain, à apercevoir des acteurs célèbres et la longue grève des conducteurs d'autocars fait plus parler que les premiers films de ces jeunes « *qui veulent percer* ». Les spectateurs du Festival sont donc, pour la plupart, des habitués liés plus ou moins directement aux milieux du cinéma. Il n'empêche qu'à Hyères le Festival est chez lui et qu'il s'y sent plus à *l'aise qu'à Toulon, trop grande ville* probablement. C'est important pour la réussite de la manifestation, pour *l'écho qui* en sera donné et pour l'avenir des films en compétition.

Le palmarès des années précé*dentes incite cependant à la pru*dence. Créé en 1965, le Festival avait couronné, lors de sa première édition, *Une Fille et des fusils,* de Claude Lelouch, le prix spécial du jury allant à *la Vieille Dame indigne,* de René Allio. Les années suivantes, Edouard Luntz, José Varéla, Philippe Garrel, Roger Andrieux, entre autres, et l'an dernier Francis Reusser, ont été récompensés. Certains de ces auteurs ont fait leur chemin, d'autres piétinent.

Plusieurs des films que l'on a vus au cours du Festival 1977 mériteraient de faire carrière, même s'ils sont imparfaits comme le sont nécessairement des premières œuvres. C'est le cas du film soviétique *l'Esclave de l'amour,* de Nikita Mikhalkov. A Odessa, en 1917, où les Russes blancs tiennent le pouvoir, un groupe de cinéastes continue de tourner comme si rien ne se passait à Moscou. La belle Olga, *star adulée et capricieuse, finira* par se mettre au service de la révolution. Sans aucun didactisme, avec une grâce et un humour auxquels le cinéma soviétique ne nous a pas habitués, Nikita Mikhalkov décrit un monde d'insouciance et de légèreté qui, peu à peu, se heurte à la réalité.

Identification, film hongrois de Laszlo Lugossy, évoque aussi, dans un autre registre, les difficultés d'adaptation au régime nouveau-né en Hongrie au lendemain de la guerre. Prisonnier de retour d'Ukraine, *Andras Ambrus a été inscrit au* camp sous le nom d'un autre : il ne pense qu'à recouvrer son véritable état civil. Comme Olga, la diva, Andras le rejeté veut sortir du néant, renaître à la vie. Ce film, d'une grande beauté plastique, nous parle aussi à mots couverts de la Hongrie d'aujourd'hui.

Le thème revient avec insistance dans quelques-uns des films projetés pendant cette semaine : la recherche d'une identité perdue. Le paysan hongrois privé de son nom dans *Identification,* le pianiste de jazz un peu ringard de *Militia Battlefield,* de la Tchécoslovaque Jana Bokova, la femme de ménage qui s'invente une histoire de meurtre dans *l'Eden Palace* de Frédérick Compain, ont en commun le même sentiment de leur inexistence, la même impression d'être dépossédés d'eux-mêmes. Constat désespéré que chacun tente de surmonter avec ses moyens : Andras Ambrus, le paysan, par l'obstination ; Sir Lawrens, le pianiste, par dérision ; Louise, la femme de ménage, par l'imagination. Ces personnages se débattent pour échapper aux contraintes d'une société qui finit *par imposer sa loi, son image, sa* règle du jeu.

Lectures comparatives

La Machine, un film de Paul Vecchiali sur la peine de mort, qui ouvrait hors compétition le Festival, relève d'une vision analogue. *La Machine,* c'est bien sûr la guillotine, mais c'est aussi le « système » — la *police, la justice, la médecine, les* mass media — qui, mis en présence du meurtrier du siècle, ne veut voir en lui qu'un monstre, un être pervers, et reconstruit un autre personnage pour mieux justifier son exécution et pour éviter de se poser certaines questions.

Ainsi élimine-t-on ce qui pourrait détraquer la machine. La grand-mère qui se laisse mourir dans *Pleasantvill,* film américain de Vicki Polon et Kenneth Locker, plutôt que de voir sa maison détruite par les bulldozers ou le jeune chômeur qui, dans *Trottoir des allongés,* de Jean-Louis Daniel, finit avec plusieurs balles dans le corps, étendu sur le macadam, en sont, à leur façon, les témoins sinon *les martyrs.*

Il y aurait sans doute d'autres enseignements à tirer de ces « lectures » comparatives auxquelles incite la formule même du Festival. Il reste que la sensibilité des jeunes auteurs — reflet tout à la fois de la situation du cinéma et d'espérances politiques déçues — est lourde de *cette « mauvaise conscience » qu'il* faut, selon Jean-Louis Daniel, filmer aujourd'hui « *en plan large et en plan rapproché* ».

Le jeune cinéma ce devrait être aussi un nouveau langage cinémato*graphique. Jean-Louis Daniel, réali*sateur du *Trottoir des allongés,* a soulevé la question à l'occasion du débat qui a suivi la projection de son film. Hormis *Militia Battlefield,* reportage inspiré du « cinéma-vérité » de jadis, et des deux films français de Jean-Louis Daniel et Frédérick Compain, on n'a guère assisté, le « cinéma différent » mis à part, à une remise en cause des structures traditionnelles du récit. Rien de comparable à la « nouvelle vague » *du début des années 60.*

La « nouvelle vague » d'aujourd'hui, selon Jean-Louis Daniel, s'est elle-même coupé les ailes pendant de longues années par crainte d'être accusée de faire du « sous-Godard ». D'où le partage de l'avant-garde de 1977 entre un « pseudo-naturalisme » et les recherches de Chantal Akerman, Benoît Jacquot et Marguerite Duras.

Trottoir des allongés, présenté par son auteur comme « *un reportage imaginaire sur la réalité* », et *l'Eden Palace,* « *tentatives de films, déchirures, images de crises, tournées ici en France en 1976* », montrent que l'on *n'hésite pas à revenir* à Godard.

Dans *l'Eden Palace,* un personnage insiste pour être « *dans l'histoire* ». Son interlocuteur murmure : « *Une histoire même un peu confuse, même la plus futile...* » A un autre moment quelqu'un dit : « *Ils ont voulu lui ravir ce qu'elle a de plus cher : son imaginaire.* » Entre ces deux pôles tente de se déployer le jeune cinéma.

THOMAS FERENCZI.

Culture

LA PREMIÈRE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE MOSCOU

Du 6 au 14 septembre va se tenir pour la première fois à Moscou, sur le territoire de l'Exposition des réalisations de l'économie nationale, une foire internationale du livre. Juste un mois avant la grande Foire de Francfort, l'U.R.S.S. organise une rencontre à laquelle prendront part des éditeurs de l'Ouest.

D'après une *dépêche* de l'agence Tass, M. Boris Pankine, président de l'Agence soviétique pour les droits d'auteurs, qui organise la Foire avec le Comité d'État pour l'édition, a précisé que soixante-cinq pays seraient représentés et environ plus de mille cinq cents maisons. Parmi les Occidentaux, la participation de l'Allemagne fédérale est la plus importante. Celle de la France (quatre-vingt-cinq firmes) dépasse celle des Etats-Unis (soixante-quatorze).

Toujours d'après M. Pankine, cette foire intéresse en priorité les belles-lettres. L'U.R.S.S. espère faire mieux connaître à l'Occident les auteurs soviétiques et des pays socialistes et renverser la disproportion qui existe actuel*lement dans les échanges cultu*rels entre l'Est et l'Ouest.

La signature par l'U.R.S.S. en 1974 de la Convention internationale du droit d'auteur, et non de la convention de Berne, comme nous l'avions indiqué par erreur en annonçant la Foire de Moscou (voir *le Monde* daté 7-8 août 1977), n'est pas non plus étrangère à l'initiative soviétique.

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Festivals

... et à Trouville

(Suite de la première page.)

L'achat des films à la télévision, a expliqué Marcel Jullian, directeur d'Antenne 2, va passer de 150 000 francs, prix maximum, à 225 000 francs, puis un jour ce chiffre sera doublé. On pourrait tout de suite louer la douzaine de films de long métrage montrés à Trouville et les projeter à une bonne heure d'écoute, vers 20 h. 30, si la profession ne proteste pas. Car, pour Claude Nedjar, producteur et président de la commission interprofessionnelle pour les rapports entre cinéma et télévision, le cinéma à la télévision ne doit plus faire concurrence aux films qui passent en salle aux « bonnes » heures, c'est-à-dire en soirée ou le dimanche. Certains interdits de programmation doivent disparaître, par exemple pour « Au hasard Balthazar », de Robert Bresson, et « Hiroshima mon amour », d'Alain Resnais, jugés trop « difficiles », coupables surtout de faire baisser la courbe des sondages : et M. Jullian de dénoncer « le scandale non pas de l'utilisation, mais de la manipulation des sondages ».

Mais quel genre de films espère-t-on ainsi programmer sur nos antennes ? La télévision est-elle prête à accepter ce « jeune cinéma », ses audaces, gratuites ou pas, ses connotations politiques ou morales ?

Jacques Tati, présent en permanence durant tout le Festival, n'a eu aucune peine à défendre l'importance du court métrage comme moyen de formation au long métrage. La sélection retenue pour Trouville a atteint une bonne moyenne, cinq ou six des films étant tout simplement excellents. Trois d'entre eux ont été plébiscités par le public, ex-aequo, pour le Grand Prix du court métrage : « le Chien de monsieur Michel », de Jean-Jacques Beinex, « Désirée la sangsue », de Boussart — tous deux adaptés d'une nouvelle, — et « Dégustation maison », de Sophie Tatischeff (tourné par la fille de Jacques Tati dans le village de « Jour de fête » où elle a grandi). Deux courts métrages nous ont paru encore plus brillants : « Un bol d'air », de Charles Nemes, avec Valérie Mairesse et l'équipe du café-théâtre Le Splendid, improvisation réjouissante, sur ! thème du pique-nique, de six comédiens inspirés, et « Un village français », de Jacques Marry, susceptible de décourager à jamais tous les cinéastes ethnographes. Jacques Marry a filmé avec une fausse précision d'entomologiste les mœurs de la doulce France, leur a adjoint le genre de commentaire sourcilleux de mise pour une thèse de troisième cycle en Sorbonne concernant les peuplades d'Afrique ou de Papouasie.

Les films de long métrage ne recevaient pas de prix. Aucun n'a paru déshonorant, mais aucun n'a convaincu réellement, sauf, pour certains spectateurs, le film d'un jeune cinéaste déjà éprouvé, François Weyergans, « Maladie mortelle », avec Laurent Terzieff et Anny Duperey : film chrétien, « bressonnien », mais, ajoute le metteur en scène (compatriote de J.K. Huysmans), citant le Coran : « Peu importe à Dieu que vous ne l'invoquiez pas. »

Hormis cet ouvrage hors compétition, si l'on peut dire, relevons dans un ordre mal assuré quatre films porte-flambeau de l'équipe des « Cahiers de cinéma » : « Dora et la lanterne magique », de Pascal Kané, et « le Théâtre des matières », de Jean-Claude Biette, « l'Ombre et la Nuit », de Jean-Louis Leconte avec le mime Gilles Ségal (et une photographie très travaillée du vétéran Henri Alekan), « Aurais dû faire gaffe... », du jeune protégé de la Cinémathèque française Jean-Henri Meunier. Dans ce lot, malgré une sorte de nonchalance naturelle, on détachera à la rigueur le charme du film de Pascal Kané, voyage au royaume de l'enfance et des fées d'un mauvais esprit qui renverse les valeurs et attribue à une étonnante fillette, Nathalie Manet, la mission de remettre le monde à l'endroit.

Cinéma français un peu anémique, où le scénario se matérialise rarement en termes de mise en scène, sous forme d'émotion, de choc. On peut préférer à ces œuvres appliquées le film de Michel Le Bayon, « le Bonheur comme on m'avait dit » : une fille « dérive », comme dans le premier film du même nom de la cinéaste Paula Delsol. Michel Le Bayon suit son histoire à la trace : « Ici on ne joue pas, cela est. Et les comédiens, parfois non professionnels, soulignent ce naturel. Mais, faux naturel en ce sens que naturel organisé. » A revoir. On rejoint Sophie Tatischeff et sa « Dégustation maison ».

Par-delà le contrat

Trois films de long métrage avaient le mérite de rentrer dans le vif d'un sujet mais déroutaient le spectateur esthète, ils ont parfois été dénoncés comme du non-cinéma : dans l'ordre de leur projection, « Mémoire commune », de Patrick Poidevin, sur la Commune de 1871, avec notamment deux comédiens bien connus à Bobigny, Jean-Paul Wenzel et Florence Camaroque ; « Pour qui les prisons ? », d'Elia Lenasz, avec la participation de trois anciens « taulards » ; « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? », de la comédienne Coline Serreau. Tous trois se rattachent par quelque manière à la technique du documentaire, l'un se veut aussi austère, dépouillé (E. Lenasz) que l'autre flamboyant (Coline Serreau), le troisième emprunte au théâtre d'animation culturelle le goût de la fable distanciée mais « enlevée » à un rythme rapide (P. Poidevin).

« Mémoire commune » nous a rafraîchi nos souvenirs, informé en amusant. « Pour qui les prisons ? » met les points sur les i, sur la misère carcérale française : le vrai film a eu lieu lors du débat qui a suivi la projection, débat en forme de psychodrame mené parfois avec une rare violence par trois de ses protagonistes, un ancien détenu voulant « tout dire » sur la prison, un chirurgien-chef de la prison de Fresnes, et l'animateur d'Antenne 2, Jean-François Kahane.

Si le film de Coline Serreau parle clair et fort, c'est qu'il établit la communication la plus intense avec ses personnages, qu'il nous révèle sans didactisme une société fondée sur la violence et la soumission de la femme à un ordre supposé « éternel ». Coline Serreau ne s'embarrasse pas de fioritures ; comédienne, elle extrait la vérité, une vérité, de ses interlocutrices et interlocuteurs comme d'autres arrachent des dents. Ce film, qui dépasse la simple propagande, nous fait regretter que la réalisatrice n'ait pu reprendre et compléter certains portraits.

Ces trois films n'ont pas leur place à la télévision, ils remettent en cause trop directement notre monde. Imaginer le contraire équivaut à mentir. Pourtant c'est par la télévision que de telles œuvres, discutées ensuite avec la plus extrême franchise, atteindraient réellement leur objectif.

LOUIS MARCORELLES.

théâtres

Les salles ouvertes

Athénée, 21 h. : Equus.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Mouffetard, 20 h. 45 : Erostrate.
Nouveautés, 21 h. : Divorce à la française.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Gros Chiens.

Festival estival

Faculté de droit, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Claude Helfer (Scriabine, Beethoven, Debussy).

Les cafés-théâtres

Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : les Frères ennemis.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Tango ; 21 h. 45 : Popeck ; 23 h. : J.-M. Thibault. — II, 20 h. 45 : le Mystère de la petite marche ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 23 h. : Vive la culture.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Brigitte Engerer, piano (Bach, Beethoven, Debussy, Prokofiev).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 5 septembre

cinémas

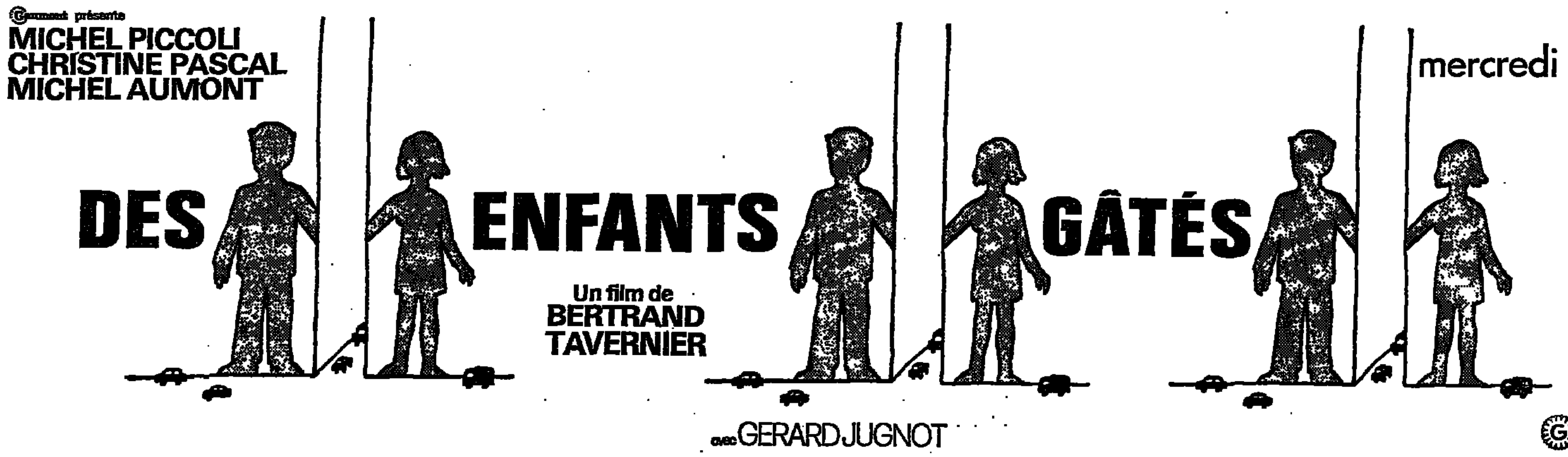
(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT. — Relâche.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All.), vers. am. : Le Marais, 4e (278-47-86), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
ASTERIX ET CLEOPATRE (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86), Calypso 17e (754-10-68).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE BISON BLANC (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v. f. : Omnia, 2e (233-39-36), George V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Les Images, 18e (522-47-94), Secrétan, 19e (206-71-33).
BLACK SUNDAY (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (770-20-89), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LE CONTINENT OUBLIE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, (326-41-02), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Normandie, 8e (359-41-18), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
LE DERNIER DES GEANTS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERNIERE SORTIE AVANT ROISSY (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), 14-Juillet-Bastille (357-90-81), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
DERSOU OUZALA (Sov.) : Arlequin, 6e (548-62-25).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Colisée, 8e (359-29-46).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
DONALD ET DINGO AU FAR-WEST (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), la Royale, 8e (265-82-66), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'HOMME PRESSE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13 (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Daumesnil, 12e (343-52-97) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.f.) (*) : Grand Pavois, 15e (531-44-58).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Canada) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48).
MADAME CLAUDE (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., version arabe) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Helder, 9e (770-11-24) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (A., v.f.) (*) : Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
PROVIDENCE (Fr., v. angl.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
ROOTS ROCK REGGATE (Ang., v.o.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).



VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale. ■ Orchestre. P.M.R. : prix moyen du repas. J... h. : ouvert jusqu'à... h.

DINERS

OSAKA 163, rue Saint-Honoré, 1er.	260-66-01 T.l.jrs	Anciennement 6, rue du Helder, 9e, jusqu'à 22 h. 30. Cuisine japonaise Tempura - Soukiyaki - Soushi - Sashimi. Dans un cadre typique.
ASSIETTE AU BŒUF 9, bd des Italiens, 2e	POCCARDI F/dim ●	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 snc (28,40 s.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
LE SARLADAIS 2, rue de Vienne, 8e	522-23-62 F/dim.	J. 10 h. Cuisine périgourdine. Menu 69 F - 1/4 vin de pays + café + alcool de prune avec foie gras, cassoulet ou confit. SA CARTE.
LE BOCK LORRAIN 27, bd Magenta, 10e	208-17-28 et 203-23-44	Spécialités lorraines. MENU gastronomique à 32 F, vin et service compris, grillades au feu de bois. Salons de 10 à 100 couverts.

SPECTACLES

PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA QUESTION (Fr.) (**) : les Templiers, 3e (272-94-56).
ROOTS ROCK REGGAE (An., v.o.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
SALO (It., v.o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Styx, 5e (633-08-40).
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-fr., v. ang.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49 34) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
TROIS FEMMES (A., v.o.) : P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN TAXI MAUVE (Fr.), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

ALLONSANFAN (It., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86)
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Studio-Dominique, 7e (705-04-55).
BELLE DE JOUR (Fr.) (**) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). S-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
CADAVRES EXQUIS (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
LA CHINOISE (Fr.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
ELVIS ON TOUR (A., v.o.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
ELVIS SHOW (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17). Hollywood-Bd, 9e (770-10-41).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LA FIANCÉE DU PIRATE (Fr.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18). Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-12-20).
H. MUSIC (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98). La Clef, 5e (337-90-90).

Les films nouveaux

UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT, film italien de Mario Monicelli (**). V.o. : Quintette, 5e (033-35-40), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES DUELLISTES, film américain de Ridley Scott. V.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
SWASTIKA, film français de Philippe Mora. V.o. : Hautefeuille, 5e (633-79-38). Colisée, 8e (359-29-46), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). Studio Raspail, 14e (326-38-98). V.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Athéna, 12e (343-07-48).
UNE ETOILE EST NEE, film américain de Frank Pierson. V.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). Rex, 2e (236-83-93). Bretagne, 6e (222-57-97). U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59). U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19). Mistral, 14e (539-52-43)
SS REPRESAILLES, film italien de G.P. Cosmatos (X). V.o. : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62). V.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
COMME LA LUNE, film français de Joël Seria : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Rex, 2e (236-83-93). U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Biarritz, 8e (723-69-23), C.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59). U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (359-52-43), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
LES NAUFRAGES DU 747, film américain de J. Jameson. V.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93). Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Napoléon, 17e (380-41-46).
ACCELERATION PUNK, film musical franco-britannique de Robert Glassman. V.o. : Vidéostone, 6e (325-60-34).

JOUR DE FETE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
KILLERS KISS (A., v.o.) : Studio-Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60). U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MALICIA (It., v.o.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MORE (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), Calypso, 17e (754-10-68) ; Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96).
MUSIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : Broadway, 16e (527-41-16).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Bosquet, 7e (551-44-11).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40).
PORTIER DE NUIT (It.-All., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
SATYRICON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
SPEED WEST (Elvis) (v.o.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
THE HARDER THEY COME (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Action-République, 11e (805-51-33).
THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SSSNAKE LE COBRA (A., v.f.) (*) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10.82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

Les festivals

CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : les Inconnus dans la ville.
H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Passage to Marseille.
W. ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe...
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-43-71) : Ziegfied follies.
PANORAMA DU CINEMA FRANÇAIS : La Pagode, 7e (705-12-15) : les Enfants du paradis.
I. BERGMAN (v.o.) : Le Racine, 6e (633-43-71) : le Silence.
HOMMAGE A GLENDA JACKSON (v.o.) : le Ranelagh, 16e (288-64-44). En alternance : Hedda, A Touch of Class, Un dimanche comme les autres, Love.
ETRANGE (v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99) : 22 h. : Solaris ; 22 h. 30 : la Nuit des morts-vivants.
P. PASOLINI (v.o) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83) 14 h. : le Decameron ; 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. : Satyricon ; 22 h. : les Mille et Une Nuits.
M. FERRERI : Palais des arts, 3e (272-62-98) : la Grande Bouffe
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Macadam à deux voies.
MARX BROTHERS (v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13) : Animal crackers.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14). — I. 11 h. 50 : la Grande Bouffe ; 14 h. : les Valseuses ; 16 h. 10 : Vol au-dessus d'un nid de coucou ; 18 h. 20 : l'Epouvantail ; 20 h. 30 : Dersou Ouzala ; 23 h. : Love. — II. 12 h. : Satyricon ; 14 h. 10, 22 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 16 h. 20 : Cria Cuervos ; 18 h. 10 : Taxi Drivers ; 20 h. 20 : Music Lovers.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), 13 h. 45 : Macbeth ; 16 h. : Répulsion ; 18 h., 0 h. 30 : le Bal des vampires ; 20 h. : Chinatown ; 22 h. 15 : le Locataire.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I. : 13 h. : Pink Floyd à Pompéi ; 14 h. : Jour de fête ; 15 h. 45 : Amarcord ; 17 h. 45 : Carrie ; 19 h. 45 : Dersou Ouzala ; 22 h. : Délivrance. — II. : 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : 1900 (première partie) ; 17 h. 30 : 1900 (deuxième partie) ; 20 h. 15 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Acacias, 17e (754-97-83), à 18 h.
HESTER STREET (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 20.
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), à 12 h. t 24 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h.
MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e, à 12 h. et 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.
TRISTANA (Esp.-It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e, à 18 h.

FACLES

Les films nouveaux



ATHLÉTISME

La domination de la R.D.A. dans la première Coupe du monde

De notre envoyé spécial

Düsseldorf. — Quelque cent cinquante mille spectateurs avertis et prompts à vibrer vigoureusement ont fait de la première Coupe du monde d'athlétisme, organisée à Düsseldorf, les 2, 3 et 4 septembre, un grand succès populaire. Fertile en émotions, cette réunion de vitesse a été marquée par plusieurs performances de très haut niveau, dont un record du monde établi dans le 4 × 100 mètres par l'équipe des Etats-Unis (38 sec. 3/100).

On disait les Allemandes de l'Est *capables de battre la coalition du reste du monde* : elles laissèrent échapper la victoire au profit d'une simple sélection européenne. En revanche, la formation masculine de la R.D.A., bénéficiant de circonstances favorables, s'est classée la première. Définitivement assuré à la suite de la blessure qui cloua sur place l'Américain Maxie Parks dans le relais 4 × 100 mètres, ce succès avait été compromis par un regrettable incident au moment du départ du 400 mètres.

Au lieu de claquer sèchement, le coup de pistolet produisit l'effet *d'un pétard mouillé. Placé à l'extérieur*, loin du starter, Alberto Juantorena fit quelques foulées hésitantes. Non seulement la détonation lui était parvenue très assourdie, mais le bruit d'une caméra toute proche et celui d'un avion passant à proximité du stade l'avaient couverte. Avait-il bien entendu ? N'allait-on pas rappeler les concurrents ? C'est seulement lorsqu'il vit l'Indien Uday Prabu arriver à sa hauteur dans le septième couloir que le Cubain compris que la course était bien lancée. Il partait avec un handicap de plusieurs mètres et, fait encore plus fâcheux, le rythme de ses foulées était brisé. Le résultat de cette épreuve fantaisiste fut loin de correspondre aux valeurs établies.

Plusieurs heures après l'arrivée, Juantorena, battu de quelques centièmes de seconde, ne décolérait pas. D'autres coureurs ayant subi un sort à peine plus équitable, il fut convenu, après de longues délibérations, qu'on recommencerait le lendemain. Protestations des responsables de l'équipe de la R.D.A. et de la sélection européenne ! Leurs athlètes s'étaient en effet classés aux deux premières places, et le règlement ne prévoyait rien de tel. S'il était vrai que le pistolet avait fait long feu, le starter était seul juge. Or il ne s'était pas manifesté.

Les *arguties* avancées par les dirigeants de l'athlétisme international pour ramener les concurrents dans leurs couloirs n'auront certainement pas contribué à renforcer leur crédit. Pas plus que l'erreur de l'officiel allemand, ajoutée à d'autres contretemps et à d'autres maladresses, ne militera en faveur d'une réputation pourtant bien établie, s'agissant de qualités d'organisation. Dernier rebondissement de cette affaire : la deuxième course eut lieu sans l'Australien Richard Mitchell ni l'Africain Félix Imadiyi. Juantorena eut la victoire *qu'il revendiquait*, et, en se classant second, Volker Beck (R.D.A.) limita la perte de points enregistrée par son équipe.

On ne manquera pas de s'émerveiller *une fois de plus du fait que* les représentants d'un petit pays de dix-huit millions d'habitants soient parvenus à tenir en échec des forces colossales. La vaste Union soviétique *n'a-t-elle pas elle aussi* un système rationnel susceptible de promouvoir le talents ? La recherche scientifique appliquée au sport n'y est-elle pas plus importante que nulle part ailleurs ? C'est un fait. Mais le rôle précurseur joué par la R.D.A. tient probablement à la manière de considérer spécifiquement les problèmes de l'élite. A l'image classique de la pyramide permettant à des champions de se dégager de la masse des pratiquants a été substituée celle d'un cône tronqué sur lequel s'appuie une colonne très étroite. Pour ceux qui parviennent tout au sommet, aucun effort n'est épargné.

A l'écart du centre de gravité de l'athlétisme mondial, ainsi que l'Océanie et l'Asie, l'Afrique est à mille lieues de ces problèmes. Malgré les brillantes victoires de l'Ethiopien *Miruts Yifter dans le 5 000 mètres et* le 10 000 mètres, on aura pu mesurer, à Düsseldorf, de quel faible poids aurait pesé la présence de ces champions aux Jeux olympiques de Montréal.

Quant à l'athlétisme français, qui meurt de consomption, il s'en fallut d'un rien qu'il ne perdît, à l'occasion de cette Coupe du monde, les records d'Europe établis par Jean Wadoux et les sprinters du relais 4 × 100 mètres. Lever les bras en signe d'allégresse, comme le fit le Britannique Ovett dans la dernière ligne droite du 1 500 mètres, n'est-ce pas suffisant pour accuser un retard de quelques dixièmes de seconde par rapport à un temps de 3 min. 34 sec. ? A la sortie du dernier virage, le champion olympique néo-zélandais John Walker *était resté pétrifié, démoralisé*, par le foudroyant démarrage de Steve Ovett. C'est un athlète usé par une trop longue tournée européenne qui a renoncé.

L'attrait spectaculaire des courses rapporta un coquet bénéfice de 1 million de marks (2 200 000 F) aux dirigeants de la Fédération internationale d'athlétisme. L'intérêt de la formule reste toutefois à démontrer. Comme le faisait remarquer un amateur éclairé : *« Cette Coupe du monde est à l'athlétisme ce que l'opérette est à l'opéra. »*

RAYMOND POINTU.

BIBLIOGRAPHIE

Voile

« ALAIN COLAS : LA MER EST SON DÉFI » de Jean-Paul Aymon

En course, il n'y a pas de second. Depuis la dernière Transatlantique en solitaire, dont il avait sans doute parlé avec trop d'assurance avant le départ, beaucoup se sont montrés ingrats envers Alain Colas, qui a tant fait pour la popularité de la voile en France et qui a montré en maintes circonstances un courage peu commun.

Le livre retrace la carrière du grand navigateur, de Clamecy — qu'il ne renie jamais — jusqu'à Newport et à l'opération « Bienvenue à bord », qui, dans les ports de l'Atlantique, a attiré sur le quatre mâts cent cinquante mille visiteurs. Ecrit par un spécialiste qui connaît bien Alain Colas, plaisamment illustré, cet ouvrage permet de mieux connaître un homme éprouvé chez qui la ténacité a toujours le dernier mot. Ce marin n'a pas fini de faire parler de lui.

★ Fernand Nathan, 96 pages, illustré, relié, 49,50 F.

CYCLISME

Francesco Moser, champion du monde sur route

La victoire d'un homme et d'une équipe

Il aura fallu que Francesco Moser, battu chez lui la saison passée par Freddy Maertens, traverse l'Atlantique pour aller conquérir le titre de champion du monde des routiers professionnels qu'on lui destinait depuis plusieurs années déjà. La décision d'organiser le championnat du monde en Amérique du Sud — au Venezuela, — c'est-à-dire loin *des pays où l'on pratique* traditionnellement le cyclisme, ne pouvait satisfaire que les congressistes épris de tourisme. Elle complique la tâche des coureurs qui consacrent l'essentiel de leur *temps* en *rallye* automobiles ou en voyages aériens.

Heureusement, cette expédition quelque peu improvisée — mais improvisée sur un très beau parcours — a donné lieu à une course de qualité et a couronné un vainqueur parfaitement digne de porter le maillot arc-en-ciel. En devançant au sprint l'Allemand Dietrich Thurau, avec lequel il s'était échappé durant 25 kilomètres, Moser a obtenu la plus retentissante victoire de sa carrière, qui fait de lui le successeur de Felice Gimondi et l'incontestable numéro un actuel du cyclisme italien. Elle confirme l'épanouissement d'un champion encore jeune, qui s'est distingué tant par sa régularité que par son brio et qui n'a cessé de progresser depuis ses débuts professionnels.

Or ce sont précisément ces deux vertus qui se trouvent aujourd'hui récompensées. Considéré comme l'un des meilleurs routiers internationaux (la Flèche wallonne, le Tour de Lombardie, le *Midi libre* figurent à son palmarès qui est riche en places d'honneur), l'ancien champion d'Italie s'est montré le plus entreprenant et le plus efficace sur le circuit de San-Cristoble, où la chaleur, la pluie, le vent ajoutaient aux difficultés du terrain. Une première offensive l'avait projeté à l'avant à 40 kilomètres du but en compagnie de Maertens, Kuiper et Hinault. Elle échoua faute d'une entente suffisante entre les quatre hommes de tête, mais une seconde attaque lui ouvrit le chemin du succès en lui permettant d'éliminer Maertens.

Comme la veille, au terme de l'épreuve réservée aux amateurs et gagnée par Claudio Corti, les Italiens ont classé deux représentants parmi les trois premiers grâce à la présence de Francesco Bitossi.

De toute évidence, la réussite de Francesco Moser résulte à la fois d'un exploit individuel et d'un travail collectif. Constituée autour d'un chef de file unique, la « squadra » a tiré profit de sa cohésion à l'inverse de l'équipe belge paralysée par ses rivalités. On savait depuis la veille que Maertens et Merckx avaient rompu le dialogue et qu'ils ne pouvaient compter ni l'un ni l'autre sur les services de Roger de *Vlaeminck. Le refus de coopérer* se vérifia sur la route et précipita la défaite du mieux placé d'entre eux, nous voulons parler bien sûr de Freddy Maertens.

Les Français, pour leur part, ont tenté avec une bonne volonté manifeste de contrôler les mouvements offensifs et ils ont pu croire à une victoire possible de Bernard Hinault jusqu'à 25 kilomètres de l'arrivée, lorsque le jeune Breton, les jambes nouées par les crampes, dut laisser partir Moser et Thurau puis Bitossi et Kuiper. Débordé par Chalmel et Esclassan, il n'était sans doute pas aussi parfaitement préparé qu'il le laissait entendre. On peut supposer qu'il a payé en l'occurrence la note d'une saison chargée et d'un entraînement trop intense. Retardé par deux crevaisons. Thévenet a abandonné mais Poulidor a justifié sa sélection parfois discutée.

La seule médaille française est celle de Josiane Bost, une Bourguignonne de vingt-et-un ans, qui a pris la relève de Geneviève Gambillon.

JACQUES AUGENDRE.

[Francesco Moser, né le 19 juin 1951, à Palu-di-Giovo (Italie), professionnel depuis 1973, se révéla la *saison suivante en se classant* deuxième de Paris-Roubaix. Vainqueur du championnat d'Italie sur route, du *Midi libre*, du Tour de Lombardie en 1975, de Tours-Versailles en 1974 (après le déclassement de Cartens) et de la Flèche wallonne en 1977 (après le déclassement de Maertens), il termina deuxième du championnat du monde 1976 à Ostuni et fut champion du monde de poursuite. Son frère, Aldo, avait remporté le Grand Prix des nations en 1959.]

NATATION

Polémiques à la Fédération française

La Fédération française de natation (F.F.N.) a réagi samedi 3 septembre aux critiques émises par MM. Lucien Zins, ancien directeur national, et Michel Rousseau, ancien champion, à la suite des mauvais résultats obtenus par la natation française aux récents championnats d'Europe de Jönköping. Selon M. Henri Serandour, vice-président de la F.F.N., il s'agit d'une cabale organisée par M. Zins pour exiger le départ de M. Garoff, directeur national. M. Serandour s'en prend avec vigueur à MM. Zins et Rousseau, *« vieux chevaux de retour qui ont mal vieilli et qui n'admettent pas de rester dans l'ombre ». « Nous ne reconnaissons pas à M. Zins,* précise encore M. Serandour, *le droit de suspecter l'honnêteté et l'intégrité de M. Garoff. Il est trop mal placé pour cela, tout comme Michel Rousseau, qui ferait mieux de faire ses preuves en tant qu'entraîneur avant de contester l'action de M. Garoff ».*

M. Serandour ajoute que des sanctions seront prises le 10 septembre lors d'un comité directeur exceptionnel, et pour sa part M. Garoff avance que M. Michel Rousseau *« devra rendre des comptes à M. Perrilliat, directeur des sports au secrétariat d'Etat, duquel il dépend, puisqu'il est salarié pour moitié de l'Etat ».*

[L'impression qui prévaut depuis longtemps est que les « vieux chevaux de retour qui ont mal vieilli » ne sont pas forcément ceux que citent M. Serandour. MM. Zins et Rousseau, en tout cas, *n'appartient pas à ce haras du troisième âge.*]

TENNIS

Plus de Français à Forest-Hills

Moins de deux semaines avant la finale de la zone européenne de Coupe Davis, qui les opposera à Rome du 16 au 18 septembre, les tennismen français et italiens ont eu un comportement décevant aux championnats internationaux des Etats-Unis qui ont débuté à Forest-Hills le 31 août. Les trois Français sont déjà éliminés : Patrice Dominguez au premier tour par l'Américain Vitas Gerulaitis (tête de série n° 8), 6-2, 6-0, François Jauffret au deuxième tour par l'Américain Sherwood Stewart, 7-5, 6-3, tout comme Patrick Proisy battu par le Sud-Africain Ray Moore, 6-1, 6-2. Adriano Panatta n'a pas été plus heureux contre l'Américain Dick Stockton, vainqueur par 2-6, 6-4, 6-4. Corrado Barazzutti s'est par contre montré plus brillant en éliminant successivement le Roumain Ilie Nastase (tête de série n° 7) par 6-4, 6-4, puis l'Australien Mark Edmonson par 6-1, 6-0.

Le jeune Américain John Mc Enroe (dix-huit ans), qui avait fait sensation en se qualifiant pour les demi-finales de Wimbledon, a confirmé ces résultats à Forest-Hills en se qualifiant pour les huitièmes de finale en battant son compatriote Eddie Dibbs (tête de série n° 9) par 6-2, 4-6, 6-4. Leur match a dû être interrompu une vingtaine de minutes, car un spectateur a été blessé à la cuisse droite par un projectile de calibre 38 tiré par un inconnu.

L'Américain Jimmy Connors, l'Argentin Guillermo Vilas et le Suédois Bjorn Borg, les trois favoris du tournoi, disputeront les huitièmes de finale. Toutefois, le Suédois, qui souffre d'une élongation aux pectoraux droits et d'un début de tendinite dans l'épaule, ne s'accorde *« pas 1 % de chances de gagner Forest-Hills cette année ».*

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE DU MONDE

HOMMES

100 mètres. — 1. Williams (E.-U.), 10 sec. 13; 2. Ray (R.D.A.), 10 sec. 15; 3. Leonard (Amériques), 10 sec. 19.

200 mètres. — 1. Edwards (E.-U.), 20 sec. 17; 2. Mennea (Europe), 20 sec. 17; 3. Leonard (Amériques), 20 sec. 30.

400 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 45 sec. 36; 2. Beck (R.D.A.), 45 sec. 50 (record); 3. Taylor (E.-U.), 45 sec. 57.

800 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 1 min. 44 sec.; 2. Boit (Afrique), 1 min. 44 sec. 1; 3. Wulbeck (R.F.A.), 1 min. 45 sec. 5.

1 500 mètres. — 1. Ovett (Europe), 3 min. 34 sec. 5; 2. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 36 sec.; 3. Straub (R.D.A.), 3 min. 37 sec. 5.

5 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 13 min. 13 sec. 8; 2. Liquori (E.-U.), 13 min. 15 sec. 1; 3. Fitzimmons (Océanie), 13 min. 17 sec. 4.

10 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 28 min. 32 sec. 3; 2. Peter (R.D.A.), 28 min. 34 sec.; 3. Hermens (Europe), 28 min. 35 sec.

110 mètres haies. — 1. Munkelt (R.D.A.), 13 sec. 41; 2. Casanas (Amériques), 13 sec. 50; 3. Foster (E.-U.), 13 sec. 51.

400 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 58; 2. Beck (R.D.A.), 48 sec. 83; 3. Schmid (R.F.A.), 48 sec. 85.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 21 sec. 6; 3. Tura (Afrique), 8 min. 22 sec. 5; 3. Malley (E.-U.), 8 min. 25 sec. 2.

Longueur. — 1. Robinson (E.-U.), 8,19 m.; 2. Baumgartner (R.F.A.), 7,98 m.; 3. Ehizuelen (Afrique), 7,89 m.

Triple saut. — 1. De Oliveira (Amériques), 16,68 m.; 2. Piskuline (Europe), 16,61 m.; 3. Hufnaegel (R.D.A.), 16,43 m.

Hauteur. — 1. Beilschmidt (R.D.A.), 2,30 m.; 2. Stones (E.-U.), 2,27 m.; 3. Wszola (Europe), 2,24 m.

Perche. — 1. Tully (E.-U.), 5,60 m.; 2. Kozakiewicz (Europe), 5,55 m.; 3. Weber (R.D.A.), 5,30 m.

Javelot. — 1. Wessing (R.F.A.), 87,46 m.; 2. Hanisch (R.D.A.), 84,28 m.; 3. Nemeth (Europe), 80,82 m.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.) (rec.), 21,74 m.; 2. Stahlberg (Europe), 20,46 m.; 3. Reichenbach (R.F.A.), 19,97 m.

Disque. — 1. Schmidt (R.D.A.), 67,14 m.; 2. Wilkins (E.-U.), 66,64 m.; 3. Neu (R.F.A.), 62,64 m.

Marteau. — 1. Riehm (R.F.A.), 75,64 m.; 2. Sachse (R.D.A.), 75,40 m.; 3. Farmer (Océanie), 73,92 m.

4 × 100 mètres. — 1. Etats-Unis, 38 sec. 3 (Collins, Riddick, Wiley, S. Williams), rec. du monde; anc. rec., 38 sec. 19, par Black Taylor, Tinker, Hart; 2. R.D.A., 38 sec. 57; 3. *Amériques*, 38 sec. 66.

4 × 400 mètres. — 1. R.F.A., 3 min. 1 sec. 3 (Krieg, Hofmeister, Schmid, Herrmann); 2. Europe, 3 min. 2 sec. 5; 3. Amériques, 3 min. 2 sec. 7.

CLASSEMENT

1.	R.D.A.	127 pts
2.	Etats-Unis	120 »
3.	R.F.A.	112 »
4.	Europe	111 »
5.	Amériques	92 »
6.	Afrique	78 »
7.	Océanie	48 »
8.	Asie	44 »

DAMES

100 mètres. — 1. Oelsner (R.D.A.), 11 sec. 15; 2. Lannaman (Europe), 11 sec. 26; 3. Chivas (Amériques), 11 sec. 34.

200 mètres. — Szewinska (Europe), 22 sec. 72; 2. Eckert (R.D.A.), 23 sec. 02; Prototchenko (U.R.S.S.), 23 sec. 26.

400 mètres. — 1. Szewinska (Eur.), 49 sec. 52; 2. Koch (R.D.A.), 49 sec. 76; 3. Sidorova (U.R.S.S.), 51 sec. 29.

800 mètres. — 1. Petrova (Europe), 1 min. 59 sec 2; 2. Liebetrau (R.D.A.), 1 min. 59 sec. 5; 3. Styrkina (U.R.S.S.), 1 min. 59 sec. 7.

1 500 mètres. — Kazankina (Union soviétique), 4 min. 12 sec. 7; 2. Lutz-Larrieu (E.-U.), 4 min. 13 sec.; 3. Bruns (R.D.A.), 4 min. 13 sec. 1.

3 000 mètres. — 1. Waitz (Europe), 8 min. 43 sec. 5; 2. Bragina (Union soviétique), 8 min. 46 sec. 3; 3. Merril (E.-U.), 8 min. 46 sec. 6.

100 mètres haies. — 1. Rabeztyn (Eur.), 12 sec. 70; 2. Klier (R.D.A.), 12 sec. 86; 3. Nikitenko (U.R.S.S.), 12 sec. 87.

Longueur. — 1. Jacenko (Océanie), 6,54 m.; 2. Nygynova (Europe), 6,48 m.; 3. Skatschko (U.R.S.S.), 6,48 m.

Hauteur. — 1. Ackermann (R.D.A.), 1,98 m.; 2. Simeoni (Eur.), 1,92 m.; 3. Brill (Amériques), 1,89 m.

Disque. — 1. Melnik (Union soviétique) 68,10 m.; 2. Menis (Eur.), 63,38 m.; 3. Engel (R.D.A.), 63,12 m.

Javelot. — 1. Fuchs (R.D.A.), 62,36 m; 2. Jakubovitisch (U.R.S.S.), 62,02 m.; 3. Sanderson (Europe), 60,30 m.

Poids. — 1. Slupaniek (R.D.A.), 20,93 m.; 2. Fibingerova (Europe), 20,63 m.; 3. Kravtchevskaia (Union soviétique), 20,39 m.

4 × 100 mètres. — 1. Europe, 42 sec. 51 (Possekel, Lynch, Richter, Lannaman); 2. R.D.A., 42 sec. 65; 3. U.R.S.S., 42 sec. 91.

4 × 400 mètres — 1. R.D.A., 3 min. 24 sec. (Pop, Krug, Brehmer, Koch) (der. relais Koch 49 sec. 2); 2. Europe, 3 min. 25 sec. 8; 3. U.R.S.S., 3 min. 27 sec.

CLASSEMENT FINAL

1.	Europe	107 pts
2.	R.D.A.	102 »
3.	U.R.S.S.	89 »
4.	Etats-Unis	59 »
5.	Amériques	55 »
6.	Océanie	45 »
7.	Afrique	31 »
8.	Asie	29 »

A Budapest, l'équipe de France masculine a battu la Hongrie par 211 à 198 points. Les Françaises se sont imposées par 84 à 73 points face aux Hongroises.

Basket-ball

Tournoi de Saragosse

Première journée

Espagne bat France	108-72
U.R.S.S. bat Cuba	113-78

Deuxième journée

U.R.S.S. bat France	104-88
Espagne bat Cuba	93-87

Troisième journée

Cuba bat France	99-87
U.R.S.S. bat Espagne	85-81

Classement final : 1. U.R.S.S., 6 points; 2. Espagne, 5; 3. Cuba, 4; 4. France, 3.

Cyclisme

Championnats du monde sur route

Professionnels

1. Francesco Moser (Italie), les 255 kilomètres en 6 h. 38 min. 24 sec. (moyenne, 38,638 km/h.); 2. Thurau (R.F.A.), m.t.; 3. Bitossi (Italie), à 1 min. 19 sec.; 4. Kuiper (P.-B.), m.t.; 5. Perurena (Esp.), à 1 min. 35 sec.; 6. Chalmel (Fr.), à 1 min. 39 sec.; 7. Esclassan (Fr.), à 1 min. 41 sec.; 8. Hinault (Fr.); 9. Saronl (It.); 10. Godefroot (Belg.), etc.

Amateurs

1. Claudio Corti (Italie), les 170 kilomètres en 4 h. 21 min. 15 sec (moyenne, 39,043 km/h.), 2. Morozov (U.R.S.S.), m.t.; 3. Maccali (Italie), à 6 sec.; 4. Hannus (Finl.), à 15 sec.; 5. De Wolf (Belg.), à 20 sec.; 6. Berger (Suisse) (...) 14 Bodier (Fr.), m.t., etc.

Dames

1. Josiane Bost (France), les 49,5 kilomètres en 1 h. 22 min. 41 sec. (moyenne, 36,058 km/h.), 2. Connie Carpentier (E.-U.), à 1 min. 48 sec.; 3. Minnie Brinkhoff (P.-B.), m.t.; 4. Karen Strong (Can.), m. t.; 5. Tineke Forma (P.-B.), m. t., etc.

Football

Championnat de France de deuxième division (quatrième journée)

Groupe A

*Besançon bat Toulouse	3-1
Martigues bat *Fontainebleau	1-0
*Angers bat Chaumont	3-2
*Avignon et Epinal	1-1
*Auxerre bat Cannes	1-0
*Ajaccio bat Arles	2-1
*Toulon bat Haguenau	4-0
*Saint-Dié bat Alès	1-0
*Béziers bat Melun	1-0

Classement : 1. Martigues, 8 pts; 2. Angers, 7; 3. Epinal et Auxerre, 6; 5. Cannes, Ajaccio, Besançon, Avignon et Saint-Dié, 5; 10 Toulon et Béziers, 4; 12. Chaumont, 3; 13. Alès, Arles, Haguenau, et Toulouse, 2; 17. Melun, 1; 18. Fontainebleau 0.

Groupe B

*Lille bat Boulogne	3-0
*Paris F.C bat Angoulême	2-1
Red-Star bat *Guingamp	1-0
Tours bat *Caen	3-0
*Châteauroux bat Dunkerque..	1-0
Gueugnon bat *Limoges	4-2
Lucé bat *Quimper	1-0
*Poissy bat Rennes	1-0
Brest bat *Nœux	3-0

Classement : 1. Lille, 8 points; 2. Red-Star et Tours, 7; 4. Brest, Dunkerque, Châteauroux et Paris F.C., 5; 8. Boulogne, Gueugnon et Lucé, 4; 11. Angoulême, Poissy, Nœux et Quimper, 3; 15. Guingamp et Rennes, 2; 17. Caen et Limoges, 1.

Jeu à XIII

Championnat de France (Première journée)

Poule A

Lézignan bat *Albi	21-12
*Pamiers bat Pia	23-15
*XIII Catalan bat Marseille	63-13
Villeneuve bat *Bordeaux ..	35-16
*Carcassonne bat St-Estève ..	24- 8
*Avignon bat Roanne	34-16
*Limoux bat Toulouse	20-16

Motocyclisme

1 000 kilomètres de Mettet

1. Léon-Chemarin (Fr), Honda, les 120 tours en 5 h. 59 min. 57 sec. (moyenne, 168,783 km/h.); 2 J.-L. Soulas (Fr.), Honda, à 3 min. 44 sec. 1/10; 3. Korhonen-Buyaert (Fr.-Belg.), Honda, à 2 tours;

Natation

A Leningrad, ce dernier week-end, les Etats-Unis ont nettement battu l'Union soviétique (212 points à 132).

Rugby

Challenge Du-Manoir (Première journée)

Poule A

Béziers bat *Stade Toulousain	29- 9
Grenoble bat *La Voulte	6- 3

Poule B

*Biarritz bat Tarbes	30-19
*Lourdes bat Paris U.C.	36-12

Poule C

Montferrand bat *Vichy	25-21
*Toulon bat Romans	13- 6

Poule D

Perpignan bat *Castres	13- 9
Pau bat Mont-de-Marsan	18-13

Poule E

Agen bat *La Rochelle	43-13
*Racing bat Brive	55-16

Poule F

*Narbonne bat Bègles	33-21
Graulhet bat *Montauban ..	16-13

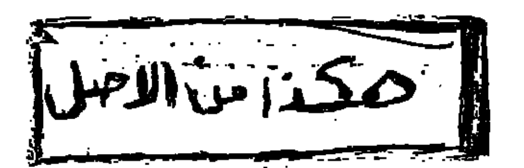
Poule G

Bayonne bat *Angoulême	22-13
Dax bat *Auch	21- 9

Rugby

LA MORT D'ADOLPHE JAURÉGUY

M. Adolphe Jauréguy est décédé dimanche 4 septembre à Saint-Jean-Pied-Port. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Dirigeant de la Fédération française de rugby, dont il fut vice-président, il se fit surtout connaître par ses qualités de joueur (trois-quart aile). International à trente et une reprises, il porta les couleurs de l'U.S. Tarbes, du Stade tarbais, du Stade toulousain, du Racing-Club de France et du Stade français. Il fut notamment le capitaine du quinze de France qui parvint le 2 avril 1927, à battre pour la première fois l'équipe d'Angleterre dans le Tournoi des cinq nations. M. Jauréguy laisse le souvenir d'un homme courtois et d'une grande qualité.



LES ACTIVITÉS ET LES PROGRAMMES DE FORMATION DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DIRIGEANTS ET CADRES FACE A LEURS RESPONSABILITÉS SOCIALES

La gestion sociale de l'entreprise dans les perspectives économiques actuelles

L'établissement d'un bilan social est maintenant obligatoire pour les entreprises de plus de 750 salariés. Il le sera bientôt pour toutes celles de plus de 300 salariés. Pour les dirigeants d'aujourd'hui, il y a donc nécessité de préciser une politique sociale souvent restée embryonnaire ou velléitaire et de prendre en compte tous les aspects humains de l'entreprise.

La gestion sociale recouvre des problèmes liés au développement des hommes, à la gestion du personnel, aux problèmes d'information et de communication et aux nouvelles formes d'organisation du travail.

Face à ces responsabilités, les dirigeants se retrouvent souvent mal armés et éprouvent le besoin de chercher des solutions efficaces auprès d'experts et d'autres praticiens d'entreprises. Il s'agit pour eux d'avoir une attitude volontariste de changement social dans le respect des individus et dans un esprit de dialogue avec les différents partenaires sociaux, et d'admettre que leur autorité comme leur compétence s'acquerront désormais grâce à leurs qualités d'animateur. En période de conjoncture difficile et de croissance désormais faible, toutes les décisions font plus ou moins l'objet de négociations. Cadres et dirigeants doivent donc admettre et maîtriser des comportements différents auxquels ils n'ont pas été préparés, sur lesquels ils seront finalement jugés et dont dépend le développement de l'entreprise. Une entreprise ne peut plus viser une réussite économique sans la prise en compte des hommes qui la constituent.

Alors, comment faciliter ou provoquer ce changement ?

Améliorer la qualité de la communication entre les différents niveaux hiérarchiques est essentiel, mais il faut concevoir des procédures nouvelles de gestion des hommes.

Pour les appliquer et les contrôler, il faut admettre aussi que la gestion sociale concerne l'ensemble de l'encadrement et pas seulement les responsables de la fonction personnel.

C'est dans cet esprit que l'Institut de Gestion Sociale entend développer cette année son équipe, ses programmes et ses autres activités.

1978 :
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

SYMPOSIUM DE PROSPECTIVE SOCIALE APPLIQUÉE A L'ENTREPRISE

20 — 21 SEPTEMBRE
PALAIS DE L'UNESCO

DEUX JOURNÉES DE RÉFLEXION

Pendant deux jours, des praticiens d'entreprises, des économistes, des responsables politiques se réuniront et échangeront leurs points de vue et leurs expériences.

Pour les dirigeants d'entreprises, et les responsables de ressources humaines qui participeront à ce symposium, cette rencontre sera le moyen de connaître les données économiques et sociales de la conjoncture 1978 et l'analyse qu'en font les experts.

Ils auront l'occasion de confronter et d'orienter leurs choix de gestion et leurs objectifs aux réflexions des personnalités de la vie politique et économique. Ils pourront les rencontrer et dialoguer avec eux, et peut-être ainsi lever certaines incertitudes, faciliter l'indispensable synthèse, entre impératifs économiques et objectifs humains et sociaux.

Ce symposium fait suite à une enquête menée auprès de dirigeants et de responsables de personnel d'entreprises.

Le nombre des participants est limité.

Renseignements et inscriptions peuvent être obtenus auprès de l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 2, rue de la Paix, 75002 PARIS. Tél : 260-10-30

20 SEPTEMBRE

Matinée

CERTITUDES ET INCERTITUDES DU DIRIGEANT

Présentation des travaux et synthèse des résultats de l'enquête préalable.
Analyse prospective des relations sociales dans l'entreprise.
Un chef d'entreprise face aux incertitudes économiques et aux objectifs sociaux.
Tendances et comportements des hommes dans les organisations.

Après-midi

LES DIRIGEANTS ET LA GESTION SOCIALE

L'influence du politique :

Les positions des partis politiques seront exposées par les délégués des partis spécialisés dans ces problèmes

Expériences et outils de gestion sociale :

Participation aux décisions et concertations.
Information interne et expression des salariés
Bilan social et plan social.
Amélioration des conditions de travail.
Appréciation et gestion prévisionnelle du personnel

Ce thème sera abordé sous la forme d'une table ronde où les dirigeants d'entreprises feront part de leurs expériences et en tireront les conséquences

La préparation de l'encadrement et la décentralisation des responsabilités sociales.

21 SEPTEMBRE

Matinée

FACE A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'analyse théorique et les évolutions possibles :
Monnaie, investissement, inflation, rémunérations, crédit

Les mesures et les options au niveau de l'Etat :
Confrontation des points de vue de syndicalistes, dirigeants d'entreprise et hauts fonctionnaires

Les solidarités et les contraintes au niveau régional.

Les comportements des chefs d'entreprise :
Un spécialiste de la presse économique analysera les scénarios possibles et comportements probables des chefs d'entreprise

Déjeuner :
Présidé par une personnalité, ce déjeuner rassemblera conférenciers et participants

Après-midi

QUELLES RÉPONSES POUR L'ENTREPRISE ?

Aux nouvelles motivations de l'encadrement et des salariés

A l'évolution du rôle et de la légitimité des chefs d'entreprise et des responsables des ressources humaines.

Aux nouvelles obligations légales, notamment du Bilan Social

Un haut fonctionnaire fera le point sur l'application de la loi et les décrets en cours de préparation

Au nouveau contexte mondial.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

L'Institut de gestion sociale propose, autour d'un ensemble cohérent de programmes, des activités s'adressant aux dirigeants, cadres et responsables de l'entreprise. L'Institut a réuni une équipe d'animateurs et d'intervenants constituée de praticiens et d'experts choisis pour leurs aptitudes pédagogiques et leurs expériences. Des personnalités politiques et économiques, des représentants de l'administration, des professeurs et des chercheurs participent aussi aux travaux

Une enquête menée auprès des dirigeants et responsables de personnel d'entreprises françaises, ainsi que l'expérience des activités interentreprises et des chantiers, menés par l'Institut de gestion sociale pendant ces deux dernières années, ont révélé les difficultés des responsables à lier dans leur effort de changement l'action et les programmes de formation. Pour les aider, l'équipe des spécialistes de l'I.G.S s'est enrichie de nouveaux praticiens et a mis en place d'autres activités :

- Actions de sensibilisation à travers des sessions de rencontres et par échanges d'expériences pour permettre aux responsables d'avoir une vision synthétique des problèmes de gestion sociale ;
- Elargissement des unités de perfectionnement, d'une part, et création d'un nouveau cycle de perfectionnement et de formation des responsables de personnel, d'autre part ;
- Orientation des cadres pour les aider à choisir dans les cycles de formation ceux qui leur permettront de lier de façon optimum leurs préoccupations de carrière et de formation professionnelle ;
- Recherches appliquées dans le cadre de groupes de travail et de séminaires de recherches sur les problèmes que pose la gestion du rôle social de l'entreprise.

Pour répondre aux objectifs des entreprises et des cadres
UN ENSEMBLE COHÉRENT DE PROGRAMMES

❶ – Définir un plan social et des orientations

« Stratégie de développement humain et social de l'entreprise » : *5 jours de réflexion et d'échanges.*

Thème des travaux

Les conséquences de l'évolution du contexte socio-économique sur l'entreprise

Maîtriser le changement social dans l'entreprise.

Méthodologie et mise en œuvre d'un projet social de l'entreprise. Deux groupes de dirigeants se réuniront sur ce thème : premier groupe, les 22, 23 et 24 novembre 1977 et les 10 et 11 février 1978 ; deuxième groupe, les 11, 12 et 13 avril 1978 et 30 et 31 mai 1978

L'Institut de gestion sociale a décidé d'aborder ce thème à travers une session d'études et d'échanges liant étroitement formation et action. Ce groupe de travail est réservé aux directeurs généraux, membres d'état-major et directeurs des relations humaines, directeurs du plan et du développement. Il vise notamment à favoriser dans les entreprises membres une réflexion à l'intérieur de chaque entreprise entre les directions de personnel et les directions générales et à permettre une confrontation d'expériences. Cette session a permis déjà aux entreprises qui l'ont suivie de mieux se situer par rapport à des éléments de prospective socio-économiques, d'effectuer un diagnostic de leur situation sociale et de réfléchir aux axes possibles de développement humain.

Les animateurs qui participent à ces travaux sont précisément les experts et praticiens qui, depuis plusieurs années, ont mené au sein d'entreprises et d'organismes professionnels les expériences les plus avancées.

❷ – Décentraliser les responsabilités et préparer l'encadrement

***« Management et gestion sociale »* : un programme de quinze jours.**

Thème des travaux

La première session débute en décembre 1977

La deuxième session débute en avril 1978

Le cadre dirigeant face à un nouvel environnement économique et social : analyse sociale et conduite du changement, direction des hommes, communication et motivation, pratique de la négociation et fonctionnement des instances légales de représentation, entretien interprofessionnel et appréciation, problèmes posés par le travail

Ce programme est destiné aux cadres opérationnels et dirigeants soucieux d'améliorer leur efficacité professionnelle en dominant les problèmes humains et sociaux de leur fonction. Il vise une modification des comportements et une connaissance des principaux outils et méthodes de gestion sociale. Il s'appuie lui aussi sur une dynamique formation-action dans le cadre de cinq périodes de trois jours étalées sur six mois. Entre chaque période, les participants sont amenés à réaliser dans leurs entreprises un travail en liaison avec la formation et ce avec l'appui des formateurs. Des groupes d'études sont aussi constitués qui permettent un échange d'expériences et un entraînement pratique.

❸ – Améliorer les outils et les techniques de gestion sociale

Ces unités offrent un enseignement complet dans un domaine précis de la Gestion Sociale : leur durée est de sept jours, au rythme d'une journée tous les quinze jours, ainsi qu'une « journée bilan » trois mois après la fin de la session

Deux rentrées par an, en novembre et en mars.

La première grille s'adresse à tous les cadres. Un cycle de perfectionnement des responsables de personnel permet aux entreprises d'améliorer leurs méthodes de gestion dans ce domaine.

Le diplôme de l'Institut de Gestion Sociale est délivré aux participants ayant suivi quatre unités de perfectionnement et effectué un rapport de synthèse. Ces unités peuvent être choisies avec le conseil d'orientation dans la première grille ou dans le cycle de perfectionnement à la fonction personnel.

Les unités de perfectionnement aux « pratiques de gestion sociale »

ANIMER DIALOGUER NEGOCIER	Direction des hommes communication motivation, changement	Pratique de la législation sociale et fonctionnement des instances légales.	Tensions et conflits entraînement à la négociation	Tensions et conflits entraînement à la négociation
S'ENTRAINER A L'EXPRESSION A L'ENTRETIEN, A LA PEDAGOGIE	Entraînement à l'entretien et à l'appréciation	Entraînement à la conduite de réunions et à l'animation de groupe	Entraînement au rôle pédagogique de l'encadrement.	Organisation et communication.
AMELIORER LES CONDITIONS ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL	Analyse du travail et nouvelles formes d'organisation.	Analyse systématique d'expériences d'amélioration des conditions de travail.	Hygiène — Sécurité — Santé dans l'entreprise.	Analyse et diagnostic sociotechnique.
CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE GESTION SOCIALE	Méthodes et outils : Tableau de bord — Bilan social	Méthodes et outils : Diagnostic et Audit Social.	Systèmes de planification sociale.	Systèmes d'information et politique sociale.

Le cycle de perfectionnement à la fonction personnel

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Les postes	Les hommes.	Les relations.	Structure et politique de la fonction personnel.

LE SYMPOSIUM DES 20-21 SEPTEMBRE :

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

M. ....
Fonction ....
Entreprise : ....
Adresse : ....
....
.... Tél. : ....

- Souhaite participer au symposium des 20 et 21 septembre à l'UNESCO ☐
- Souhaite recevoir le programme détaillé ☐

LES PROGRAMMES DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

M. ....
Fonction ....
Entreprise : ....
Adresse : ....
....
.... Tél. : ....

- Souhaite rencontrer un des animateurs de l'Institut de Gestion sociale ☐
- Souhaite recevoir les programmes détaillés ainsi que des dossiers d'inscriptions. ☐

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Centre privé de formation continue
déclaré conformément à la loi du 31 décembre 1976
2, rue de la Paix, 75002 PARIS. — 260-10-30

هكذا من الأصل

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

RESPONSABILITÉS SOCIALES

...spectives économiques actuelles

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Le Monde DE L'ECONOMIE

Une conjoncture internationale peu rassurante

Alors que M. Raymond Barre cherche à soutenir l'activité de l'économie française tout en se défendant de pratiquer une politique de relance, la conjoncture internationale est rien moins que *rassurante*.

COMME en météorologie, il se produit, dans la vie économique, des changements soudains de climat dont on peut, le plus souvent après coup, dater à une semaine près, ou peu s'en faut, la survenance. Ainsi la grande récession dont nous ne sommes pas encore sortis, a commencé à être perçue par les chefs d'entreprise pendant les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre 1974 : à ce moment-là, dans des pays aussi différents que les Etats-Unis, la France, l'Espagne, on constate simultanément une brutale chute des commandes.

Il semble qu'en 1977 on puisse situer dans le courant du mois d'avril non pas un brusque fléchissement de l'activité, mais comme un tassement. Depuis lors, à en croire les statistiques de revenu national, de production industrielle, de commandes, de ventes sur le marché intérieur et extérieur, etc., publiées par les différents pays, il semble bien qu'on assiste effectivement à un fort ralentissement d'une conjoncture qui, du reste, sauf aux Etats-Unis, était, dans les premiers mois de cette année, déjà assez faible. Comment interpréter ce phénomène ?

De sombres prévisions

Peut-être (disent les optimistes) parce qu'ils ont été échaudés une première fois en se montrant incapables de prévoir, il y a trois ans, la crise qui se préparait, bon nombre de commentateurs et d'experts cèdent aujourd'hui à l'inquiétude. Pour ne citer que quelques exemples parmi d'autres, mentionnons *Business Week*, qui, dans son numéro du 5 septembre, assure qu'aux Etats-Unis les « pessimistes » occupent de nouveau le devant de la scène. Et encore l'*Economist*, qui, pour caractériser la présente conjoncture mondiale, parle d'« hésiflation ». Notre confrère de Londres conclut, une fois de plus, sur la nécessité pour les pays excédentaires, R.F.A. et Japon, qui préparent actuellement quelques mesures de stimulation, de se lancer hardiment dans cette voie.

Telle est, en effet, depuis plusieurs mois la thèse quasi officielle des gouvernements anglo-saxons et de l'O.C.D.E. Elle consiste à faire pratiquement dépendre le sort de l'économie mondiale des décisions prises éventuellement à Bonn et à Tokyo. Des Allemands et des Japonais on réclame deux choses en partie contradictoires. La réévaluation de leur monnaie respective (plus ou moins obtenue pendant l'été), ce qui est une mesure de nature plutôt déflationniste. Une politique vigoureuse d'expansion de leur demande intérieure, ce qui, dans l'esprit des mêmes experts, signifie une politique d'accroissement du déficit budgétaire, destinée à revenir sur les efforts accomplis en 1976 et en 1977 pour *diminuer les déséquilibres (encore considérables)* existant dans ce domaine.

Personne n'est sans doute, au cours des dernières semaines, allé aussi loin dans le pessimisme que le sénateur républicain de New-York, M. Jacob Javits, qui, devant une sous-commission parlementaire, déclara le 29 août dernier qu'il fallait éviter à tout prix « *un des plus grands dangers du siècle, le déclenchement, d'ici deux ou trois ans, d'une nouvelle grande dépression économique* », laquelle, selon lui, pourrait durer encore plus longtemps que celle des années 30 « *parce qu'on ne pourrait plus compter, de nos jours, sur la préparation d'une guerre pour la surmonter...* ».

Plutôt que de parler, comme le fait le sénateur américain, d'une menace qui pèse sur l'économie capitaliste à échéance de quelques années (à cause, selon ses propres termes, de l'inflation, du chômage, de l'endettement, du prix de l'énergie), il serait sans doute plus exact de soutenir que celle-ci est entrée, il y a trois ou quatre ans, dans une crise ouverte qui comme toutes les crises — c'était le cas de celle de 1930 — connaît des pauses, des moments de rémission, et même parfois semble sur le point de se terminer sous l'effet d'une reprise qui se révèle vite de courte durée.

Le creux de la vague a-t-il été atteint en 1975 ou bien doit-on craindre, pour un avenir plus ou moins proche, une rechute qui conduirait à une aggravation brutale d'un chômage déjà élevé ? Essayer de répondre à cette question exigerait une analyse très poussée visant à déterminer laquelle des deux influences l'emporte sur l'autre : ou bien celle des forces qui incontestablement sont à l'œuvre pour corriger les déséquilibres, notamment au niveau des entreprises, qui ont conduit à la crise (ce qui fait dire avec raison à Jacques Attali que celle-ci est la « stratégie » à travers laquelle le capitalisme redresse ses erreurs passées) ou bien celle des facteurs de désorganisation (découlant notamment de l'inflation et de sa conséquence : la désagrégation du système international des paiements) qui continuent eux aussi à développer leurs effets.

Contentons-nous de faire remarquer que, pour trois raisons au moins, il est illusoire de s'attendre, même si les gouvernement sollicités, et d'autres, prennent le taureau par les cornes, à une défaite du monstre. Dans la moins mauvaise des hypothèses, qui n'est pas nécessairement la plus probable, le monde capitaliste, dans son ensemble, continuera à connaître pendant un temps indéterminé un niveau d'activité relativement médiocre (mais sans doute encore très élevé par rapport à la plupart des pays socialistes et, bien sûr, des pays du tiers monde). Seuls ceux qui s'obstinent à penser que l'évolution économique est commandée par les perspectives de la demande, c'est-à-dire des facultés d'achat et donc de consommation, peuvent encore s'imaginer qu'il est au pouvoir des gouvernements de changer rapidement, s'ils le veulent, la situation. En réalité, les possibilités d'une économie (qu'elle soit capitaliste ou socialiste) dépendent du fonctionnement de l'appareil de production. Or celui-ci est, dans la phase actuelle, déterminé par un certain nombre de facteurs négatifs du point de vue de la croissance telle qu'on la connaissait jusqu'en 1973.

Le nouveau mode de gestion

● En premier lieu, il convient sans *doute de citer le nouvel état d'esprit qui* règne dans le monde des affaires. La lecture de la presse spécialisée est à cet égard édifiante. Le type du chef d'entreprise dont on cite aujourd'hui en exemple les performances, c'est celui qui, par la « discipline » qu'il a su insuffler à son équipe, a en l'espace d'un ou deux ans redressé les comptes de sa société. C'est à peine caricaturer la réalité que de dire que, dans huit cas sur dix, le principal mobile d'action se présente sous forme négative : il s'agit d'empêcher que le compte d'exploitation ne passe au rouge. La peur de la faillite pure et simple n'est pas théorique. En R.F.A. et au Japon, pour ne citer que ces deux pays, on a enregistré récemment une inquiétante augmentation des dépôts de bilan. Aux Etats-Unis, on constate que dans la plupart des sociétés les hommes-clefs sont désormais les responsables de la comptabilité. A eux s'ouvrent les plus grandes chances d'avancement. Il y a moins de six ans c'étaient les spécialistes du marketing. Voilà un changement considérable. Rogner sur un programme d'investissement pour le rendre plus rationnel et économiser la main-d'œuvre, afin d'améliorer les profits est considéré aujourd'hui comme plus glorieux que présenter un plan d'extension. Et cela aussi bien au Japon, ou, dans un récent Livre blanc, l'institut national de planification économique souligne le rôle déterminant de l'attitude désormais « défensive » des entreprises, qu'au pays de l'oncle Sam, ou'en Allemagne ou qu'en France.

Les renseignements statistiques globaux dont on dispose — toujours difficiles à interpréter — semblent indiquer qu'un peu partout la situation financière des entreprises s'améliore (plus aux Etats-Unis qu'en Europe, et en Europe plus en Allemagne que dans les autres pays). La manœuvre réussie par M. Raymond Barre d'avoir amené la progression nominale des salaires au niveau sinon au-dessous de celle des prix apparaît comme un phénomène général. Dans son rapport « Les perspectives économiques » publié en juillet dernier, l'O.C.D.E. écrit que « *l'évolution tendancielle des salaires s'est modérée plus rapidement que celle des prix* ». Comme l'investissement, la consommation est la victime des nouveaux modes de gestion.

● Certains ont pu écrire que le choc provoqué par le quintuplement du prix du pétrole a déjà été en grande partie « absorbé » par les économies industrielles. Cette expression n'a guère de sens. Par nature, le « prélèvement » pétrolier agit de façon permanente. L'une de ses principales conséquences, difficile à mesurer (mais non moins réelle pour cela), est d'avoir rendus non rentable un certain nombre d'équipements. Or, dans une économie d'échange, une machine non rentable est une machine mise au rancart. Cette circonstance contribue à rendre suspectes les statistiques sur les capacités de production inemployées. Le pourcentage d'inutilisation réel est sans doute plus faible qu'on ne le croit, mais comme simultanément une part croissante des investissements sont consacrés à la lutte contre la pollution, on ne peut guère s'attendre à une reprise en force des investissements productifs, car la barre à partir de laquelle ces derniers sont rentables s'est beaucoup élevée.

Le danger de rechute

● Le plus grave danger de rechute de l'économie internationale provient sans doute d'un troisième élément. L'un des effets les plus pernicieux de l'inflation, et lui aussi le plus souvent passé sous silence, est de créer une divergence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation. Dans les pays à monnaie faible, la dépréciation de la monnaie précède souvent la hausse des prix internes. Dans les pays à faible taux d'inflation, la réévaluation est au contraire souvent en retard pour compenser l'écart favorable existant entre le niveau national et le niveau international des prix (d'où les appels périodiques à la revalorisation du deutschemark et du yen...). Conséquence : la concurrence des produits étrangers apparaît de plus en plus comme insupportable. Les réactions de protectionnisme qui s'en suivent pourraient de proche en proche désorganiser gravement des appareils de production conçus, un peu partout dans le monde, en fonction précisément des débouchés extérieurs.

C'est à la lumière de ces facteurs généraux qu'il convient de juger les différents programmes d'animation de l'activité qui sont en préparation.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 24.)

Le patronat retrouve le moral

LES chefs d'entreprise ont retrouvé le moral. C'est du moins ce que *l'on pense avenue Pierre-Ier-de-*Serbie au siège du Conseil national du patronat français. Certes, les préoccupations dont on faisait état çà et là il y a quelques semaines encore dans les milieux patronaux n'ont pas disparu. La conjoncture internationale reste médiocre, l'évolution des prix préoccupante, et *plusieurs secteurs d'activité sont encore menacés « par la concurrence sauvage »*, mais il n'empêche : le « moral » est meilleur.

Il est vrai que ces derniers temps les *chefs d'entreprise ont eu quelques motifs* de satisfaction. En premier lieu, les statistiques officielles ont confirmé ce que chacun pressentait : M. Barre a gagné l'un de ses paris, et non le moindre, puisque pour la première fois depuis dix ans, les salaires n'ont pas progressé plus vite que les prix. Dès lors, que le C.N.P.F. s'abstienne de toute critique de la politique gouvernementale et « colle » à un premier ministre qui a réalisé le grand *miracle d'imposer* une police des salaires, s'explique aisément. Ne serait-il pas malséant — et maladroit — de critiquer un homme qui partage vos vues ?

Avant les vacances, une délégation du C.N.P.F. dirigée par son président M. François Ceyrac avait demandé que trois mesures soient prises immédiatement : abaissement du loyer de l'argent, assouplissement sélectif du crédit, soutien aux secteurs les plus menacés et plus particulièrement à celui du bâtiment et des travaux publics. Le conseil des ministres du 31 août lui a donné satisfaction. Bien sûr, « on » en espérait un peu plus, mais « on » se console aisément avenue Pierre-Ier-de-Serbie. Après tout, ces mesures vont dans le bon sens, et « on » ne désespère pas de voir le gouvernement aller plus loin dans les semaines à venir. *Si l'on ajoute* à cela que le premier ministre a pris des décisions énergiques pour lutter contre les importations textiles sauvages, et qu'il a mis en place une politique d'aide et de restructuration des secteurs d'activité *les plus menacés, axée sur* le retour à la rentabilité (sidérurgie, papier, par exemple), on comprend mieux le regain d'optimisme d'un patronat qui par ailleurs constate avec satisfaction que, la bonne tenue du franc et le ralentissement de la progression des salaires aidant, les produits français *conservent une compétitivité fort* satisfaisante sur les marchés extérieurs.

Sus au programme commun !

Un bonheur arrivant rarement seul, il n'est jusqu'au ciel politique qui ne soit éclairci. L'été a, en effet, été marqué *par la polémique entre le parti communiste* et le parti socialiste. A la vérité, cette querelle laisse le C.N.P.F. quelque peu perplexe. Certes, il ne songe pas à nier qu'elle ait pu porter tort dans l'opinion à l'union de la gauche, mais la mariée semble trop belle, et les « politologues » du patronat qui restent persuadés que l'opposition veut le pouvoir s'interrogent. « *En insistant sur des revendications sociales immédiates, le P.C. a sans doute accru son audience au sein de la gauche tout en renforçant son emprise sur les classes les plus pauvres* », explique-t-on, pour ajouter : « *De son côté, le P.S., en résistant, a pu rassurer cette classe moyenne qui fera la décision lors des prochaines élections législatives.* » Bref, l'heure n'est pas à la démobilisation, bien au contraire. Plus que jamais, le programme commun reste l'ennemi. Les analyses *critiques de ce programmes ont été* approfondies, multipliées et diffusées aux fédérations professionnelles et régionales. Il sera demandé aux responsables patronaux locaux d'intervenir le plus souvent possible dans la presse régionale pour le faire connaître, le C.N.P.F. se chargeant de son côté des autres grands moyens d'information. La tactique est d'ores et déjà arrêtée : il ne s'agira pas de sombrer dans l'agressivité en attaquant telle ou telle catégorie de Français, mais bien plutôt de montrer que l'application du programme commun *conduirait à l'asphyxie des entreprises*, et par la suite à la disparition des libertés individuelles. En résumé, « on » ne fera pas dans la basse polémique, mais on cherchera plutôt à faire dans l'édifiante démonstration...

Cela dit, on est bien convaincu, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, que les attaques contre le programme commun, aussi percutantes soient-elles, ne sauraient suffire à assurer la victoire de la majorité aux prochaines élections, et que l'évolution de la situation de l'emploi sera *déterminante. La modification des règles* de l'inscription des demandeurs d'emploi sur la liste officielle de l'ANPE et la chasse aux faux chômeurs ne pouvant vraisemblablement tenir lieu de politique, le C.N.P.F. va donc dans les prochaines semaines continuer de porter la bonne parole afin que les chefs d'entreprise embauchent : le patronat s'est engagé on le sait à créer trois cent mille emplois pour les jeunes d'ici à la fin de l'année. Des rumeurs ont circulé, laissant entendre que le démarrage de l'opération n'avait pas été aussi brillant qu'on l'avait laissé entendre et qu'au sein même de l'organisation patronale certains doutaient de la possibilité d'atteindre l'objectif. Ces « *bruits alarmants* » sont démentis avec fougue. « *Les premiers éléments dont nous disposons sont encourageants. Nous gagnerons notre pari. Rendez-vous en novembre ou décembre. Les Casandres de tout poil devront faire amende honorable.* » Qui vivra verra.

Plus que le contenu, le ton des propos a changé. Le découragement perceptible au lendemain des élections municipales a fait place à une combativité certaine. *Seine réaction après tout : chacun sait* que la peur n'évite pas le danger.

PHILIPPE LABARDE.

L'équilibre précaire de la Sécurité sociale

AINSI, à en croire les prévisions du ministère de la santé, la Sécurité sociale ne sera-t-elle pas en déficit cette année. Elle enregistrerait même un léger excédent de l'ordre de 1 milliard de francs (sur un total de dépenses évalué à quelque 230 milliards), malgré la forte augmentation de l'allocation de rentrée scolaire que vient de décider le gouvernement. Voilà une nouvelle qui n'a pas manqué de surprendre l'opinion publique, à laquelle on avait, il y a un an, annoncé comme probable l'apparition d'un solde négatif supérieur à 10 milliards de francs, et qui sans doute se souvient des projections alarmistes établies naguère par les experts *du Plan. Selon leur calcul, il fallait s'attendre*, à cause notamment de la très rapide augmentation des charges de l'assurance-maladie, à un déséquilibre global de l'ordre de 30 milliards pour *la fin de la présente décennie*.

Du côté des pouvoirs publics, c'est le soulagement. Même si on estime précaire, et circonstancielle pour une bonne part, l'amélioration constatée, on se réjouit de n'avoir pas à demander cette année au Trésor de supporter une *charge supplémentaire. La présentation* des résultats d'une année de « plan Barre » en sera facilitée d'autant.

La réaction opposée est celle que l'on pouvait lire dans *l'Humanité* au lendemain de la publication des chiffres révisés sur la situation financière des caisses. Le rétablissement des comptes se serait fait sur le dos des assurés. En réalité, le chiffre dont on dispose et la manière dont sont présentés les prévisions et comptes rendent quasiment im*possible l'interprétation des résultats de* la Sécurité sociale non seulement d'un point de vue social, mais aussi d'un point de vue économique.

Au cours de l'enquête approfondie qu'avait menée au début de cette année la commission des affaires culturelles, *familiales et sociales de l'Assemblée* nationale présidée par M. Henri Berger (R.P.R.), l'impression s'était dégagée que l'ensemble des groupes socio-professionnels entendus — ou tout au moins leurs *représentants* — étaient tombés d'accord sur ce point : des économies sont possibles dans le domaine des dépenses de santé, notamment dans le secteur hospitalier. Et comme on le sait (ou devrait le savoir), réduire, comme cela a été fait cette année, la part rembour*sée du coût de certains remèdes dont* l'inutilité est avérée n'est pas nécessairement aller contre le progrès social. Il reste que, dans une mesure difficile à déterminer, la décélération constatée dans la croissance de la consommation médicale peut avoir des conséquences *néfastes*.

On retiendra, en tout cas, que la progression *des dépenses de santé n'est* pas aussi impossible à maîtriser — même si l'on met de côté les effets de la crise — qu'on le croyait il y a encore quelques mois. C'est là un point positif pour tous ceux qui ont et auront la charge de résoudre le problème, réputé insoluble, de l'équilibre *financier à long* terme de la Sécurité sociale. En revanche, la plus grande confusion continue à régner sur le sens à donner à l'évolution des recettes. Les difficultés ne sont apparues qu'à partir de 1975, lorsque la Sécurité sociale a cessé d'accumuler ce qu'on appelait avec beaucoup de légèreté un « trésor », dont la constitution, entre 1968 et 1974, n'était due qu'aux effets de l'inflation des salaires sur le montant des cotisations.

AFFAIRES

La crise des imprimeries de périodiques

Plus de deux cents publications s'impriment à l'étranger

Le conflit du « Parisien libéré » à peine réglé, les projecteurs de l'actualité sociale restent braqués sur le secteur de l'imprimerie : depuis bientôt deux ans, Chaix — en liquidation — est occupé par ses ouvriers, Lang connaît de graves difficultés, Victor Michel risque de perdre un nouveau client (« Top-Télé »), Draeger n'est pas à l'abri des incertitudes économiques tandis que la Néogravure, dont la situation n'est nullement alarmante, doit assumer les effets d'un nouveau progrès technologique de fabrication entraînant le licenciement possible de quelque cinq cents ouvriers.

LE 26 novembre 1975, le tribunal de commerce de Paris prononçait la liquidation des biens de la Société nouvelle imprimerie Chaix, dont le passif atteignait 38.900.000 francs (provision pour indemnités de licenciement comprise). Interpellé au sujet de la situation de cette entreprise par M. Fajon à l'Assemblée nationale, M. d'Ornano, alors ministre de l'industrie et de la recherche, répondait au député communiste : « *Lorsque la Société nouvelle imprimerie Chaix a été créée, voici un an, l'Etat a participé à la constitution de la nouvelle société de gérance. Il a tenu tous ses engagements. Malheureusement, la situation de l'imprimerie s'est progressivement dégradée, et le déficit de l'entreprise s'est accru. La direction s'est ainsi trouvée amenée, en septembre, à proposer un nombre important de licenciements. Les organisations syndicales ont alors empêché l'exécution des commandes des deux principaux clients de l'entreprise : l'indicateur S.N.C.F. Chaix et Air France. Ces deux clients sont partis, d'autres, inquiets, les ont suivis, la direction de l'entreprise a dû déposer son bilan.* »

En juillet 1977, après vingt mois d'occupation de l'usine, quelque cent cinquante ouvriers (sur six cent quarante à l'origine) continuent d'entretenir le matériel en état de marche, sans qu'aucune perspective de redémarrage de l'entreprise apparaisse.

Avant novembre 1974, Chaix faisait partie de la Néogravure et constituait alors le plus grand ensemble polygraphique français et le troisième d'Europe. Chaix seul, c'est encore 4 % de la production française en offset. L'usine Chaix représente un potentiel industriel important dont la moyenne d'âge, affirment les ouvriers, est à peine de dix ans et qui est loin d'être dépassé techniquement. Selon les membres de la cellule communiste de Chaix, qui ont tenu une conférence de presse le 30 juin dernier, « *La valeur de ce matériel peut être chiffrée à plus de 5 milliards d'anciens francs, une seule machine à elle seule a coûté plus de 800 millions d'anciens francs.* » « *Va-t-on laisser détruire ce matériel en parfait état de marche et le vendre à 3 francs le kilo à la ferraille ?* » interrogent les militants du P.C. qui constatent en outre : « *L'indicateur S.N.C.F., que nous confectionnons entièrement, est passé de 40 francs en 1975 à 90 francs en 1977.* »

Les autres travaux que réalisait Chaix avant décembre 1975 ont échu à la Néogravure (*Elle, Parents, Modes et Travaux, Marie-Claire*) et, en ce qui concerne l'indicateur Chaix, il est imprimé chez Danel, Jouve et Berger-Levrault.

Lang en péril

Chez Victor Michel, l'inquiétude grandit après l'annonce de la (probable) disparition de l'hebdomadaire *Top-Télé* (trois cent cinquante mille exemplaires), à compter du 14 septembre. Les projets de fusion de cette imprimerie avec la Néogravure, envisagés il y a un an, n'ont pu se réaliser. D'une certaine manière, l'affaire a tourné à ses dépens puisque les travaux couleurs de *Télé-7 Jours* — qui constituaient une part importante des activités de Victor Michel — ont été transférés à la Néogravure depuis l'été 1976.

Ayant engagé un procès contre la Néogravure en septembre dernier, lui réclamant « *60 millions de francs à titre de dommages et intérêts pour rupture unilatérale de conventions passées* », Victor Michel se voyait débouté. Cependant, la cour d'appel condamnait la Société Télé-7 Jours à payer à la société Victor Michel la somme de 3 100 000 francs à titre d'indemnité compensatrice de préavis et condamnait *in solidum* avec la Société Télé-7 Jours la société la Néogravure-Crété-Desfossés à payer la même somme mais à concurrence seulement de la somme de 1 554 281 francs.

Mais ce « ballon d'oxygène » ne comblait pas, pour Victor Michel, la perte subie. L'arrêt de la publication, après un an d'existence, de *Top-Télé* placerait cette imprimerie devant de nouvelles difficultés qui peuvent lui être fatales.

Il y a moins de dix ans, l'imprimerie Georges Lang (deux mille huit cents ouvriers en 1968) se présentait comme une des forteresses inexpugnables de l'imprimerie française de périodiques. Cette usine spéculait notamment sur l'essor du magazine *Jours de France* pour asseoir sa prospérité (1).

Les choses ont moins bien tourné, et, lorsqu'on se rend aujourd'hui rue Curial (19e arrondissement), où Lang connut jadis ses années prospères, on tombe au milieu de ruines, de gravats, de squelettes d'immeubles. Ce spectacle désolant d'un quartier en pleine rénovation reflète la situation économique de l'imprimerie, ou de ce qu'il en reste : depuis trois mois, une décision du tribunal de commerce a « gelé » les comptes de l'entreprise, mais le rapport du curateur, déposé à la mi-août, ferait état d'un passif de plus de 50 millions de francs à éponger en trois ans. Cette suspension provisoire de poursuites, accordée par le tribunal, doit prendre fin le 23 septembre. Le sort de quelque neuf cent soixante ouvriers est suspendu à une solution qui semble hypothétique.

« Désinvolture » des pouvoirs publics

Le gouvernement est saisi du problème et l'on sait qu'un prêt éventuel du Crédit national aux imprimés en difficulté est à l'étude. Cependant, après la démarche commune effectuée au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat par les représentants du Livre C.G.T. et C.F.D.T. de chez Lang, le lundi 29 août, ceux-ci constatent qu'« *aucun engagement ni réponse précise* » n'a été obtenu du ministère. Dénonçant cette « désinvolture » des pouvoirs publics, les syndicats voulaient avoir l'assurance qu'aucune décision juridique n'interviendrait avant que ne soient connues les conclusions de l'étude en cours, menée par le Crédit national.

Les raisons de la crise que traverse l'imprimerie française de périodiques sont multiples: économiques d'abord, par suite de la concurrence étrangère et de la « fuite » de nombreuses publications dans les pays limitrophes ; technologiques ; ensuite, avec l'implantation en force de l'offset aux dépens de l'héliogravure.

En 1976, les publications périodiques représentent, en volume, 36 % des importations totales d'imprimés de la France et 40 % de ses exportations. Les importations de périodiques atteignent 23,5 % du tonnage de périodiques imprimés en France, alors qu'elle n'étaient que de 19,6 % en 1975.

Les importations de périodiques ont progressé de 7 % par rapport à 1975 alors que les exportations ont diminué de 3 %, ce qui explique la dégradation du taux de couverture des échanges (48,2 % en 1975 contre 43,8 % en 1976) (2).

Toute l'imprimerie de labeur française n'est pas, pour autant, au bord de la castastrophe. La plupart des petites entreprises équipées en matériel moderne ignorent la crise. Mais les difficultés que rencontrent celles — les plus importantes — qui confectionnent les périodiques risquent de se répercuter sur l'ensemble de la profession.

Au plan technologique, l'offset est en passe, en effet, de supplanter l'héliogravure pour la réalisation des périodiques, en France du moins. L'héliogravure, procédé qui exige un long travail de préparation, se rentabilise grâce au « roulage », à condition d'être utilisée pour des tirages importants. Or les gros tirages n'existent plus sur le marché français (*Télé-7 Jours* mis à part).

C'est précisément pour résoudre cette difficulté que la Néogravure vient de s'engager dans un processus de conversion des systèmes offset-héliogravure, qui entraînera aussi... des compressions de personnel. Et c'est pour protester contre ces licenciements probables que le Syndicat du Livre C.G.T. envisage un ordre de grève pour le mercredi 7 septembre. « *Après avoir déjà supprimé, en onze ans, trois mille cinquante emplois,* affirme M. Coquelin, dirigeant de ce syndicat, *soit 50 % des effectifs, la direction continue son travail de démantèlement de la plus grande imprimerie française* (Télé-7-Jours, Paris-Match, Elle, Parents, le Chasseur français, Marie-Claire, la Vie ouvrière, Lui. »

Pour M. René Mestries, président-directeur général de la S.A. Néogravure — dont la situation économique et financière, au demeurant, n'a rien de commun avec celle de Lang, — cette accusation est dénuée de tout fondement : « *Tout au contraire, cette mise en place du Neosan peut épargner à la Néogravure, à moyen terme, les difficultés actuelles qui s'abattent sur les imprimeries similaires qui, en France, fabriquent des périodiques.*

» *En effet, avec ce nouveau système nous pourrons peut-être bénéficier des avantages respectifs de l'offset, dont les temps de préparation sont plus réduits et moins coûteux, et du « roulage » héliogravure.* »

A court terme cependant, M. Mestries ne nie pas que l'introduction de ce procédé entraînera, dans la moins favorable des hypothèses, le licenciement de cinq cent vingt-cinq personnes réparties entre les usines de Corbeil, Lille et Paris. Quoi qu'il en soit, le P.-D. G. de la Néogravure réfute absolument l'hypothèse du « démantèlement » de l'entreprise qui, en dépit des regroupements qu'on a cherché à lui imposer, a réussi à dépasser une crise générale dont l'imprimerie n'est pas sortie.

Au moment précis où le conflit du *Parisien libéré* vient, après deux ans et demi, de trouver une issue honorable, pourquoi ne pas envisager les mêmes remèdes pour ce secteur très contigu de la presse quotidienne que constituent les périodiques ? Les « victimes » des mutations techniques qui s'opèrent actuellement ne pourraient-elles bénéficier des dispositions particulières (retraite anticipée, prime de départ volontaire, etc.), adoptées pour régler le conflit du *Parisien libéré* ?

Le rapport Lecat, établi en 1973, a certes conclu à une compression inéluctable des effectifs de l'imprimerie française atteignant quinze mille emplois d'ici à 1980. Mais les professionnels de cette branche industrielle — auxquels M. Barre tresse des couronnes aujourd'hui pour n'avoir pas postulé « le diplôme qui ne sert à rien » — peuvent s'étonner de voir les pouvoirs publics prendre leur parti, semble-t-il, de la situation actuelle. Plus de deux cents publications périodiques sont, en 1977, imprimées à l'étranger, alors que la France possède les moyens techniques nécessaires.

La vignette et le loto

Les dirigeants syndicaux, qui sont réalistes, ne réclament pas le rapatriement intégral de tous ces travaux « extérieurs ». Ils estiment seulement qu'un certain nombre de travaux commandés par des entreprises « nationales » devraient revenir en priorité à des imprimeries françaises en difficulté, possédant les moyens techniques adéquats. Ce serait le cas pour :

— le catalogue Renault 77 (246 pages), imprimé en Hollande ;

— la vignette auto ;

— les bulletins du jeu de Loto, imprimés en Allemagne fédérale ;

— la revue *Air France*, éditée par Laffont, imprimée en Italie (64 pages couleurs) ;

— la Compagnie française des pétroles (groupe Total), qui a fait imprimer un guide en Espagne : un million d'exemplaires ;

— les publications effectuées par Havas.

Certes, l'accord de juillet 1950, adopté à Florence par l'assemblée générale de l'UNESCO, pose le principe de la libre circulation des objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel, et notamment les livres, journaux et publications périodiques obtenus par impression ou par polycopie. En vertu de cet accord, l'importation de ces écrits est effectivement libre, sans que soient prélevés de droits de douane au passage des frontières. Mais ce qui vaut pour les écrits édités à l'étranger s'est trouvé étendu aux périodiques imprimés à l'étranger pour le compte d'éditeurs français.

Cette application « extensive » ne pourrait-elle faire l'objet d'une révision ou, du moins, ne pas être utilisée par des entreprises dans lesquelles l'Etat français possède des intérêts ?

CLAUDE DURIEUX.

(1) En dehors de *Jours de France*, Lang imprime encore *Point de Vue-Images du Monde, Marie-France, Votre Beauté*, le cahier offset de *T.V.-Journal*, enfin plusieurs gros catalogues : *la Redoute, les Trois Suisses*, etc.

(2) *Bulletin de la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques*, juillet 1977.

POINT DE VUE

EN DÉPIT DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Lorraine, Luxembourg : un contraste de plus en plus accusé

LES échecs de la C.E.E. dans le domaine de la politique structurelle et conjoncturelle trouvent leur reflet dans les disparités et distorsions qui apparaissent au sein des régions transfrontalières.

La politique régionale du Luxembourg a été mise en œuvre dans le cadre de la politique de diversification et d'expansion industrielle commencée en 1959, inspirée par l'idée que le Grand-Duché de Luxembourg, du fait de l'exiguïté de son territoire, doit être considéré comme une seule région socio-économique. A partir de 1972, pour 25 à 30 %, la croissance du P.N.B. luxembourgeois pouvait être mise au compte des nouvelles entreprises, révélant pour la plupart une valeur ajoutée très élevée.

La nouvelle politique économique luxembourgeoise a abouti à la croissance rapide de l'industrie chimique et celle des constructions mécaniques ; elle a eu pour effet un développement considérable du secteur tertiaire, et notamment bancaire et financier. Le nombre des établissements de crédit opérant au Luxembourg est passé de vingt en 1965 à environ quatre-vingts en 1976, étrangers pour la plupart ; la somme des bilans bancaires avait atteint quelque 37 milliards de dollars à la fin de 1975. Les établissements bancaires américains et ouest-allemands ont connu un essor extraordinaire, tandis que la politique d'expansion industrielle a été réalisée essentiellement par le truchement de certaines firmes multinationales d'origine américaine dont les principaux centres de décision se trouvent en dehors de l'Europe. Accessoirement, certaines firmes d'origine allemande y ont joué un rôle non négligeable.

capitaux et les know-how de certaines entreprises multinationales. Dans ce contexte, hélas ! la solidarité européenne s'efface de plus en plus devant la solidarité nationale, la seule à se faire valoir en période de crise.

Les rivalités dans le domaine de la politique énergétique nucléaire pourront encore aggraver le développement inégal des structures des deux côtés de la frontière. Le grand-duché de Luxembourg, premier consommateur d'énergie du monde (par tête d'habitant), fort de l'appui de la technologie allemande, a projeté la création d'une centrale nucléaire de 1300 MW à Remerschen-sur-Moselle, à 3 kilomètres de la frontière française. La centrale germano-luxembourgeoise, installée en territoire luxembourgeois, sera intégrée dans le réseau de R.W.E. (société énergétique de la R.F.A. ;) ; le gros de la production sera acheminé vers l'Allemagne. Le gouvernement français, devant la nécessité de diversifier le bilan économique et énergétique de la Lorraine, a envisagé la construction d'un site nucléaire à Cattenom-sur-Moselle, à une dizaine de kilomètres en amont de Remerschen. Sur une rivière à très grand débit — 10 mètres cubes d'eau par seconde en été dernier, — la juxtaposition des centrales aggrave le problème de la coopération intrarégionale et ne contribue en rien à la maximisation des économies internes et externes de la production énergétique.

Bien que le gouvernement français ait offert au Luxembourg une participation à Cattenom, le Conseil économique et social luxembourgeois a recommandé la création de la centrale de Remerschen et demande au gouvernement luxembourgeois que la France soit

par JULES STOFFELS (*)

En face du Luxembourg, la structure économique de la Lorraine, et notamment de la Meurthe-et-Moselle, n'a évolué que lentement et très partiellement. Au cours de la dernière décennie, les écarts entre les investissements, la croissance, les revenus et les emplois au Luxembourg et ceux des régions limitrophes de la Lorraine sont allés rapidement en croissant. L'économie dominante du Luxembourg a attiré la main-d'œuvre étrangère, également celle de la Lorraine. La croissance disparate de l'infrastructure économique a suscité le développement inégal de la structure sociale et politique de la « grande région ».

La diversification accomplie au Luxembourg a permis à ce dernier d'affronter la récession économique dans des conditions nettement meilleures que celles de la Lorraine, où la crise du monolithisme sidérurgique vient d'atteindre son paroxysme. Aux milliers de chômeurs structurels et conjoncturels déjà enregistrés, il faudra ajouter, rien que dans la sidérurgie, la suppression de quinze mille emplois d'ici à 1982. D'après le ministre luxembourgeois du travail, le chômage complet a connu son point culminant en janvier 1976, avec cent cinquante-neuf travailleurs indemnisés (population active : environ cent cinquante mille).

Au Luxembourg, les nouvelles entreprises implantées dans le cadre de la diversification ont, en général, très bien résisté à la crise. Dans les domaines de la transformation métallique et de la chimie, les investissements prévus d'ici à 1980 sont importants et concernent en particulier certaines firmes d'origine américaine. Le gouvernement luxembourgeois est toujours en quête de nouvelles entreprises, et c'est dans cet esprit que s'est déroulé au mois de mai dernier le voyage effectué aux Etats-Unis par le ministre des affaires économiques, dans le but de sensibiliser les firmes américaines sur les possibilités qui s'offrent à elles au Luxembourg. Dans le bâtiment et dans certaines entreprises connexes, l'embauchage saisonnier a été très sensiblement réduit ; la réduction des effectifs concerne surtout la main-d'œuvre étrangère, lorraine également. La plupart des travailleurs lorrains, laissés pour compte, ont été repris en charge par la collectivité française.

Ainsi donc, au vingtième siècle, la suppression des barrières douanières et les recommandations platoniques de la Commission de la C.E.E. sont impuissantes pour assurer la croissance harmonisée des régions transfrontalières : elles sont de nature à aggraver les déséquilibres au détriment du partenaire le plus faible, celui qui, pour des raisons d'ordre économique ou politique, n'est pas en état d'attirer les

formellement engagée à assurer la régulation du débit et de la température de l'eau de la Moselle à son entrée sur le territoire grand-ducal. Vu les circonstances, il est probable que la centrale germano-luxembourgeoise sera construite bien avant celle de Cattenom qui, malgré l'avis favorable du conseil économique et social de la Lorraine et celui du conseil régional, risque de sombrer dans les dossiers. Si telle était l'issue, la coupure de la région Sarre-Lorraine-Luxembourg pourrait s'aggraver bien davantage.

Décidément, les capitaux américains et allemands, très puissants, n'ont pas toujours cure de l'équilibre politique et de la présence française au sein de la région. Ni les avertissements récents des dirigeants de la C.E.E. en faveur de la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, ni les appels de la Confédération européenne des syndicats, favorables en cette occurrence à la création d'entreprises publiques communautaires, ne semblent avoir trouvé le moindre écho. A Remerschen et à Cattenom, la C.E.E. est en train de perdre sa crédibilité européenne.

Les insuccès de la C.E.E. sont dus tantôt à la croyance abusive dans les bienfaits de certains automatismes inopérants, tantôt aux méfaits d'un dirigisme à rebours. Ils sont inséparables d'une certaine répugnance viscérale à la planification internationale et, en conséquence, à la création des instruments d'intervention adéquats.

Dans ces conditions, il apparaît que la C.E.E. et ses régions transfrontalières, en dépit d'une certaine bonne volonté et de certains résultats ne peuvent constituer des foyers propres à l'entraînement et à l'épanouissement de la solidarité internationale. A présent, et quels que soient nos regrets, ne faut-il pas conclure avec Michel Debré que « *l'Europe est faite de nations, mais n'est pas une nation* », que seule la nation, du fait de la solidarité établie, est la condition nécessaire du respect des droits de l'homme et de l'exercice du pouvoir démocratique ? A défaut d'une véritable solidarité européenne, vouloir briser la souveraineté nationale en faveur de certaines institutions pseudo-européennes constitue une gageure aléatoire pour l'avenir des nations et celui de l'Europe. Avant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct et l'extension de ses pouvoirs, ne vaudrait-il pas mieux s'assurer de la crédibilité communautaire des institutions européennes, réorienter et amender la politique économique et sociale de la C.E.E. à la lumière des faits ?

(*) Professeur de sciences économiques et sociales à Luxembourg.



هكذا من الأمل

POINT DE VUE

EN DÉPIT DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Lorraine, Luxembourg
un contraste de plus en plus acc



formation continue des cadres

1100 cadres à l'ISSEC pour l'année 1976-1977

1100 *cadres, ingénieurs, dirigeants d'entreprise de* toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie *ont participé ou suivent encore actuellement les pro*grammes de l'ISSEC pour l'année 1976-1977.

Créé il y a 10 ans, par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou «crédits» — de quatre mois, à raison d'une journée par quinzaine.

l'ISSEC est membre du GERME (CNOF - CRC - ECE - ISSEC)

Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

• Les cours de chaque crédit de perfectionnement, enseignés tous les quinze jours sont donnés par journées complètes et ont lieu, pour les *programmes d'automne 1977 à partir du* 4 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC,

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS.

Au cœur de la capitale entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles.

PERSONNEL
1. Techniques de base de la fonction personnel - 2. Structures et communications - 3. Relations de travail - 4. Droit du travail - 5. Direction du personnel par l'encadrement.

FORMATION
1. Méthodes en formation permanente - 2. Pratiques et formation de formateurs - 3. *Organisation et gestion de la formation.*

MARKETING
1. Marketing fondamental - 2. Chef de produit - 3. Marketing des *produits industriels* - 4. Méthodes d'analyse en marketing - 5. Etudes et recherches en marketing - 6. Marketing et marchés étrangers - 7. Direction des ventes - 8. Communications publicitaires - 9. Distribution et merchandising - 10. Politiques de marketing - 11. Anglais en marketing et négociation.

COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION
1. *Comptabilité générale de gestion* - 2. *Comptabilité analytique* et comptabilité budgétaire - 3. Contrôle de gestion - 4. Pratiques et informations comptables - 5. Fiscalité des entreprises.

FINANCE
1. Techniques de gestion financière - 2. Analyses financières et évaluation des sociétés - 3. Financement des entreprises - 4. Finances internationales - 5. Décisions et politiques financières - 6. Anglais en économie et finance.

PRODUCTION
1. *Eléments fondamentaux de la gestion de production* - 2. *Techniques de planification et contrôle* - 3. Conception d'un système de *production* - 4. *Production* et gestion de personnel.

SECRETARIAT GENERAL
1. Fonctions spécifiques du secrétariat général - 2. Droit général des affaires - 3. Droit des sociétés.

ORGANISATION
1. Techniques d'organisation - 2. Structures d'organisation - 3. Objectifs, contrôle et motivation - 4. Mise en place d'un système d'organisation.

RELATIONS HUMAINES
1. Expression orale - 2. Conduite de réunion et travail en groupe.

INFORMATIQUE
1. *Méthodes quantitatives pour* la gestion - 2. Eléments de base d'informatique.

GESTION DE LA P.M.E.
1. Diriger une P.M.E. - 2. Création d'entreprise et vocation d'entrepreneur.

L'ENTREPRISE ET L'ENVIRONNEMENT
1. Maîtrise de l'environnement : évolutions économiques - 2. Introduction à la gestion de l'entreprise - 3. Stratégies de l'entreprise.

ISSEC automne 1977

(début des cours : 4 octobre 1977)

au cœur de Paris entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles

des programmes nombreux et complets

un rythme équilibré des cours tant pour l'individu que pour l'entreprise

marketing, comptabilité, finance, contrôle, organisation, production, personnel, langues vivantes

ISSEC

Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC *délivre un titre de spécialité* dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL, FORMATION, MARKETING, *CONTROLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION,* SECRETARIAT GENERAL, ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accession aux *différents diplômes sont réservées* aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre *crédits de perfectionnement, qui totalisent, avec la pré*paration du mémoire, près de cinq cents heures de travail, et ce, dans un *délai* maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de re*cherche du candidat.*

La formation ISSEC : deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être *suivis selon deux formules :*

• Soit à raison d'un ou plusieurs crédits par session : chaque crédit représente neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues. Deux sessions par an, en Octobre et en Mars.

• Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois : — l'une ou l'autre formule peuvent être aisément adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi.

Centres associés à Limoges, Nîmes, Orléans.

Centre de Langues ESSEC/ISSEC à Paris
Langues enseignées : Anglais, Allemand, Espagnol, Arabe, Russe, Brésilien

RENSEIGNEZ-VOUS !
Demandez les programmes détaillés de L'ISSEC.

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES
Etablissement Privé d'enseignement supérieur
35, bd Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233.21.88

Demande d'information : session automne 1977

M., Mme ____________

Société ____________

Adresse ____________

____

____________ Tél. ____________

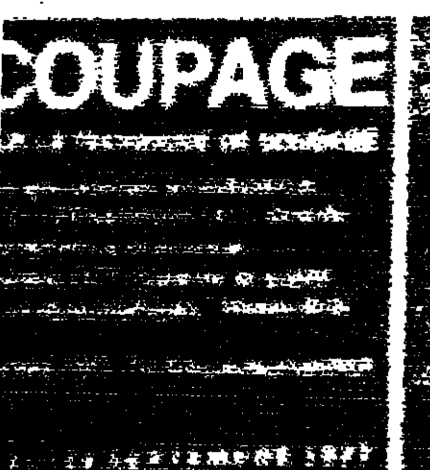
☐ *Je désire recevoir le programme de perfectionnement* de l'ISSEC

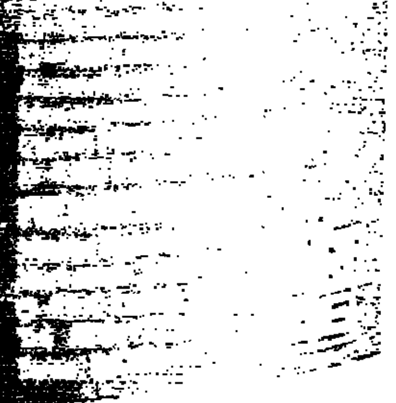
☐ *Je désire un rendez-vous au centre d'orientation* de l'ISSEC

☐ *Je désire un rendez-vous au centre de langues.* ESSEC/ISSEC

A renvoyer à
ISSEC
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. 233.21.88

M1





ÉTRANGER

Les horlogers suisses relèvent enfin le défi de l'électronique

Il y a encore moins de quatre ans, les horlogers suisses haussaient les épaules quand on leur parlait de montres électroniques. Sans cette erreur de jugement, l'horlogerie suisse aurait mieux résisté au vent de la crise. Aujourd'hui, elle s'est mise à l'ouvrage pour reconquérir le terrain perdu.

VINGT-HUIT millions de montres électroniques à quartz, soit près de 12 % de la production mondiale, ont, au total, été vendues en 1976, dont 8 millions de montres analogiques (avec cadrans et aiguilles) et 20 millions de montres numériques, ces dernières se répartissent en 14 millions de LED (à diodes luminescentes) et en 6 millions de L.C.D. (à cristaux liquides). Une douzaine de millions ont été fabriquées aux Etats-Unis, et à peu près autant en Extrême-Orient.

Ce n'est pas assez dire que les prévisions les plus optimistes ont été dépassées, elles ont été balayées. Un an auparavant, les experts avaient chiffré à 6 millions au maximum la « consommation » de montres à quartz, ce qui représentait déjà un triplement par rapport à 1974.

Et ce n'est pas fini. A la fin de l'année dernière, les mêmes experts affirmaient que le seuil des 30 millions serait atteint cette année. Or, durant le premier semestre, les ventes ont déjà porté sur 23 millions de montres. Au rythme où elles se développent, le cap des 50 millions (20,8 % de la production) serait franchi à la fin de décembre.

Devant une pareille révolution, la seconde de toute l'histoire de l'horlogerie depuis l'invention de l'échappement au dix-huitième siècle, les Suisses, encore non engagés, ne pouvaient plus demeurer l'arme au pied. Numéro un mondial toutes catégories (production, exportations), leur suprématie était menacée, mais la santé économique du pays aussi, les ventes de produits horlogers entrant pour 11 % (2,7 milliards de francs suisses) dans les exportations de la Confédération.

En conjuguant leurs effets, la crise et le renchérissement du franc suisse ont déjà coûté cher aux entreprises helvétiques. En l'espace de deux ans, les exportations de montres et de mouvement (97,1 % de la production) ont chuté de 26 % en volume (62,1 millions de pièces en 1976, contre 84,4 millions en 1974) et d'un peu plus de 20 % en valeur (2,6 milliards de francs suisses, contre 3,3 milliards de francs suisses). Environ 200 firmes, sur les 1 250 existant, ont dû ou se regrouper ou fermer leurs portes, et un peu plus de 20 000 personnes, sur les 75 769 employées à l'époque, ont perdu leur emploi, dont près de 4 000 frontaliers français et plusieurs centaines de travailleurs émigrés. S'ils avaient été plus prévoyants, les horlogers suisses auraient sans doute moins souffert. Ils en avaient les moyens. La première montre à quartz n'est-elle pas née chez eux à la fin des années 60 ? Certes, plusieurs entreprises en produisaient déjà. Mais qu'est-ce que 2,7 millions de montres électroniques pour un pays dont la production horlogère a dépassé 64 millions de pièces l'an passé ?

Le retard pris par l'industrie horlogère suisse dans la course à l'électronique provient d'un curieux mélange d'incrédulité, d'attentisme et d'immobilisme prudent. « *Nous nous sommes endormis sur nos lauriers* », reconnaît M. Marcel Rubin, porte-parole d'Ebauches S.A., principale filiale du géant ASUAG (Société générale de l'horlogerie suisse S.A.), qui, à lui tout seul, compte pour plus d'un tiers (1 milliard de FS) dans le chiffre d'affaires de l'horlogerie suisse (2,8 milliards de FS).

Persuadés que la montre à quartz resterait un produit marginal, les horlogers suisses n'ont jamais, jusqu'à une date récente, vraiment cherché à prendre le virage. Mais, en deux ans, le ton a singulièrement changé. « *Nous sommes condamnés à l'électronique* », déclare M. Kurt Huebner, directeur général d'Ebauches électroniques. La crise a été le révélateur et la poussée de la concurrence étrangère, surtout asiatique, le détonateur.

Si dans le Jura quelques-uns hésitent encore à franchir le pas, beaucoup en revanche se sont mis consciencieusement au travail avec la détermination et le sérieux propres au caractère suisse.

Des francs-tireurs se sont même mis de la partie, comme Nepro (New products) et sa filiale Modules électroniques, deux entreprises fondées par M. Paolo Spadini, un ancien avocat tessinois, dont la production pourrait dépasser le million de pièces cette année. Mais si sophistiqués soient-ils, les produits fabriqués par de telles firmes ne doivent, hélas ! pas grand-chose au génie inventif des Suisses, si ce n'est les quartz et les « displays » (afficheurs numériques à cristaux liquides).

L'important pour l'industrie horlogère suisse était de s'affranchir complètement en matière de technologie, et sur ce plan elle semble en passe de réussir. Mais l'affaire était trop coûteuse pour être prise en main par les petits. Seuls les deux grands, l'ASUAG et la S.S.I.H. pouvaient se lancer résolument dans l'aventure.

La Société suisse pour l'industrie horlogère (S.S.I.H.) numéro deux avec un chiffre d'affaires de 700 millions de FS, s'est attelée à la tâche. Elle fabrique désormais des quartz, des circuits intégrés et s'apprête même à sortir une pile longue durée (trois ans). Mais assez durement frappée par la crise, la S.S.I.H. a dû, pour redresser sa situation financière, procéder récemment à une augmentation de son capital entièrement souscrite par son partenaire privilégié, la société de commerce international Siber Hegner, désormais son actionnaire à 36,2 %.

Mais des deux grands, c'est encore Ebauches, noblesse oblige, qui a produit le plus gros effort pour rattraper son retard.

Afin de faire l'économie de recherches coûteuses et gagner du temps, la filiale de l'ASUAG a choisi une voie différente, en rachetant au printemps 1975 à la firme américaine Hughes Aircraft sa licence de fabrication de circuits intégrés. En même temps, Ebauches installait à Marin dans l'usine de sa filiale Ebauches électroniques une unité pilote. En avril dernier, l'usine de Marin est passée du stade des études à celui de la fabrication en série et sa capacité de production atteint dix mille modules-jour.

A lui seul, ce temple de l'électronique horlogère, à peu près unique au monde, vaut une petite fortune. C'est au total à 460 millions de FS (920 millions de FF) qu'Ebauches a payé son indépendance technologique, plus même si l'on inclut le prix de la ligne de fabrication de piles installée dans l'usine de la filiale Renata. Car, comme la S.S.I.H., Ebauches peut se suffire à elle-même ou presque, et d'ici à 1980 la société compte elle aussi mettre sur le marché une pile très longue durée (cinq à six ans). Ebauches a tout de même renoncé à fabriquer les « displays » et et s'est alliée à Brown Boveri, qui les lui procure dans le cadre d'un accord de coopération à long terme.

Seul un mastodonte comme l'ASUAG pouvait s'offrir un tel luxe. C'en est un si l'on songe qu'en 1975, année de pleine crise, pour la première fois depuis plus de quarante ans, le groupe a été déficitaire. Mais il avait les reins plus solides que la S.S.I.H. « *Nous avons rééquilibré nos comptes en 1975*, nous a déclaré le président de l'ASUAG, M. Pierre Renggli, *et nous comptons dès cette année recommencer à faire des bénéfices.* »

Tenir les prix

Dans les milieux horlogers suisses, on reste néanmoins prudent. Les revers cuisants essuyés par les électroniciens américains, qui, croyant avoir découvert un filon aussi riche que celui des calculatrices de poche, se sont cassés les dents à force de casser leurs prix, font réfléchir.

Aussi, M. Jean Vuilleumier, directeur général de l'ETA, autre filiale d'Ebauches, croit-il à la montre à quartz, mais sous certaines conditions : « *Le tri est en train de se faire, comme pour les calculatrices.* »

En tout cas, après avoir raté la correspondance, les horlogers suisses paraissent être remontés dans le train, et ce au meilleur moment. Terriblement échaudés, les électroniciens américains, dont les rangs se sont singulièrement éclaircis, sont en pleine réorganisation et leur reconversion aux montres L.C.D. et analogiques (ils avaient tout misé sur la LED) n'est pas terminée, loin s'en faut.

Les Japonais (Seiko, Citizen), toujours fidèles au L.C.D. et à l'analogique, se cantonnent encore dans les gammes de prix élevés. « *Mais l'on ne saurait être trop vigilants*, disent les horlogers jurassiens.

Tout le problème, pour les Suisses, est de tenir leurs prix. Pour y parvenir Ebauches a décidé d'adopter la même tactique que les Japonais en faisant sous-traiter certaines opérations dans des pays d'Extrême-Orient, où le coût de la main-d'œuvre est jusqu'à cinq fois moins élevé.

De toute façon, les Suisses continuent de croire quand même à la montre mécanique. « *Elle verra l'aube du vingt et unième siècle* », affirment-ils.

ANDRÉ DESSOT.

En France
Montrélec progresse

ET les Français, dont l'industrie horlogère est la quatrième du monde, où en sont-ils ? Lancé à grand fracas en février 1976 par M. d'Ornano, alors ministre de l'industrie, le plan électronique, dont on avait pu craindre qu'il ne soit mort-né, commence lentement à porter ses fruits, mais l'effort déployé par les hommes chargés de son application a été plus déterminant que l'aide des pouvoirs publics.

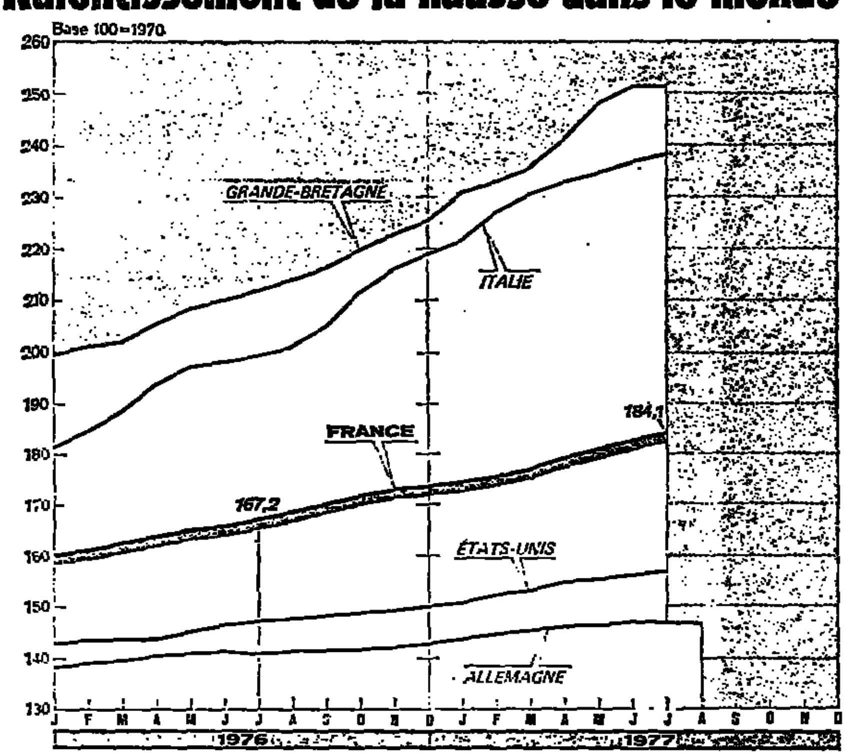
Créée en 1971 par les principales firmes horlogères du Doubs, avec l'aide de la Société de développement de l'horlogerie, mini-IDI de la profession, Montrélec avait besoin d'argent pour passer des études à la production. L'Etat lui avait promis 8 millions de francs. A ce jour, la société n'a encore reçu que 0,3 million de subventions non remboursables et 1,5 million au titre de l'aide au développement, touchée en décembre dernier. Les lenteurs administratives, paraît-il.

N'importe, Montrélec a quand même franchi le pas grâce à l'augmentation de son capital (de 0,2 à 2,4 millions de francs), à laquelle tous ses actionnaires ont souscrit.

Désormais installée à Morteau, Montrélec a une capacité de production de deux mille modules par mois, qui peut être doublée voire triplée sans difficulté. Ces modules équipent indifféremment les montres analogiques ou à cristaux liquides, dont la firme a déjà sorti trois modèles. L'on est encore loin de l'indépendance technologique, mais M. Vovelle, directeur général de Montrélec, ne désespère pas pouvoir fabriquer un jour les circuits intégrés.

PRIX

Ralentissement de la hausse dans le monde



La hausse des prix de détail s'est nettement ralentie pendant l'été. Ainsi en juillet, l'augmentation moyenne n'a été que de 0,4 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. contre 0,6 % en juin. Pour les seuls pays industrialisés européens, la décélération est nette également : + 0,5 % environ en juillet (les calculs sont encore provisoires) contre + 0,8 % en juin.

En Allemagne, les prix de détail ont baissé de 0,1 % en juillet et en août. Aux Etats-Unis, ils ont augmenté de 0,4 % contre 0,5 % en juin à cause, surtout, de la très faible augmentation des prix alimentaires. Ceux-ci devraient rester très stables au cours des prochains mois, les prix agricoles ayant baissé pour le quatrième mois consécutif.

Les résultats de juillet ne donnent cependant pas une image exacte de la réalité. Ils correspondent à une hausse annuelle de 5 % environ dans les pays industrialisés, alors que la tendance profonde doit correspondre à un rythme d'inflation se situant entre 7 et 8 % l'an. Une légère réaccélération devrait donc se produire à l'automne après les résultats exceptionnellement favorables de l'été.

Une conjoncture peu rassurante

(Suite de la page 21.)

En Allemagne, la plupart des responsables sont aujourd'hui acquis à l'idée d'une certaine « relance », à l'exception notable du chancelier fédéral. Son gouvernement devrait faire connaître les dispositions qu'il entend prendre le 14 septembre. Une seule chose apparaît certaine : les dépenses prévues au budget fédéral de 1978 seront augmentées de 9 % au lieu des 7,5 % initialement prévus. Il est aussi question d'un allégement fiscal, dont les modalités ne sont pas encore précisées, et d'une augmentation des gratifications de fin d'année. Cet ensemble de mesures s'ajouterait au déblocage progressif des tranches du programme supplémentaire d'équipement de 16 milliards de deutschemarks décidé au printemps.

C'est dans les prochains jours que le gouvernement japonais qui vient de décider une nouvelle baisse du taux de l'escompte devrait annoncer son programme destiné à aider les entreprises en difficulté et à stimuler la demande intérieure... et accroître les importations. Les derniers chiffres publiés sur la progression du produit national brut au deuxième trimestre (+ 1,9 par rapport au trimestre précédent, qui lui-même marquait une progression de 2,5 %) ont paru meilleurs qu'on s'y attendait.

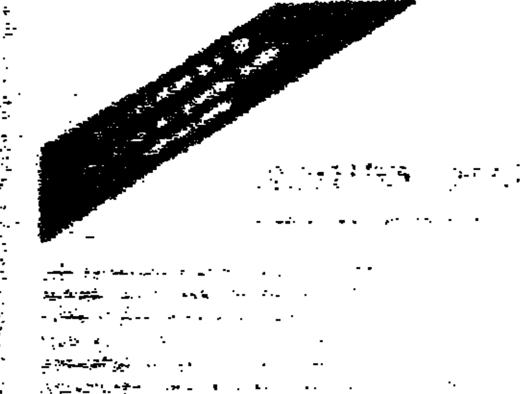
Aux Etats-Unis aussi, les statistiques font l'objet d'interprétations diverses et souvent opposées. Pour le troisième mois consécutif, l'indice composite des indicateurs avancé de conjoncture s'est inscrit en faible recul (— 0,2 % en juillet). Dans le passé, l'indice en question a plutôt bien rempli son office. Les milieux officiels font remarquer que l'indicateur serait resté stable sans la baisse des prix de gros, mais celle-ci n'est-elle pas, avec la forte baisse des commandes de biens durables enregistrée en juillet, un signe de détérioration du climat des affaires ? L'O.C.D.E., qui croit à la vertu stimulante durable des dépenses budgétaires, continue à faire confiance aux effets de l'augmentation des crédits prévus au cours des prochains mois pour créer des emplois nouveaux (le chômage aux Etats-Unis touche encore 7,1 % de la population active, soit un pourcentage nettement plus élevé que dans les pays européens). Le *Wall Street Journal* voit au contraire dans l'accroissement des dépenses publiques un obstacle des plus puissants à une franche reprise. Ce journal n'est pas le seul, de l'autre côté de l'Atlantique, à déplorer la médiocrité du leadership de l'administration Carter dans le domaine économique. Une raison de plus pour expliquer l'incertitude qui règne dans les milieux d'affaires.

PAUL FABRA.

هكذا من الأصل

le défi de l'électronique

Une conjoncture peu



P.C.S.



DIRECTEUR DE RÉSEAU — 180.000 F

Paris — Une grande entreprise française de fabrication et d'exploitation de matériels d'équipement à usage privé recherche le Directeur pour la France de son réseau intégré de vente, d'installation et d'entretien. Ce poste de grande responsabilité donnant autorité directe *sur plus de 900 personnes requiert un gestionnaire rigoureux* doté d'une bonne expérience commerciale acquise de préférence dans l'industrie électro-mécanique ou électronique. Le candidat idéal, âgé d'au moins 35 ans et de préférence issu d'une grande école, devra avoir beaucoup de maturité, un grand *sens psychologique et des qualités* confirmées de meneur d'hommes. Il devra parler couramment l'anglais vu l'appartenance de la société à un groupe international d'envergure mondiale. Ecrire à Paris. Réf. B/5614M

CHEF SERVICE INFORMATIQUE — 130.000 F

Une société de produits pharmaceutiques de renommée mondiale, recherche pour son siège situé à Reims, un Chef de Service du Traitement de l'Information. Rendant compte au Directeur Général, sa mission portera sur le maintien et le développement de *la qualité de service de la fonction informatique au sein de l'entreprise. Il assurera* les relations avec les services demandeurs, l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes et supervisera la bonne marche de l'ensemble (études, chaînes de traitement, planning, budgets, utilisation des équipements - IBM 370/115). *Ce poste convient* à un cadre diplômé d'enseignement supérieur ou de niveau équivalent, âgé de 32 ans minimum, disposant d'une expérience solide et diversifiée du traitement de l'information acquise dans des fonctions lui ayant permis d'aborder avec succès l'encadrement d'équipe ainsi que *la réalisation de projets et d'applications de gestion comptable,* commerciale et de production. La rémunération annuelle, fonction du niveau de compétence du candidat, sera de l'ordre de 130.000 francs. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2586M

ADJOINT DIRECTION GÉNÉRALE — 120.000 F

Une société en expansion (chiffre d'affaires 60 millions de francs), leader dans sa spécialité, recherche pour son siège à Paris, un Adjoint de Direction Générale. En *relation étroite avec les dirigeants, il contrôlera les activités administratives, comptables,* financières, fiscales et sociales. Il participera progressivement à la gestion globale de la société. Ce poste conviendrait à un généraliste d'entreprise, âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'études supérieures et ayant une large expérience de la gestion administrative et comptable, notamment en PME. Des connaissances en informatique et en droit social sont vivement souhaitées. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Ce poste, pour une personne répondant aux qualités envisagées, devrait déboucher rapidement vers les fonctions de Direction Générale. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2585M

CONSULTANTS EN MANAGEMENT — 100.000 F

Production — P A CONSEILLER DE DIRECTION S. A. fait partie d'un groupe multinational de Conseillers de Direction (1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, P A recherche plusieurs Consultants « Production ». Ils interviendront au niveau des Directions des sociétés clientes dans les domaines suivants : contrôle de production, gestion des stocks, ordonnancement, structures, méthodes et gestion de l'Entretien et Travaux Neufs, formation cadres, techniciens, maîtrise et ouvriers, analyse de la valeur et « value engineering », analyse des coûts dont ceux d'énergie. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'entreprises industrielles ou en cabinet d'organisation. *Ils requièrent une grande mobilité,* et des missions à l'étranger sont envisageables. La connaissance de l'anglais constitue donc un atout supplémentaire. Il leur sera offert une formation théorique et pratique continue, un plan de carrière comportant des responsabilités croissantes et, dans le *cadre des activités du groupe, une grande autonomie professionnelle. Le salaire,* de l'ordre de 100.000 francs, auquel s'ajoutera après un an de présence, un intéressement aux bénéfices de la société, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. NELKEN à Paris. Réf. A/1062PM

PLANNING-ORDONNANCEMENT — Grenoble

JAMET S.A., filiale de TEFAL (700 personnes, 2 usines), de premier plan sur le marché *du camping-caravaning,* crée le poste de Responsable de la Logistique Industrielle. Répondant au Directeur Général et en étroite liaison avec les Directions Commerciale et de Production, il sera chargé de la mise en place des programmes de fabrication. Avec son équipe, il sera responsable, en particulier, de l'optimisation du plan de charge des usines et du respect *des délais dans une profession connaissant une pointe* saisonnière importante. En outre, responsable de la gestion des stocks - matières premières, produits finis - il déclenchera les approvisionnements, contrôlera l'ensemble des magasins et dirigera les expéditions. Ce poste convient à un candidat de 30 ans minimum, ayant de solides connaissances et une réelle pratique d'un ordonnancement élaboré dans un secteur à très forte saisonnalité, de préférence. La rémunération, liée à l'importance du poste, reposera sur l'expérience acquise. Ecrire à G. ANDRIEUX à *Lyon.* Réf. A/3402BM

RÉVISION COMPTABLE — 90.000 F

Une société d'expertise comptable (25 personnes) située à Paris, recherche un Chef *de Mission. Dépendant de la direction du cabinet, il aura essentiellement la responsabilité* de missions de révision comptable effectuées auprès d'une clientèle de sociétés variée. Dans le cadre de ces missions, il animera une équipe de 2 à 4 personnes. Il devra concevoir l'organisation des interventions, superviser la réalisation, assurer le contact avec la clientèle. Ces missions ont lieu principalement en région parisienne, mais également en province. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, niveau mémorialiste du diplôme d'expert-comptable, ayant acquis en cabinet une expérience professionnelle de la révision comptable. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 90.000 francs si l'expérience du candidat le justifie. Ecrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2584M

JEUNE INGÉNIEUR PRODUCTION — 80.000 F

Lorraine — Une importante société de première transformation de l'acier, recherche pour l'une de ses usines située dans l'Est un Jeune Ingénieur de Production. Dépendant du Directeur d'Usine, il se verra confier pendant une première période des études *et actions ponctuelles au niveau des services méthodes, contrôle qualité, études, etc., lui* permettant de se préparer à la prise en charge de responsabilités opérationnelles importantes, puis de faire carrière à plus long terme au sein d'un groupe important. Ce poste convient à un jeune ingénieur diplômé (Centrale, Mines...) âgé de 27 ans minimum, souhaitant confirmer une première expérience de la vie industrielle (1 à 3 ans) acquise de préférence dans le domaine de la production. La pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand seront très appréciées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. D'intéressantes perspectives de carrière sont envisageables. Logement facilité. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2579M

NÉGOCIATEUR D'AFFAIRES — 150.000 F

Une petite société d'ingéniérie très performante, possédant un "know how" de renommée mondiale et rattachée à un groupe français important, recherche un Négociateur d'Affaires de haut niveau pour prendre en charge la partie cryogénique dans les *secteurs : énergétique, chimie et pétrochimie. Rendant compte au Directeur Commercial,* il aura pour mission de prospecter, analyser et concrétiser les affaires à une échelle internationale. Il devra mener les négociations sur un plan technique, commercial et financier jusqu'à la signature des contrats avec l'appui des différents services concernés de *la société. Il aura, enfin, à jouer un rôle de liaison entre les clients et les ingénieurs* d'affaires chargés de l'exécution de ces contrats. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de premier plan, diplômé d'une grande école d'ingénieurs et âgé d'au moins 32 ans. Il devra justifier d'une solide maîtrise de la négociation d'affaires acquise dans une société d'ingéniérie de niveau international. La pratique de l'anglais est impérative et celle de l'espagnol ou de l'allemand souhaitée. *Ce poste implique enfin de fréquents* déplacements dans le monde entier. La rémunération annuelle, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2518BM

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT — 120.000 F

Equipement moteurs automobiles — *La société CURTY* (chiffre d'affaires supérieur à 110 millions de francs, 650 personnes), leader national sur le marché des joints automobiles, recherche un Ingénieur de Développement. Responsable devant le Directeur Technique, basé à Lyon (siège et usine), sa mission sera de concevoir les produits aux plans théorique et pratique. Pour ce faire, il aura d'étroits contacts avec l'ensemble des constructeurs afin de définir les produits entrant dans leur cahier des charges. Assisté d'une petite équipe, il devra mener les études et les essais au banc, dans un esprit de synthèse entre les contraintes de la production et les besoins des constructeurs. Enfin, dans une optique de moindre coût, il s'assurera personnellement de la mise au point des prototypes, de leur suivi en clientèle, et veillera aux conditions de leur bonne homologation, but de ce travail d'équipe. Ce poste intéresse un ingénieur de *formation supérieure* (AM, ENSPM...). *Motoriste expérimenté, il maîtrisera les* différents aspects du comportement des moteurs à combustion interne et aura la pratique des relations avec les constructeurs automobiles et leurs bureaux d'études. La mobilité est nécessaire (40 % du temps). La connaissance de langues étrangères est vivement *souhaitée (anglais de préférence). Négociée avec le candidat retenu, la rémunération* prévue est de l'ordre de 120.000 francs annuels. Ecrire à G. ANDRIEUX à Lyon. Réf. A/3439M

INGÉNIEURS DE VENTE — 120.000 F



WIDIA FRANCE, filiale d'un très important groupe allemand, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outils en carbure de tungstène, recherche, dans le cadre de l'extension de ses activités en France, deux Ingénieurs de Vente responsables, l'un de la moitié Nord et l'autre de la moitié Sud de la France. En étroite liaison avec la maison-mère, ils auront à implanter, promouvoir et développer les ventes d'outillages fabriqués en Allemagne et destinés aux Mines et Carrières. Leur principale *mission consistera à pénétrer une part importante du marché français à partir d'une* approche marketing systématique et d'une prospection auprès des différents utilisateurs. Avec l'appui de la maison-mère pour la stratégie de vente, les études de prix et les spécifications techniques, ils disposeront d'une très grande autonomie pour mener à bien la négociation *des contrats et marchés. Ces deux postes conviendraient à des ingénieurs* des Mines ou de formation équivalente, âgé d'au moins 30 ans et pouvant justifier d'une solide expérience de la vente d'outillage en milieu minier et d'introductions à haut niveau dans ce secteur. La maîtrise de la langue allemande est impérative. L'un des postes sera basé de préférence dans l'Est et l'autre dans la région Rhône-Alpes. De très fréquents déplacements sont à envisager. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 120.000 francs, en fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2583M

MÉDECIN — Lyon



Responsable des études cliniques — Les Laboratoires pharmaceutiques DUPHAR (90 personnes, 45 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe international, recrutent leur Responsable des Etudes Cliniques. Sous l'autorité du Directeur Général et en relation avec d'une part, la cellule Recherche-Développement des produits *nouveaux au sein de la maison-mère, et d'autre part,* les services responsables sur le plan scientifique et commercial des applications nouvelles de la gamme des produits existants, il réalisera les études cliniques menées en France. Ce poste doit motiver un jeune médecin, âgé d'au moins 28 ans, ayant de préférence acquis une première *expérience professionnelle dans l'industrie pharmaceutique et/ou dans le* domaine des études cliniques. La pratique de l'anglais est indispensable. Ce poste exige d'excellentes qualités de contact ainsi que de la disponibilité pour des déplacements fréquents. Le niveau de rémunération sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3438M

INGÉNIEUR PRODUITS — 90.000 F

Fonderie — Une société française de taille humaine bénéficiant d'une très forte implantation sur le plan européen grâce à des produits originaux et de qualité, recherche pour l'une de ses usines située près d'une ville importante de la région Nord un Ingénieur pour le développement de produits nouveaux. Sous l'autorité du Directeur Technique il aura la responsabilité de la mise au point du dessin des pièces demandées par les clients. Pour ce faire, il devra adapter ces produits aux possibilités du procédé de fabrication de l'entreprise tout en se conformant aux exigences de la clientèle. Cela *le mettra en liaison constante non seulement avec le service commercial mais également* avec l'atelier d'usinage des moules. Il dirigera un bureau de dessinateurs-projeteurs. Ce poste, qui est créé, convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique (AM, Bréguet, ESF, HEI, IDN). Il devra *posséder une expérience technique de 3-4 ans dans une entreprise de mécanique ou en* fonderie et avoir le goût pour les contacts commerciaux. Des voyages de courte durée étant à prévoir en Europe, la connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 90.000 francs, sera déterminée en fonction des compétences acquises. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4381M

CHEF COMPTABLE — 90.000 F

Une société de construction de maisons individuelles (chiffre d'affaires : 17 millions de francs, 55 personnes) située au Sud de la région parisienne, recherche un Chef Comptable. Relevant directement du Président-Directeur Général, il aura la responsabilité de toute la comptabilité générale, et participera à la mise en place de la comptabilité *analytique. Il prendra en charge la paie du personnel, les déclarations sociales,* l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, les prévisions mensuelles de trésorerie. Il s'occupera également des relations comptables avec les fournisseurs, de la vérification des factures, de la gestion des stocks, et ce en lien avec le service technique. Dans son travail, il sera assisté d'un aide-comptable et épaulé par des moyens informatiques. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation comptable et possédant une large expérience de la comptabilité acquise si possible dans une PME. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience professionnelle du candidat. Ecrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2587M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 — 1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-49-33
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

Important Groupe Français
implanté en AFRIQUE NOIRE Francophone

recherche pour diriger une
exploitation industrielle (Scierie et Menuiserie)
d'une de ses filiales

INGÉNIEUR A et M

ou équivalent
ayant plusieurs années expérience de

DIRECTION USINE

Ensemble industriel important et moderne

L'organisation de la production ne nécessite pas une connaissance particulière de la transformation du bois

L'effectif approche 300 personnes.
Résidence dans la capitale.

Env. lettre manus. avec C.V. à n° 22.289
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Multinational company (European Coordination Office in Brussels) is offering an unique opportunity of an international career for an executive.

The company's european marketing activities cover basic petroleum chemicals, plastics, raw materiels and biodegradable surfactants in Europe, the Middle East and Africa.

AREA REPRESENTATIVE

He will assist the Product Manager Surfactants and execute the marketing and sales program to meet objectives in Southern Europe and North Africa (travel frequency : +/— 50 %).

HIS PROFILE :

Young (26 - 32). Graduate (chemistry, marketing and/or economics) ; a fluent command of English is essential in addition to a working knowledge of French (other European languages would be an asset).
Willing to relocate in the Brussels area.

The position offers an attractive future and a good salary for the right candidate who is looking for an international career in marketing.
Write with curriculum vitae under reference MM/288.
Interviews held in Paris end of September.

STAFF SELECTION & SERVICES S.A.
Avenue Brugmann 32 Bte 7
1060 BRUXELLES TEL. 02/344.18.94

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation I.N.S.A.
ou EQUIVALENT

Ayant connaissances courants faibles.
Aptitudes à gestion souhaitées.

Situation intéressante.
Avantages habituels d'expatriement.

Adr. C.V. et prétent. n° 25.256,
CONTESSE PUBLICITE,
20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

Pour entretien dispositif de télévision éducative Algérie recherchons

TECHNICIEN

de maintenance télévision

Connaissance des magnétoscopes I.V.C. nécessaire.
Adresser C.V. et prétentions à AUDECAM, Service audio-visuel, 100, rue de l'Université, Paris-7e

---

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours sur épreuves en vue de pourvoir au maximum quatre emplois vacants

D'ADMINISTRATEUR

dans le domaine de la gestion et des techniques de l'imprimerie.

LIMITE D'AGE: 32 *ans maximum.*

QUALIFICATIONS PRINCIPALES:

- avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme dans des disciplines techniques et/ou scientifiques.
- à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures, justifier d'une expérience professionnelle postérieure au diplôme d'au moins 2 ans dans la gestion et les techniques de l'imprimerie (une connaissance des techniques utilisant l'informatique est souhaitée).
- connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION:

Luxembourg.

Traitement de base mensuel de début: entre 9.344 et 12.532 FF.

DATE LIMITE POUR LA RECEPTION DES CANDIDATURES: 14 octobre 1977.

Tous renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peuvent être obtenus auprès:

a) du Bureau d'information des Communautés Européennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris-Cedex 16;

b) de la Commission des Communautés Européennes, Secteur Concours, Division "Recrutement, Nominations, Promotions", 200, rue de la Loi 1049 Bruxelles - Belgique. Ref.: COM/A/156.

offres premier emploi — offres premier emploi

HEWLETT hp PACKARD

GRENOBLE

Nous sommes une société mondialement réputée pour la technologie avancée de nos produits (Instruments électroniques, *Calculateurs, Ordinateurs...*).
A Grenoble, nous avons implanté notre usine européenne de matériel informatique, avec une triple vocation : Recherches - Développement. Marketing et Production.
Si vous êtes soucieux de concilier stabilité et développement, nous vous offrons :
— la possibilité de pouvoir évoluer rapidement (notre taux d'expansion est de 30 à 50 % par an).
— un cadre de travail agréable.
Pour assurer notre expansion, nous recrutons actuellement pour premier emploi :

JEUNES INGÉNIEURS

ESE - ENSI

Anglais courant.
Postes à pourvoir dans tous les départements de l'entreprise

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

IUT - BTS

Connaissances de base en anglais
Ils travailleront dans un groupe de production sur les tests et dépannages de matériel informatique.

JEUNE CADRE

POUR NOTRE DEPARTEMENT DU PERSONNEL diplômé de l'enseignem. supérieur. anglais courant.
Il sera exposé à l'ensemble des tâches de la fonction personnel et prendra progressivement la responsabilité de la formation.
Un premier contact avec un Service du Personnel serait apprécié.

JEUNE CADRE

POUR NOTRE DEPARTEMENT FINANCES
HEC - ESSEC - SUP. DE CO.
(option Finance - Compta appréciée)
Il travaillera au sein de la comptabilité analytique et participera aux tâches financières liées à la gestion d'un ensemble industriel (coûts standards, *prix de revient, budget...*). - Anglais courant.

Tous ces postes s'adressent à de jeunes diplômés, ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, dégagés des obligations militaires.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
HEWLETT PACKARD, Direction du Personnel
196 X - 38042 - GRENOBLE CEDEX.

SNR ANNECY

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE ROULEMENTS
Mécanique de précision
4.808 personnes - 4 usines
recherche pour premier emploi

UN INGENIEUR DEBUTANT

pour assurer, après stage de formation, la responsabilité technique et hiérarchique du CONTROLE de FABRICATION d'une de ses usines de production.

Ecrire avec curric. vitae et photo (sous référ. C) S.N.R. Département Emploi et Affaires Sociales, Boîte Postale 17, 74010 ANNECY.

SOCIETE PRODUITS POUR ARTS GRAPHIQUES
recrute
pour son département Marketing

SECRETAIRE BILINGUE

à la recherche de son premier emploi

— Maîtrisant parfaitement l'anglais,
— suivi de la documentation,
— tenue à jour des statistiques produits,
— correspondance avec l'étranger,
— suivi des dossiers de relation publique.

Lieu de travail :

LE PERRAY-EN-YVELINES

(proximité de Rambouillet)
5×8, restaurant entreprise,
13e mois + participation.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 9249 B, à BLEU Publicité,
17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

H.E.C.? SUP. DE CO.? E.S.S.E.C. ...?

Voulez-vous mettre votre formation au service d'une éthique rigoureuse qui est celle de la santé ?

Nous vous offrons de commencer votre carrière comme

chef de produit

Vous pourrez ainsi nous montrer vos talents, après une période de formation «sur le terrain». Par la suite l'expansion constante de notre Groupe peut vous offrir des opportunités intéressantes de développement personnel et professionnel.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. et photo à :

MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

R. WEISMAN
3, Avenue Hoche - 75008 PARIS

MERCK SHARP et DOHME - CHIBRET
Filiale française de l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux.

SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES
LEADER SUR SON MARCHÉ recherche pour sa

DIRECTION DE PERSONNEL

au Siège Social (banlieue Ouest) un

ASSISTANT

Chargé des statistiques de personnel et participant à la maintenance du système de paie avec l'informatique.
Ce poste conviendrait à un

CADRE DÉBUTANT

(PREMIER EMPLOI)

H.E.C., ESSEC, I.E.P. ou universitaire de niveau équivalent, ayant fait des stages en service de personnel.
Dégagé des O.M. et intéressé à terme par la fonction personnel en usine de province.

Adr. C.V. à n° 25.708 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra

---

Dans le cadre de son expansion

VERKADE FRANCE

recherche des Hommes jeunes et dynamiques, domiciliés Région Parisienne pour création de Nouveaux Clients

— Possibilité premier emploi pour Jeunes voulant apprendre et faire carrière dans une entreprise stable ;
— Formation : vente et commerciale assurée par l'Entreprise ;
— Fixe : 13 mois. Prime vacances. Intérêts sur réalisations et objectifs. Frais de mission. Voiture fournie ;
— Références morales exigées ;
— Présentation stricte obligatoire pour vente produits alimentaires de haute qualité ;
— Priorité donnée au courage et à l'ambition.

NE PAS SE PRÉSENTER

Adresser C.V. dét. manuscrit, av. photo récente, à : VERKADE FRANCE — B.P. 15, 95190 Goussainville.

IMPORTANTE SOCIÉTE
quartier Saint-Lazare
recherche
JEUNE UNIVERSITAIRE
pour poste

ATTACHE SERVICE FINANCIER

Connaissances bancaires apprec.
1er EMPLOI
Env. C.V. et prét., à M. BERT, 3, r. du Dr-Lancereaux, Paris-8e

---

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Société importation de matériel américain recherche pour son service après-vente

UN AGENT TECHNIQUE

DIPLOME

en électronique et électro-mécanique.
Débutant ou ayant moins d'un an d'expérience.
Bonnes connais. d'anglais techn.
Poste à pourvoir immédiatem.

Env. C.V. le Groupe scientifique, 114, av. du Présid.-Wilson, 93211 LA PLAINE-SAINT-DENIS (proxim. Porte de la Chapelle).
Téléph. 243-22-44.

VALLOUREC EXPORT
23, av. de Neuilly, PARIS (16e)
Mo Porte-Maillot
(sortie côté Neuilly)

recherche pour premier emploi

SECRÉTAIRE-CORRESPONDANCIÈRE

ANGLAIS - FRANÇAIS

Très bonne connaiss. anglais
Sténo et dactylo
dans les deux langues.

Tél. pour rendez-vous 747-11-20

Import. Sté de prod. alimentair offre pour un premier emploi des postes de

STAGIAIRES

pour son établissem de PARIS

- AGENT DE MÉTHODE
  Niveau BAC
- AGENT Ordonnancement
  Niveau BAC

Rémunération 90 % du S.M.I.C.
Possibil. d'embauche définitive après un stage de huit mois
Pour tous renseignements complémentaires téléphoner au 680-85-75, poste 287.

Import. Sté de prod. alimentair offre pour un premier emploi des postes de

STAGIAIRES

pr son établ. de CHOISY-LE-ROI

- ANALYSTE Informatiq.
  I.B.M. 370
- ANALYSTE PROGRAM.
- ASSISTANT CHEF DE PRODUIT
- ASSISTANT CHEF DE STUDIO
  (ART GRAPHIQUE)
- COMPTABLE 2

Rémunération 90 % du S.M.I.C.
Possibil. d'embauche définitive après un stage de huit mois.
Pour tous renseignements complémentaires téléphoner au 680-85-75, poste 287.

---

offres premier emploi

Le Monde met à la disposition de ses lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées :

« OFFRES PREMIER EMPLOI »

Cette rubrique regroupe les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Le Monde
INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

CURRICULUM VITAE - N° 1

Votre curriculum vitae doit pouvoir se distinguer par une lecture aisée et rapide : il est souhaitable qu'il comprenne cinq chapitres distincts :

- présentation de votre identité
- *formation*
- langues
- expérience professionnelle
- éventuellement d'autres activités *(publication, enseignement, etc.)*

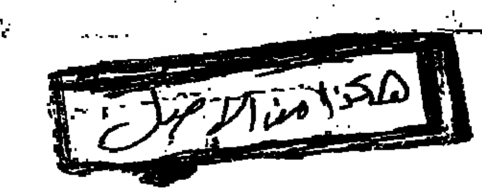
Ce document ne doit pas être trop long, une ou deux pages suffisent. Les phrases seront courtes et constitueront une description claire de vos activités et *réalisations professionnelles.*

Dans le curriculum vitae, il est préférable de se limiter aux informations factuelles, invariables ; ce qui est négociable (salaire, date de disponibilité, etc.) pourra être mentionné dans la lettre de candidature si l'entreprise le demande dans l'annonce.

Evitez les considérations trop personnelles ou moralisantes. L'intérêt suscité par votre candidature sera essentiellement fonction de votre formation et des réalisations décrites dans le curriculum vitae.

Aux Etats-Unis, le dernier poste occupé est généralement privilégié, c'est pourquoi il est indiqué au début du curriculum vitae.

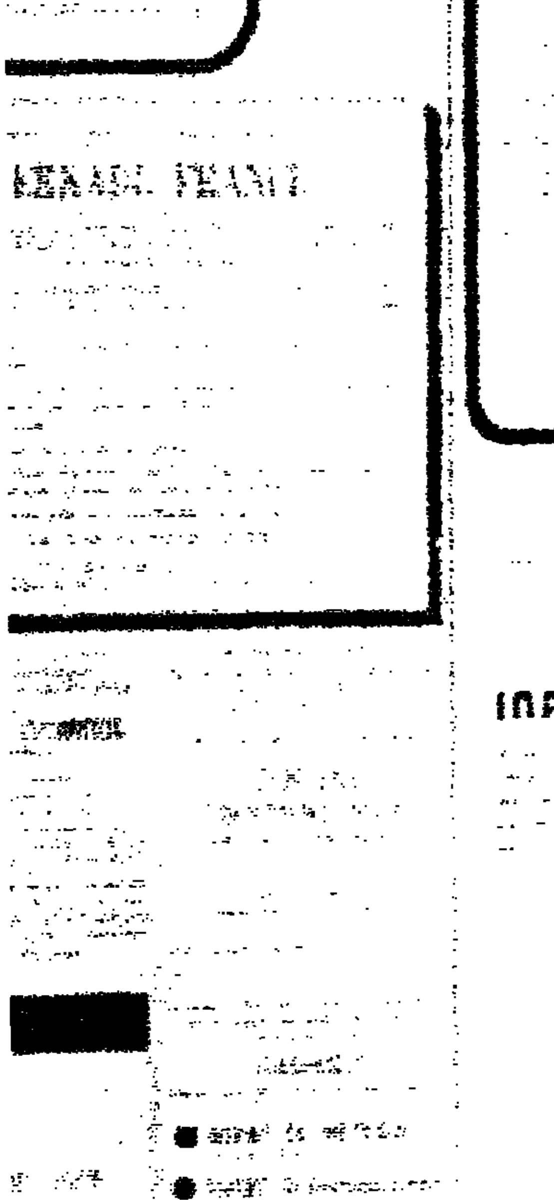
En France, il semble préférable de l'agencer de manière chronologique, afin de mettre en évidence votre progression professionnelle : mentionnées en début de ligne, les dates peuvent constituer des points de repère qui facilitent la lecture.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88





emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

ETPM

LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PÉTROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation

nous recherchons pour **L'ÉTRANGER** des

Jeunes administratifs expérimentés

Postes à pourvoir :
Après une période de formation à Paris, vous serez affecté dans une de nos régions d'activité (Moyen-Orient, Mer du Nord, Afrique, Amérique du Sud).
Vous aurez à gérer la comptabilité, la trésorerie, le personnel, etc... sous l'autorité du responsable administratif de la région. On pourra vous confier l'organisation et la gestion administrative directe de nouvelles implantations décentralisées.
Ces postes à l'étranger comportent, en sus d'une rémunération attrayante, de nombreux avantages (statut familial, indemnité de résidence, logement, etc...)

Votre profil :
Vous avez acquis une expérience confirmée de la gestion administrative de chantiers ou de succursales situés à l'étranger. Vos connaissances comptables sont du niveau D.E.C.S.
Vous pratiquez couramment l'anglais et l'espagnol.
Compte-tenu de la croissance de la société, une grande mobilité personnelle et intellectuelle est nécessaire.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 5502 à
P. LICHAU S.A.
10, rue de Louvois 75063
Paris cedex 02 qui transmettra

Un Groupe Industriel et Commercial (3.000 personnes) recherche pour ses filiales minières d'Afrique du Nord :

UN CHEF D'EXPLOITATION

Sous l'autorité du Directeur Général de la Société, il aura pour mission de mettre en production un nouveau gisement appelé à prendre une extension rapide dans les prochaines années (effectif prévu en régime d'exploitation normal : plus de 300 pers.). Il sera responsable de la reconnaissance et de la préparation du gisement, de l'extraction souterraine du minerai et de son enrichissement, de même que de l'ensemble des problèmes de stockage et de livraison. Il définira le budget et les objectifs avec la Direction Générale et il mettra en œuvre les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à leur réalisation. Il coordonnera, animera et dirigera les activités des Ingénieurs Chefs des services de la mine. Il suivra constamment l'évolution des travaux et il prendra si besoin les mesures de redressement. Il sera le représentant de sa société auprès des autorités locales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans min., possédera des connaissances techniques solides en Exploitation de Mines, Géologie, Mécanique, Electricité, Bâtiment, Génie Civil et en Gestion. Il aura obligatoirement une expérience acquise dans des postes similaires (mine métallique souterraine). La connaissance de l'Arabe constituerait un atout supplémentaire.

Référence 126.

Adresser C.V. en précisant la référence à GRH Conseils, 3, av. de Ségur, 75007 Paris.

HENKEL, Groupe Chimique International, 3200 personnes, siège social à Düsseldorf (R.F.A.) propose à un

jeune cadre

de se développer dans le cadre international d'une activité commerciale (marketing, publicité, technologie des produits).

Après 2 à 3 ans à Düsseldorf, il assumera un poste de responsabilité dans une filiale européenne (France incluse) ou d'Outre-Mer.

Il a une formation commerciale supérieure HEC, ESSEC, ESC) une expérience de 2 à 4 ans de la vente ou du marketing de produits industriels.

De bonnes connaissances en allemand et, si possible, en anglais sont indispensables.

Écrire à HENKEL FRANCE S.A.
sous réf. 947 B.P. 119
94250 - GENTILLY.

Henkel

HAVAS CONTACT

ENTREPRISE RAZEL Frères
TRAVAUX PUBLICS
recherche pour l'ETRANGER

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Capable d'animer et de diriger les services administratifs et comptables. Ce poste conviendrait à un candidat de formation comptable (D.E.C.S ou équivalent) et disposant d'une récente et solide expérience dans le domaine des Travaux-Publics.
Connaissance de l'Anglais appréciée.
Notre Entreprise garantie outre les avantages propres aux contrats expatriés. Salaire intéressant - Sécurité de l'emploi Scolarité pour les enfants etc ....
La plus totale discrétion sera observée autour des candidatures (lettre manuscrite et CV détaillé) qui seront à adresser à :
ENTREPRISE RAZEL FRERES
Christ de Saclay BP 109
91403 Orsay Cedex

Pour Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE

ORGANISME FRANÇAIS recrute :

ingénieurs, universitaires ou enseignants

de nationalité française

en :
- AUTOMATISME
- FABRICATION MECANIQUE
- METALLURGIE
- TURBO MACHINE
- ELECTRICITE INDUSTRIELLE
- THERMIQUE INDUSTRIELLE
- CONSTRUCTION MACHINES
- METHODES
- ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

Cinq années d'expérience industrielle (Bureaux d'Etudes, de Méthodes ou Ateliers) ou cinq années d'expérience enseignement au minimum.

Contrats de longue durée (deux ans minimum). Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équivalents à position en France. Logement assuré. Congé annuel en France.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo sous référence 9026 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Ensemblier industriel

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

ou équivalent

— Mission de 2 ans en Afrique comme Adjoint au Chef de chantier.
— Expérience de plusieurs années dans entreprise de Bâtiment au Travaux Publics.
— Connaissances approfondies dans les domaines suivants :

- Nivellement.
- Levé et implantation.
- Métré et vérification.
- Facturation et comptabilité,
- Coordination tous corps d'Etat.

Langues : Anglais exigé - Allemand souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 7.471, « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-2e.

MANAGEMENT CONSULTANTS

CA, ACMA, ACCA or experts comptable with several years experience in practice & industry, are required for a wide variety of work in North Africa. Projects include design & implementation of management information systems, capital investment appraisal, development of computer systems, investigation & audit work. Very attractive remuneration package with large capital savings.

Please send C.V. quoting ref. n° T. 76.237 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- ☐ Banques - Assurances.
- ☐ Professions médicales et paramédicales.
- ☐ Secrétariat de direction, traductions, documentation.
- ☐ Cadres débutants.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	39	77	112	145	177	206	234	259	283	304	324	339	355	369	380
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566	594	622	647	670
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971	1018	1064	1106	1142

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandés.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : ______________ ou SOCIETE : ______________

ADRESSE : ______________ TEL. : ______________

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

6 SEPTEMBRE 1977

NOUS SOMMES UNE SSCI IVOIRIENNE BIEN IMPLANTEE A ABIDJAN.
Nous travaillons comme conseil auprès des administrations, des banques et des complexes industriels et en service bureaux. Notre nouvelle structure se met en place et nous cherchons notre

directeur technique

Sa mission est double : support technique et méthodologique auprès du BE composé d'une vingtaine d'analystes et de programmeurs et conseil technique du DC pour le choix des solutions et de la rédaction des devis.
Nous offrons le soleil mais pas le farniente. En contrepartie, nous donnons une rémunération plus qu'attractive, un certain style de vie et, à terme, une filière de retour. Vous êtes **ingénieur grande école** et avez acquis une solide culture informatique. Après avoir débuté, pourquoi pas, dans le système, vous avez conduit plusieurs projets mettant en œuvre les bases de données et le télétraitement et maîtrisez bien ces techniques.
Alors, laissez-vous tenter et écrivez à J. THILY ss réf. 3241 LM.
Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

---

responsable commercial Espagne

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
Une entreprise française spécialisée dans les équipements hydrauliques implante une usine en Espagne et recherche un homme capable de prendre en mains et gérer de façon prospective le développement commercial de cette filiale. Il assurera d'abord seul le lancement des produits sur le marché avec l'aide technique des associés espagnols et pourra ensuite s'adjoindre des collaborateurs. Ce poste largement évolutif convient à un homme de 29 ans minimum, parlant couramment l'Espagnol; de formation supérieure technique ou commerciale avec quelques années d'expérience de vente aux industries. La connaissance des problèmes d'hydraulique et de corrosion serait un atout mais n'est pas indispensable. Une installation à Madrid est possible.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 702123/M (à mentionner sur l'enveloppe) à M. PERCHE, Responsable branche Industrie.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sperar

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE,
secteur Métallurgie, 8000 personnes,
15 Filiales à l'étranger,

recherche dans le cadre de son expansion et de son développement international :

INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé Grande École, ayant l'expérience des négociations et pouvant agir d'une manière autonome en instruisant complètement les dossiers de chantiers nouveaux.

Cette opportunité intéressera un Ingénieur confirmé ayant un esprit de pionnier et un intérêt marqué pour les relations commerciales.

Anglais courant indispensable.

Déplacements fréquents.

Nous vous remercions d'écrire sous No 24862 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Important Groupe français recherche pour
GESTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE ET COMPTABLE DE SOCIETES EN
AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
D.E.C.S.
ou EQUIVALENT, avec expér.

Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions n° 25.215, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

ZAIRE (KINSHASA)

ETABLISSEMENT PUBLIC recherche POUR TACHES FORMATION

UN SPÉCIALISTE RADIO - FRÉQUENCE

NIVEAU D.U.T. ELECTRONIQ.

Adr. let. man. et C.V. à I.N.A., avenue de l'Europe, pièce 101, 94360 BRY-SUR-MARNE.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,83
AGENDA	20,00	22,83



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



HARRIS
COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

UN FABRICANT DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD

(machines ROTATIVES OFFSET destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, chiffre d'affaires 150 millions de francs dont 70% export, effectif 560)

filiale du groupe américain
Harris Corporation

recherche
pour MONTATAIRE, près de CREIL, à 50kms de Paris :

UN RESPONSABLE INFORMATIQUE GESTION DE PRODUCTION

qui dépendra du Directeur des Fabrications, pour mettre en place un système informatique moderne en tele-processing de gestion de production.

Correspondant de l'organisme extérieur chargé de l'etablissement des traitements informatiques, il participera à la definition des nouveaux systèmes et procédures de gestion de production en tenant compte des realites de l'entreprise. Il contrôlera le succès de leur mise en application, puis de leur evolution ultérieure.

Agé (e) de 30 ans minimum, bilingue Français/anglais, diplômé(e) d'universitu ou d'une grande école, le candidat aura si possible une experience professionnelle dans l'introduction et l'exploitation d'un système informatique de gestion de production. Il sera capable de travailler en equipe avec tout le personnel (exécutants, cadres, direction) et de motiver les utilisateurs. Il devra faire preuve d'imagination, être objectif et capable d'identifier les problèmes et trouver ou proposer des solutions.

Des possibilités de promotion existent dans l'informatique ou les autres departements de la Société ainsi que d'autres divisions du groupe. La remunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

UN INGENIEUR A.M. ou équivalent

Débutant pour son bureau d'études mécaniques. Bonne connaissance de l'anglais souhaitee.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplôme d'une grande ecole. Débutant pour son département fabrications électroniques. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Ces trois postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats interesses sont priés d'envoyer curriculum vitae, photo et lettre de candidature à Monsieur KUNZ, Directeur du Personnel, MARINONI S.A., 60160 MONTATAIRE. Discrétion assuree.

LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION MULTINATIONALE

spécialisé dans la fabrication de produits industriels aux applications très diversifiées (industrie électrique, chimique, mécanique)

recherche pour son usine D'AMIENS

INGENIEUR CHEF DE BUREAU D'ETUDES

AM - ICAM - ESME - HEI - IDN
ou équivalent

ayant au minimum 5 ans d'expérience pratique dans fonction similaire ou dans les domaines de construction de machines, outillages et installations (dont installations électriques).

Réf. 422 B

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à Direction du Personnel et des Relations Sociales 45 rue des Acacias 75017 PARIS
Entière discrétion assurée

sperar

AGENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE HAUTE - NORMANDIE
recherche

CADRE COMMERCIAL

E.S.C. ou équivalent

Au sein d'une équipe chargée de favoriser le développement économique de la région ; son rôle sera de prospecter et d'assurer le suivi des projets *d'implantation industriels et tertiaires*
Expérience similaire environ 2 ans souhaitée.

Adr C.V.. ARD - B.P. 548 - 76005 ROUEN CEDEX

Multinationale Directeur d'usine

Le groupe est important. Sa vocation : concevoir, produire, commercialiser un appareillage électronique à usage industriel. Nous recherchons le nouveau Responsable de l'usine (effectif 500 personnes).
Sa mission : animer, coordonner et contrôler les activités d'études, d'administration et de finance, de qualité, de production et de personnel dans le but d'atteindre les objectifs définis au moment de l'élaboration du plan. Assurer les relations avec le siège ainsi qu'avec la direction européenne. Le tout dans le cadre d'une large délégation.
Ce poste peut être *confié à un ingénieur électronicien confirmé*, bon technicien de formation type SUP'ELEC, ayant vécu une expérience, si possible dans une multinationale anglo-saxonne, d'animation et de gestion, de tout ou partie, d'une unité de production.
Bien sûr il maîtrise bien l'anglais.
De plus il est à l'aise dans les relations et s'affirme comme un homme de communication.
La rémunération est de l'ordre de 160 000 F/an.
Le poste est à pourvoir dans le Nord de la France.

sperar



Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence DU 931/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

INGENIEURS

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE



vous propose ces postes pour LA VENTE ET LA PROMOTION de ses différents produits (calculatrices, systèmes digitaux...)

commerciaux

Les candidats devront avoir une bonne formation technique, confirmée par un diplôme d'ingénieur et une bonne aptitude à la vente.

Ils auront le goût de la performance.

Ces postes sont à pourvoir à Paris (possibilité d'affectation ultérieure en province).

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., photo, prétentions à Madame LE GUET, T.I.F. - B.P. 5, 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

RIVOIRE & CARRET MARSEILLE

recherche
pour son Usine Sud

LE RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET DU PERSONNEL

Nous demandons :
- formation supérieure
- experience sérieuse et concrète des problèmes humains en usine
- capacités à décider et à prendre des initiatives
- efficacité dans le service rendu.

Le titulaire actuel, en arrét longue maladie ne reprendra pas son poste.

Si vous êtes intéressé, envoyer C.V. complet, photo et prétentions à Rivoire et Carret Relations du Travail B.P. 518 13219 MARSEILLE CEDEX 01
Discrétion absolue assurée.

Importante Société Construction Matériel de Levage Lourd - Région Nord-Ouest
recherche pour Bureau d'Etudes

INGÉNIEUR

A.M. - I.C.A.M. - E.N.S.M.

possédant une expérience de quelques années des études en levage lourd ou chaudronnerie, charpente, grosse mecanique.
Des connaissances sérieuses des études d'engins de levage sur pneus seraient appréciées.

Ecrire avec C.V. et prétent. à HAVAS LE HAVRE, en précisant la reference 56088. B.P. 1366, 76065 LE HAVRE CEDEX, qui *transmettra*

Importante Société de Mécanique du Centre de la France
recherche

INGÉNIEUR SPÉCIALISÉ EN MATÉRIEL HYDRAULIQUE

— Age souhaité minimum 28 ans.
— Formation A.M. ou équivalent.
— Anglais apprécié.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, n° 25.109, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra

---

FRAMATOME

Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde

USINE DE
CHALON-SUR-SAONE (71)
en pleine expansion
recherche

ASSISTANT INFORMATIQUE

POUR APPLICATIONS NOUVELLES
- Formation : Ingénieur ou Maîtrise Informatique.
- Expérience de mise en place d'applications nouvelles sur matériel IBM ou CDC (3 ans min.).

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

pour exploitation et amélioration de chaines de traitement existantes
- Dégagé des obligations militaires.
- Formation : B.T.S. Informatique.

— Postes à pourvoir rapidement.
— Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire : FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - 71380 SAINT-MARCEL

---

télic STRASBOURG
LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Leader sur le marché français dans le secteur privé, nous développons une génération d'autocommutateurs électroniques de grande capacité de conception nouvelle.
Une importante équipe pluridisciplinaire constituée d'ingénieurs et de techniciens a la mission d'assurer les conceptions détaillées et les études. Nous recherchons son

Chef de Projet

RESPONSABLE DE LA CONCEPTION ET DES ÉTUDES

Outre des connaissances générales industrielles, il sera sensibilisé aux prix de revient et aura déjà assuré la conduite d'études.
Une solide expérience en :

ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE - TÉLÉPHONIE

(tout au moins l'exploitation) est indispensable.
Enfin, il aura d'excellentes aptitudes humaines et de fortes capacités de coordination.

Il pourra compter sur des adjoints compétents.

Ce poste est basé à STRASBOURG.

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre C.V. détaillé, sous REF. N° 2548 à notre Conseil qui vous garantit une entière et totale discrétion. Si préalablement vous souhaitez quelques informations complémentaires, téléphonez au (88) 36.12.00 à R.H. HAEFFNER.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

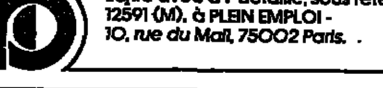
GROUPE INDUSTRIEL FRANCO-SUISSE
(secteur Métallurgique) recherche pour ville française proche de **GENEVE**

contrôleur de gestion

pour prendre la responsabilité ,
1) en hiérarchique du service comptable d'une usine d'environ 600 personnes,
2) en staff de mission de contrôle de gestion dans différentes filiales du marché commun.

Sont souhaitées pour ce poste ,
- une formation de type *Grande École Commerciale* + D.E.C.S.,
- la pratique de la langue allemande,
- une expérience de direction comptable et/ou de contrôle.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F la première année, au terme de laquelle il sera confirmé dans la plénitude de sa fonction.



Écrire avec CV détaillé, sous référence 12591 (M), à PLEIN EMPLOI - *10, rue du Mail, 75002 Paris.*

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL SPECIALISE DANS EMBALLAGES INDUSTRIELS recherche pour son ORGANISATION FRANÇAISE :

1 RESPONSABLE RÉGIONAL DES VENTES

Véritable DELEGUE OPERATIONNEL avec autorité sur forces des ventes.

Plusieurs années d'expérience des ventes en milieu industriel et connaissance de l'anglais nécessaires. Formation supérieure technique ou commerciale souhaitée.

Réelles perspectives de promotion rapide pour candidat de valeur.

Poste à pourvoir rapidement.
Lieu de résidence : RÉGION NORMANDE.

Adresser C.V. et prétentions à n° 25.297 CONTESSE *Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.*

DIRECTEUR G.I.E.

Activités Forestières Centre

Deux sociétés, qui ont pour mission la mise en valeur et l'aménagement de l'une des régions du Centre de la France, recherchent le Directeur du Groupement d'Intérêt Economique qu'elles ont constitué pour promouvoir une politique de boisement et reboisement de cette meme région. En liaison avec les responsables des deux societes mères et avec les élus locaux, il devra reprendre et poursuivre l'action de constitution de groupements forestiers deja entreprise par l'une des sociétés mères. Il devra surtout definir, lancer et faire appliquer une nouvelle politique forestiere. Pour ce faire, il réalisera à court terme une opération pilote de quelques dizaines d'hectares préfigurant les actions à mener dans le cadre d'une societé qu'il devra creer d'ici deux à trois ans pour appliquer cette nouvelle politique ainsi définie et dont il assumera la direction. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Ecole supérieure du bois, Ecole de papeterie de Grenoble...) possèdera plusieurs années d'une expérience de production, de transformation ou de commercialisation du bois acquise soit au sein d'une société industrielle, soit dans une organisation professionnelle. Il devra être un bon gestionnaire et posséder des connaissances solides des mécanismes financiers et bancaires. Ecrire sous référence 127/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE ET FISCAL
région RHONE-ALPES
recherche
pour poste à responsabilités

UN JURISTE CONFIRMÉ

avec 3 ans d'exper. *profession.*
Spécialiste en droit des sociétés.
Discrétion assurée.
Envoyer C.V., prétentions à HAVAS sous n° 2.347, 38000 GRENOBLE.

Centre social et socio-culturel recrute
Responsable animation et coordination d'une importante équipe de *travailleurs sociaux* et d'animateurs
dans le cadre des orientations définies par un ensemble de partenaires : Association, Ville, Caisse d'Allocations familiales, Bureau d'Aide sociale.
Expérience solide indispensable.
Envoyer curriculum vitae et motivations de la candidature pour le 25 septembre 1977 au Bureau d'Aide Sociale, 14, rue Hébert, 38027 Grenoble Cedex.

Fabricant de produits d'étanchéité verticale
région Est (150 kilomètres de Paris)
recherche

1 INGÉNIEUR CHIMISTE

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura pour tâche de contrôler la qualité des fabrications, d'élaborer de nouveaux produits et d'adapter les produits existants à la demande, de gérer l'ensemble de la production.

Une expérience de 10 années minimum dans le domaine de la peinture est nécessaire.

De bonnes connaissances dans le domaine de l'isolation sont souhaitées.

Ce poste comporte de réelles responsabilités pour le candidat qui les souhaite.

La rémunération serait de l'ordre de 120.000 F l'an.

Adresser C.V. avec référence et prétentions sous référence CT/70 à
PROFILS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Keppler
75116 PARIS

PROFILS

IMPORTANT CABINET COMPTABLE MEUSE SUD

recherche pour compléter son équipe

JURISTE

Appelé à assister la clientèle dans les domaines juridiques, fiscaux et financiers. Poste convenant à un candidat âgé de 30 ans environ, justifiant au minimum d'une licence en droit, option droit privé, de connaissances solides en droit du travail et des sociétés, ainsi que d'une première expérience comptable ou bancaire.

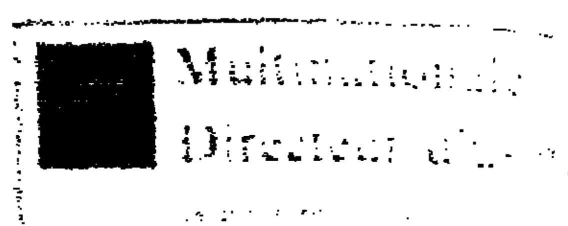
Rémunération non inférieure à 90.000 F l'an.

Facilités de logement.

ECRIRE SOUS REFERENCE N° 734 av. C.V. et photo à OREST, 5-7, r. Pierre-Parrat, 57000 METZ.

OREST

هكذا من الأصل



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
CENTRE - OUEST

La Société (effectif 500 personnes), implantée dans une ville du centre-ouest à 100 kms de la mer, est spécialisée dans la fabrication d'appareils de levage et de manutention et de constructions métalliques. Avec ses filiales, elle se place parmi les premiers constructeurs européens de la spécialité.
Elle recherche un cadre financier de haut niveau pour diriger ses services finance, comptabilité, informatique, administration. Formation: IEP, HEC, ESSEC, INSEAD MBA ou niveau équivalent. Bonnes connaissances juridiques et comptables. Anglais indispensable. Expérience minimum 5 ans à un poste de direction.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 741 M.

DIRECTEUR COMMERCIAL
ANGERS

Filiale autonome d'un groupe norvégien important, la Société a acquis une notoriété incontestée dans la conception et la production de machines à fabriquer les emballages bois et cartons.
Elle recherche un jeune directeur commercial (5 à 10 ans d'expérience) de ventes d'équipements industriels pour promouvoir ses produits sur les marchés français et étranger. Formation de base souhaitée: ingénieur (ECP, A et M ...) et formation complémentaire gestion et marketing (CPA, MBA, ICG ...). Ce poste peut éventuellement être confié à un cadre de formation commerciale habitué à la vente d'équipements industriels. Connaissance du marché de l'emballage appréciée. Pratique courante de l'anglais impérative. Possibilité d'évolution dans la Société ou dans le groupe.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 742 M.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

La Société (1150 p. 300 M de CA) fabrique et commercialise pour l'équipement de la cuisine, des fours, des cuisinières, des hôtes et des plaques.
Elle occupe une part importante du marché.
Le cadre recherché assurera l'étude, le développement des sous ensembles électroniques (programmateurs et microondes) adaptés aux produits de l'entreprise.
Le poste convient à un ingénieur diplômé possédant une expérience pratique dans ces domaines.
Lieu de travail: THIONVILLE.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 707 M.

CHEF DE FABRICATION
confection industrielle
CHOLET

La Société (600 p., 100 M de CA) se consacre au sportswear et aux jeans, femmes et enfants, haut de gamme. Ayant doublé son CA en cinq ans, elle veut renforcer son encadrement.
Ce poste consiste à seconder le Directeur de Production dans la coordination des ateliers de couture, piquage, pressing et convient à un homme de plus de 28 ans, ayant une expérience dans la confection industrielle des vêtements à manches. Formation E.S.I.V. ou perfectionnement C.E.T.I.H. souhaités.
Rémunération : 80.000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 701 M.

RESPONSABLE DES METHODES
LOIRE ATLANTIQUE

La Société (660 p., 340 M de CA) fabrique des matériels de chantiers: grues, dumpers, bétonnières, chariots élévateurs tous terrains.
Le poste convient à un cadre technique de plus de 28 ans, possédant une expérience méthodes et ayant participé à l'informatisation d'une gestion de production.
Rémunération : 60 000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.



France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 616 M.

groupe pierre fabre

Le Groupe conçoit, fabrique et commercialise des produits médicaux, cosmétiques, vétérinaires.

Pour le service de PHYTOCHIMIE de notre Centre de Recherche, nous recrutons

UN CADRE CHIMISTE

Pour postuler, il faut :
- être titulaire d'un doctorat en CHIMIE ORGANIQUE ou d'un diplôme d'ingénieur-docteur (orientation Chimie Organique) d'une grande école de Chimie;
- maîtriser l'utilisation des appareils d'analyse (UV - IR - RMN...);
- avoir une expérience en syntèse organique;
- lire l'Anglais et l'Allemand (Bibliographie);

Une expérience industrielle même courte favorisera la candidature.
Le poste est à pourvoir à CASTRES - Tarn.
Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions salariales à :

F. CHEVALLIER - Groupe Pierre FABRE
125, rue de la Faisanderie - 75016 PARIS

Grande École de Gestion
située en Province
recherche SON

responsable des études
de formation supérieure Grande École

En étroite collaboration avec le Directeur, il aura pour mission :
- l'établissement et la mise en œuvre des programmes, la coordination des enseignements,
- l'animation de tout le corps professoral,
- le suivi des études et les contacts avec les élèves,
- les réflexions sur l'enseignement de la gestion, en liaison avec les entreprises et les autres grandes Écoles de Gestion.

Cette fonction nécessite une expérience d'un poste à responsabilité en entreprise, le goût pour la recherche pédagogique et la faculté de communiquer avec un public étudiant.

Nous proposons :
un contrat à durée déterminée et une rémunération en rapport avec les compétences.

Écrire avec CV détaillé et prétentions à Solange MONTEIL, sous ref. 12.595 M

plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.
Tous les dossiers seront traités confidentiellement.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTAUBAN ET DU TARN-ET-GARONNE

recherche pour assurer les fonctions
D'ANIMATEUR INDUSTRIEL UN

COLLABORATEUR

28 ans minimum, d'un niveau de formation supérieure ayant le contact facile et le sens du concret, disposant d'une expérience professionnelle en entreprise.
En outre, une bonne connaissance d'une ou deux langues étrangères est souhaitée.

UNE PRÉFÉRENCE SERA DONNÉE AUX CANDIDATS ORIGINAIRES DE LA RÉGION

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions avant le
23 SEPTEMBRE A MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.C.I. DE MONTAUBAN ET DU TARN-ET-GARONNE, 20, ALLÉES DE MORTARIEU, 82017 MONTAUBAN CEDEX.



C.D.S. WESTINGHOUSE
LE MANS
recherche :

pour son département Équipement Redresseurs

UN INGENIEUR TECHNICO-CCIAL

de formation électronique pour :
- liaisons et assistance technique clientèle,
- suivi des commandes et des livraisons,
- liaison avec Direction Commerciale et Services Usine.
- Quelques années d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Écrire Service du Personnel
B.P. 107
72003 LE MANS Cedex

Les Hospices civils de Lyon
recherchent
pour leur Service Informatique
Réf. A : Département Etudes et Réalisations

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

1 ou 2 ans d'expérience
de préférence en statistiques.
Réf. B : Département Exploitation

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Nº du Département.
Système informatique :
2 Iris 60 640 K
220 terminaux sous STRATEGE

Adr. lettre manuscrite (en précisant rémunération), C.V. et photo
HOSPICES CIVILS DE LYON
SERVICE INFORMATIQUE
61, boulevard Pinel,
B.P. 40 - 69671 BRON CEDEX.

GROUPE INTERNATIONAL B.T.P.
RECHERCHE POUR SES ACTIVITES INTERNATIONALES :

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Ayant déjà expérience études et chantiers
- ANGLAIS INDISPENSABLE.
- Age minimum : 35 ans.
- Lieu de résidence : FRANCE avec fréquents déplacements sur chantiers à l'étranger.
- Discrétion assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous référ. 3.737 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

MERLIN GERIN

recherche

JEUNES DUT - BTS

de formation :
- Electrotechnique
- Electronique

pour postes
- Maintenance - Après Vente
- Chantiers (montage - mise en service)
- Technico-commerciaux

Ces fonctions nécessitent une disponibilité pour déplacements soit en France, soit à l'étranger (langue anglaise souhaitée).

Adresser C.V. détaillé à : MERLIN GERIN (JFP/10) 83 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL RÉGION NORD

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

relevant directement du Directeur-Général

Il gérera les comptabilités générale et analytique de deux Sociétés et prendra en charge toutes les questions de législation sociale.

Le candidat retenu aura une bonne formation comptable (D.E.C.S. ou niveau équivalent), et plusieurs années d'expérience d'une fonction similaire.

Le poste est à pourvoir dans la région de LILLE.

Adresser C.V. détaillé manuscrit, sous numéro, à : Nº 7472 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

JEUNE CADRE

formation ESC ou équivalent

pour son bureau de transit à MARSEILLE.
Une solide expérience en matière de transit, transports terrestres, maritimes, fluviaux, aériens, de douane, manutentions, consignation, est exigée.
Anglais parlé couramment indispensable.
Adresser C.V. détaillé à D.R.P. ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

Une des plus importantes sociétés de vente par correspondance, spécialisée non seulement dans la diffusion de disques, mais aussi dans l'édition de livres (Cercle du Bibliophile - Rencontre), recherche pour son siège à EVREUX :

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Formation Sup. de Co, Sciences Eco ou équivalent avec, si possible, première expérience pour participer avec l'équipe déjà en place à :
- l'établissement des prix de revient et des statistiques publicitaires ;
- l'analyse du comportement clientèle ;
- la préparation et le suivi du plan Marketing.

Une mémoire sûre, le goût de l'analyse des chiffres sont indispensables pour assumer la fonction.

Les candidats sont priés d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. + photo au Département des Relations Sociales de la Guilde Internationale du Disque, B.P. 1000 - 27000 EVREUX.

CONSORTIUM IMMOBILIER
Recherche pour
LA ROCHELLE

SON GESTIONNAIRE

Mission : ADMINISTRER un ensemble de 200 appartements en location.

Profil : C'est un GESTIONNAIRE, ayant un niveau Sup. de Co., de bonnes connaissances juridiques dans l'immobilier.
Une expérience de syndic ou similaire est souhaitée.

Résidence : La Rochelle, logement de fonction.

Env. C.V. + lettre manuscrite + Prétentions sous réf. G/27, à Cabinet de Psychologie d'Entreprise 12, rue Claude Masse, 17000 La Rochelle

TOULOUSE — Mécanique - Pyrotechnique

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

pour prendre la responsabilité de produits à tous les stades : étude, mise au point, industrialisation, suivi de la commercialisation et production.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur A. et M. ayant l'esprit commercial et le sens du concret.
Anglais indispensable. Déplacements France-étranger

Adresser C.V. complet sous réf. 322 à. SERCO recherche de personnel — 4, rue G. Péri 31000 TOULOUSE

Société en pleine expansion

NOUS DEVONS : réaliser des investissements importants, extension de notre usine de L'OISE

NOUS RECHERCHONS :

UN DIRECTEUR DE TRAVAUX

La fonction (temporaire) études, appels d'offres et devis, contrôle plans d'exécution et réalisations, gestion coûts, coordination du chantier :
- Durée 15 à 18 mois ;
- Rémunération sur contrat à la vacation, ou honoraires pour la durée du chantier.

Ce poste conviendrait à INGENIEUR GRANDE ECOLE expérience Génie Civil, T.P., (5 à 10 ans). Connaissances gestion.
Expérience unité de production appréciée.

Adresser C.V. détaillé sous nº 23.686 à CONTESSE Publ., 20, av. l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
Région SUD-OUEST
recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES DÉBUTANTS

pour ses LABO.
Formation : ECP - ENST - ESE - ENSAE
Adresser C.V., photo à nº 25.082, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transm.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour son usine de
FRANCHE-COMTÉ

médecin du travail

Il complétera l'équipe d'un service autonome.
Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne.
Evolution de carrière possible dans un groupe important.
Envoyer dossier de candidature s/réf. 704.342 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75081 PARIS qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES
pour Région Aquitaine

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE, D.E.C.S.

ayant expérience d'un poste de responsabilité dans entreprise
Age minimum 32 ans
Poste à Bordeaux

Adresser curriculum vitae et prétentions Ecrire nº 7.449 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

Nous sommes une Sté de Vente par correspondance en pleine expansion (C.A. : 240 millions - 300 pers.)
Recherchons : JEUNES DIPLOMES (EES) même débutants (es) ESCP, HEC, ESSEC ou équiv.
Offrons : après une formation complète dans l'entreprise des postes à responsabilité, dans le secteur administratif ou commercial.
Envoyer C.V., photo et prétent. à LA MAISON DE VALERIE Service du Personnel B.P. 20 - 41350 Vineuil

POUR CHAMBERY et autres villes SAVOIE recherche
COMPTABLES compétents qualifiés en fiscalité, ainsi que
SECRETAIRES expérimentées
Situation intéressante. Bonne présentation. Minimum 25 ans. Possibilité de logement.
Envoyer C.V., photo et prétent. à HAVAS CHAMBERY, nº 5.993.

U.P. ARCHITECTURE
1, rue Buisson
42000 SAINT-ETIENNE
recherche
- 1 Enseignant architecture
- 1 Enseignant construction (architecte, ingénieur...)

CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE BOURGES
recherche
- 3 infirmières D.E. aides-anesthésistes ;
- 19 infirmières D.E. pour ouvertures prochaines services de soins cardiaques et de réanimation cardiaque.

Les candidatures (recrutement direct ou mutation) pourront être envoyées le plus tôt poss. à M. le Direct. du Centre Hospitalier Général de BOURGES, 34, rue Gambon, 18014 BOURGES CEDEX.

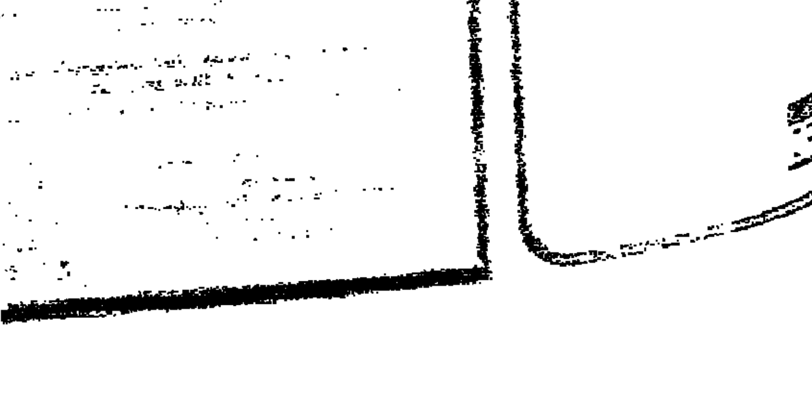
SOCIETE SPECIALISEE
RESTAURATION MAISONS ANCIENNES
DORDOGNE, PROVENCE recherche POUR DIRIGER chantiers en collaboration avec ARCHITECTE et CLIENTS
TECHNICO-COMMERCIAUX
FORMATION ASSUREE
Adres. C.V. manuscrit + photo et prétent. à PROPINTER S.A., B.P. 33, 24103 BERGERAC.

STATION INTERNATION.
HIVER - ETE recherche
DIRECTEUR OFFICE TOURISME
DISPONIBLE DE SUITE
Ecr. M. LE PRESIDENT Office du Tourisme, 73320 TIGNE.

ENTREPR. METALLURGIQUE
Région NORD
CHEF DU PERSONNEL RELATIONS HUMAINES
Universitaires, Ecole Commerce. Expérience : 5 à 10 ans. Age minimum : 35 ans. 100 à 120.000 F par an.
Ecr. avec C.V. dét. s/réf. 955 à SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Pour CHAMBERY et autres villes SAVOIE recherche
COMPTABLES compétents, qualifiés en fiscalité ainsi que
SECRETAIRES expérimentées
Situation intéressante. Bonne présentation. Minimum 25 ans. Possibilité de logement.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions, à HAVAS CHAMBERY nº 5.993

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

Important Producteur
MATIERES PLASTIQUES
recherche

ingénieur commercial
résines oléfiniques

polyéthylène - polypropylène

basé à Paris pour visiter les transformateurs de la région parisienne et du Sud-Ouest de la France.
Le poste sera proposé à un excellent vendeur connaissant si possible le marché des polyoléfines et des transformateurs.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 5103 AB

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

DIRECTEUR D'USINE
PICARDIE

La Société (128 p. 14 M de CA) fabrique des pièces métalliques découpées et embouties.
La Direction est à Paris, l'usine neuve en Picardie (à 1h 15 de Paris) compte 65 p. et bientôt 80.
Le poste convient à un jeune ingénieur mécanicien diplômé d'une école type A et M ayant dirigé un atelier de mécanique.
Rémunération : 100 000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 714 M.

CHEF DE FABRICATION
ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE

La Société appartient à un groupe de fonderie (alliages légers) faisant un CA de 418 M dont elle réalise plus de la moitié avec 1500 personnes.
Elle recherche pour son établissement de CHATEAUROUX (930 p.) un Ingénieur diplômé de plus de 35 ans (spécialisation ESF souhaitée) possédant une expérience de fonderie.
La rémunération sera supérieure à 110 000 F.
Ne pas envoyer de C.V.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 716 M.

CHEF DES VENTES
FRANCE

La Société (128 p. 14 M de CA) fabrique des pièces métalliques découpées et embouties.
Le poste convient à un cadre de plus de 28 ans, de formation supérieure, possédant une expérience de la vente de biens industriels.
Base Paris. Rémunération 60 000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 715 M.

ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE CHIMIE
PAS DE CALAIS

La Société est spécialisée depuis sa création dans la fabrication de produits chimiques de synthèse principalement utilisés en parfumerie et en pharmacie.
Elle recherche l'Adjoint au Directeur de son usine principale (210 pers.). Formation ingénieur chimiste. Connaissance en chimie de synthèse organique. Minimum 35 ans. Habitude de la conduite des hommes.

France Cadres 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf.730M

EXPLOITANTS CONFIRMES
Classe V

En tant qu'interlocuteurs privilégiés de vos clients, c'est vous qui :
– détectez et analysez leurs besoins,
– gérez le porteieuille qui vous est confié,
– développez votre clientèle par des actions de prospection appropriées,
– défendez directement vos dossiers devant le Comité des engagements.

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (ITB, CESB), ayant acquis une expérience professionnelle de 2 à 3 ans.

Postes à pourvoir en Région Parisienne.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions à

BANQUE HERVET Direction du Personnel
127, Avenue Charles de Gaulle
B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine

Nous sommes un important Groupe et nous souhaitons nous attacher des

ingénieurs

débutants ou quelques années d'expérience
diplômés d'une Grande Ecole

(X, Centrale, Télécom., Supelec, Sup. Aéro, A.M...; double diplôme : X, Télécom... très apprécié)

SI vous êtes ambitieux.

SI vous voulez prendre très vite des responsabilités (techniques, humaines, en Etudes ou en Production).

SI vous souhaitez travailler dans les Techniques de pointe (électronique, micro-mécanique, optique...).

Alors, téléphonez dès aujourd'hui (de 9H à 12H - 14H à 17H30) au 296.02.90 poste 221

Produits de Grande Consommation
Une brillante affaire française (CA : 250 MF) de grande réputation professionnelle, pratiquant les méthodes de distribution les plus modernes, cherche un

directeur marketing et ventes

Collaborateur immédiat du directeur général, responsable de ses lignes de produits (de la définition aux résultats), patron d'une équipe de 150 vendeurs, ce directeur est un homme d'au moins 33 ans, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) comptant dans son expérience cinq années au moins de vente de produits de grande consommation ou de biens durables.
La rémunération est véritablement élevée.
Écrire à J.-E. LEYMARIE ss réf. 3249 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

formation créative *s'agrandit encore*
et recherche

animateur de formation

(MANAGEMENT - MARKETING - VENTE)

IL FAUT :
- *Trente ans environ*
- *Trois ans d'expérience du métier*
- *Un esprit créatif*
- *Etudes supérieures*

NOUS OFFRONS :
- *Un travail varié (et absorbant)*
- *Une participation à la politique de la société, sous ses aspects*
- *Une petite équipe performante, et riche de réalisations depuis six ans, et de projets pour les années à venir*
- *Notre marché ? les 100 premières Entreprises de France.*

ECRIVEZ (Photo - C.V. et No de Téléphone) à
FORMATION CREATIVE - *15, rue de Bruxelles 75009 PARIS*

DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE

SPERRY UNIVAC ordinateurs

recrute

ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Formation DUT minimum - 2 ans d'expérience

connaissances appréciées :
- Système DOS - Temps Réel
- Applications comptables et financières.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel sous référence M 5 - SPERRY UNIVAC, 3, rue *Bellini - 92806 PUTEAUX - Réponse et discrétion assurées*

Groupe international, fournisseur de
L'INDUSTRIE TEXTILE ET D'HABILLEMENT
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour sa nouvelle filiale en France

Il doit conseiller et développer la clientèle existante et assurer les relations avec les nouveaux clients. Il met sur pied un réseau de vente et guide quelques représentants régionaux. Le poste exige aussi l'administration efficace de notre bureau situé à Paris. Des déplacements fréquents en France sont nécessaires.

Nous cherchons un homme de vente, dynamique, avec un sens des contacts, de formation supérieure, ayant une solide expérience, de préférence dans le secteur textile, capable de travailler avec des méthodes efficaces et d'assurer une bonne organisation. Connaissances en anglais et/ou allemand souhaitables.

Formation à l'étranger prévue.

Les dossiers de candidature (C.V., photo, prétentions) seront traités confidentiellement.

Ecrire sous référence n° 7.458, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

IBM
Groupe Ordinateur
recherche

inspecteurs techniques

Pour assurer en clientèle la maintenance d'ordinateurs et unités périphériques ou d'unités de saisie d'information. Dans ce rôle, ils doivent allier une bonne technicité à des qualités de contact.

offre : - un métier passionnant et varié; - une situation évolutive, des perspectives intéressantes; - une formation de base, puis permanente.

les candidats devront être :
- titulaires d'un BT, BTS, DUT ou équivalent en automatismes, électronique, électrotechnique;
- être dégagés des obligations militaires;
- connaissance de l'anglais appréciée.

– Une affectation temporaire dans les services de production au titre de la formation (mises au point d'unités centrales et périphériques) pourra être envisagée.

Adresser C.V. + photo et lettre de candidature à M. A. TEILLER, 22, rue de Clichy, 75009 Paris.

IBM

HAVAS CONTACT

le gan vie

gan assurances

recherche pour son important département informatique (200 personnes) travaillant sur matériel IBM 370, DOS/VS, CICS/VS, DL1

CHEF DE PROJET

(INGENIEUR GRANDES ECOLES : SUPELEC, MINES...)

Ce poste permettra à un candidat dynamique de valoriser :
- son expérience de l'analyse de 3 à 5 ans,
- son sens des contacts humains et de l'organisation,
- ses aptitudes à l'encadrement.

La connaissance du D.L. 1 est appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Mme DEGEY, 2, rue Pillet Will - 75009 PARIS. Discrétion assurée.

Le P.D.G. d'un important groupe français d'installations industrielles (2000 personnes) proche banlieue Sud Paris
recherche pour le seconder rapidement dans les problèmes de développement et de réorganisation

futur secrétaire général

Pendant une période de mise en place de près d'un an il instruira et suivra les dossiers relatifs au contrôle de gestion et budgétaire, à la comptabilité générale et analytique, à la fiscalité et au droit des sociétés, à l'organisation administrative et aux procédures informatiques.

Ce poste de confiance intéresse un homme de formation Grandes Ecoles de Commerce ou équivalent, âgé d'au moins 38 ans, ayant exercé en entreprise des responsabilités analogues.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 699 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

RENAULT EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES
Département Agro-Alimentaire

Notre vocation est de promouvoir et de réaliser l'implantation de matériel français à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient).
Pour étoffer notre équipe nous recherchons deux

ingénieurs d'affaires

De formation supérieure (ENSA, ENSIA, INA, A. et M. ...), vous avez acquis au cours d'une dizaine d'années d'expérience dans le domaine agro-alimentaire ou agro-industriel, une solide pratique de la négociation de contrats importants à l'étranger dont vous avez peut-être assuré également la réalisation. Vous avez fait vos preuves en ce domaine et vous aimeriez maintenant élargir le champ de vos responsabilités.

Au sein de notre Département nous voulons vous confier :
- *la prospection des affaires et la préparation des propositions,*
- *les négociations techniques et financières,*
- *la coordination de nos partenaires, des détenteurs de process, des entreprises et des fournisseurs.*

Outre de réelles qualités de manager, une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire pour réussir dans ce poste. La connaissance de l'arabe serait très appréciée.

Le poste est basé à Paris mais implique de fréquents déplacements.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, le soin d'examiner les candidatures. Ecrivez-leur sous référence 20.70-M.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

UNE GRANDE AFFAIRE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE (siège Paris) cherche son

directeur financier

Il assure le contrôle, la synthèse et la présentation des comptes des SCI et SA (environ 60), dirige la trésorerie, met sur pied les montages financiers, participe aux tours de table. C'est également un homme de missions, capable de préparer en termes financiers les décisions de la direction générale (rachat d'affaires, etc.). **La rémunération est de 150 à 200.000 F par an.**
Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3250 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Adjoint Direction Commerciale

Filiale d'un grand groupe, la société vend des biens d'équipement intéressant bureaux, administrations.
Le Directeur de l'Exploitation Commerciale a la responsabilité des produits (amélioration, création) des ventes (85 millions) du Personnel (une centaine de vendeurs).
Il recherche un adjoint pour lui confier :
à court terme la coordination de toutes les actions à entreprendre (marketing/publicité/ventes/gestion) *pour réussir le lancement* d'un nouveau produit,
à moyen terme l'assistance dans l'ensemble de ses tâches sur tous les produits de la société.
L'homme recherché doit être personnellement entreprenant et vendeur. Autodidacte d'excellente culture générale ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, c'est un homme de marketing pratique - qui a déjà eu l'expérience d'animation de vendeurs -. La connaissance du secteur matériel de bureau est souhaitable.
Le poste exige la pratique courante de l'Anglais.
La rémunération est de l'ordre de 130/150 000 F annuels.



Les personnes préparées par leurs expériences et leurs compétences à ces responsabilités peuvent adresser leur dossier sous référence EC 941/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

sparar

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

SK&F **SMITHKLINE** GL

14.000 personnes - 40 filiales - 3,5 milliards de C.A.
représenté en France par les Laboratoires Pharmaceutiques
SMITH KLINE & FRENCH et GREMY-LONGUET

souhaite s'adjoindre

"MATERIALS MANAGER"

pour coordonner à un stade élevé les opérations

ACHATS - STOCKS - PRODUCTION

Le poste : Responsable des niveaux et des coûts optima des stocks, son activité s'étendra de la gestion générale des achats à l'ordonnancement central de la production, dans le cadre d'un budget de 150 millions FF.

Supervisant le mouvement des matières et des fournitures, de leur entrée à leur utilisation, il dirigera au Siège une petite équipe spécialisée et assurera une liaison fonctionnelle permanente avec le service planning des Usines de LIMAY (78) et de PESSAC (33).

Le profil : L'expérience des achats et celle des planning de production pharmaceutique sont indispensables. Ce poste pourrait convenir à un Ingénieur, à un Diplômé en Gestion des Entreprises ou à un Pharmacien Industriel.

Anglais apprécié.

Lieu de travail : Siège social à PUTEAUX

Compte tenu du développement du Groupe, ce poste est susceptible d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions et salaire actuel à Direction du Personnel, réf. R.T. - 15, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX
DISCRETION ET REPONSE ASSUREES

Commerce International
Adjoint au Directeur Administratif et Financier

Le développement actuel de l'entreprise nécessite la création d'un poste d'Adjoint au Directeur Administratif et Financier.
Après une formation complète acquise au sein de la société comme auprès des fournisseurs il sera amené à prendre progressivement en charge certaines de ces responsabilités : élaboration de contrats, problèmes juridiques, liaisons avec Coface, Forma, Douanes, relations avec la comptabilité générale et la comptabilité commerciale...
Le titulaire de ce poste doit être jeune, posséder une formation de type ESC ou IEP option Commerce International, avoir vécu une première expérience dans ce domaine.
C'est un homme dont le sens commercial ne supprime pas le sens de la rigueur et de la méthode. Il souhaite donner à sa carrière un nouvel élan et est prêt à ce titre à investir.
La rémunération de départ est de l'ordre de 75 000 F.
Lieu de travail : Paris.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence AF 938/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

sperar

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE PREMIER PLAN

RECHERCHE POUR SA DIVISION
ORGANES OFFICIELS
(REINS ARTIFICIELS)

DES CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX
DE GRANDE VALEUR

A l'expérience déjà acquise (si possible en hémodialyse, ou dans un domaine médical proche, les candidats devront posséder un sens aigu des responsabilités, une volonté d'être parmi les premiers de leur entreprise au plan des résultats.

Les possibilités de faire une brillante carrière au sein de notre groupe sont réelles pour des candidats solides et à l'ambition justifiée.
La mobilité et la disponibilité sont nécessaires pour ces postes de haute rémunération qui sont à pourvoir en toutes régions de la France métropolitaine. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Envoyer votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo récente, à n° 77567 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.



Société de Conseil et de Réalisation en Informatique de Gestion, nous appartenons à l'un des premiers Groupes de Sociétés de Services en Informatique. Nous cherchons pour PARIS et la région parisienne plusieurs

ANALYSTES et ANALYSTES-PROGRAMMEURS

ayant au moins deux ans d'expérience en Informatique de Gestion et une excellente pratique des langages évolués. En participant à la réalisation de projets pour nos clients, ils seront au fait de l'évolution de la technique, développeront leurs capacités d'autonomie et leurs compétences : diversité des matériels, des méthodes de travail, des applications ainsi que des relations professionnelles.

Ecrivez sous référence M5 à Monique GASTINE qui étudiera confidentiellement votre candidature

SERTI 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SOCIETE D'ETUDES

économie aménagement réalisations

1 chef de projet aménagement régional

X, Mines, Ponts, E.C.P.

- Il aura à animer le travail d'une équipe pluridisciplinaire et à prendre des initiatives et responsabilités inhérentes à la fonction.
- aura à mettre en œuvre des connaissances pratiques étendues
Evolution vers Direction des Etudes

40 ans minimum
- Ayant au moins 10 ans de pratique

Ecrire réf. 1 CP 77

1 ingénieur de projet

X.E.C.P., MINES G.M., P.C., E.S.T.P., I.N.A., I.G.R.E.F.

Etudes de projets spécifiques :
- INFRASTRUCTURES : routes, rail, aéroports, ports, hydraulique.
- AGRICULTURE : élevage, forêts, pêche, industries agro-alimentaires.
- INDUSTRIES LEGERES : textile, cuir, bois, électroménager, mécanique.

aura à prendre des initiatives et assumer des responsabilités pour diriger les techniciens ou ingénieurs travaillant à la même tâche.

40 ans minimum
- Ayant au moins 10 ans de pratique

Ecrire réf. 1.I.P. 77

1 ingénieur économiste statisticien

Grandes Ecoles, ENSAE, DES Sc. Eco.

Etudes de marché internationales et nationales
Etudes de planification nationale, régionale et sectorielle.
Travaux sur ordinateur

Etudiera les projets courants et participera à leur exécution en prenant les initiatives et les responsabilités que nécessitent l'exécution de ces projets.

30 ans minimum
- Ayant au moins trois ans de pratique

Ecrire réf. 1.I.E. 77

Seuls seront examinés les dossiers des candidats possédant une expérience effective des postes proposés.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo à N° 45723 PA SVP 37 rue Gal Foy, 75008 Paris, en rappelant la référence du poste.

PA-SVP



recherche

Spécialiste de la V.P.C.

pour devenir un

ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

Pour mener à bien les opérations de mailing, de couponning, etc. . . il devra avoir l'expérience de :

- l'utilisation des fichiers,
- du traitement informatique,
- de la conception du matériel,

Ce poste conviendrait à un jeune Diplômé d'Etudes Supérieures possédant 3 ou 4 ans d'expérience du MARKETING DIRECT.

Ecrire avec curriculum-vitae précis et détaillé sous N° 4598 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

DIRECTEUR D'USINE

(50 personnes) REGION PARISIENNE
recherché par société française de traitement de surface N° 1 dans sa spécialité.

Dépendant de la Direction Générale, il aura la responsabilité complète de la gestion de son établissement dans le cadre d'une direction par objectif avec plan d'action et délégation.

Il assurera l'animation de son équipe sur les plans technique, commercial et gestion.

Age 35 ans minimum. Ingénieur diplômé.

EXPERIENCE SOUHAITEE : celle d'une P.M.E., direction de petite unité, commerciale, bonnes connaiss. traitement des métaux ou mécanique

Ecrire avec C.V., prétent. et photo sous n° 6.991 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transm.

ANALYSTES

Un important groupe de
RETRAITE et PREVOYANCE
(2 000 personnes)

Son service
ORGANISATION et INFORMATIQUE
qui s'agrandit en fonction des projets envisagés

Vous proposent de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune et pourvue de moyens modernes.
(370/158 - Réseau télétraitement national)

2 postes sont offerts
DES ETUDES SUPERIEURES SONT EXIGEES.
L'un des 2 postes nécessite en plus une connaissance approfondie en **COMPTABILITE** et 3 années d'expérience professionnelle, en vue de prendre en charge en informatique les **COMPTABILITES ANALYTIQUE ET BUDGETAIRE** puis la **COMPTABILITE GENERALE**

Envoyer lettre manuscrite C.V photo sous n° 25.018 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARIS — **150.000 F +**

Direction Générale
à Fonction Marketing

Société internationale, nous sommes un des leaders mondiaux sur notre marché ; nous fabriquons des produits de haute technicité à destination grand public et industrie.

Nous souhaitons confier la Direction de notre filiale commerciale française à un diplômé d'une grande école : H.E.C., M.B.A...., - 33 ans minimum -, parlant couramment l'Anglais, possédant une expérience en marketing «produits de grande consommation», ayant assuré la gestion effective d'une unité opérationnelle.

Rattaché au Directeur Général (français) de la zone européenne sud, vous serez responsable de la gestion d'une affaire ayant un taux d'expansion élevé (le plus fort en Europe), de son développement et de ses profits.

Vous devrez prendre l'initiative d'actions de marketing et les orienter.

Ces fonctions conviennent à une personnalité à la fois imaginative et réaliste.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. + C.V. détaillé sous réf. 71432/M à R. VERDET - Sélé-CEGOS 33, quai Galliéni 92152 SURESNES.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Vous avez si possible une double formation ingénieur et économiste. Vous êtes convaincu que les organisations professionnelles jouent aujourd'hui un rôle capital. Qu'elles ont besoin d'hommes modernes, compétents et dynamiques et que vous pouvez y trouver un métier actif et enrichissant.

Vous avez au moins une dizaine d'années d'expérience professionnelle, en particulier dans les biens d'équipement, et vous avez su équilibrer vos connaissances techniques et une bonne compréhension des mécanismes économiques. Vous vous sentez apte à aborder les problèmes les plus divers qui peuvent se présenter à l'échelle d'une vaste profession.

Que vous soyez en entreprise, ou dans une administration en contact habituel avec l'entreprise, c'est de vous peut-être que nous avons besoin aujourd'hui.

Le cabinet de recrutement SIRCA est chargé de réunir les candidatures. Ecrivez lui sous référence 77121 M.



64, rue de la Boétie 75008 Paris

Second Oeuvre du Bâtiment

Notre Société (190 millions de CA et 550 personnes) est en expansion depuis plusieurs années. Nous sommes filiale d'un groupe important et nous recherchons :

un Chef Comptable-Adjoint

Le candidat a une bonne formation générale et une spécialisation comptable de niveau DECS minimum. Bien qu'il soit encore dans la première partie de sa carrière, il a déjà quelques années d'expérience pratique d'une comptabilité de gestion.

Il sera chargé de mettre au point les procédures comptables du suivi quotidien des comptabilités et veillera à leur application.

Il collaborera avec le Chef Comptable pour définir les nouveaux besoins dans le cadre de la refonte en cours des programmes de traitement informatique, et pour proposer des solutions nouvelles qu'il contribuera à mettre en place.

Le poste est à pourvoir à Servon près de Brie-Comte-Robert.

Le salaire prévu ne sera pas inférieur à 90 000 F.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier avec lettre manuscrite et photo d'identité à :

WEBER ET BROUTIN
SERVON - 77170 - BRIE-COMTE-ROBERT

sperar



Directeur de Projets (X-Centrale...)
Organisation Industrielle

Un groupe international de Conseil en Management, dont les activités sont largement diversifiées et les connexions avec l'industrie bien établies en France et Outre-Mer, désire développer son secteur Organisation Industrielle.

Le Directeur recherché aura pour mission, avec l'actuelle équipe d'ingénieurs expérimentés qu'il animera, de mener une action commerciale et technique autonome centrée sur les systèmes de Contrôle de production informatisés pour des entreprises travaillant en moyennes séries ou à la commande.

Les candidats à ces fonctions, 35 ans minimum, de formation grande école (X, Centrale...), doivent avoir une expérience d'ingénieur-conseil à haut niveau dans le domaine indiqué, et une expérience complémentaire soit en méthodes, soit en entretien, ou en contrôle qualité. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera de l'ordre de 150/180 000 F/an et le poste est à pourvoir à Paris.

Les ingénieurs intéressés par ce développement de leur carrière sont invités à adresser leur dossier sous référence OI 934 à SEFOP qui les en remercie et les transmettra directement aux dirigeants du Groupe ; il est donc demandé d'indiquer les noms des sociétés à qui le dossier ne doit pas être communiqué.



7 rue Lincoln 75008 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

LogAbax informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

RESPONSABLE SERVICE PROMOTION - ÉTUDES - MARKETING

PROFIL :

— Formation supérieure commerciale ;
— 30 ans minimum ;
— Bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

MISSION :

— Animation d'une équipe d'une dizaine de personnes chargées des actions de support commercial au lancement et à la diffusion de nos produits en France et à l'étranger.
— Analyse du marché et de la concurrence.
— Création de la documentation commerciale.
— Journal d'information.
— Plan de publicité.
— Promotion et animation commerciale.
— Organisation des expositions et manifestations.
— Coordination des actions avec nos filiales.
— Suivi du budget du service.

Lieu de travail : EVRY (91)

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référ. 181 à M. B. CHALLET, LOGABAX, Bureau Evry II. 523, terrasse de L'Agora. 91000 EVRY

chef service méthodes centrales

120.000 F +

FAÇONNAGE DES METAUX EN FEUILLES

Un groupe métallurgique important (7 usines) dont l'activité est principalement orientée vers l'INDUSTRIE AUTOMOBILE veut confier la responsabilité du service central des méthodes à un *ingenieur de 30 ans minimum, type Arts et Métiers.*

Rattaché au Directeur technique, il dirigera un service d'une quinzaine de personnes et, en liaison avec les services technico-commerciaux et les Directions opérationnelles de production, sera chargé de la définition des matériels et outillages *de fabrication, de l'établissement des modes opératoires* et de l'optimisation des coûts de production, des études de postes et analyses chronométriques.

Le poste est à pourvoir en banlieue OUEST Paris.

Envoyer curriculum vitae, photo récente et rémunération *sous la ref. 707277/M (à mentionner sur l'enveloppe)* à M. PERCHE, responsable branche industrie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sperar

CGI Compagnie Générale d'Informatique

Société de Services et de Conseil recherche

Ingénieurs débutants grandes écoles

(X, CENTRALE, MINES, SUP'AERO TELECOM, SUP'ELEC, AGRO...)

formés ou non à l'informatique

Dès leur entrée dans la société (3 octobre) ils recevront une formation complète aux techniques de la C.G.I. (CORIG, PAC...)

Leur carrière sera ensuite orientée, suivant leurs goûts, vers des postes de responsabilité dans les différents départements de la C.G.I. (*Conseil, Logiciel, Formation*)

Si vous êtes intéressés et dégagés de vos obligations militaires, envoyez C.V. + photo à Mme JAMET — C.G.I.
84, rue de Grenelle — 75007 PARIS

RCA

ELECTRO OPTICS AND DEVICES

recherche

ingénieur commercial EUROPE

Ingénieur Electronicien bilingue Français-Anglais

Il sera basé en France et voyagera environ 40 % de son temps en Europe et aux USA, mais les voyages seront de courte durée.

Une expérience en photomultiplicateur, tube de prise de vue, ampli de brillance, tube de puissance, CRT, émetteur IR (Led et Laser), détecteur silicon de IR, est souhaitable, soit dans les développements ou applications et commercialisation de ces composants.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel au :

Cabinet Claude VITET
30, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 PARIS

Periodique 2e œuvre, ch. plein temps journaliste form. techniq. *Discrétion assurée* Ecr. C.V. : ARNET, 49, r. d'Amsterdam (8e)

CENTRE AUDIO-VISUEL LANGUES VIVANTES
(enseign. supérieur, commercial et form. permanente d'adultes)
proche banlieue Ouest, métro
recherche à plein temps

ASSISTANTE

pédagogique angliciste pr coordination équipe enseignants toutes langues et relations avec entreprises. Expérience enseign. anglais avec méthodes audio-visuelles et laboratoires de langues indispensable.
Ecr. no T 75.755 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Recherchons
PR ENTREPRISE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ecr. av. C.V. man., prétent. à S.E.D.D., départ. Informatique, 2, rue Berthelot.
76150 MARONNE-LA-MAINE.

LE SECRETARIAT GENERAL UNE FONCTION POLYVALENTE POUR UN JEUNE DIPLOME

Pour renforcer ses structures, notre société (prestataire de services, filiale d'un groupe important) souhaite engager un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, Sc po, Droit, Sc éco, ...) qui assurera, sous l'autorité de la Directrice Générale Adjointe,

— la gestion et l'administration du Personnel,
— la direction administrative
— la supervision de la comptabilité auxiliaire en liaison avec le groupe,
— le contrôle des budgets financiers.

Ce poste convient à un candidat ayant acquis une première expérience de secrétariat général.

Rompu aux contacts et aux relations humaines, ayant le sens de l'autorité, il travaille avec méthode et organisation. Il sait également utiliser l'outil informatique.

Poste à pourvoir à Paris-Ouest

Les candidatures seront traitées confidentiellement par notre Conseil (indiquez sur l'enveloppe la référence 1000M)

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

Premier groupement d'entreprises indépendantes de distribution de matériaux de construction - second-œuvre,
80 entreprises adhérentes, 1,5 milliard de C.A. (h.t.) cherche son :

directeur de marketing

Celui-ci devra, outre une fonction d'études et marketing proprement dite, animer, coordonner et contrôler une équipe de conseillers régionaux (6 personnes), et être un conseil efficace et persuasif pour mettre en application le résultat *de ses études.*

Ce collaborateur de haut niveau aura :

- l'aptitude à concevoir un projet et à y faire adhérer ses interlocuteurs (patrons de PME),
- la capacité de dynamiser son équipe,
- une solide expérience de la distribution et du terrain,
- une forte motivation à faire évoluer les hommes et les méthodes.

Envoyer CV détaillé et manuscrit, sous référence 12.582 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 Paris, qui transm.



Hoechst France

vous propose pour son siège le poste

promotion des ventes

VOTRE MISSION :

- vous serez amené à effectuer la promotion *d'une gamme* de nos produits auprès d'une CLIENTELE INDUSTRIELLE de haut niveau avec laquelle il vous sera également demandé de mener certaines négociations
- vous réaliserez la collecte des informations commerciales en vue de leur exploitation statistique.

VOUS DEVEZ AVOIR :

- la formation d'une grande école commerciale et la volonté de progresser en faisant vos preuves au sein d'un groupe important,
- la connaissance de la langue allemande.

Si ce poste vous intéresse adressez-nous votre candidature ss réf. 20.15 en mentionnant la rémunération souhaitée à HOECHST FRANCE Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Nobel - Cedex 3 92080 PARIS LA DEFENSE

hb conseil

Conseil de Direction des cinquante premières entreprises du marché français recherche

Ingénieurs Grandes Ecoles

ayant au moins trois ans d'expérience dans une société multinationale, et connaissant l'allemand.
Ecrire: HB Conseil, 70, rue de Ponthieu, 75008 Paris

RESPONSABLE DE PROJET

La filiale d'un important Groupe multinational recherche pour ses activités

COMPOSANTS ET INSTRUMENTS

INGÉNIEUR de bonne formation générale

(GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITÉ)

ayant plusieurs années d'expérience, pour prendre en charge le développement de ses nouvelles méthodes d'assemblage et d'encapsulation.

Outre la connaissance approfondie des semi-conducteurs de puissance, une réelle expérience pratique de la fabrication des circuits hybrides couches épaisses est indispensable.

L'expérience de la fabrication des semi-conducteurs serait très appréciée. Lieu de travail permanent en proche banlieue Est. Déplacements fréquents à prévoir, missions possibles de longue durée (2 mois). Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 1.869

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris c.tr.

Concepteur et maître-d'œuvre d'installations d'ensembles industriels de haute technicité, nous sommes en pleine expansion.
Pour notre département informatique équipé d'un IBM 370/168, nous recherchons :

chefs de projets

Dépendant d'un ingénieur en chef, ils assureront le développement d'applications industrielles : gestion de documents et de matériel.
Ingénieurs diplômés, ils justifieront d'une expérience de l'informatique de gestion en milieu industriel. Réf. M/500

analystes expérimentés

Ils dirigerons une équipe de programmeurs et mèneront à bien des travaux d'analyses fonctionnelle et organique.
Une expérience d'application de gestion, base de données ou télétraitement est nécessaire. Réf. M/501

Ces différents postes, basés à Paris, peuvent bénéficier d'excellentes perspectives d'avenir.

Adresser lettre manuscrite et c.v. en rappelant la référence du poste choisi à AXIAL Publ., 91, Fg St-Honoré 75008 Paris, qui transmet...

Un très important groupe industriel français spécialisé dans le domaine de l'électronique professionnelle recherche pour la conception et la mise en place de chaînes informatiques très variées sur IBM, CONTROL DATA...

CHEF DE PROJET

MISSION :

- définition de spécifications et/ou participation à leur élaboration,
- supervision de la réalisation des projets.

Une formation supérieure (grande école ou équivalent) ainsi qu'une expérience d'environ 2 ans dans le domaine des applications Temps Réel sont indispensables en outre, la pratique du PL1 serait appréciée ;

Une formation complémentaire sera assurée.

Age minimum souhaité 30 ans.

Le poste est à pourvoir à PARIS OUEST.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. à *No 24502, CONTESSE PUBLICITE* 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ADMINISTRATION

recrute pour le 15 septembre 1977

HOMME ou FEMME

— 25 ans minimum, ayant au moins 2 années d'études supérieures en Droit ou Sciences Economiques ou Ecole Supérieure de Commerce, niveau licence souhaitée ;
— Bonne connaissance de la comptabilité et du droit fiscal (uniquement T.V.A.) nécessaire ;
— Expérience professionnelle souhaitée.

Ecrire avec C.V. à l'Ingénieur de l'Arrondissement opérationnel n° 3, Direction Départementale de l'Equipement de la Seine-Saint-Denis, 99, avenue du Général-de-Gaulle, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

LA BROSSE & DUPONT

Société spécialisée dans les produits de toilette, d'hygiène, d'entretien et de bricolage, dont le siège social est à PARIS,

recherche son :

responsable exportation europe

De formation universitaire, ayant déjà une expérience de 3 à 5 ans de vente à l'étranger, et de gestion de produits, il doit être disposé à voyager 6 mois par an en Europe.

Anglais et Allemand courants.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Directeur Exportation - LA BROSSE & DUPONT - 12, rue Léon Jost 75017 PARIS.

GOODYEAR FRANCE
Numéro 1 Mondial du PNEUMATIQUE

92500 RUEIL MALMAISON
recherche le

responsable de ses relations publiques

LE POSTE :
c'est un poste de haut niveau dépendant directement de la Direction Générale pour lequel une expérience dans la fonction est souhaitée.

LA FONCTION :
il aura à charge l'animation, la promotion et la réalisation des actions de :

1) relations intérieures :
Communications - Information - Publications - Animation des activités sociales

2) relations extérieures :
- support commercial et promotionnel
- exploitation de la course automobile
- relations avec la Presse et les organismes extérieurs.

LE CANDIDAT :
Age minimum 27 ans
Personnalité affirmée - homme de contact
Grande disponibilité
Bonne connaissance de l'anglais.

Adressez votre C.V. avec photo, prétentions et lettre manuscrite au Chef du Personnel B.P. 310 - 92506 Rueil Malmaison Cedex.

GM FRANCE — GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour sa

DIVISION AUTOMOBILE

CHEF DE DISTRICT

pour animer l'action des concessionnaires sur les plans : COMMERCIAL - TECHNIQUE - ADMINISTRATIF - GESTION.

Le candidat devra :

- être âgé de 30 ans minimum
- avoir une expérience approfondie du marché de l'automobile
- avoir le goût des contacts humains et le sens des responsabilités
- accepter une grande mobilité dans l'affectation
- posséder la langue anglaise.

ATTACHE COMMERCIAL

titulaire du BAC et diplôme de Commerce.
Expérience ventes automobile souhaitée.
Acceptant déplacements en province.
Anglais indispensable.
Après formation le titulaire pourra évoluer vers une situation de

CHEF DE DISTRICT.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo Service Personnel YM - 5, boulevard Galliéni 92231 GENNEVILLIERS
Discrétion absolue garantie.

IMPORTANT FABRICANT DE

Produits Industriels pour le Bâtiment et les T.P.

CA : 1 Milliard de F. - 6 Usines en France
5500 personnes
recherche un

Chef du Personnel

pour l'Unité de production (800 personnes) de la REGION PARISIENNE (Ouest)

Son rôle est de mettre en œuvre au niveau de son établissement la politique du personnel de la Société, notamment en matière de recrutement, rémunération, formation, sécurité, relations sociales.

Le titulaire de ce poste devra avoir une bonne formation administrative et sociale et surtout une expérience lui ayant permis d'acquérir une connaissance parfaite de ce métier.

Les dossiers de candidatures —sous Réf. M. 1358 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

FILIALE IMPORTANT GROUPE DISTRIBUANT DU MATERIEL D'ELEVAGE, région TRAPPES (78),
recherche
dans le cadre de son développement

UN HOMME DE MARKETING

Chef du bureau d'études commerciales.

En collaboration et sous l'autorité du Directeur Commercial, il réalisera et mettra en oeuvre les études marketing et promotion des ventes.

Ce poste clef, basé au siège, au sein d'une direction jeune, exige :

- une formation supérieure (ESSEC, ESCP, Sciences Eco, ...)
- une expérience marketing ou chef de produit,
- un esprit créatif et le sens de la méthode,
- le goût du travail en équipe,
- une bonne connaissance du milieu agricole.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 25090 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

هكذا من الأصل

LASSEES

offres d'emploi

DE PROJET

formation générale

UNIVERSITE

responsable de ses relations publiques

ts de projets

alystes
périmentés

GENERAL MOTORS FRANCE

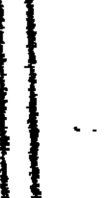
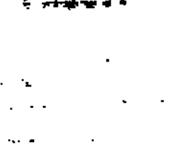
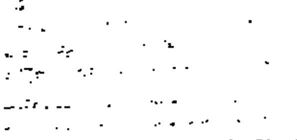
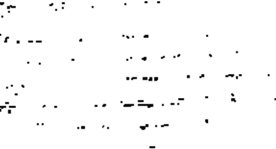
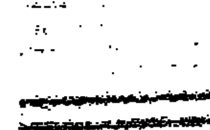
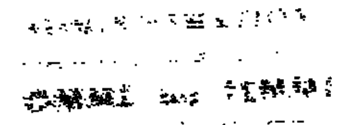
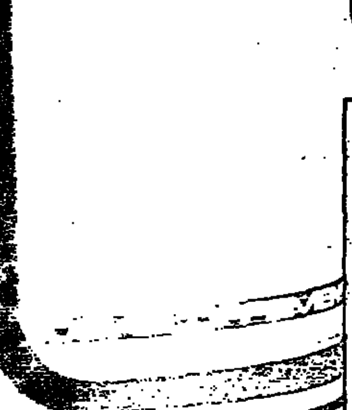
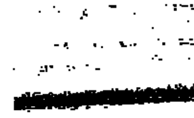
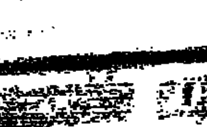
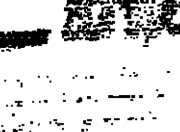
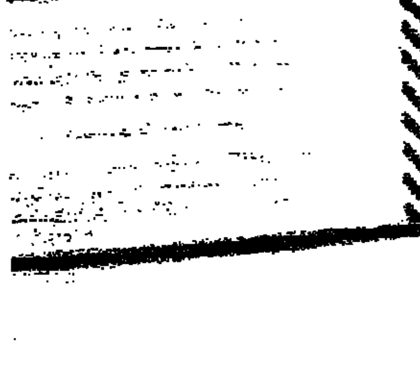
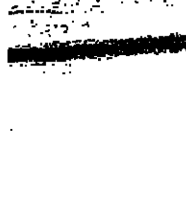
DIVISION AUTOMOBILE

CHEF DE DISTRICT

ATTACHE COMMERCIAL

Chef du Personnel

NOSSE & DUPONT



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

DÉPARTEMENT ÉTUDES TRAVAUX A L'ÉTRANGER
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
OU
TECHNICIEN CONFIRMÉ
Spécialité V.R.D. et INFRASTRUCTURES

Le candidat que nous choisirons se verra confier ETUDES TECHNIQUES VRD et INFRASTRUCTURES et la MISE A PRIX DE CES PROJETS. 4 à 5 années en Entreprise lui auront permis d'acquérir une bonne expérience en ce domaine.

Le poste est à pourvoir à Paris, mais des déplacements à l'Etranger sont à prévoir.

Une réelle maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Adresser C.V. avec photo retournée, en précisant expérience et prétentions salaire sous référence I.V.-B.C. à
S.A.E. Direction du Personnel
32, avenue de New-York, 75784 PARIS - CEDEX 16

IMPTE STE PRODUITS CHIMIQUES PARIS (8e)

recherche pour son centre traitement de l'information de Paris équipé d'un ordinateur 370/145 de 1000 K exploité en OS/VS + CICS :

1 Programmeur d'Application
confirmé

Expérience de 1 à 2 ans en programmation Cobol
Connaissance assembleur appréciée
Formation CICS assurée

1 Programmeur d'Application
débutant

Niveau I.U.T. ou équivalent
Formation complémentaire assurée
40 heures semaines - Horaire individualisé

1 Pupitreur - Opérateur

Expérience OS appréciée
Formation complémentaire assurée
(Télétraitement, JCL)
Horaire 40 heures/5 jours 2/8

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, n° 25.163, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.



HEWLETT PACKARD
FRANCE

dans le cadre de l'expansion de sa division instrumentation électronique de mesure
recherche
pour activités technico-commerciales (Paris et Province)

ingénieurs électroniciens

confirmés et débutants (libérés des obligations militaires)
Spécialisés dans les domaines suivants :
électronique générale. Informatique. Télécommunications.

Ils recevront une formation complémentaire à caractère technique et commercial à notre siège d'ORSAY ainsi que dans les diverses sociétés du groupe implantées à l'étranger.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du Lundi au Vendredi de 9 à 12 h 30 – 13 h 30 à 18 h par INFORMATION CARRIERE SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.
Référence : 159

On peut également adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 65, av de Wagram 75017 PARIS.

Information Carrière
SVP.11.11



CHAUSSON

recherche pour sa
Direction Informatique
équipée de matériels IBM 370
travaillant en multi-programmations
DOS-VS et POWER
liaisons TP avec les autres usines

PUPITREURS
et
PRÉPARATEURS de TRAVAUX

DUT et plusieurs années d'expérience

Lieu de travail : COURBEVOIE.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions à :
CHAUSSON, B.P. 236, 92601 ASNIERES.

USINE MATERIEL MEDICAL
demande
pour poste de responsabilité et d'avenir

JEUNE HOMME DYNAMIQUE

— 25 ans minimum.

COMPTABLE

plus notion de gestion.

Adr. C.V. + photo aux Ets RAVIER TOUZARD, 57-59, avenue Carnot, 94230 CACHAN.

Groupe Bancaire
recherche

CHEF COMPTABLE

LES CANDIDATS DEVRONT :

- Etre titulaires du D.E.C.S. ou justifier d'un niveau équivalent.
- Avoir une expérience confirmée de plusieurs années en matière de comptabilité générale et contrôle budgétaire.
- Posséder une bonne compétence en matière de fiscalité.
- Avoir déjà exercé des fonctions d'encadrement.

Le poste exige une parfaite connaissance de la réglementation professionnelle des banques, ainsi que la pratique de la réalisation des états C.C.B. Evolution intéressante pour candidat de valeur qui saura s'affirmer.

— Anglais apprécié —

Adresser curriculum vitae sous n° 25,129, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE EN FORTE EXPANSION
recherche

cadre responsable
de son
SERVICE D'ENGAGEMENTS

ayant une forte capacité d'analyses financières et une très bonne connaissance de l'établissement et du suivi des dossiers de crédit.
- 8 ans d'expérience bancaire minimum requise, si possible dans un établissement de taille moyenne comprenant exercice effectif de responsabilités dans ce secteur.
- Diplôme d'études supérieures souhaité.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence BEIRA (à mentionner sur l'enveloppe) à :



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS



CIT ALCATEL
Département Commutation
recherche

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS ET DE PERSONNEL

— *Après une période de formation dans différents services de l'entreprise, ils seront affectés dans des établissements de province ou de la région parisienne.*

— *Ces postes conviendraient à des jeunes cadres, de formation supérieure, débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience en gestion de personnel.*

— *Mobilité indispensable.*

Envoyer C.V. et prétentions (avec photo) à **CIT-ALCATEL** Département Commutation.
Serv. recrut., 10, rue Latécoère, 78140 Vélizy.

---

experts comptables auditeurs

Nous sommes une importante société française d'Audit et d'Expertise Comptable. Nous recherchons, pour assurer notre expansion immédiate et à terme, des collaborateurs titulaires du diplôme d'Expert Comptable ou diplômables, pour nos centres de Paris, Lyon et Grenoble.

Postes à pourvoir :

Experts comptables : Niveau **Chef de Groupe** ou **Responsable de dossiers.**
Auditeurs : Niveau **Chef de Mission.**

Nous tiendrons largement compte, dans nos appréciations, des potentialités humaines des candidats. Les candidatures à terme seront prises en considération.

Pour nous permettre de vous assurer une stricte discrétion, vous écrivez à Jean ADRIAN - HELIOS FRANCE, 7, rue de Chaillot 75116 Paris

---

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL MATIÈRES PREMIÈRES ALIMENTAIRES

recherche pour Paris

TRADER (haut niveau)
— Anglais parfait
— Discrétion assurée

Adresser lettre + C.V. + photo n° T 077.579 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Entreprise Travaux Publics et Bâtiment

C.A. 350 MILLIONS DE FRANCS
recherche

pour prendre la direction de l'ensemble des services comptables du siège, des agences et des chantiers étrangers

CHEF COMPTABLE HAUT NIVEAU
(EXPERTISE COMPTABLE)

Expérience pratique confirmée dans la profession préférable mais non déterminante.

Adresser curr. vitae très détaillé et prétentions à n° 3.135, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Burroughs

poursuit son expansion et recherche pour ses départements :
— TELECOMMUNICATIONS
— LARGES SYSTEMES
— PROGICIELS
— LOGICIELS de BASE
— FORMATION

ANALYSTES

Jeunes diplômés d'études supérieures
maîtrise d'informatique ou
ingénieurs informaticiens débutants)
Postes à pourvoir sur
Paris et en Afrique du Nord

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Jeunes diplômés I.U.T. informatique
Postes à pourvoir sur
Paris

Libérés des O.M. — Anglais souhaité.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en indiquant Centre de convocation souhaité (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rennes, Lille, Nancy). à M. J.-P. RICHARD, S.A. BURROUGHS, 230, avenue Laurent-Cély, 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

Très important groupe immobilier cherche UN

INGÉNIEUR EN CHEF

Responsable de l'entretien de l'ensemble du patrimoine, il devra, avec l'aide d'une équipe d'ingénieurs, définir la politique d'entretien, étudier les projets de gros travaux, en contrôler la réalisation et superviser l'entretien courant.

Ce poste ne peut convenir qu'à **un spécialiste bâtiment** ECP, AM-TP, 32 ans minimum, ayant déjà été confronté de très près à des problèmes de chantier : budget, planning, appels d'offre TCE.
Salaire de l'ordre de 130.000 F/Annuels.

Veuillez écrire sous réf. 12571 M à HAVAS CONTACT, 156 bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
C.A. 1,2 milliard, recherche pour
son agence région Parisienne (400 personnes)
Banlieue SAINT-LAZARE

UN ADJOINT AU DIRECTEUR

MISSION :
Il sera plus particulièrement chargé de la coordination des services exploitation (traitement des commandes) et du suivi clientèle.

PROFIL :
— Il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la distribution ;
— Des qualités prouvées d'encadrement du personnel, d'organisation du travail et du règlement litiges clients.

Adress. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à n° 25.818 Contesse Publ., 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Le Département Emploi du Centor développe ses activités de
CONSEIL EN RECRUTEMENT
Nous souhaitons coopter

un consultant confirmé

Partenaire au sein d'une équipe restreinte, il est responsable de la gestion complète et du développement progressif d'un portefeuille de clients.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 700 M à

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS

DIRECTEUR EXPORTATION PRODUITS DE BEAUTÉ JEANNE GATINEAU

recherche

2 CHEFS DE ZONE

dont 1 parlant couramm. ANGLAIS et ESPAGNOL, l'autre parlant couramm. ANGLAIS et ALLEMAND pour
— sous sa responsabilité, animer, contrôler réseau agents et filiales existant dans le cadre d'un budget annuel ;
— mettre au point stratégie de vente par pays dans un groupe de marché ;
— se déplacer sièges sociaux et terrain valeur 6 mois l'an ;
— expérience vente Produits de Beauté de prestige appréciée.

Env. photo, lettre manuscr., curriculum vitae dét. et prétentions à ADEF, B.P. 39-08 - 75362 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.
Discrétion assurée.

BANQUE PRIVEE A PARIS
recherche pour son service du personnel

COLLABORATEUR CLASSE IV ou V

Le candidat devra avoir une très bonne expérience de la paye informatique, ainsi que sur l'ensemble de la gestion administrative du personnel (URSSAF, congés, retraite, législation du travail).
Ses fonctions seront celles d'
ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 9040 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmet..

GROUPE LEADER DE SA PROFESSION

recherche

pour filiale spécialisée dans modèles réduits maquettes et autres articles de loisirs.

CHEF DE PRODUIT

— Ayant expérience confirmée recherche et commercialisation de produits ;
— Prêt à s'intégrer à nouvelle activité pour y appliquer, ensuite ses connaissances de marketing ;
— Ouvert aux contacts avec industriels étrangers ;
— Anglais courant indispensable, allemand souhaité ;
— Déplacements fréquents de courte durée.

Situation d'avenir dans société en expansion rapide.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions à M. Lepage, B.B. 32, 93700 DRANCY.

La division :
MACHINES AUTOMATIQUES DE CONTROLE
d'un des premiers groupes industriels français propose le poste

ingénieur assistance clients

Il est chargé de concevoir, de proposer, d'organiser et d'animer soit au siège, soit chez les clients des stages de formation et de perfectionnement destinés au personnel technique des clients nationaux et internationaux qui utilisent le matériel.
Nous souhaitons rencontrer un jeune INGENIEUR électromécanicien ouvert à la technique et ayant si possible une expérience d'enseignement et de formation.
Allemand indispensable - anglais souhaité.
Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4202 A

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

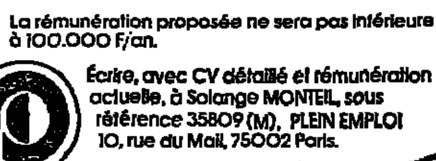
Une importante entreprise de travaux publics recherche pour sa filiale (100 personnes) spécialisée dans l'installation de réseaux téléphoniques

UN INGÉNIEUR (T.P., Télécom...)

Pour lui confier la responsabilité,
- de la gestion technique et financière des chantiers en région parisienne,
- l'animation des équipes en collaboration étroite avec les conducteurs de travaux,
- les relations commerciales (négociations des marchés, contacts avec les administrations).

Ce poste conviendrait à un Ingénieur d'Affaires désireux d'évoluer à terme vers une fonction de Direction Générale.

La rémunération proposée ne sera pas inférieure à 100.000 F/an.



Écrire, avec CV détaillé et rémunération actuelle, à Solange MONTEIL, sous référence 35809 (M), PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le mm col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

RANK XEROX
recherche
ATTACHÉS COMMERCIAUX
pour diffuser deux nouveaux produits :
- le télécopieur
- la machine à écrire "Marguerite"

Vous avez l'expérience de la vente.
Vous êtes diplômé ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Nous vous offrons :
- un salaire élevé
- de nombreux avantages sociaux,
- une formation rémunérée.

Postes à pourvoir à PARIS et RÉGION PARISIENNE.

Adresser votre candidature avec c.v. sous réf. T 106 à INFRAPLAN CARRIÈRES, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy, 75012 Paris, qui traitera les candidatures.

Plein Champs

Société Produits Chimiques
Région parisienne
recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
Spécialiste traitement des eaux, en vue développer clientèle existante.
Déplacements fréquents.
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr. Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 25.196,

---

Groupe de Sociétés PARIS cherche *pour l'un de ses Directeurs UN*
Jeune diplômé
école supérieure de commerce ESSEC ESCP...
en vue de lui confier des missions spécifiques sur les plans administratif, financier, juridique...
Ce collaborateur, de 28 ans minimum, doit déjà avoir exercé une première activité professionnelle *d'environ 2 ans en qualité d'auditeur ou d'assistant* d'un secrétaire général ou d'un directeur financier d'une moyenne entreprise.
Ce poste évolutif peut s'ouvrir vers des responsabilités plus opérationnelles à moyen terme.
Le salaire de départ sera de l'ordre de 80.000 F/annuels.
Veuillez écrire sous réf. 12.570 M à Plein Emploi, 10 rue du Mail 75002 Paris.
HAVAS CONTACT

FABRICATION ET VENTES DE
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
par suite d'une modification dans les structures recherche
DIRECTEUR DES VENTES
Ce poste conviendrait à un homme d'au moins 30 ans ayant déjà animé des forces de ventes.
La connaissance du produit et du marché sera un atout précieux pour la sélection.
La rémunération est de l'ordre de 100.000 francs (fixe + intéressement).
POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT
Si cette offre vous intéresse, envoyer C.V. manuscrit et photo à REGIE-PRESSE, n° 77.590, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

Filiale société multinationale électricité automobile recherche pour siège Nord Est parisien un
chef des ventes
On demande :
- Expérience prouvée de ventes premier équipement et pièces de rechange.
- Pratique courante anglais, allemand apprécié.
- Bon organisateur, animateur, aimant contacts humains

On offre :
- Chance de travailler dans le cadre d'une société moderne leader dans son domaine, rémunération très intéressante.

Ecrire sous référence 5492M en joignant C.V. détaillé et prétentions à P: LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75063 Paris cedex 02 qui transmettra
réponse assurée

Si vous possédez une formation supérieure et si vous avez l'expérience de la vente ou de la pédagogie des adultes
SOPAD - NESTLÉ
vous propose de participer comme
ANIMATEUR DE FORMATION
au perfectionnement de ses équipes de vente en son Centre de Formation de TAVERNY (Val-d'Oise). Au sein d'une équipe d'animateurs, vous contribuerez à la définition des besoins, à l'élaboration des programmes, à la préparation et à l'animation des sessions ainsi qu'à la recherche de moyens pédagogiques.
Nous n'oublierons pas non plus votre propre perfectionnement.
Adresser C.V. détaillé à SOPAD
Direction du Personnel,
17, quai Paul-Doumer, 92401 COURBEVOIE.

FLAMMARION
recherche son futur
Directeur à l'exportation
Ce poste sera confié à un cadre commercial de haut niveau, 35 ans minimum.
Formation H.E.C., M.B.A.
Ayant une expérience complète et vécue des problèmes de l'exportation tant sur le plan commercial que financier, si possible dans le secteur du livre.
Excellente connaissance de l'anglais indispensable.
Poste basé dans la banlieue sud, à 5 km de Paris.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à : Odile THOREL — 10, rue Barbette, 75003 PARIS.


MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche
pour son Département
ETUDES DE CREDITS
CHARGÉ D'ÉTUDES
Une formation économique (DES Sciences Eco, Sup de Co, IEP Eco/fi), éventuellement complétée par un M.B.A., permettant d'assimiler les techniques d'analyse financière, et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.
1 à 2 ans d'expér. bancaire seraient appréciés.
Adresser lettre + photo à
Direction du Personnel
20, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

POUR PARIS
Société spécialisée dans équipements pour Industries Alimentaires
recherche
pour exportation
COLLABORATEUR
Homme dynamique, 5 à 10 ans expérience dans la branche pour prospection des marchés étrangers, notamment Pays Arabes.
Anglais courant exigé + autre langue
Disponible très rapidement
Ecrire avec C.V., photo et prétentions, ss n° 77.644, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

JURISTE D'ENTREPRISE
LA SOCIETE : Important groupe industriel en expansion rapide offrant de réelles possibilités de carrière.
LE POSTE : En liaison directe avec le Secrétaire Général du groupe, le suivi, sous l'aspect juridique, des sociétés du groupe.
LE CANDIDAT : Licencié en Droit, il doit posséder une solide connaissance du Droit des Sociétés pour l'avoir pratiqué pendant au moins 2 ans.
Adresser C.V. et photo à n° 1.758.
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

ENTREPRISE
Second œuvre bâtiment
recherche
pour son Agence de VILLEJUIF
CHEF COMPTABLE Homme
30 ans minimum
Niveau D.E.C.S. exigé.
Tenue et gestion comptes Bilan/Exploitation
Contrôle Budg. Trésor. Fisc. Adm.
Expérience prix de revient chant. très appréciée.
Rémun. 80.000 F/an.
Poste à pourvoir immédiatement.
Ecrire avec C.V. détaillé à J.-J. SAMARAN, S.E.P.D., 12, rue Paul-Dautier, 78140 VELIZY.

PHILIPS
recherche :
JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Grandes Ecoles
ou diplômés enseignement supérieur
3 ans d'expérience informatique, pour participer au sein d'un groupe à des développements de logiciels sur mini-ordinateurs.
Adres. lettre manuscr., C.V., photo, prétentions à : PHILIPS Service du Personnel
6-8, rue Firmin-Gillot, 75015 PARIS.

IMPORTANT CABINET
COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche
pour missions de révision
RÉVISEURS expérimentés
Déplacements fréquents
Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 7.476 à : « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ecole Nationale Supérieure des P.T.T.
recherche
SPÉCIALISTE DE LA PÉDAGOGIE DES LANGUES VIVANTES
Pour coordonner les enseignements
Qualités d'organisateur indispensables
C.V. détaillé manuscrit précisant le niveau des diplômes.
46, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13

JEUNES GENS
Bac technique ou C minimum
IUT/DUT apprécié
Un important groupe de Sociétés vous offre d'acquérir une expérience de premier ordre comme
PROGRAMMEUR
avec une évolution vers l'analyse de système
INFORMATIQUE.
Le Centre de Traitement Ordinateur est situé à Paris.
Formation (ou complément formation) assurée et rémunérée.
Envoyer lettre manuscrite à No 25.247, - CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CRÉDIT COMMERCIAL
Importante Société
leader mondial dans sa branche
recherche
JEUNES DIPLOMÉS
de
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et en province, exigeant :
- des qualités de contact, de dynamisme *et de bon sens* ;
- le goût des responsabilités que comportent l'appréciation des risques de crédits commerciaux et l'étude de la solvabilité des entreprises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. dét., prétentions et photo récente sous n° 25.448 CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS 8e
recherche
UN JEUNE CADRE Classe V
— 5 ans d'expérience bancaire ;
— connaissant bien services caisse, compensation, portefeuille ;
— Aptitude au commandement nécessaire ;
— Brevet Prof. demandé.
Envoyer C.V. + photo + prétentions :
B.P. 452.08 - 75366 PARIS CEDEX 08.

Decauville S.A.
recherche
pour son département
semi-remorques bennes
INSPECTEURS DE VENTE
— Secteur d'activité : FRANCE
— Références indispensables.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à : DECAUVILLE S.A., 16, rue Decauville, 91102 CORBEIL-ESSONNES.
Discrétion et réponse assurées.

P.-D.G. *Société transformation matières plastiques par injection,* **10.000.000 F C.A.,** *spécialisée emballages haute parfumerie — cosmétologie — pharmacie,* cherche son **ADJOINT COMMERCIAL** *pour l'intégrer dans le Comité de Direction, et lui confier les responsabilités suivantes :*

négociation avec clientèle niveau élevé,
conception et évolution des produits,
relations avec usine,
administration des ventes.

Poste à pourvoir bureau de Paris (ETOILE), usine Bretagne Sud. Connaissance des marchés et introduction dans la clientèle indispensables.
Rémunération selon expérience de l'ordre de 85.000 F/an + intéressement aux résultats de l'entreprise + frais de déplacement.
Env. C.V. et lettre man. à M. Henry DUFOUR, 3, rue Rigaud, 92200 NEUILLY.

Pour service documentation
Important Laboratoire dans l'Industrie du Caoutchouc recherche
INGÉNIEUR
— pratique en laboratoire ou fabrication dans cette industrie ;
— excellente connaissance de l'anglais lu indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à n° T 77.628 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche
CADRE
NIVEAU D.E.C.S.
POUR CONTROLE COMPTABILITE DE SOCIETES
EXPERIENCE CABINET APPRECIEE.
Ecrire avec C.V. + photo s/référ. 1.755 à
INTER PA B.P. 508 75066 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

---

former les responsables "assurance de qualité"
Concevoir et réaliser de grands ensembles industriels en France comme à l'Etranger : telle est notre activité.
Notre division «Qualité» regroupe un personnel *chargé de définir et de mettre en application les programmes correspondants.*
L'ingénieur que nous recherchons est appelé à former ce personnel aidé pour cela par une équipe de 3 personnes. Il prépare et organise les programmes de formation en matière d'*Assurance de qualité* depuis la rédaction de ces derniers et la réalisation des sessions, jusqu'à la gestion des qualifications obtenues. Sa responsabilité inclut également des réalisations audiovisuelles servant de supports aux cours. *Réaliste et imaginatif,* il possède une expérience d'au moins 4 ans. Une pratique en formation des adultes est un atout.
Le poste est basé à Paris.
Adresser lettre de candidature s/réf. 29/M à AXIAL Publicité, 91, Fbg St-Honoré 75008 Paris, qui transm.

Ensemblier industriel
recherche
INGÉNIEUR A.M. OU TEXTILES
ayant une connaissance approfondie des Matériels Textiles et en particulier :
— Implantation et maintenance.
— Conditionnement d'air.
— Electricité et fluides.
Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant travaillé quelques années dans un service production, entretien ou travaux neufs d'une usine textile.
Langues : Anglais exigé - Allemand souhaité.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 7.470, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

programmeur système DOS
Le cadre : Importante Banque Paris.
Pour renforcer son équipe système, chargée de : • faire évoluer et optimiser le matériel et son système d'exploitation (370/145 DOS-VS, POWER/VS) • réaliser et mettre au point des logiciels.
Il est demandé : • une formation Bac Math Elem ou IUT • 1 à 2 ans d'expérience • une maîtrise du langage ASSEMBLEUR et du DOS/VS • connaissances PL/1 appréciées • une expérience CICS/VS appréciée • une capacité de contacts et une forte motivation intellectuelle.
Adresser C.V. détaillé, prétentions sous réf. S/6 à Monsieur HUOT.
answare SELECTION
135, rue de la Pompe - 75016 Paris

FONDERIE DE PRÉCISION
recherche
pour seconder le Chef du Service
CADRE
BUREAU MÉTHODES
Agé 40 ans minimum et de formation ou équivalent BTS FONDERIE ou MECANIQUE.
Il devra justifier d'au moins 5 ans d'expérience méthodes fonderie, contrôle dimensionnel et traçage.
Anglais technique indispensable — allemand apprécié.
Adresser C.V. détaillé en précisant appointements souhaités sous n° 10.906 B
Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES qui transmettra.

MATRA
recherche pour sa division équipements électronique un
INGENIEUR ELECTRONICIEN
Grandes Ecoles (ESE, ENSERG, ENSEEIHT)
pour participer à des études en laboratoire.
Ce poste concerne un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des micro-processeurs.
Adresser C.V., *rémunération* souhaitée en indiquant la référence NK 207
MATRA Monsieur KORFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

Pour son Département
Additifs Lubrifiants
ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
recherche
1 INGÉNIEUR
— Formation : Ingénieur Chimiste ou Mécanicien - Ecole des moteurs appréciée.
— Expérience : 5 ans minimum dans lubrifiants.
— Responsabilités : Support technique - Clientèle dans plusieurs pays d'Europe.
Voyages 40 à 50 % du temps.
Parfaitement bilingue anglais, allemand souhaité.
Envoyer curriculum vitae au Chef du Personnel, ROHM AND HAAS FRANCE S.A., 185, rue de Bercy, 75579 PARIS CEDEX 12.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mm col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

ILE-DE-FRANCE INFORMATIQUE
5 PROGRAMMEURS
COBOL/OS, 370, 135, 148.
3 PROGRAMMEURS
UNIDATA 7730 COBOL A.N.S.
2 RÉDACTEURS
technique informatique.
Pr ces postes, 3 ans min. expér.
Tél. pour rendez-vs : 208-53-61.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
quartier Saint-Philippe-du-Roule recherche
UN(E) ASSISTANT(E) DE DIRECTION
d'une haute technicité
A l'expérience confirmée en cabinet, dont les qualités de compétence et de souplesse doivent permettre :
— Le suivi des dossiers
— Et la coordination d'une petite équipe de collaborateurs.
Env. C.V. man., photo (retournée) et prétent. sous n° 1.173, à
Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. des acacias Paris

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION CONTINUE recherche
FORMATEURS TRÈS EXPÉRIMENTÉES
A TEMPS PLEIN ET A TEMPS PARTIEL
en management, organisation, relations humaines, marketing, méthodologie, développement personnel, formation ouvrière. Envoyer C.V., photo et liste détail. des stages déjà animés à n° 25.695,
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Société de crédits recherche pour son réseau commercial
UN INSPECTEUR COMMERCIAL
région de travail au départ Est et région Paris.
Ecole COMMERCIALE, expérience contacts avec milieu automobile souhaitée. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au CHEF DU PERSONNEL, B.P. 720-08. 75361 PARIS CEDEX 08.

IMPORTANTE SOCIETE secteur TELECOMMUNICATIONS (proche banl. NORD-OUEST)
recherche
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Diplômés E.S.E., E.N.S.T., S.E.P., débutants susceptibles après formation de réaliser en laboratoire des études :
- De transmission numérique ;
- De transmission par satellite, secteur sol.
POSTES EVOLUTIFS A POURVOIR RAPIDEMENT
Adr. let. man. + C.V. + photo + prét. à T.N. IMPACT, 9, rue Arsène-Houssaye, Paris (8e), q.t.

Ecole Secondaire Privée sous contrat simple PARIS cherche
PROFESSEUR DE MATHEMATIQUES
ayt déjà enseig. en term. C et D
Ecr. n° 77.618 - REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur - PARIS-2e

ECOLE TECHNIQUE recherche
UN PROFESSEUR D'ATELIER
Menuisier agenceur ou ébéniste agenceur.
Ecr. av. C.V. - CFT Grégoire, 3, r. Abbé-Grégoire, Paris (6e)

Société location de véhicules nord-est de Paris, recherche :
JEUNE HOMME CAISSIER
relations commerciales. Permis de conduire. Dég. O. M. Libre de suite. Référ. exigées. Ecrire sous n° 10.790 B - BLEU, 17, rue Lebel - 94300 - VINCENNES.

Mouvement de jeunesse, cherc.
UN ANIMATEUR Nat. pour coordonner activités de l'Association. Sens du dialogue et intérêt p. pédagogie indispensables. Ecrire avec C.V. à F.E.E.V.F., rue Klock — 92110 Clichy.

Recherche étudiante pour garder enfant 3 ans et petit ménage le matin du lundi au vendredi. Tél. à Mme GALLON, le matin jusqu'à 13 heures au 502-14-00 (poste 225) ou à partir de 18 h au 585-29-17.

F.E.R.P., recher. Professeurs ANGLAIS et ITALIEN
enseignant langue maternelle. Carte de travail obligatoire, non ressortissant de la C.E.E. Bonne présentation, expérience exigées. Env. C.V. et photo à F.E.R.P. - Berkeley Building 19 à 29, rue Capitaine-Guynemer 92081 Paris La Défense Cedex 19
Téléph. : 776-50-00.

ECOLE PRIVEE PARIS-EST
recherche pour service partiel
PROFESSEUR DE PHYSIQUE
qualification lycée de préfér.
Ecr. n° 54.455, Publicité ZEMOR, rue Saint-Fiacre, 75002 PARIS qui transmettra.

SOCIETE ELECTRONIQUE
banlieue sud-Est de Paris (94) recherche
AGENT TECHNICO CCIAL
Sous-traitance systèmes électroniques.
Ecr. sous n° 11.102 B - BLEU, rue Lebel - 94300 Vincennes.

SOCIETE, région SUD-EST de Paris, recherche :
A.T.P. - INGENIEUR
Grande expérience petits systèmes électroniques.
Ecr. sous n° 11.104 B à BLEU, rue Lebel - 94300 Vincennes.

Société d'étude, recherche un
INGENIEUR NON DEBUTANT
temps partiel pour contacts techniques divers, en particulier avec les administrations. Spécialisation transports urbains et circulation souhaitée. Lieu de travail : Paris. Déplacements en province.
Ecr. n° 7.444 « le Monde » Publ., r. des Italiens - 75427 Paris-9e

Demand. PROFESSEUR licenc. MATHEMATIQUES - 18 h. Sérieuses références exigées. Prendre rendez-vous avec ECOLE NOTRE-DAME, 26, boulevard Charles-de-Gaulle 95110 - SANNOIS
Téléph. : 981-22-98 - 981-34-63.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE PATRONALE recherche
pour son CENTRE DE FORMATION
UN FORMATEUR
Libéré obligations militaires.
Ce poste conviendrait à une personne dynamique ayant le goût des contacts humains et des qualités d'organisation.
Ses principales compétences devront se situer :
— Pour les mathématiques au niveau Bac ;
— Pour les enseignements littéraires, à un niveau supérieur au Bac ;
— 2 années minimum d'enseignement sont exigées ;
— Une formation aux techniques audio-visuel est souhaitée.
Adresser C.V. et Photo n° T 704.439 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Groupe I.F.G.
offre formation de haut niveau en Informatique et en Gestion à des CADRES (3 ans d'expérience min.) et à des ETUDIANTS (niveau 3e cycle) désirant accéder aux fonctions de
CONCEPTEURS DE SYSTÈMES DE GESTION
Stage rémunéré de 9 mois à plein temps se déroulant à Paris (début le 5 octobre 1977).
Ecrire à INIG, 37, quai de Grenelle, 75738 PARIS CEDEX 15 ou téléphoner au 578-61-52 (poste 563).

Rédacteur
Importante Société, quartier ÉTOILE
Leader mondial dans sa branche recherche :
JEUNE DIPLOMÉ ÉTUDES JURIDIQUES
ou ayant acquis expérience dans SERVICE CONTENTIEUX
Adr. C.V. dét., prét. et photo à n° 25.817 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

Vous êtes
DOCTEUR EN CHIMIE
et voulez quitter vos activités de recherches et vous consacrez à la vente d'instruments sophistiqués, destinés à l'analyse chimique et biochimique. (Analyseurs d'acides aminés,etc...).
Vous êtes prêts à effectuer des déplacements fréquents en France, au départ de Paris, pour visiter la clientèle.
Si vous ETES DISPONIBLE à très court terme
adresser C.V. détaillé n° 77.568 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche pour usine implantée région de FONTAINEBLEAU
JEUNE INGÉNIEUR
A.M. - E.N.S.C.M. ou équivalent
Cet ingénieur sera chargé, dans le cadre du développement industriel très grandes séries du département micro-électronique du groupe, de l'étude ligne de production, conception postes de travail, mise en place moyens, etc.
Adr. C.V., photo et préten. à THOMSON C.S.F., Service Recrutement - B.P. 10 - 91401 ORSAY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche pour son service BREVETS
Paris et Banlieue Sud
JEUNES INGÉNIEURS
- excellentes connaissances électroniques ;
- aptitude esprit juridique ;
- bonne lecture anglais et si poss. allemand.

Ecrire à Thomson C.S.F., Service des Brevets, 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL
Éditions musique et phonographique recherche pour RÉGION PARISIENNE
CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER
3 à 5 ans d'expérience - Niveau ESC ou ESSEC DECS indispensable - Anglais nécessaire
Expérience cabinet d'expertise appréciée
Adresser C.V. détaillé MANUSCRIT, photo, référ. précises et prét., à CENOD, 60, rue Caumartin, 75009 PARIS, sous référence CC 7708.

Directeur Commercial - Marketing
- Chaîne de magasins de biens d'équipement et de consommation non alimentaire pour la maison. Poste à PARIS. Ecr. n° 2.511

ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Société électronique 94 recherche d'urgence
DESSINATEURS
électronique, tôlerie fine
E1 - E2 - P1 — Tél. : 569-40-17.

ENTREPRISE GENERALE BATIMENTS - TRAV. PUBLICS Paris recherche :
1.) Pour MOYEN-ORIENT : UN INGENIEUR diplôme parfaitement trilingue français-anglais-arabe. Gde expérience direction de travaux et gestion de chantiers importants.
2.) Pour PARIS : UN INGENIEUR parfaitement bilingue français-anglais. Expérience de travaux tous corps d'Etat-administration de chantiers et coordination T.C.E. Situations stables et d'avenir pour éléments capables d'initiative, ayant sens des responsabilités. Envoyez lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 110 - Publicité BEGUE, 4, rue du Faubourg-Poissonnière - Paris 75010, qui transmettra.

STE IMPORT. ELECTRONIQUE
MESURES PHYSIQUES recherche
INGENIEUR TECHNICO-CCIAL
Excellent vendeur par tempérament et expérience, pour :
CAPTEURS et CHAINES ASSOC.
Formation technique spécialisée. Connaissance du marché, réussite confirmée dans postes analogues et anglais nécessaires.
Envoy. C.V. manuscrit et prét. à n° 46.656 - P. A. S.V.P., 37, r. du Général-Foy — 75008 Paris.

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) ds revue spécialis. Doc. ALE (E2) B. P. 422 09 Paris.

Pour Société HAUT NIVEAU TECHNIQUE
INGÉNIEURS POLYVALENTS ou UNIVERSITAIRES
3 à 10 ans d'expérience optique, électronique, informatique, électromécanique, mécanique et asservissements.
Anglais indispensable.
110.000 à 150.000 F par an.
Ecr. s/réf. 933/M à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

PETITS APPAREILS ELECTROMENAGERS
Une Société Suisse déjà implantée en France recherche pr le lancement de sa gamme :
SON CHEF DES VENTES
MISSION :
Participer à la définition de la politique commerciale, visiter personnellement toutes les grandes centrales nationales. Expérience dans ce type de produits indispensable.
Un jeune cadre commercial pourra trouver un plein épanouissement de carrière dans ce poste.
Salaire en fonction expérience et qualifications du candidat.
Pour plus amples informations et rendez-vous, tél. 745-41-41, ou bien écr. à ZYLISS FRANCE 114 avenue du Général-de-Gaulle, NEUILLY-SUR-SEINE.

COMPAGNIE GÉNÉRALE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES
recherche pour son LABORATOIRE CIRCUITS ELECTRONIQUES appliqués à la téléphonie
TECHNICIENS CONFIRMÉS
ayant connaissance indispensable des technologies semi-conducteurs, discrets, intégrés linéaires et digitaux pour mise au point sur maquettes.
Ecrire avec C.V. s/réf. n° 33 Service du Personnel, 251, rue de Vaugirard, 75740 PARIS CEDEX 15.

Société d'H.L.M. PARIS recherche
ATTACHÉ FINANCIER
qui sera chargé du financement des programmes locatifs.
Formation supérieure et expérience dans organisme d'H.L.M. ou C.I.L. indispensables.
Envoyer C.V., photo et prétent., n° 25.138, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

URGENT recherchons
UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
expérimenté C.I.C.S./V.S. (connaissance D.L. 1 appréciée) Très bon salaire. Lieu de travail : CHELLES (77). Env. C.V. ss n° 2.622 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

Sté de SERVICES en INFORMATIQUE (près ORLY) recherche
INGENIEURS
Grande Ecole, option informatique, débutants et plusieurs ann. d'expérience, pour participer à la programmation de systèmes temps réel sur mini-ordinateurs. Envoyer C.V., photo et prét. à
T.I.T.N SELECTION
1, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

CENTRE HOSPITALIER DE PONTOISE 95 recrute en vue ouverture POUPONNIERE 1er janvier 1978 :
DIRECTRICE
PUERICULTRICE D.E.
Grade de surveillante chef
Logement de fonction - Crèche.
Ecrire Direction ou tél. 464-92-10, poste 323, pour renseignements et R.-V.

GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
recherche pour sa succursale de Paris
un DIRECTEUR
Conditions requises :
- Etre actuellement Directeur, Directeur Adjoint ou Sous-Directeur ;
- Agé de 30 ans minimum ;
- Classe VII minimum ;
- Etre bon exploitant et bon gestionnaire ;
- Posséder large expérience et bonne connaissance des crédits bancaires

Adr. C.V. détaillé, photo et prét. sous réf. LM 309 à SOFAC, 41, rue Ybry, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
DISCRETION TOTALE ASSUREE

- VOUS AIMEZ LES RESPONSABILITES
- VOUS AVEZ LE SENS DE LA VENTE
- VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE COMMERCIALE

Nous vous offrons un poste de
RESPONSABLE DE PROGRAMME
IMMOBILIER
chez un important Promoteur-Constructeur
Fixe + commissions + primes + frais.
Adr. C.V. manuscrit et photo sous n° 23.846 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01.

BANQUE PRIVEE QUARTIER OPERA recherche pour service Contentieux
J. H. capacités ou DUT de droit
Pour bureau de change
J. F. CAISSIERE
monnaies étrangères, bilingue français-anglais. Formation assurée pour candidate n'ayant pas l'expérience du poste. - Env. C.V. détaillé, prétentions, sous n° 2.675, PEAVIT Publicité 100, r. de Richelieu, 75002 Paris, qui transmettra.

CONSTRUCTEUR POIDS LOURDS
recrute
Directeurs de Concessions Poids Lourds très expérimentés.
Qualités requises : Excellente gestion, rentabilité, efficacité commerciale, expérience technique et Après-Vente, méthode, organisation, autorité, commandement, esprit Chef d'Entreprise Responsable. - Ecrire C.V. à S.C.I.A.S, 39-41, rue d'Artois, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE PARIS (8e) offre à
UN JEUNE DIPLOMÉ D'ÉCOLE DE COMMERCE
ou équivalent
une carrière commerciale au sein de son Département Bureaux
Après une période de formation le candidat aura pour mission de rechercher et de réaliser des transactions entre des Sociétés, portant sur des biens immobiliers tels que bureaux, locaux industriels.
Adresser C.V., photo et prétent. ss n° 25.171 à CONTESSE Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION DE MATERIELS DE TELECOMMUNICATION BANLIEUE OUEST
recherche pour sa division FABRICATION COMPOSANTS ET EQUIPEMENTS
UN INGÉNIEUR DE FABRICATION
DIPLOME
Ecole électromécanique ou électronique, ayant quelques années d'expérience en fabrication. Conviendrait à candidat âgé de 35 ans minimum - Classement position II.
Adr. C.V. et prét. ss n° 25.324 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Pour aider ceux qui vont construire à REUSSIR LEUR MAISON MASSER engage
43 DÉLÉGUÉS TECHNICO-COMMERCIAUX
en France, Belgique et Suisse. Leur rôle : être dans leur région les ambassadeurs d'un nouvel art de vivre grâce au système Elvaco.
— Si vous préférez travailler seul (e) ;
— Si vous aimez néanmoins un travail organisé et méthod. ;
— Si vous savez écouter ceux qui vous parlent ;
— Si on vous écoute quand vous parlez ;
— Si vous avez une expérience du bâtiment ou si vous êtes disposé(e) à l'acquérir rapidement ;
— Si vous apprenez vite ;
Vous pouvez faire partie de ceux qui ont trouvé leur voie hors des sentiers battus au sein d'une de nos onze sociétés MASSER
30 ans d'expérience en chauffage électrique intégral.
Adr. votre candidature manuscr. avec indication de vos régions de travail préfér. et la période à laquelle vous serez disponible, à JEAN BOISLIVEAU, 31, av. du Commandant-Barré, 91170 Viry-Châtillon.

FABRICANT DE STRATIFIES recherche :
TECHNICIEN-CHIMISTE
Titulaire d'un D.U.T. GENIE CHIMIQUE pour conduite d'un atelier de condensation de résines synthétiques. Connaiss. de la langue anglaise (lue, écrite, parlée) exigée.
Lieu de travail : Banlieue Nord de Paris.
Env. C.V. et prét. à n° 25.246, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue Opéra, Paris (1er). Joindre une photo.

STE EQUIPEE D'UN 370/158 Important réseau T.P. recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
2 à 3 ans expérience ASSEMBLEUR COBOL
Adr. C.V., sous réf. 6.295, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

92 BOULOGNE. Me Billancourt Grossiste éditeur en tissus ameublement en pleine expansion, recherche un (une)
RESPONSABLE EXPORTATION
Le candidat doit posséder un sens commercial très développé. Il sera chargé :
— De l'animation du service exportation (17 pays) ;
— Des relations avec clients et agents étrangers ;
— Du contrôle et de l'amélioration d'une organisation permettant de garantir le meilleur service à la clientèle.
Si vous avez une bonne présentation, parlez et écrivez couramment l'anglais, l'allemand si possible, nous vous offrons un poste à responsabilités importantes et variées.
Expérience profession. min. 5 a.
Env. C.V.+lettre manuscr. avec photo et prétent. s/n° 69.118 à JRP 39, rue de l'Arcade, Paris (8e), qui transmettra.

ENTREPRISE DE TRANSPORTS MARITIMES quartier CHAMPS-ELYSEES recherche
ASSISTANTE DE SERVICE JURIDIQUE
(LICENCE SCIENCES - ECO.)
Notions comptabilité et fiscalité. Débutante possible.
Envoyer C.V. à 25.654 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour Paris et Région Parisienne
COLLABORATEURS
EXPERIMENTES
pour emploi permanent. Prises de fonctions entre octobre et décembre 1977.
Adresser C.V. manuscrit et photo à Mme PIVETAUD, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS. TEL. : 758-13-20.

CENTRE D'ETUDES Banlieue OUEST recherche
INGÉNIEUR
DEBUTANT GRANDE ECOLE (X, Mines ou Centrale)
pour travaux de recherches appliquées à l'exploitation des gisements de pétrole (mécanique des fluides).
Formation spécifique assurée. Anglais indispensable.
Env. C.V. et prétent. à 25.378 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Important fabricant français de réducteurs, moto-réducteurs, variateurs de vitesses, recherche pour la vente de ses produits pour Paris et sa région
AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX
Exigeons bonne formation technique et donnons préférence à candidats déjà introduits. Salaire : fixe + particip. + indemnités kilométriques. Ecr. avec C.V. détaillé sous n° 704.413 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POUR DES ENTREPRISES DE BATIMENT
INGÉNIEUR D'AFFAIRES
Min. 30 ans, 120 à 150.000 F/an Référence 910.
INGÉNIEUR D'AFFAIRE EXPORT
Min. 35 a. 150 à 220.000 F/an. Anglais indispensable. Réf. 911.
DIRECTEUR DE TRAVAUX
Min. 30 ans. 90 à 150.000 F/an. Réf. 912.
Expérience d'au moins 5 ans dans le bâtiment gros-œuvre. Formation ingénieur ou conducteur de travaux.
Ecrire en précisant la référ. choisie à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS recherche un
COLLABORATEUR
ayant une expérience de COMPTAB. et de CONSEILLER ou de CONTROLEUR de GEST. soit en entreprise, soit dans un cabinet d'expertise comptable ou audit.
Il s'intégrera dans une équipe de contrôle comptable et de conseil de gestion. Poste évolutif, situation stable, rémunération en fonction des références et des capacités.
Adr. C.V. à Mme PIVETAUD, FIDEX-PARIS, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS. TEL. : 758-13-20.

Sté de réalisation de systèmes informatiques en temps réel près ORLY recherche
INGÉNIEURS
pour développement d'équipements d'instrumentation, ayant quelques années d'expérience. Compétences souhaitées : circuits analogiques et digitaux, micro-processeurs et programmation Fortran.
AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS
Position 3. Compétences en techniques numériques souhaitées.
INSPECTEURS DE MAINTENANCE
confirmés. Compétences techniques numériq. mini-ordinateurs et périphériques souhaitées. Envoyer C.V. et prétentions à
T.I.T.N SELECTION
1, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

G. E. C. ELLIOTT AUTOMATION S.A. DIVISION INSTRUMENTS
recherche
UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL EXTERNE
Il sera chargé de :
— Prospection.
— Visite de clientèle.
— Elaboration de devis simples et de suivi de commandes.
Il est demandé :
— Une bonne connaissance de l'instrumentation.
— Des déplacements fréquents en région parisienne. Localisation Tour d'Asnières, à Asnières.
Faire offre à GEC ELLIOTT AUTOMATION S.A. Service du Personnel B.P. 2 - 03202 Vichy

CIE GENERALE D'AUTOMATISME recherche pour département ÉTUDES
INGÉNIEUR 2 OU 3 A
ayant 4 ans d'expérience au moins sur :
— analyse et programmation des systèmes en langage P.L.M. ;
— pour temps réel et hardware des micro-processeurs.
Adr. C.V. man. à la Direction du Personnel C.G.A., Le Plessis-Paté, 91220 BRETIGNY-S/ORGE.

P.M.I. recherche une JEUNE
COMPTABLE
confirmée, connaissance allemand appréciée mais pas indispensable. Ecrire avec C.V. et prétentions à ARGUS, B.P. 57, 95220 HERBLAY.

AGENT COMMERCIAL
Import-Export, branche aliment. et agro-aliment., clientèle existante. Lettre manuscr. n° 24.669 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE banlieue NORD-EST PARIS recherche pour son DEPARTEMENT PERFORATION
CADRE
(30 ans minimum)
— Serait responsable commercialisation d'une gamme importante de matériel de perforation ;
— Poste conviendrait à candidat ayant plusieurs années d'expérience de travail en carrières ;
— Bonnes connaissances allemand parlé et écrit souhaitées ;
— Obligation résider dans région parisienne ;
— Nombreux déplacements en France à prévoir.
Env. C.V. détaillé, prétentions annuelles et photo à n° 25.094, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Cabinet Expertise Comptable rech. pour Paris 8e
1 EXPERT COMPTABLE
diplômé ou mémorialiste
Expérience audit 4 à 5 ans
2 SENIORS
H.E.C., ESSEP ou ESCP+DECS
Expérience audit 2 à 3 ans.
Adr. C.V., photo et prét., sous n° 2.618, à Publ. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société LA CALHENE
5, rue Emile-Zola, 95870 Bezons cherche
JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
ayant connaissances en Fortran, microprocesseur et langue anglaise pour travailler sur projets de robotique. Envoyer C.V. avec photo.

IMPORTANTE SOCIETE ACCUMULATEURS INDUSTRIELS
Banlieue Nord-Ouest Paris recherche
ASSISTANT
de service technico-commercial, niveau V, formation BAC technique, base électricité. Expérience professionnelle. charge des relations avec constructeurs. Rédaction des offres. Suivi des études et réalisations. Déplacements courte durée. véhicule personnel.
Place stable. Avantages sociaux. Ecr. avec C.V. et PRETENT. n° 9.785 B à BLEU, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes

Société BANLIEUE OUEST PARIS recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE
1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
(DUT-IP ou équivalent)
+ 2 ans d'exper. pour le développement et la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateur.
Poste à pourvoir immédiatem.
Env. C.V. et prétent. à S.P.I., Service du Personnel, 9, r. L.-Rameau, 95872 BEZONS.

ANALYSTES et PROGRAMMEURS
FORMATION TYPE I.U.T.
recherchés par Société de Services
Travaux sur Région Parisienne. - Conditions intéressantes. - Très bonnes possibilités de promotion.
Adress. C.V. + prétentions sous réf. CRON (mentionnée s/env.) EMPLOIS ET CARRIERES 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

URGENT pour MALAKOFF
DESSINATEURS
Perspectives mécanique, catalogues techniques. Expérimentés.
Se présenter : ELP, 110, bd G.-Péri, MALAKOFF
Me Plateau-de-Vanves
Tél. : 735-96-50

Firme MACHINES AGRICOLES recherche pr service apr.-vente administr.
COLLABORATEUR
ayant connaissance moteurs diesel hydraulique, mécanique gle. Connaiss. de la langue anglaise appréciée.
Déplacements fréq. à prévoir.
Ecrire s/réf. 7581 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, q. transm.

représentation offres

SOCIETE COMMERCIALISANT DES MEUBLES DE STYLE
LEADER SUR SON MARCHE + 40 % EN 77
ET PRATIQUANT UNE POLITIQUE TRES NOVATRICE
recherche
AGENT COMMERCIAL EXCLUSIF
Capable s'intégrer à une équipe dynamique.
Secteur : 14 - 18 - 21 - 27 - 28 - 36 - 37 - 41 - 45 - 50 - 58 - 61 - 72 - 76 - 77 - 89.
Rémunération : fixe + intéressement + frais.
Prise de fonction au plus tard le 1er-10.
Ecrire avec C.V. et photo à : MEUBLES GRANGE, 69590 SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE.

formation profession.

RENTREE SCOLAIRE 77/78
Formation professionnelle cours du jour ou du soir
- PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3 Niveau bac
- OPERATEUR PUPITREUR D.O.S. Niveau 1re ou BEPC

FAX
Ecole privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam - 874-95-60
94, rue Saint-Lazare - 874-56-60

PROGRAMMEUR DE GESTION
Niveau baccalauréat 18 ans minimum.
Tests et entretien préalables.
Prochaine session :
17 OCTOBRE 1977
Durée : 19 semaines.
Travaux pratiques sur ordinateurs Control Data et IBM.
Renseignements et inscriptions
INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
46, rue Albert, 75013 Paris.
Tél. : 583-46-72.

cours et leçons

MATH. Rattrap. par prof. exp. TEL. 278-77-71

Etudiant intégrant l'E.S.S.E.C. donne cours particuliers (maths, anglais, espagnol) jusqu'à la terminale en échange de toute proposition de studio ou chbre Pontoise ou envir. Tél. 655-39-62 (sauf dimanche) ou écrire à Serge ALLOU, « Chaperon vert » 2e avenue, n° 6, 94250 Gentilly.

Cours part. anglais-franç.-russe. méthode stimulante adaptée à l'élève. NIVNA, 43, rue Jacques-Dulud, 9220 Neuilly (747-51-83)

J. F., origine amér., diplômée, donne cours ANGLAIS. Prix intéressant - Tél. 707-51-95.

propositions diverses

Artiste ch. MECENE pour impr. pros-artistique. 205-76-81 matin.

occasions

ENTREPOTS BENARD-MARTEL, MAISON MARTEL, fondée en 1863, vendrait ses vieux vins. Visible de 14 h à 17 h chaque jour, sauf le dimanche.
ANGERVILLE-LA-MARTEL
Téléph. (35) 27-51-74
76540 VALMONT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Leader européen dans son secteur d'activité.
recherche
pour sa DIRECTION FINANCIÈRE
(92 ASNIERES)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION CONFIRMÉE

— 5 ans d'expérience dans Direction financière ou administrative ;
— Excellente Sténodactylo très organisée ;
— Bonne connaissance de l'anglais écrit ;
— Situation intéressante pr candidate dynamique.

Adress. C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo en précisant appointements souhaités sous nº 10.907 B, à BLEU PUBLICITÉ, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

QUARTIER INVALIDES
INGENIEUR
recherche
FIN SEPTEMBRE
EXCELLENTE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
— Age indifférent.
— BAC C indispensable.
Formation math sup. ou spéc., lic. ES-SC (math ou physique) ou certificat correspondant apprécié.
— STENODACTYLO.
— Sens de l'organisation, classement, horaire souple pouvant aller jusqu'à 19 h. (40 h. par sem.).

Adr. C.V. man. au B.E.C., 1, rue Surcouf, Paris-7e.

Secrétaire

Sté Promotion Immobilière recherche pour directeur commercial
SECRÉTAIRE
sténodactylo, contacts tél., frappe sur IBM direction. 5 × 8 × 13 - Congés 5 s.
Ecrire avec C.V. et prétentions CARIMO, 37, rue Louise-Michel, 92300 LEVALLOIS (face métro).

Sté Biens d'équipement recherche :
UNE SECRÉTAIRE confirmée - BTS français - anglais
UNE SECRÉTAIRE débutante - BTS français - anglais - allemand
Lieu de travail : proche banlieue Paris-Est
Restaurant entreprise
Horaire dynamique
Envoyer C.V., prétentions, à : nº 25.228 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

POUR SCE COMMERCIAL
2 SECRETAIRES
1º) BILINGUE ANGLAIS
2º) BILINGUE ALLEMAND
Tél. : VERSAILLES - 953-10-10

DATA GENERAL EUROPE cherche
3 SECRÉTAIRES MULTILINGUES
(français non indispensable)
pour départements :
— Financier
— Technique
— Personnel
et aussi une
STANDARDISTE-RÉCEPTIONISTE BILINGUE
Vous vous intégrerez dans une équipe jeune, dynamique, en travaillant sur un plan européen. Le salaire n'est pas mal non plus.
Envoyez votre C.V. à A. GISKES
DATA GENERAL EUROPE
15, rue Lesueur, 75116 PARIS.

Importante société américaine dans région Sud de PARIS recherche d'URGENCE
SECRÉTAIRES BILINGUES FRANÇ./ANGLAIS
EXCEL. STENO ANGLAISE.
Toute candidate devant être qualifiée pour habilitation, env. C.V. et prétentions ss réf. 3.743 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande EXCELLENTE
SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO
Niveau BAC. Expérience Textes scientifiques, très bonnes connaissances en Anglais, notion Allemand souhaitée.
Ecrire avec C.V. au SERVICE DU PERSONNEL ACCÉLÉRATEUR LINEAIRE Bât. 200. 91405 ORSAY.

STE NATION rech JNE FME :
SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO
Libre tout de suite. Anglais apprécié.
Envoyer C.V. et photo sous réf. 8777 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra

traductions

Demande

Monsieur 35 a., germaniste, dipl. univ., ferait travaux traductions. Ecr. à 1.430, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. FME fait traductions à domicile. Français-Espagnol. Textes, cclal et juridique, rendus dactylographiés dans les plus courts délais. Ecr. Manuelle MEKKI. 1, r. A.-Paré, 92360 MEUDON-LA-FORET. Téléph. : 631-78-22.

capitaux ou proposit. com.

KATALINE DE FORAGE
Heureux de vous accueillir parmi ses concessionnaires, sections : bijouterie fantaisie, de luxe, accessoires féminins, cadeaux. Demandes à envoyer par écrit à STE KATALINE DE FORAGE, 42, aven. Bosquet, 75007 PARIS.

Sté impte, exp. matér. bât. T.P., ch. capitaux vu développem. et lancement nouv. product., offre situation imm. et possible association ultérieure. Apport min. 400.000 F, urgent. - Ecrire à M. MALKA, 158, rue de la Croix-Nivert, Paris-15e.

PLACEMENT IDEAL
— Une rente viagère
— Une assurance vie en Suisse
CORTUX S.A.
8, r. Locarno, CH 1700 Fribourg
Tél. 19-41.37/22.58.33

Inventeur propriétaire trois brevets appareils électroniques, trois domaines différents : dératisation électronique, somnifère électronique, vols par pickpockets, désire vendre ses inventions sous licence avec assistance technique sous contrat si nécessaire. Modèles définitifs prêts à commercialisation, dispose de 50 unités de chaque. URGENT. Ecrire à SUD MARKETING, nº 11.879, 248, av. Salengro, 13015 Marseille

Si vous avez des problèmes de composition et d'impression, CIPE vous propose des solutions techniques et financières C.I.P.E., 5, r. de la Réunion. 75020 PARIS. Téléph 373 70-46

autos-vente

— de 5 C.V.

A vendre une 2 CV 6 (1975). 21.000 km. Prix : 9.900 F. M. Pinhas. Tél. 272-02-46, après 20 heures.

+ de 16 C.V.

Vends Jaguar Coupé XJ 12, 77. Triumph Dolomite 77, Stag 73. Tél. : (16-49) 21-62-24.

divers

BMW - OCCASIONS
316-320-520-525-528-30 L
Modèles 77 peu roulés garantis Auto-Paris XV. H.B. 533-69-95. 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

BMW FRANCE
VEND PLUSIEURS VOITURES DE DIRECTION MODÈLE 3 LITRES
Tél. : 657.13.13 poste 2477

75 MODELES DISPONIBLES
OUEST AUTOS
73, avenue Marcel-Cachin 92 CHATILLON
655-37-37

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

demandes d'emploi

DIRECTEUR ADMINISTR. et FINANCIER
Gde expér. gestion moderne à haut niveau, ch. poste à respons. Ecr. M. Richard, 46 bis, rue des Orties, 92500 Rueil-Malmaison. Tél. : 967-80-43.

AGREGEE lettres classiques, expér. Université, ch. travail mi-temps, édition, librairie, étudie toutes propositions. Ecr. nº T 77.665 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

CADRE DE BANQUE
Diplom. Ens. Sup. et Bancaire, 17 ans expér. professionnelle SPECIALISTE REGLEMENTAT. DES CHANGES service étranger organisation, service juridique et fiscal recherche situation auprès organisme bancaire national ou international. Ecr. nº 1455, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

MANAGER
Formation supér., gdes écoles, gestionnaire dynamique de haut niveau maîtrisant l'ensemble des problèmes économiques de l'entreprise, rompu aux méthodes modernes de management. Les relations humaines sont en tête de ses préoccupations. Négociateur à l'échelon le plus élevé, possédant une grande expérience avec les partenaires sociaux et syndicaux, les organismes patronaux, l'administration. Actuellement Manager adjoint d'une société multinationale groupant industries métallurgiques, alimentaires de trois mille personnes. C.A. 230 millions, rayonnant sur France, C.E., Afrique. Il désire assumer la responsabilité d'une entreprise de dimension moyenne France, C.E., Afrique. Ecrire nº 1.100 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

JURISTE D'ENTREPRISE
39 ans, licencié droit privé, Diplômé I.D.A., stages psycho-sociologie, expér. immobilier et notariat, notions anglais, espagnol, recherche poste impliquant responsabilité et contacts humains. Ecr. à T 77.629 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

TRADUCTEUR TECHNIQUE
Diplômé E.S.I.T.
5 ans expérience
Anglais - Allemand
Retour d'Allemagne
recherche poste plein temps entreprise Paris ou proche banlieue.
Téléph. 204-79-77.

J. H. 33 ans, libre rapidement cherche place
ANCIEN NAVIGANT COMMERCIAL
Accepte déplacem. courte durée. Salaire actuel : + 50.000 F/an. Ecr. nº T 77.690 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CONSEIL
RELATIONS PUBLIQUES
très efficient, contacts hauts niveaux cherche société intéressée par prestations de services. Ecrire nº 77.554, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

HOTESSE DE VENTE
bonne présentat., expér. téléph., petit secrétariat, ch. emploi. — Ecr. nº T 77.638 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

JEUNE FEMME 23 ans rech. EMPLOI STABLE, DIVERS, NIV UNIVERSIT. + PRATIQ.
POLONAIS-RUSSE
Ecrire M. GUENARD, 40, rue Fontenay, 94300 VINCENNES.

INGÉNIEUR CENTRALE
35 ans, célibataire, anglais, allemand, expérience engineering, technico-commercial, consultant organisation industrielle, recherche poste à responsabilité dans P.M.I. ou cabinet conseil. Etudierait toutes propositions, éventuellement association. Ecr. nº T 77.664 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

ARCHITECTE
27 a., 2 a. expér. archit. urban., rech. emploi France, Moyen-Or. Ecrire nº 76.243, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Hme 30 a., formation littéraire
7 ANS SÉJOUR AU JAPON
LISANT et PARLANT COURAMMENT **JAPONAIS**
RECHERCHE SITUATION
RELATIONS PUBLIQUES INITIATIVES RESPONSABILITÉS
MINIMUM DEBUT 5.500 F.
Ecrire Joël Kervella, 175, bd République, 92210 ST-CLOUD.

GERANT
CHEF CUISINIER
35 ans, références, ch. place restaurant ou salle à manger direction d'entreprise autogérée, exigences, très bonnes qualités, prestations cadre 84.000 F/an. S.V.P. après 19 heures : tél. 931-05-03, qui transmettra.

CADRE 47 ANS
très bien introduit dans milieu commercial, industriel et bureaux d'études, régions Sud-Est, Sud-Ouest, cherche inspection des ventes ou direction régionale (pouvant créer réseau vente), spécialisé produits hôteliers, fournitures bureau et ordinateurs. Trilingue allemand, anglais, espagnol. Peut se libérer rapidement. Etud. toutes propositions. Ecr. P. RIVIER, 2 avenue Albert-Ier de Belgique 38000 GRENOBLE

TRÉSORIER INTERN.
34 ans, 9 ans exp. sté indust., spécial. change et financement, relations bancaires FR./ETR., ch. DIRECTION FINANCIERE préférence région Sud. Ecr. à 77.641 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune Femme
CADRE
LICENCIÉ ÈS LETTRES
ANGLAIS-ALLEMAND
grande expérience Chef d'entreprise dans le prêt-à-porter
cherche
POSTE COLLABORATRICE
ou
ASSISTANTE DE DIRECTION
Si possible dans secteurs presse, publicité, édition, mode.
Ecrire nº 77.647 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Docteur vétérinaire
PHARMACOLOGUE
— 31 ans, doctorat + formation complémentaire.
— Adjoint au responsable d'un important département de pharmacologie de l'industrie pharmaceutique.
— Expérience : cardio-vasculaire, biochimie digestive, statistiques, informatique, radio-isotopes.
Cherche place comportant plus d'autonomie et de responsabilités.
Ecrire nº T. 77.626 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CADRE COMMERCIAL
30 ANS - EXPÉRIMENTÉ
Ayant eu à diriger/animer une équipe et à élaborer une politique commerciale à l'occasion de la création d'un département de vente au sein d'une impte société américaine de biens d'équipement. Recherche
Situation d'avenir avec responsabilités, branche indifférente.
ECRIRE À GUESE - 27, rue Lacaze - 75014 PARIS.

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS
34 ans - CONSEILLER EN INFORMATIQUE
Initiateur et responsable opérations portée nationale dans grande administration, rompu contacts et négociations niveaux les plus élevés.
CHERCHE POSTE A HAUTE RESPONSABILITE
INFORMATIQUE ET/OU MANAGEMENT
Ecrire nº 7.478 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

CADRE HOMME 47 ANS
Formation commerciale, administrative, technique (C.N. Arts et Métiers). Anglais
FORTE EXPERIENCE :
• ADMINISTRATION GENERALE
• ACHATS APPROVISIONNEMENTS
RECHERCHE POSTE A RESPONSABILITES
Ecrire nº 1.445 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

Jeune Africain, 40 a., sérieux, INFIRMIER D.E. + LICENCE SOCIOLOGIE, cherche : EMPLOI DELEGUE MEDICAL AFRIQUE PREFER. ABIDJAN cr. nº 7479 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e qui transmettra.

M. 48 ans, très bon. références comme Directeur des ventes automobiles, rech. place de Chef des ventes ou très bonne représentation 5 ans firme import. Rég. centre souhaitée. 41, 18, 36, 37, 45. Ecr. nº 6539 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

H. 40 a., T.C.G., maîtr. Sc. Ec., Id. Sc. Po., 3 cycles planif., aménagem., ch. sit. serv. études ou organ. Malherbe, 8, passage de la Moselle, 75019 PARIS.

UNIVERSITAIRE 32 ANS
Prof. Mathémat. ens. supérieur, bonne culture générale. Anglais. Expér. du privé, ch. à temps partiel représentations, ou toute proposition originale. Possibilité de déplacements. Ecrire : Blancheteau, 107, av. du Maine - 75014 Paris.

JEUNE CADRE 29 ans, H.E.C., licencié Droit, certificat supérieur, juridique et fiscal du diplôme d'Expertise Comptable DECS - 3 ans expér. : Chef Comptable rech. poste de responsabilités administratives ou financières Région indiffér., éventuellement OUTRE-MER ou ETRANGER Ecr. nº 24.731, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

J.F. 30 ans. Célibat. Secrétariat de direction, biling. Dipl. Proficiency de Cambridge. 6 ans expérience presse, relations publiques, étudierait ttes propositions. Ecr. nº 1.393, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.H. Français, 28 ans. Licence d'arabe + 2 ans sél. Moy.-Or. Anglais parlé et écrit, tr. bonne réd., exp. trad., rewrit., enseig., ch. empl. Paris, pr. hor. souples. Ecr. nº 1.472, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

ASSISTANTE GESTION
licenciée anglais, cherche emploi Melun et région - 926-87-75

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

COLLABORATRICE DE DIRECTION GENERALE. — Grande expérience : relations clients-fournisseurs, gestion administrative, tenue secrétariat, secteur B.T.P. formation commerciale IROFOP, anglais.

RECHERCHE : poste responsabilité près direction générale et (ou) commerciale (section F).

HOMME. — 30 ans, EDHEC, doctorat gestion Dauphine, anglais, expérience administration de biens, gestion, importation, vente, recherche de marchés.

RECHERCHE : poste Paris, Etranger (section D).

CADRE EXPORTATION. — 51 ans, Français, anglais, arabe, longue expérience commerciale France et Pays arabes, 10 ans transitaire et agent de voyages.

RECHERCHE : poste exportation, transit, douanes, agences de voyages France et Pays arabes (section B).

INGENIEUR E.T.P. — Mécanique, électricité, 46 ans, expérience importante conception, essais et industrialisation appareils petite mécanique et hydraulique, petite et moyenne série.

RECHERCHE : direction service études ou direction technique, adjoint direction usine (section B).

s'adresser à: ANPE
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF
comptab générale et analytique, bilans, décl. sociales et fiscales, russe courant, not. angl., 20 ans expér., ch. poste responsabilité. Ec. nº 1469, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JURISTE 28 ans DROIT PRIVE
licence + 3e DES, expér. profess. barreau + enseign. supér., rech. place intéressante. Temps libre. Ecr. nº T 077.636 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

STYLISTE-DESIGNER
ch. création animation dépt mobilier luminaire contempor. chez fabricant ou dans gds magasins. Ecr. nº 1460, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune Homme, 26 ans
KINÉSITHÉRAPEUTE
D.E. 74 - Libre 1er août recherche situation stable. Préférence banlieue Sud-Ouest. Ecr. nº 17.895. CONTESSE Pub., 20, av. Opéra Paris-1er, q. tr.

EXPERT COMPTABLE
Doct. Sc. Eco, Licence Droit, 20 a. expér. gestion entreprise, anglais-allemand, cherche situation en rapport. Ecr. nº 1435, « le Monde » Publ., 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL
25 ANS
expérience confirmée dans vente à l'export de produits métallurgiques, parfait. trilingue russe, anglais, ch. opportunité métropole ou étr., disp. sous 3 mois. Ecr. nº 1428, « le Monde » Publ., 5 r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JOURNALISTE 36 ANS FORMATION UNIVERSITAIRE
6 ans rédacteur en chef presse professionnelle. Expér. informat. interne/externe, recherché poste responsab. ds groupe de presse édit., Sce inform. entrepr., etc.
Ecr. nº 1458, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JURISTE D'ENTREPRISE, ht niv., lic. + D.E.S. droit privé, dipl. Institut droit des affaires, format. économiq. I.A.E., angl. courant, plus. années expérience juridiq. et contentieux (avocat, banque, importantes sociétés), ch. poste stable et avenir CHEF DE SERV. JURID. ou SECRETAIRE GENERAL. Lib. rapid. Ecr. nº 1.410, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Femme 44 ans, libre de suite, cherche place RESPONSABLE PAIE
Position cadre, paies, charges sociales, comptabilité générale, connaissance anglais, plan comptable américain. Ecr. nº 25.102, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

Ex-employée de banq., classe 3, célibataire, 34 ans, titulaire Bac, deux ans de droit. Etudierait toutes propositions. URGENT. Mlle Bossard, 42, r. du Hameau, 75015 PARIS.

Architecte D.P.L.G., lic., maîtrise, D.E.A. urbanisme, 8 ans d'expér. agence, sér. référ., très bonne expér. chant., ch. emploi. Ecr. nº 1.400, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LICENCIE MATH, 33 ans, ch. emploi. — LEBOVY, 17, rue Ambroise-Thomas, PARIS (9e).

J.F. 27, maîtrise lettres, anc. élève IPES, ch. emploi journalisme édition - documentation. P. Meyer, 98, av. de Villiers, 75017 PARIS. - Tél. : 766-76-19.

Cadre compt. Tun. 27 a. BTS - DECS, 2 cert. sup. DEC, 4 a. exp. cab. expertise compt. et sté int., ch. ent. ou org. fin. arabe ou dans pays arabe. Ecr. nº 7.396 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE
ADMINISTRATIF, ANCIEN OFFICIER, spécialiste transport international, cherche POSTE administratif à l'étranger, 2 ans d'expérience de responsable adm. de chantier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ecr. nº 1.386 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Lic. droit aff., affair. internat., dt europ., niv. doct. dt compt., plus. ann. prat. stés cons., dt 2 cab. internat. Etud. ttes propos. (préf. banq. aff., stés conseils). Ecr. nº 1.449, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE IVOIRIEN - 27 a. niveau DESS en gestion, maîtr. de gest. du pers., titul. DUT (droit), ch. poste stable en Côte-d'Ivoire. Amany Yao, 37, r. Raym.-Losserand, 75014 PARIS.

J.F. 27 a. Maît. droit, 5 a. exp. serv. informat., ch. empl. serv. juridiq., documentat., personn. ou socio-cultur. Isabelle Montet, 8, rue Degas, 75016 PARIS.

Jardinier-paysagiste, 3 a. exp., posséd. BAH, BEPH, SEV, ch. empl. étrang., même outre-mer. Ecr. nº 1.409 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE SUPERIEUR possédant longue expér. fonction personnel ss tous ses aspects techniq. et plus particulièrement dans les dom. relations av. partenaires sociaux, formation et perfection. politique sociale, expér. acquise dans PME (250 à 1.500 pers.), 48 ans, recherche poste de : DIRECTION DU PERSONNEL. Peut se rendre disponib. rapid. Réf. Paris, RP et province. Ecr. ss nº 24.472 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

H. 29 ans, 7 ans exp. formation continue. Anglais (Ecole supér. multinationale, centre culturel) diplômé d'Etat (maîtrise) PARFAITEMENT BILINGUE cherche poste PARIS. Ecr. nº T 77.668 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jne Allemand, trilingue (angl., franç.), ch. 1er emploi stable. Examen d'Etat d'enseignement (all., sociologie). Notions dactylo. Tulatz c/o Benjamin, 33, r. de la Butte-aux-Cailles (13e). Tél. : 580-59-44.

H. 31 a., spécial. vente consommables P.P.C.Z.N.O. aux revendeurs, ch. poste inspec. cclal. Prét. 7.000 F en dessous s'abst. PUB 71, Leroy, 18, passage des Princes-2e.

Jeune Femme
LICENCE MAITRISE ANGLAIS Dactylo, expérience enseignem. 2 ans expér. presse, traduction publiée, cherche poste SECRÉTAIRE DE REDACTION ou D'EDITION ou toutes propositions traduct., documentation et enseignement. Ecr. nº 77.617 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., 26 ans, licence + DES Droit privé, droit affaires), ch. situation entreprise cabinet jurid. ou assurances. Ecr. nº T 077.654 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. Fme. AIDE-COMPTABLE Mécanographe, cherche emploi mi-temps. B.T.S. + C.A.P. Tél. le matin : 076-35-18.

Personnalité tout premier plan excellente présentation VENDEUR 1re FORCE Contacts hauts niveaux, qualités requises pour ATTACHE DE DIRECTION RELATIONS PUBLIQUES Libre immédiatement. Ecr. nº 77.614 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 29 ans, B.S.E.C., form. Sc. Eco., 4 a. chef de groupe. Expér. cabinet compt., ch. empl. ADJOINT CHEF COMPTABLE ou similaire. Libre de suite. M. Clopin, 32, r. Truffaut-17e.

Jeune homme, 27 ans ANALYSTE-PROGRAMMATEUR 6 ans expérience Cobol, assembleur, DOS-OS, IBM, CICS, DL 1. Cherche contrat AFRIQUE FRANCOPHONE T. 645-01-75, Issy-les-Moulineaux.

J. F., parl. couram. FRANÇAIS not. angl. et ital. ch. emploi au pair ou autre dans tous pays. Ecr. nº 76.244 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

H., 30 a., SOUS-DIRECTEUR AGENCE DE BANQUE aimant exploitation, contact clientèle, 14 a. expér., ch. poste France ou étranger. Serait égal. intéressé pour contrat pour une ou plusieurs années dans la profession ou emploi commercial. Ecr. nº T 077.637 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F., 27 ans, 7 ans expér. PROFESSEUR SECRETARIAT ch. poste rentrée scolaire. Ecr. nº T 077.651 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CONSULTANT Organisation et Formation ESCP + DEA psycho-socio. 11 ans expér., réf. 1er ordre, examine toutes propositions. Ecr. nº 77.591 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

X ESSEC, 39 a, Alld, Angl, spéc. ARTS GRAPHIQUES, presse, édition, impression, librairie. Exp. : tech., adm., fin., commerc. Etud. tte propos. réf. Ecr. nº 7480 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Urbaniste, 26 a., D.I.U.P., 2 a. d'expér. profess., préparation diplôme de 3e cycle, géo sociale, ch. empl. Lib. de sle. Ecr. Lacard, 74, rue Hallé, 75014 Paris.

J.F., 29 a., trad. interp. Isit. Angl., all. + dipl. univ., 6 a. exp., ch. sit. trad. assist. form. perm. ou comm. Monique de Lamberterie, 24, rue Brezin, 75014 Paris.

Femme CADRE, 45 ans cherche poste ADJOINT CHEF DE PERSONNEL ou Service formation Téléphone 350-25-70

J.H. 27 a., D.E.A. 3e cycle, sc. éco. Format.: étude de la prod Maths appl. à l'éco. Informatiq. Ch emploi serv. études éco gde entreprise ou gestion. Ecr. Ibanes Didier, 09160 LACAVE

J.F. 27 ans, études supérieures lettres. Anglais courant. 7 ANS EXPERIENCE : relations publiques et relation presse.
— Edition et publicité.
— Techniques d'imprimerie.
— Bonnes connaissanc. secteurs santé et alimentation.
Ch. poste nécess. dynamisme, responsab. et initiatives. Ecr. nº T 77660 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J.H., 30 ans. Cadre, 5 ans exp. CHEF COMPTABLE, lic. économie politiq., sciences po, philosophie + maîtrise sciences po, cherche place de DIRECTION. LETARD, 46, rue Claude-Decaen 75012 Paris.

H., 30 ans RESP. FORMATION INFORM. Exp. 6 a., formation-information : organisation, programm., gestion animation. Lic. lett. form. gest. Ang. Allem. rech. poste fonction relat. hum., personnel France ou étranger. Ec. nº 1465 « le Monde » Pub. 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e

CADRE COMMERCIAL 3 ans expérience transport maritime Anglais, Allemand. Recherche POSTE A RESPONSABILITES dans service transport société dynamique, voyages, fréquents appréciés. Ecrire nº 76188, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN Formation AM - 46 ans recherche poste CHEF LABO ELECTROMECANIQUE ELECTRONIQUE
Références :
— 3 ans chef labo électromécanicien.
— 3 ans labo radio-télé.
— 16 ans chef labo société Moulinex.
Faire offre sous référ. 9958 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès 92807 Puteaux qui transm.

J.H., 27., DEA MATH, Maît. Sci. ch poste enseignant, de préf. de niv. sup., 3 a. exp. E.N. 1 a. FC M. Scemama, 5, r. Victor-Hugo 95100 Argenteuil. Tél. 961-89-38

J.H. 25 ans, Ingénieur Chimiste, première expér. production et gest. en DOM, ch. poste exploit. ou Labo, France ou étranger. Ecr. réf. EPO 2, BP 714, 97171 Pointe-à-Pitre, Cedex Guadeloupe

H., 32 ans, diplômé IFAG, BP banque, ch. pl. cadre financier, audit., reporting, informatique, organisation. Ecrire Bicking, 02360 Rozoy-sur-Serre, ou tél. (23) 97-51-73

Si vous avez beaucoup d'IMPAYES. Si vos clients ne sont pas des entreprises publiques. Si votre comptabilité clients est quotidiennement à jour (ou si vous acceptez qu'elle soit réorganisée). Alors je peux créer chez vous en 6 mois un service recouvrements très efficace. Ecr nº 7474 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H., 27 a., dble nat. U.S. + Franç., bilingue angl., franç., bonne prés., sér., diplômé de U.C.L.A. et Univ. de Nice, Lettres, Langues, exp. enseign., traduction, tourisme, références, cherche emploi. Ecr. nº 1373, « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H., 25 ans, dég. O.M., libre suite, lic. et maîtrise Droit des aff., exercerait responsabilité DIRECTION DU PERSONNEL ou ds serv. jurid. Sté Immobil. Ecr. nº 76.216 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.H., dégagé obligations militaires D.E.S. Droit fiscal, cherche situation France et étranger. Ecr. HAVAS, 63000 CLERMONT-FERRAND nº 75579

REPORTER PHOTO indépend., 8 ans, expér. 8 ans, gd report. Europe, Afrique, Asie, Pr.-Or., étudie toutes propositions. France-Etranger. Tél. : 525-45-79

COLLABORATRICE HAUT NIV. Solide expérience commerciale et administrative. Energique, aimant initiatives et responsabilités, Bonne gestionnaire. Références EDITION, PLASTIQUES, CONSTRUCT. ELECTRONIQUE ch. situation stable, soit :
— Responsabilité bur. parisien, firme de province.
— Adjointe P.D.G. de P.M.E.
— Responsabilité serv. imprim.
Ecr. nº 1406 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.F., 28 ans, maîtrise économie appliquée. connaiss. anglais not. espagnol DEA, gestion financ. en cours, cherche poste stable. Ecrire nº 75.973 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DESS, ET. 2, M.G. BTS, Bur. Et. 1 an expér. ch. Paris, banl. Mr ROY, rés. Fontaines, T. 7 Appt 66, 92800 Puteaux.

Ing. électricien, 34 a., dipl. exp. études, chantiers, formation, ds sect. bâtiment + industrie (installat. H.T., B.T., cour. faibl. automation, régulation) dispon. plein temps ou partiel, préav. 3 mois. Ecr. nº 1459 « le Monde » Pub.

M.B.A. STANFORD Ingénieur Ecole Navale Sciences-Po (Eco Fi) Expér. Banque d'affaires Etud. toutes propositions. France ou étranger. Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS sous réf. 67289

Technic. Bât. I.A.C., 30. ans, 10 ans expér., ch. place stable bureau études ou entreprise. Ecr. nº 6.538 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e

Juriste Hme, 30 ans, niv. Doct. Droit internat. (I.H.E.I.), 5 ans expér. Droit des affaires (fiscalité, immobilier, social) et contentieux, étud. ttes proposit. Ecr. nº 1.457 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e

Jeune femme, 34 ans, licence lettres, diplôme documentation, 10 ans expérience dans presse et édition, cherche poste REDACTEUR DOCUMENTAL. étudierait toutes propositions. Ecrire nº 77611 Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

S.S.I., ch. emploi ds industrie pharmaceutique. Libre 1er oct. Ecr. M. Monget, Hôpital marit. Bât. du pers., 62600, Berk-Plage

H., 30 ans, Chef de publicité 10 a. expér. ch. poste à responsabilité annonceurs ou agence. Ecr. BROSSAS, 24, av. de la République, 93800 Epinay.

AIDE SOIGNANTE exp. infirmière, rech. emploi de nuit. Tél. 578-93-64 de 10 à 17 h.

J.H., dégagé obligations militaires D.E.S., droit fiscal, cherche stage de conseil juridique et fiscal. Ecr. HAVAS, 63000 CLERMONT-FERRAND nº 75578

l'agenda du Monde
reparaîtra le MERCREDI 7 (daté 8) SEPTEMBRE
Les annonces peuvent être adressées dès maintenant, soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**
Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

POUR 148 F L'ANALYSE DE VOTRE C.V.
ses points forts, ses maladresses, nos suggestions.
Une liste de 120 verbes propres au langage des affaires pour valoriser votre candidature. Discrétion assurée.
Env. projet de C.V. + règlem. à : ALAIN BADEN CONSEIL B.P. nº 5 91830 LE COUDRAY.

هكذا من الأصل

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive droite

RIVOLI
3e étage, GRAND 3 PIECES 90m² tt cft. T. : 766-04-17, p. 260.

BUTTES CHAUMONT
90 m du parc, Grand Studio TYPE ATELIER D'ARTISTE 4,10 m sous plafond, baie vitrée, tout confort. 155.000 F, frais notaire inclus. Visites sur rendez-vous :
766-13-14

16e PORTE D'AUTEUIL
3/4 pièces 78m² + balcon-terr., calme, vue, soleil, verdure, imm. récent, box, standg, 8e ét. 630.000 F. 704-78-83 9/12 h. - 14/18 h

MÉTRO VILLIERS
Dans immeuble pierre de taille 100m² SALON, salle à manger, 2 chamb., cuis., bains, 560.000 F. Tél. 704-78-83, 9/12 h. - 14/18 h.

MARAIS STUDIO 36 m² grand stand., jamais habité, tout confort, sur jardin 2.000 m². Prix 308.500 F. Tél. 278-29-20.

Dr-BLANCHE Imm. standing 128 m², 5e ét., dble liv. + 2 ch. + 2 salles bns, tél., cuis. équip., balcon. Soleil. Gar. 525-41-92

PLACE ÉTATS-UNIS (près) Dans hôtel part. 2 P. 60 m2 et 70 m2. Très gd luxe. 734-73-88.

PASSY Idéal INVESTISSEUR IMM. STAND. ASC. 4-5 pièces libre, 4 pces occupées. Prix except. vu urgce. 225-89-19.

MARAIS Dans imm. XVIIe remarquablement restauré, 3 appts 150-200-240 m2. PASTEYER, l'Antiq. en imm., 266-35-84, LE MATIN.

LA MUETTE Dans imm. pierre de taille 3 pièces à rénover, bains, 3e étage, soleil, 400.000 F. 704-78-83, 9-12 h et 14-18 h.

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels agréés F.N.A.I.M. PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

AV. FOCH (près) - 3 p., 70 m², à rénover, 3e étage sans ac., sur cour. Prix à débattre. 337-88-14.

STUDIO 58 m² - TT CONFORT Près bd Voltaire, imm. récent, bon standing. Prix 215.000 F. Etude LACUEE - 340-30-02.

MARAIS Charme ancien, agrément moderne, 255 m², avec terrasse, plein soleil - 633-33-67.

ETOILE - AVENUE CARNOT Duplex atelier, 4 chbres, bains, 5e-6e étg., tt cft, soleil, chb. serv. MICHEL & REYL - 265-90-05.

BROCHANT - Immeuble pierre de T., beau 4 p., tt cft, ch. serv. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

18e. DAMREMONT. Part. vend studio avec vraie cuisine, tout confort, téléphone. Prix 90.000 F. Tél. H. Bur 742-51-12.

EXELMANS. Récent, vue impr. etg. élevé, terrasse, plain-pied, soleil, séjour dble + 2 chbr. 635.000 F - 532-61-00.

Paris Rive gauche

INVALIDES
Imm. catégorie exceptionnelle, 100m², ét. élevé, loggia, garage. ZANNETTACCI - 727-21-27.

9e ÉTAGE VUE SOLEIL
proche place d'ALLERAY, dans immeuble standing récent, 5 pièces 113m² + balcon 23m², plein sud, 2 bains, parking. 704-78-83 - 9/12 h. - 14/18 h.

TOLBIAC
Dans imm. récent, beau 4 P. avec parking. Vue dégagée. CREDIT FONCIER FRANK ARTHUR - 766-01-69.

BAC-SAINT-GERMAIN
AU CALME, 300m² DUPLEX ETAGES ELEVES + terrasse, 3 récept., 5 chamb., 4 bains - PARKING.
QUAI HENRI-IV
Face jardins sur berge 7e étage, 235m², 3 réceptions, 4 chambres, 4 bains, garage. PASTEYER - 266-35-84, matin.

14e DENFERT 140 m². Liv. double + 4 chambres + bureau, cuisine, 2 bains, parfait état. Prix : 850.000 francs. D. BOURGEOIS - 293-62-16.

QUAI BRANLY 5 PIECES 125 m² confort, 2 bains, ascens., soleil. Chambre de service. 790.000 F. EXCLUSIVITE MEL. 325-60-80.

AV. DE SÉGUR
BEL IMM. PIERRE DE T. ASCENS. CHAUFF. CENTRAL
5 P. salon, salle à manger, 3 chbres, cuisine, bains + douches, w.-c., service.
RENOVATION EN COURS terminé au goût de l'acquéreur
PRIX 735.000 F
Lundi, mardi, de 14 h à 18 h : **16,** rue José Maria-de-Heredia ou 723-96-05

4 p., place d'Italie, 80 m², état neuf, moquette, tél., cuis. équ., parking, cave, 10e étage, soleil, calme, proximité immédiate, magnifique centre commerc., vente pour cause urgence, prix except. 380.000 F. Tél. 567-20-10 (heures de bureau).

GOBELINS Part. vend 3 pièces, salle d'eau, tél., chauff. gaz, 5e ét. s/cour, asc., clair. - Tél. 222-11-13.

CARDINAL-LEMOINE
DANS IMMEUBLE RESTAURE
2 P. 45 M2 ENVIRON cuisine, bains, placards, entièrement aménagé, 4e étage, asc. Renseignements et visites : tél. 755-98-57 ou 227-91-45

9, rue Campagne-Première Atelier d'Artiste 27 m2 + 2 loggias. A rénover. Calme. Soleil. 175.000 F. URGENT. Ce jour, 14 à 18 h.

107, r. de RENNES. Dble livg, 3 chbres, 4e ss asc. Conft. Bel immeuble. Lundi, 17 h à 18 h 30

Ecole-Militaire, 15, r. Chevert. Imm. 1930. Asc., vide-ordures, ch. cent., bon standg. STUDIOS de moyennes et gdes surfaces, cuis., wc, bains modernes, chbre alcôve possible. Ensoleillé et calme. A PARTIR de 135.000 F. crédit 80 %. PARFAIT pour habitation ou location. Voir sur place lundi, mercredi, vendredi, 14 h. 30 à 18 h. 30. Tél. : 292-28-51.

MONGE - GOBELINS Proche Facultés, bon imm., tap. escalier, s/cour, calme, soleil.
1°) 2 P. en studio, vraie cuisine, wc, salle d'eau, chauffage. Prix : 155.000 F avec 30.000 F.
2°) Sél. dble + ch., cuis., wc, bains modernes. Chff centr. Prix : 250.000 F avec 50.000 F. Vis. s/pl., 12 bis, av. Gobelins, mardi, mercredi, 14 h 30 à 19 h.

LUXEMBOURG Original 2 p. 72 m2, tt confort. Parfait état. Calme. 490.000 F. PROMOTIC - 325-18-74

14e Rue Emile-Dubois - 2 pces, cuis., s. bains, sur jardin. Tél. Parking - Téléphone : 522-10-17.

Région parisienne

BOULOGNE Vue sur verdure et Seine - BEAU 5 PIECES. Jean FEUILLADE - 566-80-75.

BOULOGNE Etage élevé, liv., 2 chbres, tout cft, 78m², impeccable. 380.000 F. 825-60-40.

BOULOGNE Pour placement STUDIO, douche, wc, cave. Px 65.000 F. 825-62-70.

appartem. achat

Achète, 16e ou Neuilly, Gd 5 P., verdure, gd standing. MARTIN, 17, r. Godot-Mauroy, 75009 PARIS - 742-99-09

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e) - 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e pr bons clients, Appts toutes surfaces et immeuble. PAIEMENT COMPT.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, ach., urgent, 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e - 873-23-55.

constructions neuves

PRIX NON REVISABLES A LA RESERVATION

LUXEMBOURG
dans petit immeuble Habitable 4e trimestre 77
— Studio 27 m² 207.900
— Séj.+chbre 61 m² .. 517.000

CH.-MICHELS
— Studios 30 m² 204.000
— 3 p. 61 m²+balcon .. 410.000
Habitables 3e trimestre 77.

IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. 225-93-69.

immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Mo Opéra. Frais abonn. 310 F. 742-78-93.

bureaux

PALAIS-ROYAL
2, 4 ou 6 beaux bureaux X 20m², équipés ou non. Téléphone. Bel emplacement. SOUS LOCATION un an minimum. Téléph. 260-37-17, poste 38.

16e MIRABEAU Propriét. loue av. bail, sans pas-de-porte 5 burx dans imm. récent stand., 5 lignes tél. Loyer ann. 78.000. F H.T. charges compr. 720-89-18.

8e SAINT-AUGUSTIN Dans immeuble gd standing sur un seul niveau
A LOUER 32 BUREAUX
293-62-52

DOMICILIATION. TEL. SECR. **TELEX** Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-50

Importante Société cherche à louer pour octobre 77 dans la région havraise
300 à 400 m² LOCAUX A USAGE DE BUREAU
Pour toutes propositions prendre contact avec M. Guichard,
941-80-20

CHAMPS-ELYSEES A louer directem. bureaux ref. neufs 15 à 180 m2 - 563-17-27.

1 à 20 BURX TS QUARTIERS Locations sans pas-de-porte AG. MAILLOT - 293-45-55 +

châteaux

35 km BERGERAC CHATEAU XVIIIe confortable, 4 ha étang, maison gardien., 850.000 F. JARGEAU, 47500 LIBOS - Tél. (58) 71-01-28.

NEUILLY-s/SEINE. Propriétaire vend charmant BATEAU-LOGT 4 P., cuisine, bains, tél., berge aménagée en jardin, chenil - 704-55-98.

SEVRES Résidentiel - Grand séjour + 2 chbres, tél. Prix 267.000 F. - 825-62-70.

ST-CLOUD Résidentiel. 4 P. tt conft, 110 m2, tél., parking. 520.000 F - 825-62-70.

A VENDRE - SAINT-MANDE Chambre indép., 4e étage, bel immeuble, 16.000 F. - 962-01-71.

LA GARENNE-COLOMBES Part. vd neuf, 2 p., cuis., tt cft, 15e étg., vue sur Paris. Tr. bien desservi. 190.000 F+20.000 F CF + box. Tél. : 781-77-49.

MAISONS-LAFFITTE 3.400 F le m², imm. récent, séj. + 2 chambres 77 m², parking. 359-27-11.

ST-MANDE CHAUSSEE ETANG près Mo. Luxueux 3-4 p., 490.000. Imm. ancien, standing. 742-67-56.

VERSAILLES. Gd siècle, 5 pces 118 m2, rez-de-jardin, très clair. Prix 460.000 F. Tél. : 958-84-81.

LA VARENNE. Près R.E.R. Faculté. Cause départ retraite, vends ss interm. ds imm. bourg. très calme, 2 pces, entr., cuis., bains, refait neuf, chauff. cent., 105.000 cpt. Tél. 206-74-83 H.B.

CHANTILLY. 120 m² environ, salon, s. à manger, 3 chbres, clair, soleil, dans bel immeuble ancien pierre, asc., tout conft. 320.000 F. Poss. gar. Chb. de service en plus. Tél. 227-22-62 ou vis. s/pl. samedi, 15-18 h., 1-3 AV. DE GUISE, 33, AV. DU GENERAL-LECLERC.

CHOISY-LE-ROI. - Exceptionnel, cause départ, à 100 m. gare, part. cadre vend beau 4 pièces, plein sud, tout confort, parfait état, avec double box. Prix : 200.000 F. Visite s/rendez-vous. Téléph. heures bureau 346-71-08.

A vendre F4 à EVRY, tout conft, chauff. centr., gar. C.F. rest. - Tél. : 077-15-11

appartements occupés

15e OCCUPÉS
Immeuble entièrement occupé. Appts : 1, 2, 3 pièces, calme, soleil - Tél. : 766-04-17.

locaux commerciaux

PARIS (15e) RUE CAMBRONNE dans bel immeuble neuf
LOCAL PROFESSIONNEL
et appartements en rez-de-ch., IDEAL pour méd., dent., kiné. Surface de 49 m² à 100 m².
Visite sur place tous les jours, sauf mardi, de 14 h. à 19 h. 30, 19-21, rue Cambronne. Tél. 783-64-32 ou sur rendez-vous
766-25-32

ANTIBES Propriétaire LOCAL COMMERCIAL 140 m², très bien situé, étudie toutes proposit. Tél. (93) 33-00-25. Ec. no T 77.650 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

fonds de commerce

A VENDRE. Librairie papeterie journaux, cadeaux. CA 670.000 F Quartier Sorbonne. Tél. 325-39-26 ou écrire Erel, 17, rue Saint-Séverin, 75005 PARIS.

locations non meublées Offre

Paris

PARIS (20e)
SANS INTERMEDIAIRE
Immeuble récent tout confort Studio 40m², loyer 847 F, charges 136 F, Parking 120 F. 2 Pièces 42m², loyer 920 F, charges 204 F, Parking 120 F. 3 Pièces 71m², loyer 1.282 F, charges 272 F, Parking 120 F. S'adresser à la gardienne 21, rue du Repos - 370-69-81. Mo PHILIPPE-AUGUSTE ou PERE-LACHAISE.

PARIS (19e)
Mo Place-des-Fêtes SANS COMMISSION Immeuble tout confort 3 P. 62m², loyer 1.168 à 1.226 F, charges 287 F, Parking 120 F. S'adresser au Régisseur 25-29, rue des Lilas, PARIS.

DIDEROT-CITEAUX
Ensemble nf, 17-19, r. de Citeaux 5 Pces, exceptionnel, terrasses. 3 et 4 Pces, terr., cuis. équip 337-98-42.

MARAIS STUDIO 30 m2 gd stand., jamais hab., tt cft, sur jard. 2.000 m2. Prix 1.600 F ch. c. Tél. 278-29-20.

RUE DAUPHINE
2 PCES-3 PCES entiér. équipé, jamais habit. C.G.T.I. - 261-50-34

A LA SEMAINE QUINZAINE ou MOIS
louer un appt meublé standing, du studio au 5 p. - 577-54-04.

Région parisienne

APPARTEM. A LOUER SANS INTERMEDIAIRE MASSY (ESSONNE) 4 pièces 90 m2, loyer 1.225 F, charges 277 F. S'adresser au Gardien : 1, avenue Nationale - MASSY Tél. : 920-48-90 - 920-48-92 ou 920-48-91 le matin.

A louer, Courbevoie, P. à P. Stud. tt cft, cuis., s. bains. Tél. Cave. Parking. Tél. : 781-94-57 après 19 heures.

locations non meublées Demande

Paris

COLLABORATRICE ch. GRAND studio ou 2 pièces, ensoleillé. Quartier Opéra, Pyramides, 4-Septembre. Tél. apr. 20 h : 742-62-01 ou écrire no 6.540, « le Monde » Publicité 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garanti 4.000 F max. 283-57-82.

locations meublées Demande

Paris

Comité d'Etablissement rech. : LOCATION A L'ANNEE, chalet ou appts montagne, facilités accès S.N.C.F. Prestations, ski. Ecr. Fondation Rothschild 76, rue de Picpus, 75012 Paris

usines

A VENDRE MINE D'OR AU CANADA avec filiale américaine riche en trésorerie. Intéressés seulement (intermédiaires s'abstenir) avec références bancaires. Contacter: Brown & Company, U.S.A., 745 Fifth Av., New-York-City 10022, Etats-Unis.

propriétés

MILLY-LA-FORET Sud bordure forêt de Fontainebleau **FERME** RESTAUREE RUSTIQUE 7 pièces, 190 m2 habitables, buanderie, cuisine aménagée, tt cft + dépendances, 1.000 m2 clos murs. 440.000 F. - 424-31-97.

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels agréés F.N.A.I.M. PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

EN PROVENCE Près des Alpilles, mas, architecture caractérisée, confort à installer, 1 hectare d'herbage. PRIX : 320.000 F CABINET IMMOBILIER MORO 23, bd Victor-Hugo, St-Rémy-de-Provence - Tél. : (90) 92-14-75

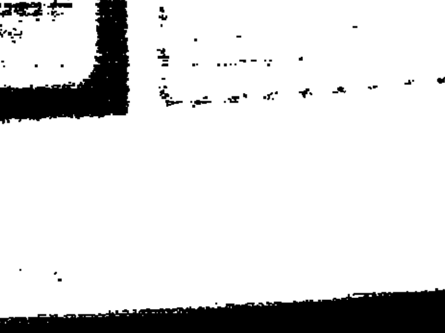
terrains

FINISTERE, Cse Dép., sacrifie Terr. à bâtir, 6.800m², eau, él., 4 km. plages, vue impr. sur toute baie Douarnenez. Téléph. (98) 81-51-27 ou (98) 85-81-28.

AJACCIO (Corse) - Le Gif immobilier vous propose ses lotissements Ajaccio et sa région, du village de l'intérieur aux pieds dans l'eau, de 38.000 à 160.000 F. Exemple : terrains pieds dans l'eau, entièrement viabilisés, 11 km. d'Ajaccio, possibilité construction 200 m², 71.600 F. B.P. 104. Tél. (95) 21-19-75 Ajaccio Corse (agréé F.N.A.I.M.).

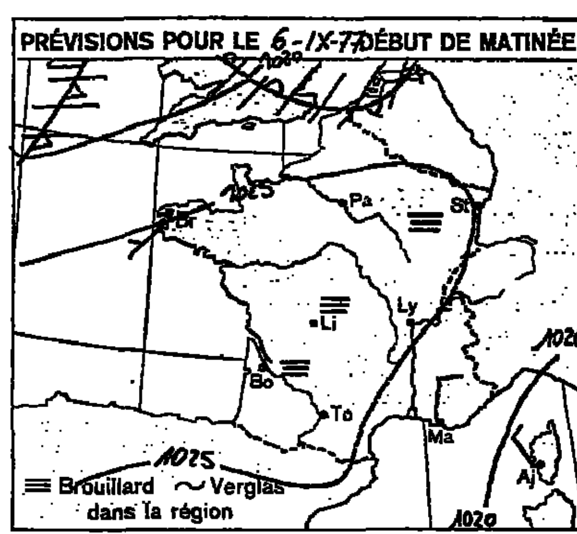
ORGEVAL (78) Lots de 1.000 m², fac. min. 20 m. LES CLAYES-SOUS-BOIS (78) LOTS DE 350 A 450 m² MAREIL-MARLY (78) 1.200 m² - 600 m². ST-GERMAIN-EN-LAYE (78) 750 m², 1.100 m², 1.300 m². TEL. : 973-72-59.





AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — averses — orages — Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 septembre à 0 heure et le mardi 6 septembre à 18 heures :

Une bande de hautes pressions qui s'étend des Açores à la Baltique protégera notre pays d'un rapide courant perturbé circulant à travers les îles Britanniques. Seules, nos régions côtières de la Manche seront temporairement touchées par la bordure sud des perturbations.

Mardi, la matinée sera brumeuse sur le Sud-Ouest, le Centre, le Nord-Est, et les températures minimales seront encore assez basses pour la saison sur le Maine, le Bassin parisien et la Champagne. De larges éclaircies se développeront dans la journée et un beau temps peu nuageux prédominera, les vents restant faibles et variables en direction, les températures maximales en hausse sur la moitié nord, sauf sur les régions proches de la Manche, où le ciel sera par moments très nuageux et où l'on pourra même observer de faibles pluies ou bruines. Sur la moitié sud du pays, le temps restera ensoleillé et chaud.

Lundi 5 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 023,3 millibars, soit 767,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 25 et 16 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 25 et 12 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 21 et 8 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 23 et 9 ; Dijon, 23 et 12 ; Grenoble, 22 et 9 ; Lille, 21 et 8 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille, 29 et 16 ; Nancy, 20 et 12 ; Nantes, 22 et 9 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 22 et 8 ; Pau, 23 et 15 ; Perpignan, 30 et 20 ; Rennes, 21 et 7 ; Strasbourg, 18 et 13 ; Tours, 23 et 8 ; Toulouse, 26 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

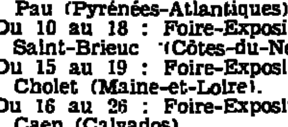
Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 15 degrés ; Amsterdam, 15 (max.) ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 21 et 11 ; Bonn, 21 et 9 ; Bruxelles, 21 et 10 ; îles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 19 et 10 ; Genève, 22 et 10 ; Lisbonne, 29 et 17 ; Londres, 20 (max.) ; Madrid, 32 et 16 ; Moscou, 28 et 15 ; New-York, 26 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 20 et 9 ; Téhéran, 30 et 20.

LES SALONS FRANÇAIS EN SEPTEMBRE...

Du 8 au 12 : Semaine internationale du cuir, porte de Versailles, 9 h. à 18 h. 30. Ouvert au public.
Du 8 au 13 : Salon de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie, cadeaux (BIJORHCA), porte de Versailles, 9 h. à 18 h. 30. Pour les professionnels.
Du 8 au 13 : Salon commercial et professionnel des ateliers d'art et de création, porte de Versailles, 9 h. à 19 h. Pour les professionnels.
Du 9 au 12 : Salon biennal régional des techniques hortico-maraîchères, Lyon (Rhône).
Du 10 au 13 : Salon européen de l'habillement masculin (SEHM), porte de Versailles, 9 h. à 19 h. ; le mardi 13, 9 h. à 17 h. Pour les professionnels.
Du 10 au 13 : Salon de la mode enfantine, porte de Versailles, 9 h. 30 à 19 h. Pour les professionnels.
Du 10 au 13 : Salon inter-dernière boutique et inter-saisons du prêt-à-porter féminin (porte de Versailles).
Du 10 au 13 : Salon du maillot de bain (porte de Versailles).
Du 11 au 13 : Salon professionnel international des articles de sport et de loisirs de plein air (SISEL), Le Bourget, 9 h. à 19 h. Pour les professionnels.
Du 17 au 26 : Salon régional du meuble et de la décoration, Toulouse (Haute-Garonne).
Du 21 au 30 : Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau (SICOB), CNIT Défense, journées professionnelles les 21, 22, 23 (fermé le dimanche 25), 9 h. 30 à 18 h. Ouvert au public.
Du 25 au 28 : Salon professionnel de la quincaillerie (OUOJEM), porte de Versailles, 9 h. à 19 h. Pour les professionnels.

...et les foires-expositions

Du 1 au 12 : Foire européenne de Strasbourg (Bas-Rhin).
Du 3 au 11 : Foire-Exposition, Vesoul (Haute-Saône).
Du 3 au 12 : Foire-Exposition, Douai (Nord).
Du 4 au 11 : Foire-Exposition, Condom (Gers).
Du 8 au 12 : Foire-Exposition, Le Mans (Sarthe).
Du 9 au 18 : Foire de Savoie, Chambéry (Savoie).
Du 9 au 19 : Foire-Exposition, Pau (Pyrénées-Atlantiques).
Du 10 au 18 : Foire-Exposition, Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
Du 15 au 19 : Foire-Exposition, Cholet (Maine-et-Loire).
Du 16 au 26 : Foire-Exposition, Caen (Calvados).
Du 16 au 26 : Foire-Exposition, Saint-Etienne (Loire).
Du 23 septembre au 2 octobre : Foire - Exposition. Castres (Tarn).
Du 23 au 3 : Foire-Exposition, Annecy (Haute-Savoie).
Du 23 au 3 : Foire internationale, Marseille (Bouches-du-Rhône).
Du 24 au 2 : Foire-Exposition, Romans (Drôme).
Du 24 au 3 : Foire-Exposition, Lorient (Morbihan).



LETTRES

MORT DU POÈTE BELGE MARCEL THIRY

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Marcel Thiry, ancien secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langues et de littérature de Belgique, ancien sénateur, est mort à Liège le dimanche 4 septembre à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il était considéré comme un des grands poètes belges. Son œuvre aurait pu connaître un plus grand rayonnement en France, mais il refusa toujours de quitter la Belgique et plus particulièrement la Wallonie.

Négociant en bois, Marcel Thiry avait fait la première guerre mondiale sur le front russe, dans une brigade belge. Cette expérience l'avait profondément marqué, car il avait vu de près la révolution de 1917. On lui doit de nombreux poèmes, notamment *Toi qui pâlis au nom de Vancouver* (1924), *la Mer de la Tranquillité* (1938), et divers récits, *Echec au temps* (1945), *Nouvelles du Grand possible* (1958). Son originalité fut d'introduire le langage réaliste du monde des affaires dans la poésie classique. Romancier, il avait notamment imaginé Napoléon gagnant la bataille de Waterloo. C'était un écrivain subtil à la fois très moderne et très classique.

Entré à l'Académie royale en 1939, il en fut le secrétaire perpétuel jusqu'à soixante-quinze ans. C'est vers cet âge-là qu'il se lança dans la politique active, devenant sénateur du Rassemblement wallon. Il avait toujours été militant de la francophonie. Avant la seconde guerre mondiale, il avait été à l'origine d'un manifeste des intellectuels contre la politique de neutralité du roi Léopold III et du gouvernement belge de l'époque.

PIERRE DE VOS.

Vie pratique

DES STAGES GRATUITS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES JEUNES

Pour faciliter l'accès des jeunes à la vie professionnelle, ASPROFORC — Association pour la promotion par la formation continue — organise, à partir de septembre et octobre 1977, les stages suivants : B.T.S. commerce international, huit mois ; B.T.S. secrétaire de direction, huit mois ; secrétaire sténo-dactylo, cinq mois ; dactylo-hôtesse, cinq mois ; aide-comptable premier niveau, cinq mois.

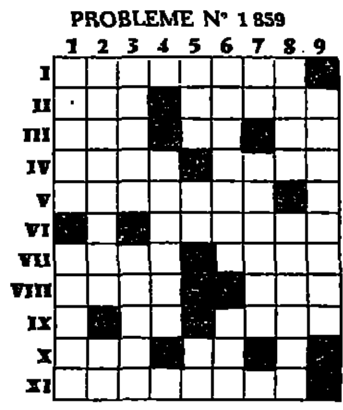
Ces stages sont conventionnés par l'Etat, dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977 concernant la formation professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi âgés de moins de vingt-cinq ans.

Pendant toute la durée du stage, qui est entièrement gratuit, les stagiaires perçoivent un salaire (410 F par mois pour les jeunes de seize à dix-huit ans et 90 % du SMIC pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans) et sont couverts au titre de la Sécurité sociale, des allocations familiales et des prestations familiales.

Pour tous renseignements, se présenter 2, rue Washington, 75008 Paris (2e étage). — Métro : George-V, ou téléphoner au 359-12-77.

MOTS CROISÉS

PROBLEME No 1 859



HORIZONTALEMENT

I. Abri d'un délateur. — II. Peintre flamand ; Contrée ancienne. — III. Provoquait une certaine agitation ; Participe ; En rangs. — IV. Saint ; Supplice infligé à un candidat émotif. — V. Fument après la course. — VI. Crème pour la peau. — VII. Le jouet des vents ; Titre étranger. — VIII. Continent ; Régna sur Israël. — IX. Points ; Relégués au fond des classes. — X. Récipient ; Evoque un âge heureux. — XI. Disparues à jamais.

VERTICALEMENT

1. Se pose sur le plat ; Ne saurait être absent d'une cérémonie. — 2. Régulières ; Lie. — 3. Légères ; Retentit. — 4. Pas repoussées. — 5. Pour un anglais, cela ne manque pas d'agrément ; D'un auxiliaire ; Tout le monde et personne. — 6. Nouvelle, elle retient l'attention ; Sans patrie. — 7. Symbole ; Positif ou négatif. — 8. Le barrage est parfois leur raison d'être ; Bouffent surtout entre les repas. — 9. Franchiras le seuil.

Solution du problème no 1 858

Horizontalement

I. Terre ; Lad. — II. Amour ; Ume. — III. Ru ; Eacées. — IV. Il ; No !. — V. Faillites. — VI. Douleurs. — VII. Olten ; Ee. — VIII. Ru ; Tétine. — IX. Oc ; ESE. — X. Lier ; Su. — XI. Erras ; Tub.

Verticalement

1. Tarif ; Rôle. — 2. Emu ; Adoucir. — 3. Ro ; Viol ; Er. — 4. Rue ; Luttera. — 5. Eraillées. — 6. Clientes. — 7. Lue ; Tu ; Ut. — 8. Amenèrent. — 9. Désossée ; Ob.

GUY BROUTY.

Journal officiel

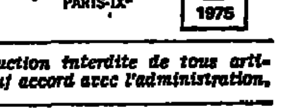
Est publié au *Journal officiel* du 4 septembre 1977 :

UN DECRET :

● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Laboratoire européen de biologie moléculaire relatif aux privilèges et immunités dudit laboratoire en France, signé à Paris le 3 mars 1976.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

CARNET

Naissances

— M. Marc Sourdéau de Beauregard et Mme, née Anne Giraud, sont *heureux d'annoncer la naissance de* Marie,
le 12 juillet 1977.
112, bd Exelmans, 75016 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Bernard Pupat sont heureux de faire part des fiançailles de leur fille, Anne-Marie, avec Hervé Biebuyck.
15, rue Ségéral-Verninac, 19100 Brive.

Mariages

— Nous apprenons le mariage de Mlle Géraldine Bouvard, fille et belle-fille de M. et Mme Claude Bouvard, et de M. et Mme Roger Girard, avec M. Bernard Ferry, fils de M. Robert Ferry, mort pour la France, et de Mme Robert Ferry, qui sera célébré le vendredi 9 septembre, à 17 heures, en l'église de Champagne-sur-Oise.
Buire-Courcelles, 80200 Péronne ;
15, rue Erlanger, 75016 Paris ;
157, rue de Rome, 75017 Paris.

— M. et Mme Raymond Coppens, dépositaire central de presse à Perpignan, sont heureux de faire part du mariage de leur fils
Jean-François
avec
Marie-José Cotrait,
Le 3 septembre 1977.

— M. et Mme François de Saint-Aulaire,
Le professeur et Mme Robert Leconte des Floris,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Marie-Françoise et Philippe,
célébré en l'église Notre-Dame de Besançon, le 27 août 1977.
14, rue des Granges,
4, rue Delavelle,
Besançon (Doubs).

— On nous prie d'annoncer le mariage de
M. Bernard de VILLELE,
fils du comte Stanislas de Villèle, décédé, et de la comtesse, née Françoise Le Pecq,
avec
Mlle Eléonore de KUENBURG,
fille du comte Eberhard de Kuenburg et de la comtesse, née Franziska Von Goëss.
Le mariage sera célébré le samedi 10 septembre en l'église Mitterdorf, à Caldaro (Italie).

Décès

— La direction, et tous les collaborateurs du cours et de l'institut Charlemagne, ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel DELAUNAY,
directeur-fondateur du cours et de l'institut Charlemagne, chevalier de l'ordre national du Mérite,
survenu accidentellement le 21 août 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 25 août 1977, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Un service religieux sera célébré le vendredi 9 septembre 1977, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

61, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris ;
195-199, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

— Ceux qui ont aimé et admiré le peintre David HILL ont la douleur d'apprendre sa mort, survenue le 31 août 1977.
Réunion le mardi 6 septembre à *la porte principale du cimetière du* Montparnasse, à 8 h. 45.

— Nous apprenons la mort de notre confrère
Guy MICHELET,
décédé le 1er septembre en Ecosse, d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-huit ans.
[Né le 3 juin 1919 en Nouvelle-Calédonie, Guy Michelet, journaliste spécialisé dans l'automobile et l'aviation, a collaboré au « Parisien libéré », à l'O.R.T.F. et, plus récemment, à « Valeurs actuelles », à « l'Argus » ainsi qu'à la « Prévention routière ».]

— M. Joseph Rusinow,
Mme Iza de Neyman,
M. Alexandre Birger,
Mme Sophie Lemarie,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Joseph RUSINOW,
née Rose Lusternik,
leur épouse, sœur et tante,
survenu à Nice le 1er septembre 1977, à l'âge de soixante-dix ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 6 septembre, à 10 heures.
Réunion au reposoir de l'hôpital Pasteur.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès de
M. Robert SCHAEFFER,
président honoraire du tribunal de grande instance de Strasbourg,
officier de la Légion d'honneur,
survenu subitement, le 29 août 1977, dans sa soixante-treizième année.
[Né le 7 juin 1905 à Obernai (Bas-Rhin), M. Robert Schaeffer entre dans la magistrature en 1931. Toute sa carrière se déroulera dans l'Est de la France, où il est successivement président à Remiremont en 1942, à Saverne en 1945 et à Metz en 1957, avant de terminer sa carrière comme président du tribunal de grande instance de Strasbourg, poste auquel il est nommé le 20 mars 1958.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jacob WIPLOSZ,
ancien P.-D.G. de la société CERIC,
survenu le 1er septembre 1977.
De la part de :
Mme Félix Wiplosz,
Le docteur et Mme Julien Wiplosz et leurs enfants,
M. et Mme Charles Wiplosz et leurs enfants,
M. et Mme Simon Zanger et leurs enfants.
Les obsèques ont eu lieu à Vichy le 5 septembre.
168, avenue Thermale, 03200 Vichy.

Remerciements

— Mme François-Robert Malterre, ses enfants, et toute la famille, profondément touchés par les témoignages de sympathie reçus lors du *décès de*
M. François-Robert MALTERRE,
vous prient de trouver ici l'expression de leur sincère reconnaissance.

Anniversaires

— En ce premier anniversaire de la mort du
professeur Louis CORDIER,
à sa mémoire, le souvenir fidèle de ceux qui l'ont connu et aimé.

— Ce mardi 6 septembre, premier anniversaire du décès de
Nicolas GEORGIADES,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et connu.
De la part de
Mlle et Mme Georgiades,
11 bis, rue Lacépède, 75005 Paris.

— Pour le trente-cinquième anniversaire du décès de
M. Jules F.-M. CHARBONNIER,
ingénieur civil des mines,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Nicham Iftikhar,
officier d'académie,
membre du conseil de l'Institut canadien de l'industrie minière,
vice-président-directeur général de la West-Canadian Collieries,
président-fondateur des Bighorn & Saunders Creek Collieries et Panamerican Tungsten Corpor.,
décédé le 5 septembre 1942,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, ainsi qu'aux personnalités ou institutions qui ont apprécié ses œuvres ou son mécénat.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de
Mme Albert LANDAU,
née Arlette Oudin,
une pensée, en union avec la messe qui sera célébrée aujourd'hui, est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Avis de messe

— Il sera célébré le 12 septembre 1977, à 11 h. 30, dans la crypte de l'église Saint-Pierre de Chaillot (avenue Marceau, Paris-16e), une messe de requiem pour le repos de l'âme de
Jocelyne DE THIER,
décédée le 4 juillet 1977.

Visites et conférences

MARDI 6 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 5, quai du Quatre-Septembre, à Boulogne-Billancourt, Mme Bachelier : « Jardin Albert-Kahn ».
15 h., 58, rue de Richelieu, hall, Mme Legregeois : « La Bibliothèque nationale ».
15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Magnani : « L'hôtel de Lauzun ».
15 h., 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h. 15, 21, rue Visconti : « De la rue Visconti au palais de la reine Margot » (Mme Barbier).
15 h., métro Arts-et-Métiers : « Chez un tourneur d'étain » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
15 h., place du Puits-de-l'Ermite : « Enchantement et mystère de la Mosquée » (Paris et son histoire).
CONFERENCE. — 15 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale et la réalisation de la conscience » (entrée libre).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	108 F	193 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à *leur demande.*

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ANCIENS COMBATTANTS

Il y a trente-trois ans von Choltitz capitulait

UNE MANIFESTATION DU COMITÉ PARISIEN DE LIBÉRATION PLACE DU 18-JUIN 1944

Le Comité parisien de libération a célébré le trente-troisième anniversaire de la libération de Paris, le dimanche 4 septembre, à 16 heures, sur la place du 18-Juin 1944 (dans le quatorzième arrondissement). Plusieurs dizaines de personnes, anciens combattants ou *résistants*, se *sont* recueillis durant une demi-heure devant la plaque de marbre qui commémore la réddition du général von Choltitz au général Leclerc et au colonel Rol-Tanguy, commandant des F.F.I. de la région parisienne, qui assistait à la cérémonie.

Cette célébration a suivi d'une semaine celle organisée par le maire de Paris, M. Jacques Chirac. L'organisation des manifestations pour le trente-troisième anniversaire de la libération de Paris a, on le sait, suscité de vives polémiques entre le maire de Paris et plusieurs mouvements de résistance, ainsi que le parti communiste.

La cérémonie de dimanche a été marquée par deux discours. M. Léo Hamon, vice-président du comité, ancien secrétaire d'Etat, a rendu hommage aux fusillés, aux déportés et aux « *chefs prestigieux* » comme les généraux Koenig, Leclerc et de Gaulle. Il a rappelé la grande leçon de la résistance. « *Il y a toujours un effort à fournir dans l'intérêt commun.* » M. André Tollet, président du Comité parisien de libération, a ensuite manifesté sa reconnaissance aux soldats alliés de la dernière guerre. Il s'est aussi adressé aux « *jeunes gens de France* » : « *C'est pour vous que nous nous sommes battus.* »

● *Trois cents survivants du groupe Alliance*, réseau de renseignements de la France combattante, ont inauguré, dimanche 4 septembre, une stèle de granit sur le terrain d'aviation d'Ussel-Thalauny. Cette cérémonie, à laquelle assistaient notamment Mme Marie-Madeleine Fourcade, présidente du Comité national du réseau Alliance, MM. Hettier de Boislambert, grand chancelier de l'Ordre de la libération, et Jacques Chirac, avait pour but de rendre « un hommage reconnaissant » aux pilotes des Lysander de la R.A.F. qui, en 1942 et en 1943, atterrirent clandestinement sur cet aérodrome de fortune.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AU PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

LE PROJET DE BUDGET POUR 1978

Le projet de budget pour 1978 est maintenant bouclé. Il sera soumis aux membres du gouvernement au cours du conseil des ministres du mercredi 7 septembre. Ultime examen qui peut modifier, sur des points de détail, le texte préparé mais ne remettra sûrement pas en cause les choix *essentiels arrêtés par MM. Giscard* d'Estaing, Raymond Barre et Robert Boulin au cours des deux conseils restreints tenus à l'Elysée les 22 et 29 août : acceptation d'un déficit budgétaire inférieur à 10 milliards de francs, refus de modifications fiscales importantes.

Il s'agissait pour l'essentiel de trouver une dizaine de milliards de francs de recettes supplémentaires afin de ramener le déficit du budget de l'Etat pour 1978 de 19 milliards de francs environ à 9 milliards (*le Monde* des 11 et 24 août). Voici ce qui a été décidé pour y parvenir :

● LE PRIX DE L'ESSENCE SERA RELEVE. — Cette hausse devra procurer à l'Etat entre 5 et 6 milliards de francs de recettes supplémentaires. Elle aura probablement lieu en deux temps : d'abord au début de l'année prochaine (fin janvier ou début février) puis au début de l'été. Mais la question ne semblait pas tout à fait tranchée au début de cette semaine. Si ce calendrier était maintenu, la hausse serait d'environ 10 % dans l'année, compte tenu du fait que plus la seconde augmentation du prix interviendrait tard plus elle devrait être importante.

● LES TARIFS DE LA VIGNETTE AUTOMOBILE SERONT FORTEMENT AUGMENTES (environ 20 %). — Cette hausse ne sera pas de la même importance pour toutes les cylindées mais elle ne pénalisera pas cette fois les grosses voitures comme cela avait été le cas auparavant. Recettes pour l'Etat : 1 milliard de francs.

● LES PRIX DU TABAC SERONT SENSIBLEMENT MAJORES. — D'une part parce que le bilan du SEITA (Service d'exploitation industrielle des *tabacs* et *allumettes*) est fâcheusement déséquilibré ; d'autre part, pour rapporter 700 millions de francs environ à l'Etat.

● LE LOTO SUBIRA EN 1978 UN PREMIER ET FAIBLE PRELEVEMENT FISCAL. — Rapport pour l'Etat : quelques dizaines de millions de francs.

● LA TAXATION EXCEPTIONNELLE DES ELEMENTS DU TRAIN DE VIE instituée pour l'année 1976 sera reconduite pour 1977 (impôts payables en 1978). — Ainsi les contribuables qui auront disposé cette année de trois au moins des éléments de train de vie énumérés à l'article 168 du code général des impôts autres que les résidences principales et les voitures devront à nouveau payer cette taxe. Rapport pour l'Etat : 50 millions de francs environ.

● UN PRELEVEMENT EXCEPTIONNEL SUR LES PROFITS DES BANQUES sera institué ; il devrait rapporter environ 300 millions de francs à l'Etat.

● LE DELAI DE RECOUVREMENT PAR LE FISC DU PRELEVEMENT LIBERATOIRE perçu par les banques auprès de leurs clients détenteurs d'obligations, de bons de caisse, etc. sera ramené de deux mois à un mois en 1978. Rapport : 600 millions de francs.

Ces différentes mesures fiscales devraient procurer au Trésor public entre 8,5 et 9 milliards de francs de recettes supplémentaires en 1978. Elles constituent la partie amère d'un budget qui comprendra tout de même quelques bonnes nouvelles.

LA FUTURE « VIGNETTE »

Il semble que les discussions sur la détermination de la nouvelle puissance administrative des automobiles menées depuis de longs mois (« le Monde » du 22 novembre 1976) soient revenues à leur point de départ.

La prise en compte de la puissance réelle des moteurs paraît abandonnée et les quatre constructeurs français s'accordent sur un nouveau mode de calcul basé sur la cylindrée (c'est le système actuel) multiplié par un coefficient déterminé par la démultiplication finale de la transmission... Les véhicules équipés d'une boîte à cinq vitesses seraient ainsi avantagés ainsi que les automobiles « tirant long ».

Le barème de l'impôt n'effacera pas complètement l'inflation

Toute modification du barème de l'impôt sur le revenu coûtant fort cher à l'Etat, M. Raymond Barre et ses conseillers ont longuement hésité sur les allègements qui pourraient être consentis l'année prochaine. En définitive, la plupart d'entre eux résultent plus d'engagements qu'il fallait nécessairement respecter — au moins en partie, — que d'actions volontaires nouvelles. Voici quelles sont ces mesures.

1) *Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu seront relevées uniformément de 7,5 %.* Cela pour empêcher que les salariés dont les revenus nominaux ont augmenté, en 1977, ne voient cette progression intégralement frappée par l'impôt, alors qu'une partie en aura été, en fait, annulée par la hausse des prix, sans correspondre à une amélioration réelle de leur pouvoir d'achat. Ce relèvement uniforme de 7,5 %, qui coûtera à l'Etat 4,5 milliards de francs, sera insuffisant pour correspondre à la hausse des prix, qui atteindra au moins 9 % cette année ;

2) *Diverses mesures d'allègement fiscal sont prévues pour les personnes âgées et pour celles dont les revenus sont voisins du SMIC.* Un abattement spécifique, en particulier, est proposé dans le budget 1978 pour les personnes âgées partant à la retraite.
Perte de recettes pour l'Etat : 500 millions de francs ;

3) *L'abattement de 20 % du revenu imposable dont bénéficient les salariés sera accordé aux artisans et aux commerçants qui soumettront leur comptabilité à l'un des cinquante centres de gestions agréés existant.* Jusqu'à cette année, les artisans et commerçants qui se pliaient à cette discipline (dix mille environ) bénéficiaient d'un abattement de 10 % seulement. Lorsqu'elle sera doublée, cette réduction pourrait attirer de quarante mille à cinquante mille contribuables dans les centres de gestion agréés. Selon les calculs des pouvoirs publics, il en coûterait entre 100 millions et 150 millions de francs à l'Etat ;

Cette mesure résulte directement de la « loi Royer » de décembre 1973 qui prévoit pour le début de 1978 — si la fraude fiscale a régressé — l'extension aux artisans et aux commerçants de l'abattement de 20 % du revenu imposable dont seuls bénéficient actuellement les salariés.

4) *Les compagnies d'assurances bénéficieront de l'avoir fiscal dans les conditions normales* pour les dividendes des actions qu'elles détiennent (c'est-à-dire pour un montant représentant 50 % des dividendes distribués). Jusqu'à présent, l'avoir fiscal des compagnies d'assurances était limité à 25 %. Si l'avoir fiscal d'une société d'assurances venait à dépasser l'impôt sur le bénéfice dû à l'Etat, celui-ci rembourserait la différence. Coût total pour l'Etat : 50 millions de francs ;

5) *Les petites et moyennes industries auront la possibilité de déduire de leurs bénéfices imposables* les dividendes distribués lorsque ceux-ci iront à des personnes ayant incorporé des comptes courants au capital de la société.
Cette mesure, destinée à encourager les propriétaires de petites affaires à engager leurs biens propres, sera peu coûteuse pour l'Etat dans un premier temps.

6) *Les actifs amortissables inscrits au bilan des sociétés* seront réévalués, mais une provision *équivalente devra être constituée* par les firmes sur laquelle seront imputés les amortissements supplémentaires ainsi dégagés. Ce qui exclut toute déduction fiscale supplémentaire au titre des amortissements. Coût nul pour l'Etat.

Signes extérieurs de richesse à nouveau taxés

Telles sont les mesures qui seront annoncées mercredi prochain par M. Barre aux membres du gouvernement, puis à ceux de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Elles feront supporter aux automobilistes, qui paieront plus cher l'essence et la vignette, les trois quarts de l'effort supplémentaire demandé aux Français en 1978 pour contenir le déficit budgétaire dans des limites raisonnables.

Ce choix est-il celui de la facilité ? Ne présente-t-il pas d'inconvénients ? Les 6,5 milliards que rapporteront l'augmentation de l'essence et la majoration de la vignette provoqueront certainement moins de mécontentement qu'un nouveau prélèvement exceptionnel sur le revenu du « calibre » de celui qui avait été institué en 1976 pour venir en aide aux paysans victimes de la sécheresse. Les taxes sur l'automobile ont ceci de commode qu'elles paraissent à l'administration des finances relativement indolores.

De plus, les pouvoirs publics ne se priveront pas d'exploiter un bon argument : le prix de *l'essence, bien qu'en hausse* en valeur nominale, n'a cessé de baisser depuis dix ans relativement à l'indice général du coût de la vie. Ce qui est absurde dans un pays qui doit freiner sa consommation de produits pétroliers et, d'une façon générale, économiser une énergie dévoreuse de devises (6 milliards de francs d'importations chaque mois). En revanche, le gouvernement aura moins d'arguments pour justifier la date retenue pour la première hausse sur l'essence, qui interviendra fin janvier, n'aura d'impact que sur l'indice de février, connu seulement à la fin mars... après les élections. Quant à la majoration de la vignette, l'indice officiel des prix, qui ne tient compte ni des variations d'impôts ni de celles des taxes, n'en subira aucune accélération.

Trois absences de marque dans l'énumération des mesures prises : l'avoir fiscal, l'impôt sur les sociétés et, pour l'essentiel, la réévaluation des bilans. La première mesure a été écartée pour des raisons psychologiques évidentes : ce qu'on a appelé l'« affaire Chaban-Delmas » n'est pas si lointaine qu'une majoration de l'avoir fiscal n'apparaisse à beaucoup comme une provocation. Une majoration de l'impôt sur les sociétés (son taux passant de 50 à 52,5 %) avait été envisagée ; elle aurait rapporté 2 milliards de francs à l'Etat, mais a finalement été écartée comme preuve de bonne volonté envers les entreprises auxquelles il est demandé de consentir un effort particulier d'embauche. Quant à la réévaluation des bilans, la mesure prise sera pratiquement « inodore et sans saveur » pour les entreprises. Elle laisse tout de même la porte ouverte à des facilités fiscales ultérieures.

« Budget d'attente », « budget en trompe-l'œil », « budget sans choix véritables » : les qualificatifs ne manqueront pas. Ce qui est sûr, c'est que le budget de 1978, s'il est politiquement habile, ne brille ni par l'imagination ni par l'originalité.

ALAIN VERNHOLES.

PRIX

● *Les prix des fruits augmenteront au cours de l'automne et de l'hiver* et seront « *certainement plus élevés qu'en 1976* », a déclaré, le 3 septembre, M. Perret du Cray, président national des producteurs de fruits. La production devrait diminuer de 25 % environ par rapport à l'an passé, a-t-il précisé, ajoutant que cette baisse ne devrait pas provoquer de pénurie sur le marché dans la mesure où les producteurs français « *exportent des quantités considérables de fruits chaque année*. — (A.F.P.)

هكذا من الأصل

VIE ÉCONOMIQUE

AU PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

ROJET DE BUDGET POUR 197

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : une importante minorité conteste la politique d'austérité prônée par les TUC

De notre correspondant

Londres. — A la veille de l'ouverture, le lundi 5 septembre, de la conférence annuelle des trade-unions (TUC) à Blackpool, le puissant syndicat des mineurs s'est prononcé contre la règle dite des douze mois acceptée par le TUC, et qui prévoit un intervalle d'un an entre deux augmentations de salaires. De plus, les mineurs maintiennent leurs revendications particulières : ils veulent que soit fixé à 135 livres par semaine, à partir de novembre, le salaire des travailleurs de surface, soit une hausse massive six mois seulement après la dernière augmentation. La prise de position des mineurs doit réduire sensiblement la majorité escomptée par la hiérarchie du TUC en faveur de la règle des douze mois.

Les derniers pointages indiquent que cette règle sera confirmée grâce au ralliement de M. Scanlon, président du syndicat des mécaniciens. Mais un certain nombre de délégués ont protesté vigoureusement contre la décision de M. Scanlon, qualifié de traître et malmené par quelques éléments situés à l'extrême gauche de son organisation. Ce mouvement de « révolte » ne semble pas devoir empêcher le succès de la hiérarchie du TUC. Néanmoins, si la minorité, réunissant de puissants syndicats comme ceux des transports, des dockers, des ouvriers de l'imprimerie et des cadres techniques, regroupe cinq des onze millions de mandats, l'autorité des dirigeants du TUC s'en trouvera très affectée. Les experts pensent que la « base », notamment chez les mineurs, les dockers (ceux-ci annoncent déjà une grève générale à une date qui sera annoncée ultérieurement) et les transporteurs, s'engagera dans des actions locales sans tenir compte des décisions de la majorité.

Ainsi, malgré la victoire probable des dirigeants du TUC à Blackpool, le gouvernement travailliste peut craindre que la règle des douze mois ne soit pratiquement pas appliquée dans de nombreux secteurs de l'économie. M. Callaghan, attendu mardi 6 septembre, risque d'être fraîchement accueilli par les militants syndicalistes. Son appel à la discipline et à la modération s'accompagnera probablement d'une référence à la possibilité de décider en novembre un certain nombre d'assouplissements fiscaux et de mesures de relance de l'économie, compte tenu des perspectives relativement favorables de la situation économique. Pour cela, il faut toutefois que le TUC continue de soutenir l'austère politique de revenus pendant quelques mois, afin d'éviter l'explosion des salaires.

Divisés dans le débat économique fondamental, les trade-unions se retrouvent pour demander une action vigoureuse sous la forme d'un boycottage total de la firme Grunwick, dont le directeur, M. Ward, a rejeté les suggestions du tribunal d'enquête. Après un an de conflit, marqué d'incidents extrêmement violents entre la police et les piquets de grève, le tribunal, tout en reconnaissant à M. Ward son droit de licenciement, a recommandé la réintégration des ouvriers congédiés et le paiement d'indemnités à ceux qui ne pourraient être repris. M. Ward a refusé, en soulignant qu'il préférait fermer son entreprise plutôt que de céder à la pression des syndicats, qui, à son avis, sont soutenus par les autorités. Ce patron de choc, Indien d'origine, est maintenant soutenu par la majorité du parti conservateur dans l'épreuve de force qui paraît inévitable avec les syndicats. Ceux-ci envisagent une action de solidarité massive visant à couper complètement l'entreprise de ses fournisseurs et clients.

Une minorité parmi les dirigeants conservateurs souhaiterait cependant, dans la perspective d'u nsuccès électoral, améliorer les relations de leur parti avec les syndicats. Ces éléments craignent que le soutien apporté à M. Ward n'apparaisse comme une condamnation implicite du tribunal d'enquête et de son président, l'intègre juge Scarman, et ne jette un doute sur la formule du tribunal d'enquête à laquelle d'autres gouvernements conservateurs ont eu recours dans le passé pour régler les conflits sociaux. Néanmoins, la majorité des dirigeants conservateurs estiment, après avoir étudié les derniers sondages, que leur parti a tout à gagner en prenant une position hostile aux syndicats.

Selon une enquête de l'organisation Gallup pour le *Sunday Telegraph*, dans sa majorité, le public est mécontent des trade-unions : il estime qu'ils sont devenus trop puissants, que leurs leaders ne représentent plus les vues de leurs mandants et que les communistes y exercent une influence considérable.

HENRI PIERRE.

SUÈDE : l'opposition social-démocrate critique vivement les plans de stabilisation

De notre correspondant

Stockholm. — Après quelques mois d'une détente qui s'était manifestée à la fin de la session parlementaire de printemps par l'unanimité entre les partis sur certaines questions (l'extension du congé parental porté à neuf mois et la mise en place d'une commission publique sur les exportations de capitaux vers l'Afrique su Sud, puis, cet été, dans une série d'articles de M. Olof Palme laissant percevoir la possibilité d'un dialogue — le ton du débat politique s'est subitement durci en Suède.

L'opposition social-démocrate a sévèrement critiqué le plan de stabilisation présenté par le gouvernement le 29 août. Les socialistes sont contre la sortie de la Suède du « serpent » européen, estimant que « *cette coopération assure à un petit pays une certaine garantie de stabilité monétaire et un soutien en cas de crise* ». Ils sont contre la dévaluation de la couronne, « *qui entraînera une nouvelle flambée des prix et une baisse du niveau de vie pour la grande majorité des salariés* ». Ils dénoncent enfin l'« *inconsistance* » du programme qui accompagne la dévalorisation de la monnaie.

Toutefois, c'est surtout la façon dont ces mesures ont été décidées qui paraît irriter, sinon révolter, l'opposition. Affirmant que, par le passé, les formations politiques au Parlement étaient tenues au courant des dispositions projetées par le gouvernement social-démocrate et que la possibilité de les influencer leur était ainsi donnée, l'ancien premier ministre M. Palme, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, le 30 août : « *Cette fois nous avons été informés seulement quelques heures avant. Les bourgeois n'ont pas jugé bon de nous consulter. D'autre part, nos partenaires nordiques ont, eux aussi, été placés devant le fait accompli. Le commerce avec le Danemark, la Norvège et la Finlande représente un tiers de nos échanges et l'on sait que la dévaluation de la couronne suédoise les a embarrassés. Avant de présenter notre propre programme, nous voulions attendre et voir si les invitations au dialogue et au consensus faites ces dernières semaines par le gouvernement étaient sincères. Son comportement à notre égard vient de montrer qu'il a choisi la confrontation. Pour notre part, nous n'avons pas l'intention de nous laisser entraîner dans ce carrousel de la panique baptisé plan de stabilisation.* »

Le processus de décisions suivi par le nouveau gouvernement est-il moins démocratique que celui de ses prédécesseurs ? C'est un point sur lequel le premier ministre, M. Fälldin, ne veut pas ouvrir de polémique avec le chef de l'opposition. « *On avait oublié*, ironisait un journal libéral, *que les sociaux-démocrates étaient les meilleurs en tout !* » Les amis de M. Palme ont fait des centristes et des conservateurs leurs adversaires principaux, mais ils ménagent les libéraux, troisième composante de la coalition : ceux-ci pourraient éventuellement devenir leurs partenaires après les élections de 1979.

La tâche qui attend maintenant le gouvernement paraît délicate. La réussite du plan de stabilisation dépend en partie de l'attitude des syndicats. Ceux-ci ont clairement fait savoir qu'il n'était pas question, pour eux, d'accepter quelque forme que ce soit de « *contrat social* », idée lancée par le ministre de l'économie, M. Bohman, au printemps, « *pour sortir le pays de la crise* ». Cependant, ils ne ferment pas la porte au dialogue. A l'issue de leur entretien avec le gouvernement, mercredi 31 août, les dirigeants de la Confédération générale du travail L.O. ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter, au cours de l'automne, une nouvelle révision de l'impôt sur le revenu pour 1978, « *laquelle, incontestablement, faciliterait les négociations paritaires* ». Toutefois, L.O. est résolument hostile au modèle retenu actuellement par le gouvernement, à savoir une indexation des barèmes fiscaux « *qui avantagerait trop les hauts salaires* ». Or il s'agit là d'une promesse électorale que les conservateurs, en particulier, tiennent à remplir. Mais certains propos récents du premier ministre indiquent que son introduction, prévue initialement pour 1978, pourrait être reportée d'un an. Cela permettrait au gouvernement, d'une part, de montrer aux syndicats sa bonne volonté et, d'autre part, d'éviter que ceux-ci ne réclament de trop fortes compensations pour les conséquences de la dévaluation de la couronne.

ALAIN DEBOVE.

LE CHOMAGE AUX ÉTATS-UNIS

La grande amertume des Noirs

De notre correspondant

Washington. — « Carter a-t-il oublié les besoins des Noirs ? » demandait récemment M. Vernon Jordan, directeur de la National Urban League et l'un des principaux dirigeants de la communauté noire. Les chiffres du chômage qui viennent d'être publiés par le ministre du travail ont apporté une réponse si cruelle que le président s'en est montré très affligé, a déclaré M. Powell, le porte-parole de M. Carter.

Le fait est que les statistiques de l'emploi pour le mois d'août, si elles sont relativement encourageantes dans l'ensemble, font apparaître avec plus d'évidence ce que M. Powell a appelé lui-même un « bond en avant plutôt extraordinaire » du chômage parmi les minorités, les Noirs en particulier.

Le pourcentage de la population active en quête d'un emploi a légèrement augmenté en août, passant de 6,9 % à 7,1 % (le Monde du 4-5 septembre). Le chômage retrouve ainsi son niveau de juin, qui est aussi celui (environ 7 %) autour duquel il oscille depuis l'entrée en fonctions de la nouvelle administration ; c'est un progrès par rapport au triste record atteint en novembre dernier : 8 %. Le nombre des personnes employées s'est accru de 210 00 en août, atteignant 57,1 % de la population, alors que celui des chômeurs n'a augmenté que de 180 000. Mais ce sont essentiellement les Noirs qui entrent dans cette catégorie.

Nous aurions une guerre civile si...

Le décompte des travailleurs sans emploi en fonction de la race et du sexe est éloquent. Les moins touchés se trouvent être les travailleurs mâles et blancs. Ceux-là ne souffrent du chômage que dans la proportion de 4,6 %. Puis viennent les femmes blanches, avec 6,2 %. Pour les hommes noirs, le taux de chômage est passé à 11,7 % en août, contre 10,1 % en juillet. Les femmes noires sont encore beaucoup plus touchées avec 12,2 % (10,9 % en juillet).

Mais de tous, ce sont les jeunes Noirs qui sont les plus défavorisés : plus de 40 % d'entre eux sont au chômage entre seize et dix-neuf ans. Une autre statistique, publiée il y a quelques jours, donnait pour cette tranche de population un chiffre légèrement inférieur (un peu plus de 34 %). Quoi qu'il en soit, elle montrait, comme les autres statistiques, l'énorme inégalité dont les Noirs souffrent par rapport aux Blancs : le taux de chômage pour les jeunes de seize à vingt et un ans, toutes races confondues, n'atteignait en juillet que 15,9 %.

Au total, le chômage des Noirs est passé de 13,2 % en juillet à 14,5 % en août. Commentant ce qu'il a appelé « un scandale national », M. Stokes, congressiste noir de l'Ohio, a déclaré, à la fin de la semaine dernière : « Si la situation était inversée et que les jeunes Blancs et mâles d'Amérique soient deux fois moins employés que les Noirs, nous aurions une guerre civile. » L'amertume est d'autant plus grande chez les responsables de la communauté noire que celle-ci a voté en masse pour M. Carter et qu'elle ressent ce que l'un de ses représentants a appelé « une négligence délibérée » du nouveau gouvernement à son encontre.

Conscient de ce fait, M. Carter a convoqué pour le 7 septembre les membres du « Caucus » noir (les membres du Congrès appartenant à cette communauté) pour examiner la situation. Un programme d'un milliard de dollars prévoit de créer deux cent mille emplois pour les jeunes dans les services publics. Mais c'est une action de plus grande ampleur qui sera sans doute nécessaire. — M. T.

CANADA : selon l'O.C.D.E., le chômage pourrait dépasser 8 % de la population active

Le Canada avait, mieux que la plupart des pays industrialisés, résisté à la récession de 1974-1975, mais au prix d'une implantation relativement importante et d'une détérioration de sa balance extérieure.

A la fin de 1975, le gouvernement d'Ottawa a donc mis en place un programme de lutte contre l'inflation. C'est ce que l'étude consacrée par l'Organisation de coopération et de développement économique, publiée ce 5 septembre, nomme « *un réajustement par rapport au reste de la zone de l'O.C.D.E.* ».

Si la hausse des prix est revenue à 7,5 % en 1976, contre 10,8 % en 1975, la limitation de la progression des revenus n'a pas empêché les salaires d'augmenter de 15 %. Quant à la balance courante, « *elle ne s'est guère améliorée* ». Il est vrai que le dollar canadien, en hausse depuis le milieu de 1975, a fortement baissé à partir de novembre 1976.

La croissance, qui a été de 5 % en 1976, pourrait ne pas dépasser 3 % en 1977. Ni la politique budgétaire, qui prévoit un freinage assez énergique de l'accroissement des dépenses, ni la politique monétaire ne stimuleront l'activité économique.

Mais cette politique, sur laquelle les experts de l'O.C.D.E. ne tarissent pas d'éloge, a un coût social important, puisqu'elle a contribué à faire augmenter le taux de chômage.

Celui-ci est actuellement proche de 8 % de la population active — il était de 5,3 % en 1974 et de 6,9 % en 1975, — avec une proportion de jeunes (12,8 %). Les économistes du château de la Muette soulignent même l'aggravation du phénomène, le chiffre actuel étant « *l'un des plus élevés que l'on ait enregistrés depuis 1953* ». L'augmentation inquiétante du chômage des hommes adultes « *donne à penser que, face à l'atonie persistante de la demande, les entreprises ont peut-être commencé à réduire les effectifs de main-d'œuvre adulte* ». Et le crédit supplémentaire de 100 millions de dollars inscrit au budget de mars 1977, pour des créations d'emplois, ne permettra, selon l'O.C.D.E., de créer que de 5 à 10 000 postes par an.

Même si la loi sur l'assurance chômage canadienne prévoit « *les prestations les plus généreuses parmi les grands pays de l'O.C.D.E.* », ce coût social semble exorbitant.

Il n'est pourtant pas question d'une relance qui risquerait, dit l'O.C.D.E., d'attiser les « *anticipations inflationnistes* » alors que pour 1977 la hausse du coût de la vie pourrait être de 7,4 %.

Le chômage des adultes de sexe masculin pourrait encore augmenter, affirme cette étude, qui ajoute alors : « *On peut se demander s'il ne conviendrait pas de mettre en œuvre de nouvelles mesures spécifiques pour atténuer la gravité du problème que pose le chômage (...).* »

En bref...

● BRESIL. — Brasilia vient d'accorder à l'Algérie un crédit de 25 millions de dollars (qui sera porté plus tard à 50 millions) pour financer des achats de produits brésiliens. Le commerce entre les deux pays consiste surtout en achat de pétrole algérien par le Brésil et en exportations brésiliennes de café et de sucre vers l'Algérie.

● SUISSE. — Un député suisse, M. Willy Volkart, vient de proposer une réforme de la fiscalité, après avoir appris qu'une cinquantaine au moins des quelque trois mille millionnaires en francs suisses du canton de Zurich ne payaient pas d'impôts sur le revenu. La direction des impôts a révélé que trois mille soixante-dix-huit Zurichois avaient déclaré l'an dernier une fortune atteignant 1 million de francs suisses (2,1 millions de francs français).

M. Volkart, qui est cheminot, a déposé un projet proposant que les millionnaires soient imposés sur leurs signes extérieurs de richesse. — *(A.P.)*

● YOUGOSLAVIE. — Vingt mille personnes ont été inculpées de délits économiques graves l'an dernier, selon des données du parquet fédéral, citées par l'agence Tanjug. Une étude faite par une équipe de la faculté de droit de Belgrade montre que de nombreux Yougoslaves s'étaient livrés à des opérations illicites afin d'augmenter le revenu de l'entreprise dont ils assumaient la responsabilité. Un sondage effectué par la même équipe auprès des travailleurs de cinq entreprises de Belgrade montre que le Yougoslave est assez tolérant à l'égard de ceux qui tournent la loi afin de procurer des gains supplémentaires à leur entreprise.

Le barème de l'impôt n'affecte...

Signes extérieurs de richesse

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE ROLE DES CADRES DANS L'ENTREPRISE

Encadrer les cadres

(Suite de la première page.)

Pour nous faire une idée, partons d'un exemple simple dans la situation présente, c'est-à-dire avec un éventail de salaires de l'ordre de 1 à 12, soit de 1 670 F, montant du SMIC en septembre 1977 (1), à *20 000 F environ, qui couvre* la quasi-totalité des salaires. Et voyons ce qui se passerait si, sans changer le SMIC, l'éventail était fixé de 1 à 5, le salaire le plus élevé devenant 8 350 F.

Deux hypothèses

Deux hypothèses doivent être envisagées.

Ou bien on tient compte de l'échelonnement actuel des salaires, et on diminue homothétiquement tous les salaires supérieurs au SMIC. Dans ce cas, une personne gagnant 10 000 F ne gagnera plus que 6 800 F : celle qui gagne 5 000 F passera à 4 100 F, etc.

Ou bien on admet que la mesure de réduction ne joue qu'au-delà du seuil de 8 350 F, tous les salaires supérieurs se trouvant uniformément ramenés à ce montant. Tous les cadres gagnant aujourd'hui plus de 8 350 F se verraient télescopés à un seul niveau, qui ne changerait plus, quels que soient leurs mérites et leurs carrières.

Admettons qu'aujourd'hui le SMIC soit porté à 2 200 francs, dans le contexte actuel. Cette augmentation n'étant pas répercutée sur les salaires plus élevés, il en résulte pour ceux-ci une perte relative. Si, dans le même temps, on fixe l'éventail des salaires de 1 à 5, le cumul de ces deux mesures entraîne à la fois une perte en valeur absolue, et une perte en valeur relative pour les salaires supérieurs au nouveau SMIC, même si la diminution paraît moins importante.

C'est bien ce qui menace actuellement l'encadrement. Pourtant, les gains économiques qui en résulteront seront faibles, de l'aveu même de ceux qui préconisent cette réduction. Il s'agit donc bien d'une proposition démagogique : on sacrifie les cadres à une idée, pour satisfaire d'autres catégories. Avec, comme bénéfice supplémentaire, le découragement des éléments dont le dynamisme est essentiel à l'entreprise.

Encore n'avons-nous pas tenu compte, dans ce chiffrage, des répercussions de l'impôt sur le revenu, puisque personne n'en parle. De tout temps, les cadres ont été la cible préférée du fisc. Le silence sur ce point ne laisse donc rien présager de bon pour eux. A moins qu'il ne signifie que les taux actuels seront diminués pour ce qui sera devenu, à ce moment-là, les hauts *(sic)* salaires. C'est une hypothèse qui nous semble peu probable, mais sur laquelle nous aimerions avoir des précisions.

Le flou des propositions sur les salaires se transforme en silence total lorsqu'il s'agit de leurs conséquences sur le régime de retraite par répartition des cadres. Il est évident qu'un tel plafonnement des salaires rendrait totalement impossible le paiement des retraites pour lesquelles les cadres ont cotisé tout au long de leur carrière. Envisage-t-on une spoliation pure et dure ? Ou bien prévoit-on un financement différent pour permettre d'effectuer *les paiements dus ? Les entreprises*, qui attachent la plus grande importance à la sécurité de la retraite de leurs cadres, ont le droit d'exiger une information précise sur ce point.

Enfin, derrière ces menaces économiques, se profile, à peine voilé, le souci de diminuer le pouvoir et l'autorité des cadres, au profit d'organes légaux de l'entreprise, plus ou moins contrôlés par les centrales syndicales. Ce n'est pas en démotivant l'encadrement et en grignotant son pouvoir que l'on améliore la situation dans l'entreprise. Les recherches sérieuses sur ces sujets montrent en effet que c'est dans la décentralisation, la délégation de responsabilités, que se trouve la solution du problème de l'intégration de l'économique, du social et de l'humain, clé de l'entreprise de demain.

Ouvrir le débat avec les intéressés

Il est vrai que, dans les entreprises modernes en pleine évolution, le problème de l'insertion des cadres, aujourd'hui plus nombreux, plus compétents, plus spécialisés et ayant des aspirations différentes, n'est pas réglé. Mais des solutions y sont activement recherchées. C'est *par un travail en commun des dirigeants* d'entreprise et de l'encadrement que l'on pourra espérer les trouver, les expérimenter et ensuite les généraliser. Beaucoup d'entreprises se sont déjà largement engagées dans cette voie. Certaines de leurs associations travaillent sur les résultats de leurs expériences.

Ces efforts sont nombreux et les types d'expériences multiples. C'est pourquoi les prochaines assises des entreprises françaises (2) consacreront une large part de leur temps et de leurs efforts à les examiner, à les critiquer et à essayer d'en dégager des directives pour l'avenir. Elles offriront aux cadres l'occasion de participer aux forums qui traiteront de ces questions. Le but est de rechercher les moyens d'améliorer la concertation, d'augmenter la responsabilité de l'encadrement dans la qualité de la vie, de mieux définir leur statut et de résoudre les problèmes de leur emploi.

Nous ne pensons pas en effet — quelle que soit leur bonne volonté — que des organisations extérieures à l'entreprise puissent décider *in abstracto* quel doit être le rôle et la rémunération de l'encadrement. Alors qu'en réalité, elles cherchent ainsi à résoudre des problèmes différents qui leur sont propres. Nous souhaiterions simplement qu'elles aient, comme nous, le courage d'en discuter ouvertement et concrètement avec les intéressés. L'encadrement et les dirigeants d'entreprise ont résolu ensemble le problème de l'industrialisation de la France. Ils sauront aussi résoudre ensemble celui de la qualité de la vie dans l'entreprise, autrement qu'en brimant les uns pour faire illusion aux autres.

PAUL APPELL.

(1) Le chiffre exact est 1 668,92 F.
(2) Du 15 au 18 octobre à Paris.

M. BERGERON : le resserrement de l'éventail des salaires doit tenir compte de l'impôt.

Force ouvrière est depuis longtemps favorable à un resserrement de l'éventail des salaires, qui a été amorcé dans la plupart des accords signés par F.O. depuis une dizaine d'années, notamment l'important accord de 1969 sur le reclassement des catégories modestes (C et D) de la fonction publique. Cependant, nous a déclaré M. Bergeron, secrétaire général de la confédération F.O., cette orientation ne peut être poussée trop loin.

F.O. n'entend pas s'enfermer dans un rapport chiffré avec précision. Les grilles, ajoute M. Bergeron, doivent varier en fonction des professions et des industries. Il faut, en outre, tenir compte des déductions fiscales, elles-mêmes variables selon la situation de famille de chaque salarié. Les salaires nets sont concrètement plus rapprochés les uns des autres que les salaires bruts.

En conclusion, M. Bergeron, traditionnellement hostile à toute intervention autoritaire sur les salaires, estime que l'échelle des rémunérations ne peut être déterminée que par la discussion paritaire des conventions collectives.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Le groupe zurichois Œrlikon-Buehrle (O.B.H.) va prendre le contrôle de Bally* en rachetant les actions que détient M. Werner K. Rey, actionnaire majoritaire de la firme de chaussures. L'O.B.H., holding financier, contrôle une centaine d'entreprises dans vingt pays.

Automobile

● *La régie Renault créera une nouvelle filiale* pour diriger l'usine que le groupe va construire à Ingrandes (Vienne), dans la zone industrielle de Châtellerault. Cette unité, dont les travaux doivent débuter à la fin de l'année, entrera en service dès 1980. Elle fabriquera des pièces mécaniques qui alimenteront l'ensemble des chaînes de la Régie, et devrait employer de huit cent cinquante à mille salariés.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

3 500 PERSONNES ONT VISITÉ L'USINE MONTEFIBRE DE SAINT-NABORD

(De notre correspondant.)

Epinal. — « Occupée » le temps de l'opération « portes ouvertes » par le personnel, qui entendait ainsi « *se assumer toute la responsabilité* », l'usine Montefibre-France de Saint-Nabord a accueilli, sous le soleil, le samedi 3 septembre, quelque trois mille cinq cents personnes.

Trois mille cinq cents hors-la-loi en quelque sorte. « *Ces gens n'ont pas hésité, comme l'ensemble des ouvriers, à passer outre le jugement du tribunal de grande instance d'Epinal qui, la veille, a déclaré illicite cette manifestation* », explique M. Jean-Pierre Ferry, secrétaire générale de l'union départementale C.G.T., visiblement satisfait « *de l'appui massif de l'opinion publique* ».

Par groupes de douze — sécurité oblige. — les visiteurs, guidés, encadrés et renseignés par trois ou quatre représentants de l'Intersyndicale (C.G.T. - C.F.D.T. - C.G.C.) ne peuvent toutefois pas découvrir les dernières installations. Celles dont la mise au point est à peine achevée. « *Ainsi retire-t-on à la direction la possibilité de nous accuser de favoriser l'espionnage industriel* », note avec humour M. Masson, délégué C.F.D.T. Et, précaution redoublée, on prie les « invités » de laisser appareils photographiques et caméras à l'entrée de l'usine, à deux pas de la garderie improvisée pour les moins de douze ans.

En fin d'après-midi, alors qu'une longue file d'attente patiente toujours devant les grilles, sous l'œil de l'huissier de la direction qui ne cesse de dresser constat, les représentants des partis de gauche, des syndicats ouvriers et agricoles, de la FEN, des associations familiales, viennent apporter « *leur soutien aux travailleurs en lutte* ». Les élus communistes, en nombre, portent l'écharpe tricolore.

Le « speaker » de Montefibre qui a installé son micro à deux pas de la table où l'on signe le Livre d'or, répète inlassablement : « *Madame, Mademoiselle, Monsieur, vous venez de visiter Montefibre, usine ultra-moderne. Merci de refuser avec nous la mort à laquelle le patronat veut la condamner. Ensemble, nous disons non à ce scandaleux gâchis économique et social.* »

A 19 heures, on retire la banderole « Usine occupée ». Tout s'est déroulé sans le moindre incident. Les Montefibre attendent maintenant la réunion du comité d'entreprise qui, initialement prévue lundi 5 septembre à 9 heures, a été repoussée à l'après-midi. — Y. C.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr suisses		Fr français	
48 heures.	5 5/8	6 5/8	3 1/4	4 1/4	1 7/8	2 7/8	8 1/2	9
1 mois ..	6 3/8	6 7/8	3 5/8	4 1/8	2 3/8	2 7/8	10 3/4	11 1/4
3 mois ..	6	6 1/2	3 1/2	4	2	2 1/2	10 3/4	11
6 mois ..	6 1/4	6 3/4	3 5/8	4 1/8	2 5/8	3 1/8	11 1/8	11 3/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉCONOMIQUES TROYENS ET DOCKS RÉUNIS

L'offre publique d'achat lancée, en juin dernier, sur les actions Economiques troyens et docks réunis par le Crédit industriel et commercial et le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine pour le compte de la société Cedis, a rencontré un vif succès, puisque 85 110 actions ont été présentées.

Il est rappelé, par ailleurs, que pendant l'offre publique d'achat, Cedis a acheté en Bourse 51 615 actions Economiques troyens et docks réunis.

La participation de Cedis se trouve ainsi portée à 136 725 titres, soit 91,33 % du capital de la société Economiques troyens et docks réunis.

LA MURE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire au siège de la délégation de Grenoble, 47, avenue Alsace-Lorraine, le vendredi 16 septembre, à 10 h. 30, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1977 (durée exceptionnelle de dix-huit mois), qui font ressortir une perte de 10 578 000 F, dont 1 892 000 F de bénéfice net ordinaire et 12 470 000 F de moins-values à long terme.

Il convient de signaler que ces moins-values sont principalement la conséquence des résultats déficitaires enregistrés chez SICLI au cours des deux derniers exercices, du fait de trois de ses filiales, et que SICLI augmentera son capital très prochainement afin de se doter des capitaux propres, qui lui permettront de retrouver une structure financière adaptée au niveau de ses activités.

هكذا من الأصل

NOMIQUE ET SOCIALE

les cadres

FAITS ET CHIFFRES

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	26 août	2 sept.
Indice général	74,8	75,8
Assurances	121,3	124,8
Banq. et sociétés financ.	62	62,4
Sociétés foncières	78,1	80,3
Sociétés investiss. portef.	76,5	77,5
Agriculture	74	75,4
Aliment., brasseries, distill.	68,6	69,2
Autom., cycles et l. équip.	80,6	82,7
Bâtim., matér. constr., T.P.	78,6	80,1
Caoutchouc (ind. et comm.)	62,4	63,8
Carrières salines, charbon.	85,1	87,3
Constr. mécan. et navales.	68,9	67
Hôtels, casinos, thermal.	86,4	87,1
Imprimeries, pap., cartons.	61,8	62,4
Magas., compt. d'exportat.	48,4	49,5
Matériel électrique	76,4	77,5
Métall., com. des pr. métal	48	48,2
Mines métalliques	95,1	94,2
Pétroles et carburants	67,1	66,8
Prod. chimiq. et él.-mét.	76	77,5
Services publics et transp.	85,4	86,9
Textiles	92	96
Divers	103,2	103,5
Valeurs étrangères	103,2	104,6
Valeurs à rev. fixe ou ind.	120,7	120,7
Rentes perpétuelles	55	55,8
Rentes amort., fonds gar.	168,6	168,9
Sect. indust. publ. à r. fixe	92,5	92,8
Sect. ind. publ. à rev. ind.	236,6	236,6
Secteur libre	192,5	192,6

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	211,5	211,5
Val. franç. à rev. variable	518,4	525,3
Valeurs étrangères	762,8	173,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	59,4	60,3
Produits de base	39,4	39,9
Construction	83	84
Biens d'équipement	52,4	53,6
Biens de consom. durables	103,2	105
Biens de cons. non durabl.	53,1	54
Biens de consom. aliment.	61,4	63,2
Services	86,4	87,5
Sociétés financières	69,8	70,1
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	157,5	158,3
Valeurs industrielles	52,8	53,5

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Saliaco, dr. ss c. 18	1 p. 20	.. ..

LONDRES

Nouveaux progrès

L'optimisme continue de régner au sujet de l'attitude des syndicats à l'égard des augmentations de salaires. Nouveaux progrès des industrielles, au plus haut depuis janvier 1973, fermeté des pétroles et réveil des mines d'or en liaison avec l'avance du métal.

OR (ouverture) (dollars) : 147 80 contre 146 40

VALEURS	CLOTURE 2/9	COURS 5/9
Beecham	623	627
British Petroleum	908	914
Courtaulds	118	.20
De Beers	276	273
Imperial Chemical	423	416
Rio Tinto Zinc Corp.	215	219
Shell	595	603
Vickers	195	198
War Loan 3 1/2 %	32 1 16	32 1/2
*West Driefontein	20 3 4	21
*Western Holdings	18 3/16	18 7/16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NORSK HYDRO. — Le bilan provisoire pour l'exercice 1976-1977 fait ressortir un chiffre d'affaires qui dépasse pour la première fois les 5 milliards de couronnes (1 couronne norvégienne = 0,89 F) et atteint 5,17 milliards de couronnes (contre 4,75 milliards). Le bénéfice d'exploitation s'élève à 489 millions de couronnes contre 405 millions en 1975-1976 et le bénéfice ordinaire, avant impôts et prélèvements, à 246 millions contre 197 millions.

Malgré une situation difficile dans l'économie mondiale, a souligné le directeur général M. Holte, les activités traditionnelles du groupe (énergie, engrais, matières plastiques, aluminium et magnésium) ont maintenu leurs positions antérieures. L'augmentation des résultats provient de l'accroissement des revenus du secteur pétrolier. Un dividende de 12 %, comme l'an dernier, sera distribué, mais il s'appliquera à un capital nominal porté de 60 couronnes à 80 couronnes (+ 33 %) depuis le début de l'exercice 1976-1977.

PULLMAN INC. — Bénéfice net du premier semestre : 14,57 millions de dollars contre 19,06 millions. Le carnet de commandes consolidé a atteint le niveau record de 4,1 milliards de dollars contre 3 milliards au 30 juin 1976.

B. A. L. O.

Le *B.A.L.O.* du lundi 5 septembre publie notamment les insertions suivantes :

Crédit foncier de France. — Émission au pair et cotation d'un emprunt de 1,2 milliard de francs représenté par 1 200 000 obligations de 1 000 F, à intérêt de 11 %, jouissance du 5 septembre 1977, amortissable au pair en dix séries entre les années 1980 et 1992.

Compagnie du Midi. — Insertion en vue :

— De l'attribution gratuite de 21 892 actions de 275 F, une nouvelle pour cinq anciennes ;

— De l'élévation du nominal des actions existantes de 275 F à 276 F et du dédoublement de ces actions en ramenant leur nominal de 276 F à 138 F ;

— De la création de 2 227 872 actions de 138 F du fait de divers apports ;

— De l'annulation de 254 actions de 138 F.

Ces actions nouvelles sont toutes jouissance du 1er janvier 1977 et seront cotées en Bourse.

A la suite de ces opérations, le capital est porté de 5 985 300 F à 350 244 000 F.

A.B.G. - Semca S.A. — Attribution gratuite à partir du 15 septembre et cotation de 100 500 actions de 50 F, une nouvelle pour quatre anciennes, jouissance du 1er janvier 1977.

Le capital, qui a été préalablement réduit de 20 104 250 F à 20 100 000 F par rachat de 85 actions, est porté à 25 125 000 F.

Algemene Bank Nederland N.V. — *Insertion en vue de la cotation en* Bourse de Paris de 131 089 actions de 100 florins émises à la suite de conversion d'obligations et à l'occasion de la mise en paiement du dividende intérimaire de l'exercice 1977.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	1er sept.	2 sept.
Valeurs françaises	92,1	92,4
Valeurs étrangères	99,6	100,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	59,4	60,3

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2/9	5/9
1 dollar (en yens)	267 85	267 70

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 8 1 4 %

BOURSE DE PARIS - 2 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France I.A.R.D.	164 50	164 50	Locabail Immob.	177 .	176 50	Immovest	84	83 80
France (La)	340	340 10	Locafinancière	124 90	124 90	Cie Lyon. Imm.	82 50	82 60
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	495 .	496 .	(M) Crédit Mod.	51 50	51 50	(M) S.O.F.I.P.	65 50	65 50
E.D.F. parts 1959	..	488 .	Electro-Banque	120 10	124	Fonc. Lyonnaise	528 .	528
Ch. France 3 %	140 ..	141 .	Eurobail	102 .	101 50	Immob. Marseille	762	785
			Financière Sofal.	255 .	252	Louvre	177 .	170
Abeille I.G.A.R.D.	... ..		Fr. Cr. et B. (Cie)	.. .	45 60	Midi	610	620
Abeille (Vie)	... ..	195 60	France-Bail	165 ..	166	Rente foncière	345	354
A.G.F. (Ste Centr.)	388 .	390 .	Hydro-Energie	25 .	24 .	SINVIM	146 50	146 50
Ass. Gr. Paris-Vie	1195 .	1198 .	Immobail B.T.P.	122 .	122 40	Voitures à Paris	271 20	274
Concorde	280 .	280 .	Immobanque	162 50	163 10	Cegifi	117 50	118
Epargne France	300 .	308	Immofice	121 30	121 30	Foncina	97 .	96 90
Financ. Victoire	192	185 .	Interbail	142 20	142	Gr. Fin. Constr.	115	110 50
Fonc. T.I.A.R.D.	82 .	81 50	Laffitte-Bail	109 40	109 40	Imminédo	112 20	112 50

Géyelot	168 ..	165 .	Vieille Montagne	... .	o300	Mondiale Invest.	170 81 / 163 06
Grande-Paroisse	99 ..	103 .				Oblisem	128 74 / 122 90
Huiles G. et dér.	64	65	Am. Petrofina	147 .	154 50	Optima	140 97 / 134 58
Novacel	95 70	95 60	British Petroleum	77 60	78 .	Planinter	278 92 / 264 36
Parcor	220	220	Gulf Oil Canada	119 10	125 10	Sicavimmo	186 44 / 177 99
Quartz et Silice	21 10	d 21 90	Petrofina Canada	. ..	81	S. I. Est	374 80 / 357 51
R.E.T.I.	176	o169	Shell Tr. (port.)	50 .	49 60	Soginco	121 75 / 116 23
Ripolin-Georget	.	58 60	Akzo	61 80	61 60	Sogitar	421 91 / 402 78
Rousselot S.A.		.	Dart. Industries	178 .	169 20	Univalor	151 76 / 144 88
Soufre Réunies	122 .	123 50	Dow Chemical	164 .	152 80	Valorem	156 81 / 149 70
Synthelabo	188 ..	181 50	Fosaco	.. .	17 50	*Cours précédent	

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
658	4,5 % 1973	658 .	657 ..	656 90	656 .
2010	C.N.E. 3 %	1961 ..	1982 ..	1970 .	1958 80
335	Afrique Occ.	344 .	341 .	342 .	336 50
290	Air liquide	289 80	287	287 ..	286 .
59	Als.Part. ind.	59 20	59 ..	59 ..	58 ..
131	Als. Superm.	134 50	137	137 ..	137 ..
193	E.J. Lefebvre	209	208 90	209	[illegible]
60	Esso S.A.F.	60 40	59 10	59 20	[illegible]
173	Euratrance	130 ..	176 .	179 50	[illegible]
355	Europe n° 1	385	365	384 60	[illegible]
345	Ferodo	354 50	355	354 80	[illegible]
175	Tél. Ericsson	171 50	172 10	173 50	174 90
62	Terres Roug.	63 70	63	63	63 .
164	Thomson-Br.	177 .	177 40	177 10	177 40
215	— (obl.)	216	216 ..	216	212 .
200	U.I.S.	207	208	208 80	205 .
169	U.C.B.	176	174 10	174 50	174 10
205	Un. F. Bques	223 50	224	224	221 .
66	U.T.A.	69 50	69	69 .	70 20
325	Gen. Motors	333 50	331 ..	331 50	336
14	Goldfields	13 85	13 65	13 65	13 56
20	Harmony	21 85	22	22 20	21 75
293	Hoechst Akti	286 50	286 50	286	285 50
34	Imp. Chem.	36 30	35 40	35 60	35 25
110	Inco Limited	108 50	106 20	108 20	106 20
1330	I.B.M.	1320	1311	1310	1311
163	I.T.T.	161	160 50	160 80	158 80
625	Deuts. Bank	613	618	618 ..	613
250	Dome Mines	250 50	C248 50	248 50	248 50
570	Du Pont Nem.	554 .	562	562 .	562
316	East Kodak	307	304 50	302	303 90
12 50	East Rand	12 65	12 60	12 70	12 80
115	Ericsson	101 60	101 50	102	101 50
240	Exxon Corp.	243 50	244 .	243 ..	239 20
260	Ford Motor	...	271	272 .	270 .
61	Free State	64 40	64 90	65	64 50
270	Gen. Electric	264 ..	261 50	261 30	259 ..
43	Sony	42 10	42 .	41 75	42 .
11	Tanganyika	11 35	11 35	11 35	11 25
245	Unilever	246	248 ..	247	244 50
15 50	Union Corp.	15 70	15 80	15 80	15 85
121	U. Min. 1/10	122 ..	122 90	123 50	122 30
100	West Drief.	102 50	100 60	102 50	100
38	West Deep.	38	38 90	39 50	38 40
83	West Hold.	88 10	89 80	90 .	88 50
270	Xerox Corp.	280 80	264 50	264 50	264 50
0 94	Zambia Cop.	0 90	0 90	0 89	0 88
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 902	4 901	4 870
Allemagne (100 DM)	211 380	211 460	211 ..
Belgique (100 F.)	13 749	13 739	13 625
Pays-Bas (100 fl.)	200 260	200 350	296
Danemark (100 krd)	79 450	79 390	79 000
Suède (100 krs)	101 070	100 950	100 500
Norvège (100 k.)	89 780	89 570	88 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 548	8 541	8 550
Italie (1 000 lires)	5 560	5 558	5 600
Suisse (100 fr.)	204 120	204 050	204
Autriche (100 sch.)	29 718	29 698	29 050
Espagne (100 pes.)	5 805	5 802	5 760
Portugal (100 esc.)	12 270	12 235	12 .
Canada ($ can. 1)	4 563	4 568	4 535

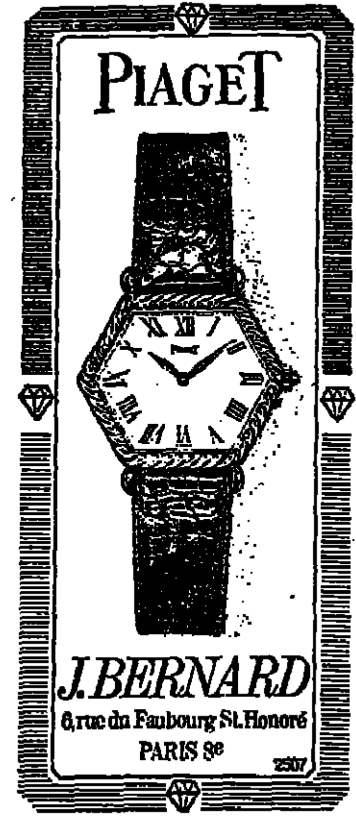
MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2 9
Or fin (kilo en barre)	23500	23400 .
Or fin (kilo en lingot)	23475	23525 .
Pièce française (20 fr.)	246 80	247 ..
Pièce française (10 fr.)	204 ..	204 ..
Pièce suisse (20 fr.)	215 90	216 .
Union latine (20 fr.)	204 60	205 .
Souverain	221 80	221 20
Pièce de 20 dollars	1120 40	1110 40
Pièce de 10 dollars	569	575 .
Pièce de 5 dollars	300 .	300 .
Pièce de 50 pesos	868 ..	984 50
Pièce de 10 florins	216 ..	215 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 4-5 septembre 1977 a été tiré à 508 353 exemplaires.



A B C D E F G .

Les négociations sur les salaires dans le secteur public et nationalisé

La C.G.T. et la C.F.D.T. ne signeront pas

Les négociations sur les salaires de 1977 reprennent, cette semaine, dans le secteur public et nationalisé : ce lundi 5 septembre, à 15 h. 30, à la fonction publique et aux Charbonnages de France ; mardi 6, à 10 heures, à l'E.G.F. et à la R.A.T.P. ; mercredi 7, à 17 heures, à la S.N.C.F.

Les propositions que le gouvernement et les directions des entreprises nationales vont présenter aux représentants des personnels porteront notamment sur le « rattrapage », car l'indice officiel des prix a progressé plus vite que les salaires du secteur public, et sur la progression du pouvoir d'achat en 1977, qui pourrait être de 1 %, selon certains paramètres économiques.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà fait savoir qu'elles tenaient ces discussions pour des « parodies » et qu'elles ne donneraient pas leur signature. C'était déjà le cas, pour les accords conclus ces dernières années (sauf à l'E.G.F.). L'élément nouveau est qu'en 1977 les syndicats réformistes se montrent, eux aussi, très réservés.

Les négociations avaient échoué, jusqu'à présent, en premier lieu parce que le gouvernement avait fait disparaître la clause qui, en 1976, prévoyait une échelle mobile des salaires, avec augmentation provisionnelle de mois en mois.

Dans la fonction publique, les traitements n'ont été relevés que de 4 % depuis le début de l'année (1,5 % le 1er janvier, 2,5 % le 1er juin). L'indice de l'INSEE ayant augmenté de 5,9 % à la fin de juillet, par rapport à janvier, le retard des salaires est certainement supérieur actuellement à 2,5 % (sans parler de la perte de pouvoir d'achat résultant des ajustements *a posteriori*). Force Ouvrière et la FEN se montrent donc très réticentes envers les propositions gouvernementales, la FEN, en outre, faisant une condition *sine qua non* de l'abaissement de l'âge de la retraite des femmes dans certains cas.

Aux Charbonnages de France et à la R.A.T.P., la probabilité d'un accord paraît moins ténue. Des signes d'impatience se manifestent dans plusieurs autres secteurs : grève d'une heure, le 6 septembre, des électriciens C.G.T. et C.F.D.T. (sans répercussions pour les usagers), menaces de débrayages de toutes les fédérations de cheminots à propos de l'emploi, protestations de fonctionnaires (envoi massif de télégrammes des contrôleurs aériens C.F.T.C.)...

MM. Edmond Maire et Georges Séguy ont déjà annoncé leur volonté de développer l'action unitaire. Ils vont préciser leurs projets dans les discours qu'ils prononceront respectivement le 7 à Strasbourg et le 8 à Paris. M. André Bergeron parlera, de son côté, le 9 et la C.F.T.C. tiendra une conférence de presse le 6.

DEVANT DES PÊCHEURS NORMANDS

Des Japonais victimes de la pollution de Minamata ont apporté leur témoignage

De notre correspondant

Le Havre. — « *Si nous cessions de nous battre, le dramatique accident de Minamata risquerait d'être oublié de tous. Nous devons rappeler au monde que la maladie de Minamata n'est pas terminée. Elle continuera tant que les victimes vivront.* » Ainsi s'exprime M. Eiichi Watamabé, Japonais de vingt-cinq ans, dont la presque totalité de la famille a été touchée par la pollution mercurielle. Il était, samedi soir 3 septembre, au Havre, accompagné de deux autres personnes atteintes de paralysie partielle, et du docteur Masazumi Harada, neuropsychiatre. Cette délégation japonaise était invitée par l'association écologiste Poséidon, spécialiste de pollution marine.

Deux cents morts, près de mille malades atteints d'infirmités plus ou moins importantes, et enfin quarante nouveau-nés qui jamais ne verront, ne parleront ni n'entendront, tels furent les terribles effets de la maladie de Minamata. A l'origine du drame, la Chisso Corporation, une usine d'engrais rejetant à la mer des produits toxiques à base de mercure. Celui-ci, par l'intermédiaire des poissons pêchés dans la baie, revenait dans le menu des riverains, et en priorité des pêcheurs. Lors des premiers symptômes, en 1952, on n'attacha guère d'importance à une maladie que, faute de mieux, on appela « strange » maladie. Deux ans plus tard, mourait la première victime.

En 1973, après vingt années de lutte, les victimes ont gagné leur combat et les rejets ont cessé. Mais au Japon, d'autres usines identiques fonctionnent toujours.

Aujourd'hui, M. Watamabé, dont les centres nerveux ont été gravement atteints, remarque : « *Je voudrais seulement pouvoir travailler et passer mon permis de conduire.* »

Au Havre, dimanche, à la Maison du marin, les pêcheurs normands posaient des questions, demandaient des précisions : étaient-ce les poissons de fond, ou ceux d'entre deux eaux, qui transmettaient le mal ? On leur répondit que tous les poissons étaient également atteints. On parla ensuite des déversements radio-actifs de l'usine atomique de la Hague et de leurs conséquences pour les ports de pêche de la côte jusqu'à la baie de la Seine. On aborda aussi le cas des trente-huit pêcheurs normands atteints de dermatose.

Conclusion de Mme Hamamoto, dont le mari, paralysé, s'appuie sur une canne. « *Regardez mon mari : il est la victime des rejets irresponsables de déchets industriels. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.* »

PATRICK PESLIER.

M. CHIRAC VEUT CRÉER UNE « VÉRITABLE TRAME VERTE » DE PARIS

Dans une interview accordée, lundi 5 septembre, à l'Agence France-Presse, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a notamment déclaré : « *Paris ne doit pas être sillonné de voies autoroutières, mais il ne peut pas être, non plus, un centre de repos rempli de jardins trop grands et dépeuplés. La vie doit s'y dérouler, complète, en fonction des moments d'activité et de détente qui s'y succèdent. Dans la vie quotidienne, nous sommes en train, par exemple, non pas de créer, au hasard des suggestions, des zones piétonnières, mais de chercher les moyens d'assurer à Paris un cadre d'ensemble d'une véritable circulation piétonne pour donner à chacun la liberté de marcher dans sa ville. Et parce que les piétons ne sont pas seulement des marcheurs, il faut multiplier les espaces verts, les petits jardins, les placettes, lieux de repos, mais aussi de rencontres. N'est-ce pas déjà le rôle évident de l'ensemble piétonnier autour du Centre Pompidou ?*

» *Je ne suis pas hostile aux jardins-décors, mais encore plus importants pour moi sont ceux, plus petits, qui contribuent au développement de la vie locale et qui, par leur multiplication, finiront par créer une véritable trame verte de Paris.* »

M. Chirac a également évoqué la nécessité d'améliorer l'action culturelle et de développer une politique de logement social « *liée au maintien, voire à la réinstallation d'entreprises industrielles et commerciales* ».

● *Treize mille logements seront chauffés et approvisionnés en eau chaude* par la géothermie, à partir de 1979, en Ile-de-France, indique-t-on à la préfecture régionale. Un programme de sept mille logements va être lancé, fin septembre, à Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine), dont l'achèvement est prévu pour 1979.

Déjà, quatre mille logements sont équipés à Melun-l'Almont et à Villeneuve-la-Garenne, et plusieurs réalisations sont en cours.

En Égypte

Le gouvernement réexamine ses plans concernant l'application intégrale de la loi coranique

De notre correspondant

Le Caire. — Si les projets gouvernementaux d'ismaliser la législation avaient dans un premier temps réjoui les intégristes islamiques, appuyés par l'Arabie Saoudite, et certaines couches populaires particulièrement dévotes (*le Monde* du 27 juillet), dans un second temps les milieux musulmans réformistes ou libéraux, ainsi que les chrétiens, ont eu des réactions si négatives qu'elles ont conduit les autorités à réexaminer au moins une partie de leurs plans. C'est ainsi que le projet de loi instituant la peine de mort en cas d'apostasie de l'islam a été discrètement retiré de la circulation.

Le grand mufti d'Egypte, plus libéral que le cheikh d'Al-Ahzar, partisan, lui, de l'application rigoureuse de la « chariah » (loi divine), a pris position dans un article de presse remarqué contre la violence en matière de religion. De son côté, le quotidien *le Progrès égyptien* a écrit : « *Le Coran ne condamne pas l'apostat à la mort, bien qu'il le voue au feu de l'enfer.* »

Des « convertis circonstanciels »

Les intellectuels en contact avec le pouvoir ont également, mais avec moins d'insistance que prévu, fait savoir qu'à leur avis il était déjà suffisant que la « chariah » fût la source principale du législateur égyptien, et qu'en faire la source unique compromettrait la modernité du pays. Ces prises de position devraient permettre au Raïs, dont les dispositions personnelles libérales sont notoires, de mieux résister aux pressions intérieures et extérieures dont il est l'objet de la part des tenants du droit musulman.

La réaction la plus inattendue, en raison de l'attitude traditionnellement prudente à l'égard du pouvoir politique observée par les coptes, a été celle de l'Eglise nationale d'Egypte. Les responsables de celle-ci nient être intervenus, mais on croit savoir, de bonne source, qu'ils ont adressé au gouvernement un mémorandum formulant de sérieuses réserves à l'égard des projets législatifs et déclarant que, si le texte sur l'apostasie était adopté il ne serait pas reconnu par les chrétiens.

L'Eglise copte aurait fait valoir que prescrire la peine capitale en cas d'abandon de l'islam serait « *contraire à la Constitution et à la Déclaration universelle des droits de l'homme* » et « *ternirait l'image de marque de l'Egypte en Occident* ». Cette loi serait en outre « *antichrétienne* ». En effet, les musulmans de naissance qui changent de religion se comptent, en Egypte, sur les doigts d'une seule main. En revanche, chaque année plusieurs dizaines de coptes, pour pouvoir épouser une musulmane ou bien pour répudier leur femme chrétienne, ou encore pour des questions d'intérêt, se convertissent à l'islam. Par la suite, nombre de ces « *convertis circonstanciels* » reviennent à leur foi d'origine. Désormais, aux termes du projet de loi, ils seraient condamnés à mort sur le simple témoignage de deux musulmans. Le clergé copte a fait remarquer que, s'il ne se livre pas au prosélytisme parmi les musulmans d'origine, en revanche, sa mission est et sera toujours de ramener au christianisme l'islam les chrétiens passés à l'Islam. Le Coran ne dit-il pas : « *Dieu vous a choisi une religion, soyez-y dévoués jusqu'à la mort.* »

Cependant les « activistes de l'islam » ne désarment pas. Ils sont parvenus au début du mois de ramadan à faire publier par la commission des affaires sociales et des biens religieux du Parlement un texte « *interdisant aux citoyens qui ne jeûnent pas durant le mois sacré de Ramadan de le montrer publiquement* ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

L'EXCÉDENT DES PAIEMENTS DE LA R.F.A. A ÉTÉ DE 2 MILLIARDS DE DEUTSCHEMARKS EN JUILLET

Bonn (*A.F.P.*). — La balance des paiements a été excédentaire de 2 milliards de D.M. en juillet, alors qu'elle avait été déficitaire de 130 millions de D.M. en juin.

Pour les sept premiers mois de l'année, la balance des paiements est en excédent de 1,2 milliard de D.M. contre 5,2 milliards de D.M. pour la même période de l'an dernier.

La Banque centrale souligne que le résultat de juillet est pour l'essentiel imputable aux interventions sur le marché des changes en faveur du dollar. Depuis le début du mois d'août, le redressement de la monnaie américaine a entraîné le reflux de 500 millions de D.M.

La balance des transactions courantes s'est soldée par un déficit de 1,3 milliard de D.M. contre un excédent de 800 millions de D.M. en juin. Ce déficit est dû pour une part à la baisse de l'excédent commercial (1,8 milliard en juillet contre 2,9 milliards en juin), et pour une autre part à l'accroissement du déficit de la balance des services (1,7 milliard contre 1 milliard).

Pour les sept premiers mois de cette année, l'excédent de la balance des paiements courants (4,1 milliards de D.M.) est inférieur de 800 millions à celui de la même période de l'an dernier.

Selon la C.B.S.

LE ROI HUSSEIN ET M. MOSHE DAYAN SE SERAIENT RENCONTRÉS IL Y A DEUX SEMAINES A LONDRES

New-York (*Reuter, A.F.P.*). — Selon le correspondant à Tel-Aviv de la chaîne américaine C.B.S., le roi Hussein de Jordanie et le ministre israélien des affaires étrangères, M. Dayan, se sont rencontrés il y a deux semaines à Londres. Le souverain hachémite et le ministre israélien auraient exprimé, pour des raisons différentes, leur inquiétude devant les ouvertures faites par Washington en direction de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), affirme le journaliste. Le roi Hussein ne voudrait pas d'une présence de l'O.L.P. sur la rive occidentale du Jourdain, qui menacerait la stabilité de son royaume, et M. Dayan estimerait que cette présence serait un danger pour Israël.

Toujours selon la C.B.S., les deux personnalités n'auraient pu se mettre d'accord sur le « *plan Dayan* » d'une « *division fonctionnelle* » de la Cisjordanie entre Israël et le royaume hachémite, l'Etat hébreu gardant la haute main sur la sécurité, et l'administration civile étant partagée entre les édiles locaux et la Jordanie.

Lors du séjour de M. Dayan à Londres, les rumeurs concernant une éventuelle rencontre avec le roi Hussein, qui y faisait une visite privée, avaient été démenties de source autorisée.

UN ATTENTAT A LA BOMBE FAIT TRENTE-CINQ BLESSÉS DANS LE CENTRE DE BAGDAD

Bagdad (*A.F.P.*). — Onze personnes ont été blessées, dimanche 4 septembre, par l'explosion d'une bombe au phosphore dans le centre de Bagdad, annonce ce lundi 5 septembre l'Agence irakienne d'information.

La bombe était placée dans une voiture en stationnement dans la rue Al-Rachid. L'explosion a provoqué un début d'incendie et d'importants dégâts matériels. Parmi les passants venus à la rescousse des pompiers pour retirer les blessés des voitures endommagées, vingt-quatre ont été atteints par les flammes, ajoute le communiqué, portant ainsi à trente-cinq de nombre total des victimes, parmi lesquelles on compte des femmes et des enfants.

Le communiqué accuse les « *agents de l'impérialisme* » d'être les « *auteurs de cette lâche action menée contre la révolution et les masses irakiennes* ».